WOLUWE-SAINT-LAMBERT
SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE

COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT
GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 29 JUIN 2022
GEMEENTERAAD VAN 29 JUNI 2022

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Ariane Calmeyn, *Président/Voorzitter* ;
Olivier Maingain, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Delphine De Valkeneer, *Echevin(e)s/Schepenen* ;
Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Aurélie Melard, Sonia Begyn, Quentin Deville, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Charles Six, Adelaïde de Patoul, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi , Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten, Margaux Hanquet, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen, *Conseillers/Gemeenteraadsleden* ;
Patrick Lambert, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.*

Excusés
Verontschuldigd

Isabelle Molenberg, Philippe Jaquemyns, *Echevin(e)s/Schepenen* ;
Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, *Conseillers/Gemeenteraadsleden.*

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

29.06.2022/A/0001 **Communications.**

La séance a lieu en présentiel.
La présidente signale que Mmes MOLENBERG, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE et GOOSSENS ainsi que MM. JAQUEMYNS, DETRY et DESWERT sont excusés et que M. SIX arrivera en cours de séance.
Mme MELARD est également entrée en cours de séance.

Communicatie.

De vergadering vindt plaats met fysieke aanwezigheid.
De voorzitster deelt mee dat mevrouwen MOLENBERG, VAN GOIDSENHOVEN-BOLLE, CHARUE en GOOSSENS alsook de heren JAQUEMYNS, DETRY en DESWERT verontschuldig zijn en dat dhr. SIX tijdens de zitting zal aankomen.
Mw. MELARD is ook tijdens de zitting binnengekomen.

29.06.2022/A/0002 **Procès-verbal de la séance du 23/05/2022 - Approbation.**

Le procès-verbal de la séance du 23/05/2022 est approuvé.

28 votants : 28 votes positifs.

Proces-verbaal van de vergadering van 23/05/2022 - Goedkeuring.

Het proces-verbaal van de vergadering van 23/05/2022 wordt goedgekeurd.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Aurélie Melard entre en séance / treedt in zitting.
Charles Six entre en séance / treedt in zitting.

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

29.06.2022/A/0003 **Ordonnance de police imposant des mesures destinées à assurer la tranquillité publique au parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 21/11/2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 26/01/2017 fixant les conditions de diffusion du son amplifié dans les établissements ouverts au public ;

Vu l'article 135 de la nouvelle loi communale, disposant, en son paragraphe 2, que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Vu le règlement général de police de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'au cours de l'année 2021, des riverains du parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert se sont plaints de faits de tapage nocturne, liés notamment à la diffusion de son amplifié à des heures tardives au sein du parc ; qu'à la réunion des habitants organisée le 23/02/2022, il a notamment été fait état par les habitants présents de festivités à des heures tardives, de musique puissante à différentes heures du jour et de la nuit ou de musique amplifiée dans la zone du parc appelée « jardins à la française » ;

Considérant que les statistiques fournies par la zone de police Montgomery 5343 montrent à suffisance que le nombre d'interventions augmentent fortement pendant l'été, saison au cours de laquelle l'affluence est la plus élevée ;

Considérant en effet que parmi les motifs d'intervention de la zone de police Montgomery 5343 au sein du parc Georges Henri figurent principalement le tapage nocturne en raison de la musique (17 interventions dont 2 en juillet, 5 en août et 8 en septembre 2021) et le tapage nocturne dû au comportement de personnes (9 interventions en juillet, 16 en août et 13 en septembre 2021) ;

Considérant que la diffusion de la musique provient tant de la guinguette installée au

centre du parc que d'appareils portatifs amenés par les personnes fréquentant le parc, notamment par celles qui fréquentent les terrains de sport situés du côté de l'avenue Georges Henri ;

Considérant qu'en raison de l'affluence du public, il importe de veiller à la tranquillité tant des visiteurs que des riverains ;

Considérant qu'il apparaît primordial de préserver la quiétude, la tranquillité et l'ordre du parc et de ses abords immédiats ;

Considérant qu'il est par conséquent proposé de prendre les mesures nécessaires en vue de garantir la quiétude et la tranquillité dans et autour du parc ;

Considérant que la présente ordonnance est prise dans un objectif de prévention quant aux troubles qui pourraient à nouveau survenir dans le parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert, mais aussi pour permettre à la zone de police Montgomery 5343 d'appliquer des mesures répressives à l'égard des contrevenants ;

Vu les articles 117, 119, 119bis et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE d'adopter l'ordonnance de police imposant des mesures destinées à assurer la tranquillité publique au parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert, telle que reprise ci-dessous :

Ordonnance de police imposant des mesures destinées à assurer la tranquillité publique au parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert

Article 1 - Objet et champs d'application
§ 1. La présente ordonnance vise à réguler la diffusion de musique, amplifiée ou non, dans le parc Georges Henri à Woluwe-Saint-Lambert, en y imposant des mesures destinées à assurer la tranquillité publique.
§ 2. Cette ordonnance est applicable dans l'enceinte du parc Georges Henri du 01/07/2022 au 30/09/2022 inclus.

Article 2 - Dispositions générales
§ 1. La diffusion de musique non amplifiée est tolérée entre 10h et 22h dans l'enceinte du parc Georges Henri et ses abords.
§ 2. Entre 22h et 10h, la diffusion de toute forme de musique est interdite dans l'enceinte du parc Georges Henri.
§ 3. Sans préjudice de l'article 3, la musique amplifiée, y compris la musique diffusée à l'aide d'une enceinte externe filaire ou non filaire, est interdite à toute heure du jour et de la nuit, dans l'enceinte du parc Georges Henri.

Article 3 - Dispositions particulières applicables à l'organisateur de la guinguette Henri
§ 1. Dans le cadre de l'exploitation temporaire de la guinguette Henri du 08/05/2022 au 26/09/2022, la diffusion de son amplifié est autorisée de 10h à 21h.
§ 2. En matière de sonorisation, l'organisateur et les animateurs en charge de celle-ci sont tenus solidairement de respecter les normes ci-après :

- La puissance électro-acoustique de sortie des installations de sonorisation est fixée à maximum 65 db (A) à 1 mètre dans l'axe du diffuseur. En cas de

circonstances particulières, la police pourra ordonner la modification de cette norme de référence.

- Les diffuseurs seront placés à une hauteur suffisante de manière à être dirigés vers le bas en direction de la surface occupée principalement par le public.

§ 3. L'exploitant de la guinguette a l'obligation d'installer un sonomètre de contrôle étalonné conformément à la réglementation en vigueur.

Article 4 - Sanctions administratives

§ 1. Toute personne ayant commis une infraction à la présente ordonnance sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, soit 350 EUR maximum si elle est majeure et 175 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis.
Conformément aux articles 12 et 18 de la loi du 24/06/2013, une médiation obligatoire pour les mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits et facultative pour les majeurs est mise en place. Cette médiation vise la réparation ou l'indemnisation du dommage causé par l'auteur ou à apaiser le conflit.
§ 2. Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.
§ 3. En cas d'infraction à la présente ordonnance, les fonctionnaires de police ou les agents de police pourront donner injonction au contrevenant de cesser l'utilisation des objets et matériels servant de support à la diffusion de musique. En cas de refus de se conformer immédiatement à l'injonction, tous les objets et matériels servant de support à la diffusion de musique pourront être saisis.

Article 5

La présente ordonnance sera publiée et affichée conformément aux dispositions en la matière. Elle deviendra obligatoire dès sa publication.

Article 6

Conformément à l'article 14 des lois coordonnées du Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat : http://eproadmin.raadvst-consetat.be. Une action de suspension de cette ordonnance peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 05/12/1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

30 votants : 30 votes positifs.

Politieverordening tot oplegging van maatregelen om de openbare rust in het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe te waarborgen - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 21/11/2002 betreffende de strijd tegen het buurtlawaai, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 26/01/2017 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen;

Gelet op artikel 135 van de nieuwe gemeentewet, dat in zijn paragraaf 2 bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Gelet op het algemeen politiereglement van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat de bewoners van het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe in de loop van het jaar 2021 hebben geklaagd over nachtelijke overlast, die met name verband houdt met het uitzenden van versterkt geluid op de late uren in het park; dat de aanwezige bewoners op de bewonersvergadering van 23/02/2022 met name melding hebben gemaakt van festiviteiten op de late uren, luide muziek op verschillende uren van de dag en de nacht of versterkte muziek in het deel van het park dat bekend staat als "de tuinen in Franse stijl";

Overwegende dat uit de statistieken van de politiezone Montgomery 5343 blijkt dat het aantal interventies aanzienlijk toeneemt tijdens de zomer, het seizoen waarin het aantal bezoekers het hoogst is;

Overwegende dat de politiezone Montgomery 5343 in het Georges Henripark voornamelijk optreedt wegens nachtelijke overlast door muziek (17 interventies, waarvan 2 in juli, 5 in augustus en 8 in september 2021) en wegens nachtelijke overlast door het gedrag van personen (9 interventies in juli, 16 in augustus en 13 in september 2021);

Overwegende dat de verspreiding van muziek zowel komt van de guinguette die in het midden van het park is geïnstalleerd als van draagbare apparatuur die wordt meegebracht door mensen die het park frequenteren, met name door degenen die de sportvelden bezoeken die aan de kant van de George Henrilaan liggen;

Overwegende dat gezien het verwachte hoge aantal bezoekers het belangrijk is om zowel de rust van de bezoekers als van omwonenden te verzorgen;

Overwegende dat het van wezenlijk belang is de rust, de stilte en de orde van het park en zijn onmiddellijke omgeving te behouden;

Overwegende dat derhalve wordt voorgesteld de nodige maatregelen te nemen om de rust en de stilte in en rond het park te waarborgen;

Overwegende dat deze verordening genomen is met als doelstelling om verdere problemen die zich zouden kunnen voordoen in het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe te voorkomen, maar ook om de politiezone Montgomery 5343 in staat te stellen repressieve maatregelen tegen de overtreders te nemen;

Gelet op artikelen 117, 119, 119bis en 135 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST de politieverordening tot oplegging van maatregelen om de openbare rust in het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe te waarborgen zoals hieronder vermeld goed te keuren:

Politieverordening tot oplegging van maatregelen om de openbare rust in het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe te waarborgen

Artikel 1 - Onderwerp en toepassingsgebied
§ 1. Onderhavige verordening beoogt het uitzenden van al dan niet versterkte muziek in het Georges Henripark in Sint-Lambrechts-Woluwe te reglementeren door maatregelen op te leggen die de openbare rust moeten waarborgen.
§ 2. Deze verordening is van toepassing binnen het Georges Henripark van 01/07/2022 tot en met 30/09/2022.

Artikel 2 - Algemene bepalingen
§ 1. Het uitzenden van niet-versterkte muziek is toegestaan tussen 10u 's morgens en 22u 's avonds in het Georges Henripark en omgeving.
§ 2. Tussen 22u en 10u is het uitzenden van om het even welke vorm van muziek verboden in het Georges Henripark
§ 3. Onverminderd artikel 3 is versterkte muziek, met inbegrip van muziek die via een bekabelde of draadloze luidspreker wordt afgespeeld, op elk moment van de dag en de nacht verboden in het Georges Henripark.

Artikel 3 - Bijzondere bepalingen die van toepassing zijn voor de organisator van de guinguette Henri
§ 1. In het kader van de tijdelijke exploitatie van de guinguette Henri van 08/05/2022 tot 26/09/2022, is het verspreiden van versterkt geluid verboden van 10u tot 21u.
§ 2. Wat het geluid betreft, worden de organisator en de animatoren er solidair aan gehouden de volgende normen na te leven:

- Het uitgaand elektroakoestisch vermogen van de geluidsinstallaties wordt vastgesteld op maximaal 65 db (A) op 1 meter in de as van de luidspreker. De politie kan bevelen om deze referentienorm onder bijzondere omstandigheden aan te passen.
- De luidsprekers zullen voldoende hoog geplaatst worden zodat ze naar beneden gericht kunnen worden in de richting van de oppervlakte die hoofdzakelijk door het publiek bezet wordt.

§ 3. De exploitant van de guinguette is verplicht een geluidsniveaumeter te installeren die geijkt is volgens de geldende voorschriften.

Artikel 4 - Administratieve sancties
§ 1. Iedere persoon die onderhavige verordening overtreedt zal gestraft worden met een administratieve geldboete ten belope van de bedragen voorzien in de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, namelijk maximaal 350 EUR wanneer hij/zij meerderjarig is en maximaal 175 EUR wanneer hij/zij minderjarig is en de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt.
Er wordt in overeenstemming met de artikelen 12 en 18 van de wet van 24/06/2013 een verplichte bemiddeling voor minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar bereikt hebben en een facultatieve bemiddeling voor de meerderjarigen voorzien. Deze bemiddeling heeft als doel de herstelling of de vergoeding van de schade die door de auteur veroorzaakt werd of het conflict te laten de-escaleren.

§ 2. Wanneer een overtreder tijdens de vierentwintig maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van een overtreding reeds voor dezelfde overtreding werd bestraft, spreekt men van recidive.
§ 3. In geval van overtreding van deze verordening kunnen politieambtenaren of agenten de overtreder een bevel geven het gebruik te staken van voorwerpen en materialen die dienen ter ondersteuning van het uitzenden van muziek. In geval van weigering om onmiddellijk gevolg te geven aan het bevel, kunnen alle voorwerpen en materialen die worden gebruikt ter ondersteuning van de uitzending van muziek in beslag worden genomen.

Artikel 5
Deze verordening wordt gepubliceerd en aangeplakt in overeenstemming met de beschikkingen ter zake. Ze wordt verplicht vanaf het moment van haar publicatie.

Artikel 6
In overeenstemming met artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van deze verordening ingediend worden bij de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na onderhavige betekening. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State: http://eproadmin.raadvst-consetat.be. Er kan tevens een vordering tot schorsing van de verordening ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 05/12/1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

29.06.2022/A/0004 **ASBL communale Centre Albert Marinus - Représentation politique - Membre - Démission de M. Fabien HOCK (MR+) - Remplacement par M. Jean-Marc ARTOIS - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée ;

Vu les statuts de l'ASBL Centre Albert Marinus ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 8 membres effectifs, désignés par le Conseil communal le 14/12/2020, et répartis comme suit :

- 6 membres pour la liste LB,
- 1 membre pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le courriel de démission du 14/03/2022 de M. Fabien HOCK, représentant du groupe MR+, à l'Assemblée générale ;

Vu le courriel du 14/03/2022 introduit par l'ASBL Centre Albert Marinus demandant à l'intéressé de faire le nécessaire auprès de son chef de groupe pour pourvoir à son remplacement afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Vu le courriel du 13/05/2022, adressé par Mme Amélie PANS, chef de groupe, qui propose la candidature de M. Jean-Marc ARTOIS, domicilié rue Solleveld 37 en c/c ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/05/2022 ;

PROCEDE à la désignation de M. Jean-Marc ARTOIS, domicilié rue Solleveld 37 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Centre Albert Marinus en remplacement de M. Fabien HOCK (MR+), membre démissionnaire, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Gemeentelijke vzw "Centre Albert Marinus" - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Ontslag van dhr. Fabien HOCK (MR+) - Vervanging door dhr. Jean-Marc ARTOIS - Goedkeuring.

De Raad keut het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

CABINET DU SECRÉTAIRE - KABINET VAN DE SECRETARIS

Expansion économique et commerce - Economische expansie en handel

29.06.2022/A/0005 **Marché de la brocante de la place Saint-Lambert - Concession - Convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 25/04/2022 approuvant l'appel à candidature et les clauses relatifs à la concession de gestion du marché de la brocante de la place Saint-Lambert et fixant le montant minimum de la redevance annuelle à 3.600 EUR ;

Considérant qu'une seule offre a été communiquée à la commune ;

Considérant que l'ASBL Fédération des Artisans de Belgique a fait offre pour une redevance annuelle de 5.400 EUR ;

Considérant que celle-ci atteste d'une expérience importante dans l'organisation de brocantes ;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE :

- d'approuver l'octroi de la concession moyennant le paiement d'une redevance annuelle de 5.400 EUR ;
- d'approuver la convention reprise ci-dessous :

Concession de gestion du marché de la brocante de la place Saint-Lambert

ENTRE :
D'une part,
La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et de M. Patrick LAMBERT*, s*ecrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 29/06/2022,

Ci-après dénommée « la commune » ;

ET :
D'autre part,
L'ASBL Fédération des Artisans de Belgique (BCE 0538.654.361), ayant son siège à 1160 Auderghem, rue Albert Meunier 64 et représentée par M. Alain WALRAVENS agissant en qualité d'administrateur-délégué,

Ci-après dénommée « le concessionnaire » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée

La présente convention a pour objet la mise en concession de l'exploitation du marché de la brocante de la place Saint-Lambert qui se déroule le premier dimanche du mois sur la place Saint-Lambert à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, dans les limites des plans ci-annexés.
Deux implantations sont déterminées : une, correspondant à l'emprise de la place Saint-Lambert, pour la période de novembre à mars (disponibilité maximale : 594 m²) et une, élargie, pour la période d'avril à octobre (disponibilité maximale : 873 m²).
Le concessionnaire veillera à toujours remplir les emplacements situés sur l'emprise de la place Saint-Lambert en priorité. Si le taux d'occupation à 07h15 ne nécessite pas l'usage de l'implantation élargie, les panneaux de réservation du stationnement et les barrières éventuelles seront enlevées et l'accès sera rendu à la circulation et au stationnement pour 07h30 au plus tard.

Plus particulièrement, il assure :

- la réception des demandes de places dans les formes réglementaires ;
- le placement des vendeurs sur la base des textes en vigueur, de l'égalité des usagers et d'une bonne répartition commerciale ;
- la perception des droits de place en tenant compte des tarifs fixés par le Conseil communal ;
- le contrôle des modalités réglementaires relevant du ressort du concessionnaire ;
- le contrôle du dépôt par les vendeurs des immondices et emballages résultant de leur activité dans les conditions fixées par la commune.

La concession est accordée pour une durée de trois ans à compter du 01/09/2022. Celle-ci pourra être renouvelée deux fois sur demande du concessionnaire au plus tard six mois avant l'expiration de la concession. La commune devra motiver formellement un refus éventuel.

Article 2 : Règlementations applicables

L'organisation de ce marché sera réalisée dans le respect de textes règlementaires en vigueur et plus particulièrement :

- la loi du 25/06/1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, modifiée notamment par les lois des 04/07/2005 et 20/07/2006 ;
- l'arrêté royal du 24/09/2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes ;
- **le règlement communal relatif à l'organisation des brocantes ;**
- le règlement-redevance sur l'occupation du domaine public sur le « marché de la brocante de la place Saint-Lambert » ;
- le règlement général de police coordonné.

Le concessionnaire s'engage à respecter et faire respecter strictement ces dispositions par les vendeurs.

Article 3 : Emplacement - Jours et heures de tenue du marché - Maintenance des emprises

Le marché de la brocante se tient :

- lieu : place Saint-Lambert

Un passage pour les services de secours doit être maintenu à tout moment.
Lors du montage des échoppes, les vendeurs préserveront au maximum la tranquillité des riverains.

- jour : le premier dimanche de chaque mois
- horaires :
  - arrivée des vendeurs abonnés : 06h30
  - placement des vendeurs occasionnels : 07h
  - ouverture du marché au public : 07h30

- fin de la vente : 13h30
- départ des vendeurs : 14h

Les échoppes peuvent être montées à partir 06h30, leur retrait devant être terminé à 14h45.
Le Collège des bourgmestre et échevins pourra, en fonction des circonstances, prendre toute disposition en concertation avec le concessionnaire pour modifier les jours et heures.

Article 4 : Propreté

La commune met à disposition des containers pour les déchets. Les vendeurs devront trier leurs déchets et emballages vides de toute nature, les y déposer et laisser leurs places propres.
Le nettoyage des immondices résiduelles sur l'aire du marché sera à la charge du concessionnaire et devra être terminé à 15h.
En cas de carence du nettoyage, le Collège des bourgmestre et échevins est habilité à prendre toutes mesures utiles aux frais, risques et périls du concessionnaire défaillant en application du présent article.

Article 5 : Personnel du concessionnaire

Le personnel du concessionnaire chargé de la perception devra être agréé par le Collège des bourgmestre et échevins.
Ce dernier pourra retirer l'agrément sur simple demande motivée et exiger le remplacement d'un membre du personnel chargé de la perception.
Le refus ou le retrait d'agrément n'entraînera en aucun cas le versement d'une indemnité par la commune.

Article 6 : Tarif du droit de place

Le tarif du droit de place équivaut aux montants repris au règlement-redevance sur l'occupation du domaine public sur le « marché de la brocante de la place Saint-Lambert ».
Le concessionnaire devra, à toute demande de la commune, montrer qu'il a respecté ce tarif ou qu'il en a appliqué toute modification éventuelle.
Le tarif de droit de place doit être payé par les abonnés anticipativement auprès du concessionnaire.
En cas de non-paiement, la suspension ou exclusion du marché est signifiée par lettre recommandée à la poste par le concessionnaire
En tout état de cause, le Collège des bourgmestre et échevins peut, après enquête, retirer une autorisation d'abonnement moyennant motivation de sa décision mais sans que ne soit due une indemnité quelconque.
Les vendeurs non titulaires d'un abonnement paient leur droit de place au moment où ils sont autorisés à s'installer.
Les vendeurs sont tenus de présenter leur quittance d'abonnement ou leur ticket de droit de place à toute réquisition des délégués communaux.
Le tarif de droit de place applicable par le concessionnaire est celui fixé par le Conseil communal, à savoir, à la date d'effet des présentes, 1,50 EUR par m² d'emplacement / jour de brocante.

Article 7 : Redevance

Sur la base de l'offre de la soumission retenue, le montant de la redevance annuelle

s'élève à 5.400 EUR. Celle-ci est payable par 1/12 chaque mois et d'avance. Elle suivra l'évolution du tarif de droit de place et sera adaptée du même pourcentage de hausse ou de baisse de celui-ci.

Article 8 : Modification des tarifs de droits de place et de la redevance

Au cours de la durée de la convention, sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins ou du concessionnaire, les tarifs et la redevance pourront être révisés par décision du Conseil communal dans la même proportion et simultanément après examen de l'évolution de l'indice santé.

Article 9 : Mesures exceptionnelles

Par mesure exceptionnelle, pour l'organisation de fêtes, exécution de travaux, ou toute autre raison d'intérêt général, le Collège des bourgmestre et échevins pourra décider soit de déplacer le marché, soit de réduire la superficie de l'emprise concédée.
En cas de déplacement du marché, le Collège s'attachera autant que possible à redonner des superficies équivalentes. Le concessionnaire et les vendeurs ne pourront de ce fait réclamer aucune indemnité de ce fait.
En cas de réduction exceptionnelle de superficie, le concessionnaire pourra réclamer une réduction de la redevance proportionnelle à la réduction de superficie.

Article 10 : Responsabilité - Assurance

Le concessionnaire est civilement responsable du fait de son activité et de celle de ses agents dans le cadre de l'exploitation du marché.
Le concessionnaire contractera les polices d'assurances voulues pour couvrir, d'une part, sa responsabilité civile et celle de son personnel et garantir, d'autre part, toute réparation en matière d'accident de travail.
Les polices devront être souscrites et les documents y afférents devront être présentés à l'administration communale sur simple demande et en tout état de cause avant la prise d'effet de la présente concession.
Le concessionnaire est civilement responsable des amendes encourues par son personnel à la suite d'infractions au règlement de police.

Article 11 : Sous-traitance

La sous-traitance de la répartition des vendeurs ou de la perception des droits de place est rigoureusement interdite.

Article 12 : Cession

La concession ne pourra être cédée sauf autorisation préalable du Collège des bourgmestre et échevins.

Article 13 : Faillite - Concordat - Dissolution

La faillite, le concordat ou la dissolution de la personne morale ou physique du concessionnaire entraînent la résiliation de la convention.

Article 14 : Déchéance

S'il s'avère que le concessionnaire manque gravement aux obligations de la présente convention et aux diverses réglementations en vigueur, tant celles envers la commune

que celles envers les bénéficiaires du service qu'il doit assurer, le Collège des bourgmestre et échevins enverra une lettre recommandée avec accusé de réception le mettant en demeure de se conformer dorénavant à ses obligations.
En cas de violation renouvelée des obligations, le Collège des bourgmestre et échevins pourra prononcer la déchéance de la concession.
Il en sera ainsi notamment en cas :

- de non-paiement de la redevance,
- d'utilisation de personne non agréée pour la perception,
- de perception de droit de place différent du tarif communal tel que défini à l'article 6,
- d'absence de polices d'assurances appropriées,
- de cession non autorisée.

La présente liste n'est pas exhaustive.

Article 15 : Fin de la concession

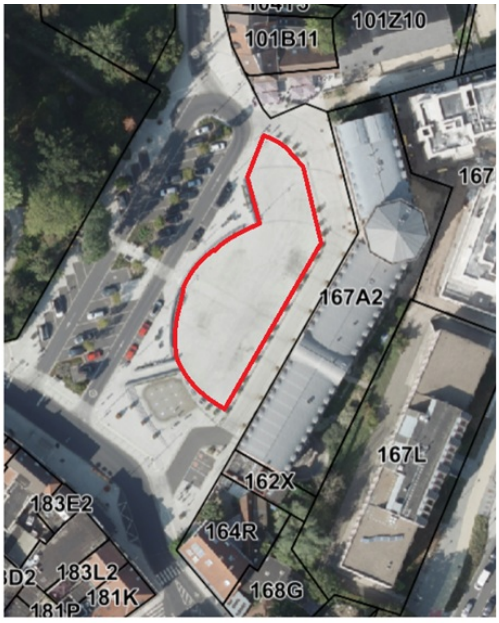
A la fin de la concession, le concessionnaire sera seul tenu responsable de l'exécution ultérieure des engagements qu'il aura contractés pour l'exécution des présentes, autres que les abonnements accordés aux vendeurs dans le cadre de la présente convention et du règlement.

Article 16 : Juridictions compétentes

Les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents. Le cas échéant, la langue de la convention détermine le tribunal compétent, selon son régime linguistique.

Sont annexés à la présente convention et en font partie intégrante :

Implantation maximale d'avril à octobre



Implantation maximale de novembre à mars

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le ../../2022, en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature du concessionnaire,
Le …,

Signature de la commune,
Le Secrétaire communal, Le Bourgmestre,

… Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Rommelmarkt van het Sint-Lambertusplein - Concessie - Overeenkomst - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 25/04/2022 houdende goedkeuring van de oproep tot kandidaatstelling en de clausules betreffende de concessie voor het beheer van de rommelmarkt van het Sint-Lambertusplein en de vaststelling van de jaarlijkse minimumvergoeding op 3.600 EUR;

Overwegende dat slechts één offerte aan de gemeente werd meegedeeld;

Overwegende dat de vzw "Fédération des Artisans de Belgique" een offerte heeft gedaan voor een jaarlijkse vergoeding van 5.400 EUR;

Overwegende dat deze offerte getuigt van een aanzienlijke ervaring in de organisatie van rommelmarkten;

Gelet op de artikelen 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST:

- zijn goedkeuring te hechten aan het verlenen van de concessie tegen betaling van een jaarlijkse vergoeding van 5.400 EUR;
- onderstaande overeenkomst goed te keuren:

Concessie voor het beheer van de rommelmarkt van het Sint-Lambertusplein

TUSSEN:
Enerzijds,
De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van dhr. Olivier MAINGAIN, burgemeester, en dhr. Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in

uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29/06/2022,

Hierna "de gemeente” genoemd;

EN:
Anderzijds,
De vzw "Fédération des Artisans de Belgique“ (KBO 0538.654.361), met zetel te 1160 Oudergem, Albert Meunierstraat 64 en vertegenwoordigd door dhr. Alain WALRAVENS handelend in de hoedanigheid van afgevaardigd bestuurder,

Hierna "de concessiehouder" genoemd;

WORDT ER HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1: Voorwerp en duur

Het doel van deze overeenkomst is het verlenen van een concessie voor de exploitatie van de rommelmarkt van het Sint-Lambertusplein die op de eerste zondag van de maand plaatsvindt op het Sint-Lambertusplein te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, binnen de grenzen van de bijgevoegde plannen.
Er zijn twee locaties vastgesteld: een die overeenkomst met de omvang van het Sint-Lambertusplein, voor de periode van november tot maart (maximale beschikbare oppervlakte: 594 m²) en een grotere, voor de periode van april tot oktober (maximale beschikbare oppervlakte: 873 m²).
De concessiehouder zal steeds voorrang geven aan het opvullen van de plaatsen die gelegen zijn op het Sint-Lambertusplein. Indien de bezettingsgraad om 07u15 het gebruik van het uitgebreide terrein niet vereist, zullen de parkeerreserveringsborden en eventuele slagbomen worden verwijderd en zal de toegang uiterlijk om 07u30 worden opengesteld voor verkeer en parkeren.

In het bijzonder, verzekert hij:

- de ontvangst van de plaatsaanvragen in de voorgeschreven vormen;
- de plaatsing van de verkopers op basis van de teksten die van kracht zijn, de gelijkheid van de gebruikers en een goede commerciële spreiding;
- de inning van de plaatsrechten rekening houdend met de door de Gemeenteraad vastgestelde tarieven;
- de controle van de reglementaire bepalingen die onder deze opdracht vallen;
- de controle van het storten door de verkopers van het afval en de verpakkingen die het resultaat zijn van hun activiteit, onder de door de gemeente vastgestelde voorwaarden.

De concessie wordt verleend voor een periode van drie jaar vanaf 01/09/2022. Zij kan tweemaal worden verlengd op verzoek van de concessiehouder, uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de concessie. De gemeente zal elke weigering formeel moeten motiveren.

Artikel 2: Toepasselijke regelgeving

De organisatie van deze markt zal worden uitgevoerd met inachtneming van de geldende regelgeving en meer in het bijzonder:

- de wet van 25/06/1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van

ambulante en kermisactiviteiten zoals gewijzigd, met name door de wetten van 04/07/2005 en 20/07/2006;

- het koninklijk besluit van 24/09/2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten;
- **het gemeentelijk reglement betreffende de organisatie van rommelmarkten;**
- het retributiereglement op de bezetting van het openbaar domein op de "rommelmarkt van het Sint-Lambertusplein";
- het algemeen gecoördineerd politiereglement.

De concessiehouder verbindt zich ertoe deze bepalingen te respecteren en strikt te doen naleven door de verkopers.

Artikel 3: Plaatsen - Marktdagen en -uren - Onderhoud van het terrein

De rommelmarkt vindt plaats:

- plaats: Sint-Lambertusplein

Een doorgang voor de hulpdiensten moet te allen tijde worden behouden.
Bij het opzetten van de kraampjes moeten de verkopers de rust van de buurtbewoners zoveel mogelijk bewaren.

- dag: de eerste zondag van elke maand
- uren:
  - aankomst van de verkopers met abonnement: 06u30
  - plaatsing van de occasionele verkopers: 07u
  - opening van de markt voor het publiek: 07u30
  - einde van de verkoop: 13u30
  - vertrek van de verkopers: 14u

Kramen kunnen worden opgezet vanaf 06u30, ze moeten ten laatste om 14u45 afgebroken zijn.
Het College van burgemeester en schepenen kan, afhankelijk van de omstandigheden, in overleg met de concessiehouder regelingen treffen om de dagen en uren te wijzigen.

Artikel 4: Netheid

De gemeente stelt containers ter beschikking voor het afval. De verkopers zullen hun afval en lege verpakkingen van allerlei aard moeten sorteren, in deze containers deponeren en hun plaatsen schoon moeten achterlaten.
Het opkuisen van het overblijvende afval op het marktterrein zal ten laste zijn van de concessiehouder en moet beëindigd zijn om 15u.
Indien men inzake de verplichting tot schoonmaken in gebreke blijft, is het College van burgemeester en schepenen in toepassing van dit artikel ertoe gemachtigd alle dienstige maatregelen te nemen voor eigen rekening en risico van de in gebreke blijvende concessiehouder.

Artikel 5: Personeel van de concessiehouder

Het met de inning van de plaatsrechten belaste personeel van de concessiehouder zal

moeten worden erkend door het College van burgemeester en schepenen.
Het College zal de erkenning kunnen intrekken op eenvoudig en gemotiveerd verzoek en de vervanging kunnen eisen van een personeelslid belast met de inning.
De weigering of de intrekking van een erkenning zal in geen enkel geval leiden tot de betaling van een schadevergoeding door de gemeente.

Artikel 6: Tarief van het plaatsrecht

Het tarief voor een standplaats is gelijk aan de bedragen opgenomen in het retributiereglement op de bezetting van het openbaar domein op de "rommelmarkt van het Sint-Lambertusplein".
De concessiehouder zal bij elk verzoek van de gemeente moeten aantonen dat hij dit tarief heeft nageleefd of dat hij elke eventuele wijziging ervan heeft toegepast.
Dit tarief van plaatsrecht moet door de geabonneerden vooraf worden betaald aan de concessiehouder.
In geval van niet-betaling zal de opschorting of uitsluiting van de markt worden betekend middels een per post door de concessiehouder verstuurde aangetekende brief.
In ieder geval kan het College van burgemeester en schepenen, na onderzoek, bij gemotiveerde beslissing een toestemming voor een abonnement intrekken zonder te zijn gehouden tot enige schadevergoeding.
De verkopers die geen houder zijn van een abonnement betalen hun plaatsrecht op het ogenblik waarop zij toelating krijgen om zich te installeren.
De verkopers zijn ertoe gehouden de kwitantie van hun abonnement of hun ticket van plaatsrecht te tonen op ieder verzoek van de gemeentelijke afgevaardigden.
Het tarief voor een standplaats dat zal worden toegepast door de concessiehouder is het tarief dat is vastgesteld door de Gemeenteraad, d.w.z. op de ingangsdatum van de huidige: 1,50 EUR per gebruikte m² plaats / dag rommelmarkt.

Artikel 7: Retributie

Op basis van de weerhouden offerte, bedraagt het bedrag van de jaarlijkse retributie 5.400 EUR. Die is betaalbaar in 1/12 elke maand en op voorhand. Ze volgt de evolutie van het tarief voor een standplaats en zal aangepast worden aan hetzefde percentage naar boven of beneden.

Artikel 8: Wijziging van de plaatsrechttarieven en van de retributie

Tijdens de duur van de overeenkomst zullen, op voorstel van het College van burgemeester en schepenen of van de concessiehouder, de plaatsrechttarieven en de retributie in dezelfde verhouding en tegelijkertijd kunnen worden herzien bij besluit van de Gemeenteraad, na onderzoek van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen

Artikel 9: Uitzonderlijke maatregelen

Bij wijze van uitzondering kan het College van burgemeester en schepenen voor de organisatie van feesten, de uitvoering van werken of elke andere reden van algemeen belang beslissen om de markt te verplaatsen of om de oppervlakte van het eraan toegekende terrein te verkleinen.
In het geval van verplaatsing van de markt, zal het College er zoveel mogelijk naar streven gelijkwaardige oppervlaktes daarvoor in de plaats te geven. De concessiehouder en de verkopers zullen daarom geen enkele schadevergoeding kunnen vragen.

In geval van een uitzonderlijke verkleining van de oppervlakte zal de concessiehouder een verlaging van de retributie kunnen vragen die evenredig is met de verkleining van de oppervlakte.

Artikel 10: Aansprakelijkheid - Verzekeringen

De concessiehouder is burgerrechtelijk aansprakelijk op grond van zijn activiteit en die van zijn personeelsleden in het kader van de uitbating van de markt.
De concessiehouder zal de nodige verzekeringspolissen afsluiten om enerzijds zijn burgerrechtelijke aansprakelijkheid en die van zijn personeel te dekken en anderzijds elke vergoeding met betrekking tot arbeidsongevallen te garanderen.
De polissen zullen moeten worden afgesloten en de daarop betrekking hebbende documenten zullen moeten worden voorgelegd aan het gemeentebestuur op eenvoudig verzoek en in ieder geval voor de inwerkingtreding van deze overeenkomst.
De concessiehouder is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de boetes die zijn personeelsleden hebben opgelopen naar aanleiding van inbreuken op het algemeen politiereglement.

Artikel 11: Onderaanneming

De onderaanneming van de verdeling van de verkopers of de inning van de plaatsrechten is ten strengste verboden.

Artikel 12: Overdracht

De concessie zal enkel kunnen worden overgedragen middels een voorafgaandelijke toestemming van het College van burgemeester en schepenen.

Artikel 13: Failliet - Gerechtelijk akkoord - Ontbinding

Het faillissement, het gerechtelijk akkoord of de ontbinding van de rechtspersoon van de concessiehouder leiden tot de ontbinding van de overeenkomst.

Artikel 14: Verval

Als blijkt dat de concessiehouder in ernstige mate verzaakt aan de verplichtingen van deze overeenkomst en aan de verschillende reglementen die van kracht zijn, zowel die ten opzichte van de gemeente als die ten opzichte van de begunstigden van de dienst die hij moet verlenen, zal het College van burgemeester en schepenen hem een aangetekende brief met ontvangstbewijs sturen waarin hij ertoe wordt aangemaand voortaan aan zijn verplichtingen te voldoen.
Ingeval hij zijn verplichtingen opnieuw schendt, zal het College van burgemeester en schepenen de concessie kunnen opzeggen.
Dit zal met name het geval zijn:

- bij het niet betalen van de retributie,
- bij het gebruik van een persoon die niet erkend is voor de inning van de plaatsrechten,
- bij het innen van een plaatsrecht aan een verschillend tarief dan het gemeentelijk tarief zoals bepaald in artikel 6,
- bij afwezigheid van de passende verzekeringspolissen,
- bij een niet-toegestane overdracht;

Deze lijst is niet volledig.

Artikel 15: Einde van de concessie

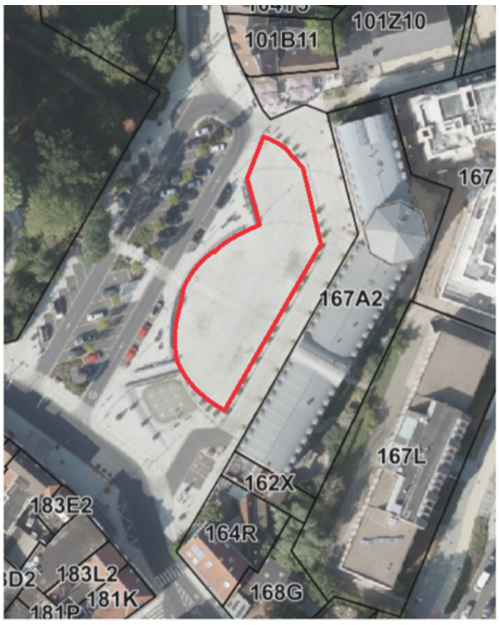
Aan het einde van de concessie zal alleen de concessiehouder verantwoordelijk gehouden worden voor de latere uitvoering van de verbintenissen die hij zal hebben aangegaan ter uitvoering van de huidige, andere dan de abonnementen toegekend aan de verkopers in het kader van deze overeenkomst en van het reglement.

Artikel 16: Bevoegde rechtbanken

Enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd. In voorkomend geval bepaalt de taal van de overeenkomst de bevoegde rechter, afhankelijk van het taalstelsel.

Zijn bijgevoegd bij onderhavige overeenkomst en maken er integraal deel van uit:

Implantation maximale d'avril à octobre



Implantation maximale de novembre à mars

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op ../../2022 in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de concessiehouder,
…,

Handtekening van de gemeente,

De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,

…

Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op

de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

29.06.2022/A/0006 **Ecole Parc Malou - Acquisition d'un four de remise à température - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MATERIEL HORECA (ICEPROD) - Dépense : 6.200 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique de procéder au remplacement du four de remise à température de la cuisine de l'école Parc Malou ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/05/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique de procéder au remplacement du four de remise à température de la cuisine de l'école Parc Malou ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 6.200 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 72200/744-98/-/720 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que les deux fournisseurs suivants ont été consultés et ont remis offre :

- MATERIEL HORECA (ICEPROD), rue Mabîme 75 à 4432 Alleur : 6.159,78 EUR TVAC,

- HORECA 3 DELTAS, boulevard Barthélémy 41-42 à 1000 Bruxelles : 6.346,45 EUR TVAC ;

Considérant que la firme MATERIEL HORECA (ICEPROD) a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que l'offre est complète et régulière ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme MATERIEL HORECA (ICEPROD), rue Mabîme 75 à 4432 Alleur, pour l'acquisition d'un four de remise à température pour la cuisine de l'école Parc Malou, aux conditions de son offre du 04/05/2022 et en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 6.200 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/744-98/-/720/6697 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fond de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

School "Parc Malou" - Aankoop van een elektrische oven behouden van temperatuur - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MATERIEL HORECA (ICEPROD) - Uitgave: 6.200 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

29.06.2022/A/0007 **Ecole Van Meyel - Acquisition d'un accélérateur ionique - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : PIC SPRL - Dépense : 3.100 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du responsable énergie, il s'indique de procéder au placement d'un accélérateur ionique à l'école Van Meyel ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/05/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du responsable énergie, il s'indique de procéder au placement d'un accélérateur ionique à l'école Van Meyel ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 3.100 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 72200/724-60/-/410 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que la firme PROTECTIVE INDUSTRIAL COATINGS (PIC) SPRL, avenue des Bouleaux 6 à 1310 La Hulpe, est l'importateur exclusif de ce produit et donc la seule firme ayant été consultée dans le cadre de ce marché de faible montant ;

Considérant que l'offre est conforme aux besoins ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme PROTECTIVE INDUSTRIAL COATINGS (PIC) SPRL, avenue des Bouleaux 6 à 1310 La Hulpe, pour l'acquisition d'un accélérateur ionique pour l'école Van Meyel, aux conditions de son offre du 11/05/2022 d'un montant de 3.029,80 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 3.100 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/724-60/-/410/7062 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

School "Van Meyel" - Aankoop van een ionische versneller - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: PIC sprl - Uitgave: 3.100 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

29.06.2022/A/0008 **Ecole Van Meyel - Acquisition d'une armoire frigorifique - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HORECA 3 DELTAS - Dépense : 3.500 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique de procéder au remplacement de l'armoire frigorifique de la cuisine de l'école Van Meyel ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 02/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique de procéder au remplacement de l'armoire frigorifique de la cuisine de l'école Van Meyel ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 3.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 72200/744-98/-/720 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que les deux fournisseurs suivants ont été consultés à cette occasion et ont remis offre :

- BERT MULLER, Bevrijdingslaan 8 à 1932 Sint-Stevens-Woluwe : 4.958,62 EUR TVAC,
- HORECA 3 DELTAS, boulevard Barthélémy 41-42 à 1000 Bruxelles : 3.325,08 EUR TVAC ;

Considérant que les deux offres sont conformes et complètes ;

Considérant que l'offre de la firme HORECA 3 DELTAS est économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme HORECA 3 DELTAS, boulevard Barthélémy 41-42 à 1000 Bruxelles, pour l'acquisition d'une armoire frigorifique pour la cuisine de l'école Van Meyel, aux conditions de son offre du 04/05/2022 et en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 3.500 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/744-98/-/720/7135 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

School "Van Meyel" - Aankoop van een koelbewaarkast - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: HORECA 3 DELTAS - Uitgave: 3.500 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

29.06.2022/A/0009 **Quartier Schuman/Charmille - Etude PGR - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : SOL-EX - Dépense : 5.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir une étude PGR pour le quartier Schuman/Charmille ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir une étude PGR pour le quartier Schuman/Charmille ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 5.000 EUR ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- UNIVERSOIL, avenue Louis Jasmin 56 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
- SOL-EX SPRL, rue Gustave Masset 60 à 5030 Gembloux,
- SOLOR SRL, rue des Fermes 10 à 5640 Mettet,
- VAN ROYEN & ASSOCIES SPRL, avenue Isabelle Blume 23 à 7011 Mons ;

Considérant que 2 offres sont parvenues à l'administration :

- UNIVERSOIL, avenue Louis Jasmin 56 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre : 3.630 EUR TVAC,
- SOL-EX SPRL, rue Gustave Masset 60 à 5030 Gembloux : 3.049,20 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit SOL-EX SPRL (n° BCE : BE 0651.678.563), rue Gustave Masset 60 à 5030 Gembloux, pour le montant d'offre contrôlé de 3.049,20 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76600/725-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 5.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 5.000 EUR TVAC du marché « Quartier Schuman/Charmille - Etude PGR » ;
- de considérer les offres d'UNIVERSOIL et SOL-EX SPRL comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit SOL-EX SPRL (n° BCE : BE 0651.678.563), rue Gustave Masset 60 à 5030 Gembloux, pour le montant d'offre contrôlé de 3.049,20 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76600/725-60/7424 sur lequel un montant de 5.000 EUR est engagé.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Wijk Schuman/Charmille - Studie RBP - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: SOL-EX - Uitgave: 5.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

29.06.2022/A/0010 **Services communaux, écoles et crèches communales - Acquisition de destructeurs de documents en 2022 - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BEST-MATIC - Dépense : max. 20.000 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Gemeentediensten, -scholen en -kinderdagverblijven - Aankoop van papiervernietigers in 2022 - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BEST-MATIC - Uitgave: max. 20.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig is papiervernietigers voor de kinderdagverblijven, de scholen en de gemeentediensten aan te kopen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 19/05/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig is papiervernietigers voor de kinderdagverblijven, de scholen en de gemeentediensten aan te kopen;

Overwegende dat de bestellingen naargelang de behoeften en binnen de grenzen van de beschikbare kredieten zullen gebeuren;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de maximale uitgave op 20.000 EUR incl. btw geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zijn onder verschillende artikelen .../744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende twee firma's zijn geraadpleegd:

- BEST-MATIC, Blarenberglaan 21 te 2800 Mechelen,
- INTIMUS INTERNATIONAL, Generaal de Wittelaan 17b te 2800 Mechelen;

Overwegende dat INTIMUS INTERNATIONAL geen offerte heeft ingediend;

Gelet op de offerte van de firma BEST-MATIC, Blarenberglaan 21 te 2800 Mechelen;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de aankoop van papiervernietigers voor de kinderdagverblijven, de scholen en de gemeentediensten goed te keuren;
- de opdracht van beperkte waarde, in toepassing van artikel 92 van de wet van 17/06/2016, artikel 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017 en het koninklijk besluit van 14/01/2013, met de firma BEST-MATIC, Blarenberglaan 21 te 2800 Mechelen, goed te keuren;
- hiertoe een uitgave van maximum 20.000 EUR incl. btw aan te nemen en in te schrijven onder verschillende artikels .../744-98 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2022;

- de fondsen voor de betaling van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te nemen.

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

29.06.2022/A/0011 **Wolu Techni-Cité - Rénovation de l'éclairage (ID 1919) - Luminaires - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : LEDEALIGHT - Dépense : 14.685,36 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir le matériel nécessaire pour la rénovation de l'éclairage au Wolu Techni-Cité ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/05/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir le matériel nécessaire pour la rénovation de l'éclairage au WTC ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 14.685,36 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'il est proposé d'attribuer ce marché à la firme LEDEALIGHT (n° de

TVA : 0817.582.712), boulevard Simon Bolivar 34 à 1000 Bruxelles ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 13700/724-60 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme LEDEALIGHT (n° de TVA : 0817.582.712), boulevard Simon Bolivar 34 à 1000 Bruxelles, pour l'acquisition de matériel nécessaire à la rénovation de l'éclairage du WTC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense à 14.685,36 EUR TVAC, inscrite à l'article 13700/724-60/6746 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;
- de financer cette dépense par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Wolu Techni-Cité - Vernieuwing van de verlichting (ID 1919) - Lampen - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: LEDEALIGHT - Uitgave: 14.685,36 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

29.06.2022/A/0012 **Equipe Garage - Pied de réparation pour vélos et vélos électriques - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : SEA SPEED SA - Dépense : 3.500 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir un pied de réparation pour vélos et vélos électriques pour l'équipe Garage ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir un pied de réparation pour vélos et vélos électriques pour l'équipe Garage ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les 3 firmes consultées ont remis prix :

- SEA SPEED SA : 3.428 EUR TVAC,
- MAD INDUSTRIES SPRL : 3.498 EUR TVAC,
- ULTIMA RATIO SPRL : 3.618 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 13600/744-98/-/480 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit SEA SPEED SA (BE 0426.963.316), rue Saint-Lambert 111 en c/c, pour le montant d'offre contrôlé de 3.428 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 3.500 EUR ;
- d'adopter cette dépense inscrite à l'article 13600/744-98/-/480/7502 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Ploeg Garage - Fietstakel voor fietsen en elektrische fietsen - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: SEA SPEED nv - Uitgave: 3.500 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

29.06.2022/A/0013 **Services Enseignement et Jeunesse - Transports d'enfants pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert pendant 36 mois - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : max. 138.999 EUR HTVA - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de relancer le marché à commandes relatif aux services de transports d'enfants pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert durant 36 mois ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/05/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de relancer le marché à commandes relatif aux services de transports d'enfants pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert durant 36 mois ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 138.999 EUR HTVA ;

Considérant que les crédits nécessaires seront à imputer et à prévoir aux articles 70500/124-22 et 76100/124-22 du budget ordinaire des exercices 2022 à 2025, sous réserve d'approbation par le Conseil communal et l'autorité de tutelle ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation des budgets 2023 à 2025 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle :

- d'approuver le lancement d'un marché ayant pour objet divers transports en car des enfants fréquentant les écoles communales et participant aux activités organisées par la commune durant 36 mois ;

- de choisir la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché, en application des articles 42 § 1-1° a) de la loi du 17/06/2016 et 90 alinéa 1-1° de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale **;**
- d'approuver le cahier des charges y afférent ;
- d'approuver la dépense estimée à maximum 138.999 EUR HTVA, à imputer et à prévoir aux articles 70500/124-22 et 76100/124-22 du budget ordinaire des exercices 2022 à 2025 ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de ce marché :
    - KIM CARS, route d'Ohain 29 à 1332 Rixensart,
    - KEOLIS BELGIUM, avenue De Béjar 5 à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek),
    - LES VOYAGES STAR ET CAPRI CARS, avenue de la Bugrane 112 à 1020 Bruxelles (Laeken).

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Diensten Opvoeding en Jeugd - Kindervervoer voor de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens 36 maanden - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 138.999 EUR excl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

29.06.2022/A/0014 **Bâtiment sis avenue Georges Henri 342 - Transformation - Procédure négociée directe avec publication préalable - Cahier des charges - Dépense : 350.000 EUR TVAC - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de transformer le bâtiment sis avenue Georges Henri 342 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41 § 1-2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 350.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-048 relatif au marché « Bâtiment sis avenue Georges Henri 342 - Transformation » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 350.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 12400/722-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE :

- d'approuver les différents documents et le montant estimé de 350.000 EUR TVAC du marché « Bâtiment sis avenue Georges Henri 342 - Transformation », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;
- d'engager un montant de 3.000 EUR TVAC en faveur de la firme GATHY, firme désignée pour la coordination sécurité ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 12400/722-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

30 votants : 30 votes positifs.

Gebouw gelegen Georges Henrilaan 342 - Verbouwing - Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Bestek - Uitgave: 350.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de verbouwing van het gebouw gelegen Georges Henrilaan 342;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41 § 1-2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel

van 350.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2022-048 betreffende de opdracht “Gebouw gelegen Georges Henrilaan 342 - Verbouwing”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 350.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 12400/722-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022 en dat de uitgave gefinancierd zal worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 1;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de verschillende documenten en de raming van 350.000 EUR incl. btw voor de opdracht “Gebouw gelegen Georges Henrilaan 342 - Verbouwing”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- een bedrag van 3.000 EUR incl. btw vast te leggen ten voordele van de firma GATHY die aangeduid is voor de veiligheidscoördinatie;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 12400/722-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0015 **Complexe sportif Poséidon - Rénovation des façades - Zone bassins, bureaux et sauna - Procédure négociée directe avec publication préalable - Cahier des charges - Dépense : 907.000 EUR TVAC - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la rénovation des façades dans la zone bassins, bureaux et sauna du complexe sportif Poséidon ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41 § 1-2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 1900-2022 relatif au marché « Complexe sportif Poséidon - Rénovation des façades - Zone bassins, bureaux et sauna » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 907.000 EUR TVAC (905.000 EUR TVAC pour les travaux et 2.000 EUR TVAC pour la coordination sécurité santé) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76420/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que le projet est inscrit au FRBRTC 2022-2025 (financement par prêt non remboursable) à hauteur maximale de 903.474 EUR ;

Considérant qu'il s'indique de s'engager à ne pas aliéner, ni modifier l'affectation des biens pendant une période de 20 ans à dater de la date d'octroi du prêt ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 1 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 02/06/2022 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 1900-2022 du marché « Complexe sportif Poséidon - Rénovation des façades - Zone bassins, bureaux et sauna », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- d'approuver le montant estimé du marché s'élevant à 907.000 EUR TVAC (905.000 EUR TVAC pour les travaux et 2.000 EUR TVAC pour la

coordination sécurité santé) ;

- de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;
- de financer cette dépense par le crédit de 907.000 EUR TVAC inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76420/724-60/7133 et 7134 (905.000 EUR TVAC pour les travaux et 2.000 EUR TVAC pour la coordination sécurité santé) ;
- de solliciter l'intervention du FRBRTC 2022-2025 ;
- de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens pendant une période de 20 ans à dater de la date d'octroi du prêt.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

30 votants : 25 votes positifs, 5 abstentions.
Abstentions : Nuria Bordes Castells, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

Sportcomplex Poseidon - Renovatie van de gevels - Zone zwembaden, bureaus en sauna - Directe onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Bestek - Uitgave: 907.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de renovatie van de gevels in de zone zwembaden, bureaus en sauna van het sportcomplex Poseidon;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41 § 1-2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 1900-2022 betreffende de opdracht "Sportcomplex Poseidon - Renovatie van de gevels - Zone zwembaden, bureaus en sauna";

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 907.000 EUR incl. btw (905.000 EUR incl. btw voor de werken en 2.000 EUR incl. btw voor de veiligheids- en gezondheidscoördinatie);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76420/724-60

van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Overwegende dat het project in BGHGT 2022-2025 opgenomen is (niet-terugbetaalbare lening) voor maximum 903.474 EUR;

Overwegende dat het aangewezen is zich te verbinden tot het niet vervreemden of wijzigen van de bestemming van de goederen gedurende een periode van 20 jaar vanaf de datum van toekenning van de lening;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 1;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 02/06/2022;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 1900-2022 voor de opdracht "Sportcomplex Poseidon - Renovatie van de gevels - Zone zwembaden, bureaus en sauna": de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- goedkeuring te verlenen aan de raming ten bedrage van 907.000 EUR incl. btw (905.000 EUR incl. btw voor de werken en 2.000 EUR incl. btw voor de veiligheids- en gezondheidscoördinatie);
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- de aankondiging van de opdracht in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau;
- de uitgave van 907.000 EUR incl. btw in te schrijven in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022, op artikel 76420/724-60/7133 en 7134 (905.000 EUR incl. btw voor de werken en 2.000 EUR incl. btw voor de veiligheidscoördinatie);
- de interventie van het BGHGT 2022-2025 aan te vragen;
- zich te verbinden tot het niet vervreemden of wijzigen van de bestemming van de goederen gedurende een periode van 20 jaar vanaf de datum van toekenning van de lening.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

30 stemmers : 25 positieve stemmen, 5 onthoudingen.
Onthoudingen : Nuria Bordes Castells, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

29.06.2022/A/0016 **Equipe Propreté publique - Balayeuse - Acquisition - Procédure ouverte - Cahier des charges - Avis de marché au niveau national - Dépense : 250.000 EUR TVAC - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une balayeuse avec moteur diesel pour

l’équipe Propreté publique, en remplacement de la balayeuse Schmidt Cleango, immatriculée VGS586 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1918 relatif au marché « Fourniture d'une balayeuse » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 250.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l’article 87500/743-53/-/480 du budget extraordinaire de l’exercice 2022 ;

Vu l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/06/2022 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2022-1918 et le montant estimé du marché « Fourniture d'une balayeuse », les conditions étant fixées au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 250.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure ouverte ;
- d’approuver l’avis de marché au niveau national ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l’article 87500/743-53/-/480/7037 du budget extraordinaire de l’exercice 2022.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

30 votants : 23 votes positifs, 5 votes négatifs, 2 abstentions.
Non : Nuria Bordes Castells, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.
Abstentions : Georges De Smul, Amélie Pans.

Ploeg Openbare reinheid - Veegmachine - Aankoop - Openbare procedure - Bestek - Aankondiging van de opdracht op nationaal niveau - Uitgave: 250.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een veegmachine met dieselmotor voor de ploeg Openbare reinheid, ter vervanging van de veegmachine Schmidt Cleango met nummerplaat VGS586;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36;

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2022-1918 betreffende de opdracht “Levering van een veegmachine”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 250.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 87500/743-53/-/480 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/06/2022;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2022-1918 en de raming voor de opdracht “Levering van een veegmachine”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld in het bestek en opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 250.000 EUR incl. btw;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;
- de aankondiging van de opdracht op nationaal niveau goed te keuren;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 87500/743-53/-/480/7037 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave zal van het buitengewone reservefonds afgenomen worden.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels

Gewest doorgestuurd worden.

30 stemmers : 23 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.
Nee : Nuria Bordes Castells, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.
Onthoudingen : Georges De Smul, Amélie Pans.

29.06.2022/A/0017 **Commissariat de police - Remplacement du chauffe-eau (ID 1922) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : FACQ - Dépense : 2.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Politiecommissariaat - Vervanging van de boiler (ID 1922) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: FACQ - Uitgave: 2.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de vervanging van de boiler in het politiecommissariaat;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 02/06/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de vervanging van de boiler in het politiecommissariaat;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het een opdracht van beperkte waarde betreft;

Gelet op de offerte van de firma FACQ, Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 12400/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Overwegende dat voorgesteld wordt om 2.000 EUR incl. btw vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor de vervanging van de boiler in het politiecommissariaat te gunnen aan de firma FACQ, Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem;
- de betaling uit te voeren overeenkomstig de bepalingen van de offerte ten bedrage van 1.740,15 EUR incl. btw;
- een bedrag van 2.000 EUR incl. btw in te schrijven op artikel 12400/724-60/7132 van de buitengewone begroting 2022;
- de fondsen voor de betaling van deze uitgave van het buitengewoon reservefonds af te nemen;
- de wijziging van het investeringsprogramma van de begroting van het dienstjaar 2022 op die manier aan de Raad voor te stellen.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

en

BESLIST de wijziging van het investeringsprogramma van de begroting van het dienstjaar 2022 goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0018 **Hof ten Berg - Street workout - Désignation du fournisseur : EECOCUR - Dépense : 120.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'aménager une aire de « street workout » à Hof ten Berg ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu sa décision du 28/04/2022, prise pour information par le Conseil communal le 23/05/2022, approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure négociée sans publication préalable) du marché pour l'aménagement d'une aire de « street workout » à Hof ten Berg ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2022-1913 relatif au marché « Hof ten Berg - Street workout » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 55.000 EUR TVAC ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à la procédure négociée :

- VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly,
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont,
- ESPACES VERTS MASSE & FILS SA, rue de la Croix du Maïeur 10 à 7110 La Louvière ;

Considérant que 2 offres sont parvenues à l'administration :

- EECOCUR SA, rue du Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont : 109.743,39 EUR TVAC,
- ESPACES VERTS MASSE & FILS SA, rue de la Croix du Maïeur 10 à 7110 La Louvière : 124.915,56 EUR TVAC ;

Considérant que les corrections ont mené aux offres finales suivantes :

- EECOCUR SA, rue du Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont : 109.743,39 EUR TVAC,
- ESPACES VERTS MASSE & FILS SA, rue de la Croix du Maïeur 10 à 7110 La Louvière : 124.931,29 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur la base du prix), soit EECOCUR SA (n° BCE : 452635157), rue du Tronquoy 47

à 5380 Fernelmont, pour le montant d'offre contrôlé de 109.743,39 EUR TVAC, sous réserve de la modification du programme d'investissements en conséquence ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76410/725-60 ;

Considérant que ce dossier a été retenu par la Région bruxelloise (via urban.brussels) dans le cadre du programme pluriannuel « Politique de la Ville 2021-2025 - Woluwe-Saint-Lambert » ;

Considérant que le projet d'installation de modules de street workout est subsidié par la Région bruxelloise dans le cadre de l'appel à projets pour des infrastructures sportives communales de proximité 2021, avec un taux de subside de 75 % maximum ;

Considérant dès lors qu'une partie des coûts sera subsidiée par la Région bruxelloise ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 120.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 236 ;

DECIDE, sous réserve de la modification du programme d'investissements par le Conseil communal :

- de considérer les offres de EECOCUR SA et ESPACES VERTS MASSE & FILS SA comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur la base du prix), soit EECOCUR SA (n° BCE : 452635157), rue du Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont, pour le montant d'offre contrôlé de 109.743,39 EUR TVAC ;
- d'exiger l'exécution du marché aux conditions fixées par le cahier des charges n° 2022-1913 ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, à l'article 76410/725-60/5669 sur lequel un montant de 120.000 EUR est engagé ;
- de proposer au Conseil communal la modification du programme d'investissements en conséquence.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

et DECIDE :

d'approuver la modification du programme des investissements du budget de l'exercice 2022.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Hof ten Berg - Street workout - Aanduiding van de leverancier: EECOCUR - Uitgave: 120.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0019 **Adhésion à la centrale d'achat du Service Fédéral des Pensions (SFP) en vue de participer à l'accord-cadre ayant pour objet de désigner une institution de retraite professionnelle - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 28/04/2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté royal du 14/11/2003 portant exécution de la loi du 28/04/2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, tel que modifié ;

Vu la loi du 27/10/2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle et les modifications y apportées ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 01/02/2022 confiant au Service fédéral des Pensions certaines missions en matière de pensions complémentaires des membres du personnel contractuels des administrations provinciales et locales, insérant l'article 30/1 dans la loi du 18/03/2016 relative au Service fédéral des Pensions ;

Vu la loi du 30/03/2018 relative à la non prise en considération de services en tant que personnel non nommé à titre définitif dans une pension du secteur public, modifiant la responsabilisation individuelle des administrations provinciales et locales au sein du Fonds de pension solidarisé, adaptant la réglementation des pensions complémentaires, modifiant les modalités de financement du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales et portant un financement supplémentaire du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales ;

Vu la loi du 24/10/2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 06/05/2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives, telle que modifiée ;

Vu le protocole d'accord 2021/1 du Comité de négociation C des services publics locaux de la Région bruxelloise du 20/09/2021 relatif à la revalorisation salariale 2021-2025 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 02/10/2021 octroyant aux communes bruxelloise une dotation de 22.500.000 EUR visant à la mise en œuvre de l'accord sectoriel 2021-2025 ;

Considérant que BELFIUS INSURANCE et ETHIAS, à partir du 01/01/2022, ont résilié le contrat dans le cadre du marché public lancé en 2010 par l'ONSSAPL pour la désignation d'une compagnie d'assurances chargée de l'exécution de l'engagement de pension pour les agents contractuels des administrations provinciales et locales ;

Vu les décisions adoptées par le Comité de gestion des pensions des administrations provinciales et locales en vue de désigner un nouvel organisme de pension pour les pouvoirs locaux ;

Vu le Guide de Sélection du Service Fédéral des Pensions pour le marché public de services ayant pour objet la « désignation d'une institution de retraite professionnelle pour des administrations provinciales et locales », publié le 14/03/2022 dans le Bulletin des Adjudications et dans le Journal Officiel de l'Union Européenne, au terme duquel la procédure d'appel d'offres fut lancée (n° SFPD/S2100/2022/05) ;

Vu le cahier des charges du Service Fédéral des Pensions pour le marché public de services ayant pour objet la « désignation d'une institution de retraite professionnelle pour des administrations provinciales et locales » (n° SFPD/S2100/2022/05) ;

Considérant qu'afin de bénéficier de la réduction de la cotisation de responsabilisation visée par la loi du 24/10/2011 susvisée, les pouvoirs locaux affiliés au Fonds de Pension Solidarisé des administrations locales et provinciales sont tenus de constituer un second pilier de pension pour leurs agents contractuels ;

Considérant par ailleurs que le protocole d'accord 2021/1 du Comité de négociation C des services publics locaux susvisé, ainsi que l'arrêté du 02/10/2021 susvisé mettant en œuvre ce protocole d'accord, impliquent de constituer un second pilier de pension dans la cadre de la revalorisation salariale négociée ;

Considérant qu'en vertu de l'article 47 § 2 de la loi du 17/06/2016, le pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale de marchés est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant que la présente décision a pour objet d'adhérer à la centrale d'achat, sans que cette adhésion n'engage l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert de passer commande à la centrale d'achat une fois le marché attribué ;

Considérant que le marché public lancé par le SFP sera attribué définitivement début septembre ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE :

- d’adhérer à la centrale d’achat du Service Fédéral des Pensions en vue de participer à l’accord-cadre ayant pour objet de désigner une institution de retraite professionnelle pour les administrations provinciales et locales ;
- que l’adhésion à la centrale d’achat du Service Fédéral des Pensions n’engage pas l’administration communale de Woluwe-Saint-Lambert à passer commande à l’adjudicataire une fois le marché attribué ;
- d’adresser copie de la présente délibération à l’ONSS, place Victor Horta 11 à 1060 Saint-Gilles.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Toetreding tot de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst (FPD) met het oog op een aansluiting bij de raamovereenkomst die een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening moet aanduiden - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 28/04/2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/11/2003 tot uitvoering van de wet van 28/04/2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 27/10/2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening en zijn wijzigingen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 01/02/2022 tot toewijzing aan de Federale Pensioendienst van bepaalde opdrachten inzake de aanvullende pensioenen van de contractuele personeelsleden van de provinciale en plaatselijke besturen, die artikel 30/1 in de wet van 18/03/2016 betreffende de Federale Pensioendienst invoegt;

Gelet op de wet van 30/03/2018 met betrekking tot het niet in aanmerking nemen van diensten gepresteerd als nietvastbenoemd personeelslid voor een pensioen van de overheidssector, tot wijziging van de individuele responsabilisering van de provinciale en lokale overheden binnen het Gesolidariseerde pensioenfonds, tot aanpassing van de reglementering inzake aanvullende pensioenen, tot wijziging van de modaliteiten van

de financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen en tot bijkomende financiering van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen;

Gelet op de wet van 24/10/2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 06/05/2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen;

Gelet op het protocol van akkoord 2021/1 van het Onderhandelingscomité C van de plaatselijke openbare diensten van het Brussels Gewest van 20/09/2021 over de herwaardering van de lonen 2021-2025;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 02/102021 tot toekenning aan de Brusselse gemeenten van een dotatie van 22.500.000 EUR houdende uitvoering van het sectoraal akkoord 2021-2025;

Overwegende dat BELFIUS INSURANCE en ETHIAS, met ingang van 01/01/2022, het overeenkomst hebben opgezegd in het kader van de overheidsopdracht die in 2010 door de RSZPPO is uitgeschreven voor de aanduiding van een verzekeringsmaatschappij belast met de uitvoering van de pensioenverbintenis voor de contractuele personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op de besluiten van het Beheerscomité van de pensioenen van de provinciale en plaatselijke besturen tot aanduiding van een nieuwe pensioeninstelling voor de plaatselijke besturen;

Gelet op de Selectiegids van de Federale Overheidsdienst Pensioenen voor de overheidsopdracht voor diensten “Aanduiden van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening voor provinciale en plaatselijke overheden”, die op 14/03/2022 in het Bulletin der Aanbestedingen en in het Publicatieblad van de Europese Unie is bekendgemaakt, waarna de aanbestedingsprocedure is gestart (nr. SFPD/S2100/2022/05);

Gelet op het lastenboek van de Federale Overheidsdienst Pensioenen voor de overheidsopdracht voor diensten “Aanduiden van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening voor provinciale en plaatselijke overheden” (nr. SFPD/S2100/2022/05);

Overwegende dat, om in aanmerking te komen voor een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage als bedoeld in bovenvermelde wet van 24/10/2011, de lokale besturen aangesloten bij het Gesolidariseerd pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen voor hun contractueel personeel een tweede pensioenpijler moeten opzetten;

Overwegende dat bovengenoemd protocol van akkoord 2021/1 van het Onderhandelingscomité C van de plaatselijke openbare diensten, alsook bovengenoemd besluit van 02/10/2021 tot uitvoering van dit protocol, de instelling van een tweede pensioenpijler inhouden in het kader van de onderhandelde loonopwaardering;

Overwegende dat krachtens artikel 47 § 2 van de wet van 17/06/2016 een

aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale, vrijgesteld wordt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Overwegende dat onderhavige beslissing tot doel heeft tot de aankoopcentrale toe te treden en het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe niet verplicht om een bestelling te plaatsen bij de aankoopcentrale eenmaal de gunning gebeurd is;

Overwegende dat de door de FPD uitgeschreven overheidsopdracht definitief wordt gegund begin september;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST:

- toe te treden tot de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst met het oog op een aansluiting bij de raamovereenkomst met als onderwerp de aanduiding van een instelling voor bedrijfspensioenvoorziening voor de provinciale en plaatselijke overheden;
- de toetreding tot de aankoopcentrale van de Federale Pensioendienst verbindt het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe er niet toe om na de gunning van de opdracht bij de opdrachtnemer een bestelling te plaatsen;
- een kopie van deze beraadslaging te bezorgen aan de RSZ, Victor Hortaplein 11 te 1060 Sint-Gillis.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

29.06.2022/A/0020 **Avenue Heydenberg - Parcelle cadastrale 3DIV D9W39 - Local semi-enterré - Convention - Approbation - ASBL Théatre du Clin d'Oeil.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire d’une salle partiellement enterrée située avenue Heydenberg, sur la parcelle cadastrale 3 DIV D9W39 ;

Considérant que ce local est vide ;

Considérant qu’il y a deux escaliers pour accéder au local en sous-sol, que le bien n’est pas situé à proximité d’une implantation communale surveillée et présente une

superficie au sol trop limitée pour justifier des investissements de la commune en vue de la sécurisation ;

Considérant que l'ASBL Théatre du Clin d'Oeil (TCO) cherche un local pour le stockage de ses décors et accessoires de théâtre ;

Considérant que malgré les inconvénients mentionnés, ce local leur convient du fait de la faible valeur vénale des biens stockés et du caractère occasionnel du déplacement des éléments ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

Convention d'occupation

ENTRE :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et de M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 29/06/2022 ;

Ci-après dénommée « la commune » ;

ET :

L'ASBL Théatre du Clin d'Oeil (TCO) (BCE 459.874.921), ayant son siège en c/c, chemin des Deux Maisons 65, représenté(e) par Mme Claudine BIEVELEZ, présidente, et M. Pierre DE CAPUA, trésorier, responsables de l'association, selon l'Assemblée générale du 13/05/2022 ;

Ci-après dénommée « l'association » ;

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Objet de la convention

La présente convention régit l'occupation du local décrit ci-dessous par l'association qui l'affecte au stockage de ses décors et autres accessoires de théatre. Le local se situe à Woluwe-Saint-Lambert, avenue Heydenberg, sur la parcelle cadastrale 3 DIV D9W39 et comprend : une grande salle partiellement enterrée.

La superficie approximative du local est de 23 m².

Le terrain voisin ne fait pas partie de l'objet de la présente convention.

L'association occupe seule le local.

L'association s'engage à veiller à la bonne occupation des lieux et au respect des règles élémentaires d'entretien et de bon voisinage et s'engage à signaler par écrit à l'administration (service des Propriétés communales) toute modification de ses statuts

et tout changement relatif à la personne chargée des relations avec la commune.

2. Durée

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 01/07/2022. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

La commune ou l'association peut mettre fin à la convention à tout moment moyennant un congé de 6 mois par courrier recommandé. Le préavis prend cours le premier jour du mois suivant celui au cours duquel il a été notifié.

3. Garantie

Avant la remise des clefs, l'association constituera une garantie dont le montant sera calculé sur la base de 2 EUR/m² d'occupation. Elle ne pourra cependant être inférieure à 350 EUR. Le montant exact de la garantie sera précisé lors de la signature de la convention. Elle s'acquitte de cette obligation par dépôt d'espèces sur un compte individualisé ouvert à son nom auprès d'un organisme financier de son choix. Les intérêts constitués par la somme ainsi placée sont capitalisés sur le compte individualisé.
La commune acquiert privilège sur l'actif du compte pour toute créance résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations de l'association.

Il ne peut être disposé du compte bancaire de garantie, tant en principal qu'en intérêts, que moyennant production soit d'un accord écrit, établi au plus tôt à la fin de la présente convention, soit d'une copie d'une décision judiciaire.

4. Charges

Sont à charge de l'association :

- les frais découlant de sa consommation privée d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage ainsi que l'abonnement à ces services ;
- le nettoyage des locaux occupés ;
- les réparations dites locatives des locaux occupés.

La commune assure la gestion technique de l'immeuble. En cas de problème, l'association est invitée à s'adresser à la commune et est tenue de lui signaler immédiatement :

1. Tout trouble de fait et de droit relatif au bien loué ;
2. Tout dommage dont la réparation est à charge du bailleur.

A défaut d'avoir averti la commune, l'association est tenue pour responsable de toute aggravation du dommage et peut être tenue d'indemniser la commune de ce chef.

5. Assurances

Avant son entrée dans les lieux, l'association est tenue d'apporter la preuve qu'elle a contracté une assurance contre les risques d'incendie, de bris de vitres, de la foudre, des explosions de gaz et d'essence, et de l'électricité, les recours contre les tiers et les dégâts des eaux pour la valeur totale du bien et de son équipement.
Le locataire sera tenu de justifier, à chaque demande de la commune, le paiement des primes d'assurances.

L’association assumera, personnellement et à la décharge de la commune, toute responsabilité des accidents ainsi que des dommages qui pourraient se produire dans le local mis à sa disposition.

6. Taxes et impôts

L’association supporte les impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou l'utilisation du bien loué (p. ex. taxe d'enlèvement des immondices).
Les frais d'enregistrement sont à charge de l'association.
Le précompte immobilier est à charge de la commune.

7. Etats des lieux

Au plus tard pour l'entrée de l’association dans les lieux et à la fin de la convention, après enlèvement du mobilier et avant la remise des clefs, un état des lieux détaillé et amiable sera établi.
A ces occasions, les parties procéderont également aux relevés des index de tous les compteurs.

L'association rend les lieux dans l'état dans lequel elle les a reçus, suivant l'état des lieux, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels. Dans ce cas, le service des Propriétés communales fixera le montant des dommages et intérêts.

L'association répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute. L'association répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'elle accueille dans les lieux loués.

8. Entretien

Conformément à l’article 1754 du Code civil, les réparations locatives et l'entretien, conformes aux règles de l'art, sont à charge de l’association.

Tout dommage résultant de l'inexécution de ces obligations sera réparé aux frais du locataire.
Lorsque, après mise en demeure par lettre recommandée, le locataire n’exécute pas à temps les travaux d'entretien et de réparation qui lui incombent, la commune a le droit de les exécuter elle-même ou de les faire exécuter par un tiers pour compte du locataire. Celui-ci doit payer à la commune le montant des sommes déboursées par elle. Les autres réparations sont à charge du bailleur et notamment celles qui résultent de l'usure normale, de la vétusté, d'un cas de force majeure et d'un vice de l'immeuble.

9. Réparations

La commune peut effectuer toute réparation lui incombant.
Par dérogation à l'article 1724 du Code civil, l’association est tenue de tolérer, sans indemnisation, l'exécution de tous travaux que la commune juge utile de réaliser dans le cadre d'un plan de rénovation ou d'aménagement même si elle se prolonge au-delà de 40 jours.

10. Modifications au bien

L’association ne pourra modifier les lieux loués sans accord préalable et écrit de la

commune. Elle ne pourra faire usage de la façade pour y installer une antenne de radio ou de télévision et d'une manière plus générale pour y fixer ou y poser quoi que ce soit.

En cas de modification non acceptée, la commune ne devra aucune indemnité si elle conserve les modifications. Elle pourra également exiger la remise des lieux en leur état originel et en l'absence de réaction de l'association, à la suite d'une mise en demeure, faire procéder elle-même aux travaux, aux frais de l'association.

Par la présente convention, l'association est autorisée, après accord préalable du Collège des bourgmestre et échevins, à peindre ou tapisser en tons neutres, avec des matériaux de bonne qualité. L'utilisation d'appareils électriques susceptibles d'entraîner une surcharge est à convenir avec le service des Propriétés communales.

11. Accès au bien loué

Un délégué de la commune aura, en tout temps, accès au bien loué pour le visiter et s'assurer de la bonne exécution par l'association de toutes ses obligations. Il devra toutefois, sauf urgence particulière, prévenir l'association 48 heures à l'avance.

12. Election de domicile et statuts

L'association déclare élire domicile en son siège social.

Toute nomination, démission ou révocation d'administrateur, ainsi que les modifications aux statuts, ou la dissolution de l'association seront communiquées par écrit à la commune via un extrait de la décision de l'organe compétent (services de la Culture et des Propriétés communales), dans les huit jours de la décision, avec indication des coordonnées du nouvel administrateur ou du liquidateur de l'association.

A défaut de cette communication et de la signature prévue par le nouveau responsable, la commune se réserve le droit de se retourner contre le responsable seul connu d'elle.

13. Occupation

En aucun cas, l'association ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

14. Application des lois

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

15. Juridiction compétente

Les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents. Le cas échéant, la langue de la convention détermine le tribunal compétent, selon son régime linguistique.

16. Enregistrement

L'association fera enregistrer la convention dans les 2 mois, prenant cours à partir de la date de sa signature.

17. Résiliation pour faute

Le locataire devra supporter toutes les charges, tous les frais, débours et dépens provenant de cette résiliation.

18. Indemnité d'occupation forfaitaire

En cas de maintien de l'association dans les locaux à l'expiration du droit d'occupation (résiliation pour faute ou préavis expiré), les parties fixent forfaitairement à 50 EUR/m²/mois entamé l'indemnité d'occupation. Ceci n'exclut en rien que la commune puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice du fait du maintien non autorisé de l'occupation des locaux.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le ../../2022 en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature de l'association,		Signature du bailleur,	
La Présidente,	Le Trésorier,	Le Secrétaire communal,	Le Bourgmestre,
Claudine BIEVELEZ	Pierre DE CAPUA	Patrick LAMBERT	Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Heydenberglaan - Kadastraal perceel 3DIV D9W39 - Half ingegraven ruimte - Overeenkomst - Goedkeuring - Vzw "Théatre du Clin d'Oeil".

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van een gedeeltelijk ingegraven ruimte gelegen aan de Heydenberglaan, op het kadastraal perceel 3 DIV D9W39;

Overwegende dat dit lokaal leeg staat;

Overwegende dat er twee trappen zijn om toegang te krijgen tot het lokaal op de kelderverdieping, dat het goed niet gelegen is in de nabijheid van een bewaakte gemeentelijke inrichting en een vloeroppervlakte heeft die te beperkt is om investeringen door de gemeente met het oog op de beveiliging ervan te rechtvaardigen;

Overwegende dat de vzw "Théatre du Clin d'Oeil" op zoek is naar een lokaal voor de opslag van haar decors en theatertoebehoren;

Overwegende dat ondanks de genoemde nadelen deze ruimte voor hen geschikt is wegens de geringe marktwaarde van de opgeslagen goederen en het incidentele karakter van de verplaatsing van de elementen;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST onderstaande overeenkomst goed te keuren:

Gebruiksovereenkomst

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van dhr. Olivier MAINGAIN, burgemeester, en dhr. Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29/06/2022;

Hierna "de gemeente" genoemd;

EN:

De vzw "Théatre du Clin d'Oeil" (TCO) (KBO 459.874.921) met zetel t/g, Tweehuizenweg 65, vertegenwoordigd door mw. Claudine BIEVELEZ, voorzitster, en dhr. Pierre DE CAPUA, penningmeester, verantwoordelijken van de vereniging, volgens de Algemene Vergadering van 13/05/2022;

Hierna "de vereniging" genoemd;

WERD HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:

1. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst regelt het gebruik van het hieronder beschreven lokaal door de vereniging die het gebruikt voor de opslag van haar decors en andere toneelaccessoires. Het lokaal is gelegen te Sint-Lambrechts-Woluwe, Heydenberglaan, op het kadastraal perceel 3 DIV D9W39 en omvat: een grote ruimte, gedeeltelijk in de kelder.

De geschatte oppervlakte van het lokaal is 23 m².

De aangrenzende grond maakt geen deel uit van het voorwerp van de onderhavige overeenkomst.

De vereniging bezet als enige het lokaal

De vereniging verbindt er zich toe te waken over het goede gebruik van de plaats en over het respect van de elementaire regels van onderhoud en goede buurtschap en verbindt er zich eveneens toe iedere wijziging in de statuten en iedere verandering betreffende de persoon belast met de relaties met de gemeente schriftelijk te melden

aan de administratie (dienst Gemeente-eigendommen).

2. Duur

Onderhavige gebruiksovereenkomst treedt in werking op 01/07/2022. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

De gemeente of de vereniging kan op ieder ogenblik een einde stellen aan de overeenkomst mits een opzegging van 6 maanden per aangetekend schrijven. De vooropzeg begint te lopen op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de vooropzeg werd meegedeeld.

3. Waarborg

Voor het overhandigen van de sleutels moet de vereniging een waarborg stellen waarvan het bedrag berekend wordt op basis van 2 EUR per gebruikte m². De waarborg mag evenwel niet kleiner zijn dan 350 EUR. Het exacte bedrag van de waarborg zal bepaald worden bij de ondertekening van de overeenkomst. Ze voldoet aan deze verplichting door het plaatsen van contanten op een geïndividualiseerde rekening die op haar naam geopend wordt bij een financieel organisme van haar keuze. De intresten van de zo geplaatste som worden gekapitaliseerd op de geïndividualiseerde rekening.
Door deze plaatsing krijgt de gemeente het voorrecht op het actief van de rekening voor alle vorderingen voortkomende uit het geheel of gedeeltelijk niet naleven van de verplichtingen van de vereniging.

Er kan niet beschikt worden over de bankrekening van de waarborg, zowel voor de hoofdsom als voor de intresten, zonder het voorleggen van ofwel een schriftelijke toelating ten vroegste opgemaakt bij het beëindigen van deze overeenkomst ofwel een kopie van een gerechtelijke beslissing.

4. Lasten

Zijn ten laste van de vereniging:

- de kosten die voortvloeien uit het private verbruik van water, gas, elektriciteit en verwarming, en uit het abonnement op deze diensten.
- het schoonmaken van de betrokken lokalen;
- herstellingen ten laste van de huurder van de betrokken lokalen.

De gemeente verzekert het technisch beheer van het gebouw. De huurder wordt uitgenodigd om zich bij problemen tot de gemeente te richten en haar onmiddellijk de volgende zaken te melden:

1. Ieder feitelijk of juridisch probleem betreffende het gehuurde goed;
2. Alle schade waarvan de herstelling ten laste van de verhuurder valt.

Indien de gemeente hiervan niet op de hoogte werd gesteld, kan de vereniging verantwoordelijk gesteld worden voor alle bijkomende schade en kan ze op grond hiervan eraan gehouden worden de gemeente schadeloos te stellen.

5. Verzekeringen

Voor zij de lokalen bezet, zal de vereniging het bewijs leveren dat ze een verzekering

heeft afgesloten tegen brand, glasbreuk, bliksems, gas- en benzineontploffingen, elektrische risico's, beroep tegen derden en waterschade voor de totale waarde van het goed en zijn uitrusting.
De huurder zal, telkens wanneer de gemeente dit vraagt, kunnen bewijzen dat hij de verzekeringspremies betaald heeft.
De vereniging neemt persoonlijk, ter ontlasting van de gemeente, de verantwoordelijkheid op zich voor de ongelukken en de daardoor ontstane schade die zich kunnen voordoen in de haar ter beschikking gestelde lokalen.

6. Taksen en belastingen

De vereniging staat in voor de belastingen of taksen betreffende het genot of het gebruik van het gehuurde goed (bijvoorbeeld belasting op de ophaling van huisvuil).
De registratiekosten zijn ten laste van de vereniging.
De onroerende voorheffing is ten laste van de gemeente.

7. Plaatsbeschrijving

Ten laatste voor de vereniging de plaats in gebruik neemt en op het einde van de overeenkomst, na het verwijderen van het meubilair en voor het teruggeven van de sleutels, wordt een minnelijke gedetailleerde plaatsbeschrijving opgemaakt.
Bij deze gelegenheid gaan de partijen ook over tot het opnemen van de index van alle tellers.

De vereniging laat de plaats achter in de staat waarin zij deze aangetroffen heeft, volgens de plaatsbeschrijving, behalve vergane of door ouderdom aangetaste zaken of door overmacht. De partijen zullen de eventuele schade vaststellen. In dit geval zal de dienst Gemeente-eigendommen het bedrag van de schade en van de intresten vaststellen.

De vereniging staat in voor de beschadigingen of het verval die tijdens het gebruik voorkomen behalve indien zij kan bewijzen dat die plaatsvonden buiten haar schuld. De vereniging staat ook in voor de schade en het verval veroorzaakt door personen die zij in de gehuurde lokalen ontvangt.

8. Onderhoud

In overeenstemming met artikel 1754 van het Burgerlijk Wetboek zijn de huurherstellingen en het onderhoud, in overeenstemming met de regels van de kunst, ten laste van de de vereniging.

Eventuele schade als gevolg van het niet nakomen van deze verplichtingen wordt op kosten van de huurder hersteld.
Indien de huurder na ingebrekestelling per aangetekende brief de onderhouds- en reparatiewerkzaamheden waarvoor hij verantwoordelijk is niet tijdig uitvoert, heeft de gemeente het recht om deze zelf uit te voeren of te laten uitvoeren door een derde partij namens de huurder. Deze laatste moet de gemeente het bedrag van de door haar uitbetaalde bedragen betalen. Andere reparaties vallen onder de verantwoordelijkheid van de verhuurder, in het bijzonder die welke het gevolg zijn van normale slijtage, veroudering, overmacht en een defect in het gebouw.

9. Herstellingen

De gemeente kan iedere herstelling uitvoeren die ten haren laste is.

In afwijking van artikel 1724 van het Burgerlijk Wetboek, moet de vereniging dulden dat de gemeente, zonder vergoeding, de werken uitvoert die zij nodig acht in het kader van een renovatie- of herinrichtingsplan zelfs als dit langer duurt dan 40 dagen.

10. Wijzigingen aan het goed

De vereniging mag de gehuurde plaatsen niet wijzigen zonder voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord van de gemeente. Het mag geen gebruik maken van de gevel om er een radio- of televisieantenne op te plaatsen of meer algemeen om er eender wat op te plaatsen of te bevestigen.

De gemeente moet geen enkele vergoeding betalen als zij wijzigingen, zonder toelating aangebracht aan het gebouw, behoudt. Ze mag ook eisen dat de plaatsen in hun oorspronkelijke staat hersteld worden en indien de vereniging niet reageert, na een in gebreke stelling, zelf de werken doen uitvoeren op kosten van de vereniging.

In het kader van deze overeenkomst mag de vereniging, na voorafgaandelijk akkoord van het College van burgemeester en schepenen, schilderen of behangen in neutrale tinten met materialen van goede kwaliteit. Het gebruik van elektrische toestellen die overlast kunnen veroorzaken moet overeengekomen worden met de dienst Gemeente-eigendommen.

11. Toegang tot het gehuurde goed

Een afgevaardigde van de gemeente heeft, te allen tijde, toegang tot het gehuurde goed om het te bezichtigen en zich ervan te verzekeren dat de vereniging al haar verplichtingen nakomt. Hij moet nochtans de vereniging 48 uur op voorhand verwittigen behalve bij bijzondere dringendheid.

12. Keuze van woonplaats en statuten

De vereniging verklaart woonplaats te kiezen in haar maatschappelijke zetel

Iedere benoeming, ontslag of afzetting van een beheerder, alsook de wijzigingen aan de statuten, of de ontbinding van de vereniging zal schriftelijk meegedeeld worden aan de gemeente bij middel van een uittreksel van de beslissing van het bevoegde orgaan (dienst Cultuur en Gemeente-eigendommen) binnen de acht dagen na de beslissing met vermelding van de contactgegevens van de opvolger of de vereffenaar van de vereniging.

Bij gebrek aan deze mededeling en de handtekening van de nieuwe verantwoordelijke behoudt de gemeente zich het recht voor om zich te keren tegen de enige verantwoordelijke die zij kent.

13. Gebruik

De vereniging mag in geen enkel geval het geheel of een deel van het goed onderverhuren noch zijn rechten erop afstaan.

14. Toepassing van de wetten

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

15. Bevoegde jurisdictie

Enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd. In voorkomend geval bepaalt de taal van de overeenkomst de bevoegde rechtbank, afhankelijk van het taalstelsel.

16. Registratie

De vereniging registreert de overeenkomst binnen 2 maanden na de datum van ondertekening.

17. Ontbinding wegens fout

De huurder draagt alle kosten, lasten, onkosten en uitgaven die uit een dergelijke beëindiging voortvloeien.

18. Forfaitaire bezettingsvergoeding

Indien de vereniging aan het einde van het gebruiksrecht in het gebouw blijft (beëindiging van het gebruiksrecht of opzeggingstermijn), zullen de partijen de bezettingsvergoeding vaststellen op een forfaitair bedrag van 50 EUR/m² per begonnen maand. Dit sluit op geen enkele wijze uit dat de gemeente aanspraak kan maken op enige schade als gevolg van de ongeoorloofde voortzetting van de bezetting van het gebouw.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op ../../2022 in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de vereniging,		Handtekening van de verhuurder,	
De Voorzitster,	De Penningmeester,	De Gemeentesecretaris,	De Burgemeester,
Claudine BIEVELEZ	Pierre DE CAPUA	Patrick LAMBERT	Olivier MAINGAIN

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0021 **Moulin de Lindekemale - Vente publique en ligne - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire du Moulin de Lindekemale, sis avenue Jean-François Debecker 6 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant que celui-ci est actuellement vide et nécessite de lourds travaux ;

Considérant qu'il est de l'intérêt de la commune de vendre ce bien afin de se procurer des recettes financières supplémentaires visant à financer des besoins collectifs ;

Vu le formulaire de demande d'estimation envoyé, le 18/03/2022, à Bruxelles Fiscalité demandant l'établissement de l'estimation du bien visé ;

Vu l'estimation du 23/05/2022, reçue le 09/06/2022, de Bruxelles Fiscalité fixant la valeur vénale du bien à 2.585.000 EUR ;

Vu le procès-verbal de mesurage daté du 10/06/2022 et déterminant précisément les limites du bien à mettre en vente ;

Considérant que la roue hydraulique nécessite actuellement une grosse rénovation ;

Considérant que Bruxelles Environnement, dans le cadre de ses attributions dans la gestion de la vallée de la Woluwe, travaille depuis plusieurs mois sur un projet exemplaire de modification de la roue visant à sa remise en fonction ;

Considérant qu'il est de l'intérêt public, d'un point de vue historique, pédagogique et d'embellissement de l'espace public, que la maîtrise du projet et l'entretien futur de celui-ci soient assurés par des pouvoirs publics ;

Considérant que la crise sanitaire a permis un développement important du recours à la plateforme de vente publique en ligne de la Fédération du Notariat de Belgique : biddit.be ;

Considérant que cette procédure de vente existant depuis 2018 uniquement, n'a pas été couverte par la circulaire du 22/12/2015 relative à l'acquisition ou à l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles ;

Considérant qu'il y est prévu que : *« Dans le cadre d'une vente publique notariée, le prix minimum de départ doit être égal à celui de l'estimation. Le pouvoir local peut fixer un prix de départ supérieur. Le bien sera adjugé au plus offrant.*
Néanmoins, une enchère pourra être écartée si l'amateur ne présente pas les garanties suffisantes de solvabilité.
Dans le cas où, à l'issue de la séance de vente publique, le prix atteint serait inférieur à l'estimation, l'adjudication pourra être faite avec faculté de surenchère en vue de l'obtention d'un meilleur prix. Si cette surenchère est exercée, la vente ne sera alors définitive que lors d'une nouvelle séance de vente.
Le bien peut également, tant à l'issue de la première séance qu'à celle de la deuxième séance, être retiré de la vente.
Lorsque le prix atteint à l'adjudication est inférieur à l'estimation, le vendeur doit motiver sa décision de vendre le bien. » ;

Considérant qu'il convient, dès lors, d'assurer le respect maximal des principes ayant

sous-tendu l'établissement de l'ensemble des dispositions qu'elle reprend ;

Considérant que cette procédure assure l'égalité des candidats et la publicité de la vente ;

Considérant que les contraintes techniques liées à la procédure d'enchère en ligne ne permettent pas d'accepter une offre inférieure à la mise à prix, tel que c'était le cas lors des séances en salle ;

Considérant qu'il convient donc de déterminer le prix de réserve en dessous duquel la vente ne pourra être réalisée et le montant de la mise à prix ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE :

- d'approuver la vente publique en ligne (Biddit) du Moulin de Lindekemale sis avenue Jean-François Debecker 6 en c/c, au prix minimum de 2.300.000 EUR ;
- de fixer la mise à prix à 1.800.000 EUR ;
- de donner délégation au Collège des bourgmestre et échevins pour fixer la période des enchères (8 jours pleins) à l'expiration du délai de tutelle et la date de signature du procès-verbal d'adjudication ;
- d'approuver le projet de cahier des charges de la vente, rédigé par le notaire Me Caroline RAVESCHOT, tel que repris ci-après :

L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX
Le
À Woluwe-Saint-Lambert en la salle du Conseil de la maison communale, avenue Paul Hymans 2, à Woluwe-Saint-Lambert (1200 Bruxelles)
Par devant Nous, **Maître Caroline RAVESCHOT** , Notaire, exerçant sa fonction au sein de la société à responsabilité limitée « Caroline RAVESCHOT, Notaire », ayant son siège à Saint-Gilles (1060 Bruxelles), rue de Suisse, 35.
A COMPARU
La Commune de WOLUWE-SAINT-LAMBERT élisant domicile en son hôtel communal sis à Woluwe-Saint-Lambert (1200 Bruxelles), avenue Paul Hymans 2, immatriculée au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro 0207389859, représenté par son Collège des Bourgmestre et Echevins pour lequel stipulent et acceptent :
- son Bourgmestre, en la personne de Monsieur MAINGAIN Olivier Dominique, né à Bruxelles le 3 août 1958 et,
- son secrétaire communal, en la personne de Monsieur LAMBERT Patrick René, né à Uccle le 25 avril 1957,
Faisant tous élection de domicile en la Maison communale de Woluwe-Saint-Lambert.
Agissant en vertu d'une délibération du conseil communal du 29 juin 2022, délibération approuvée par l'autorité de tutelle … .
Ci-après également dénommée : « le vendeur » ou « le propriétaire » ou « le requérant ».
Laquelle Comparante déclare être seule propriétaire du bien ci-après décrit et avoir tous les pouvoirs requis pour en disposer.
La comparante requière le Notaire Caroline Raveschot, soussigné de dresser le

procès-verbal de la VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES de l'immeuble ci-après décrit étant :

DESCRIPTION DU BIEN À VENDRE

COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT
(21018 – 1ère division cadastrale)

Une maison de commerce et d'habitation située **Avenue Jean-François Debecker 6,** sur et avec terrain, cadastré suivant extrait récent de matrice cadastrale section B, parties des numéros 0131E2P0000 et 0132FP0000 pour une superficie mesurée de vingt ares un centiare vingt-huit dixmilliares (20a01ca28dcm) et ayant reçu comme numéro parcellaire réservé le numéro #

Tel que ce bien est plus amplement figuré comme « Moulin de Lindekemale » et sous teinte jaune au plan de mesurage dressé par Monsieur Flamur BYTYCI, géomètre communal le 15 juin 2022.

Ce plan a été enregistré dans la base de données des plans de délimitation de l'administration générale de la documentation patrimoniale, mesures et évaluations, sous le numéro de référence MEOW-20# [plan numéro #]. Il n'y a dès lors plus lieu de soumettre ledit plan à la formalité de l'enregistrement et à la transcription.

Un exemplaire de ce plan de mesurage restera ci-annexé mais ne sera pas transcrit vu la précadastration dont il a déjà fait l'objet dont question ci-dessus

Revenu cadastral : Le bien ayant fait l'objet, comme dit ci-après d'une division et d'un mesurage évoqué ci-avant, le revenu cadastral actuel du bien tel que vendu n'est pas déterminé à ce jour.

A titre d'information, il est ici précisé que le bien, avant division, avait un revenu cadastral de huit mille neuf cent seize (8.916,00€)

Ci-après désignée sous le vocable « le bien » ou **« les biens ».**

La description du bien est établie de bonne foi, au vu des titres de propriété disponibles et des indications cadastrales, qui ne sont communiquées qu'à titre de simple renseignement.

Sous réserve de ce qui est mentionné dans les conditions de vente, seuls sont vendus les biens immeubles, de même que tous ceux que la loi répute immeubles par incorporation, destination ou attache à perpétuelle demeure.

Les canalisations, compteurs, tuyaux et fils appartenant à des sociétés de fourniture d'eau, de gaz, d'électricité ou de tous services comparables ne sont pas compris dans la vente.

Division

Le bien vendu est issu de la division des parcelles cadastrales 131E2 et 132F telle que cette division a été décrite au procès-verbal de division établi par Monsieur Flamur BYTYCI, prénommé le #

Conformément à l'article 104 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire, le plan de division ainsi qu'une attestation précisant la nature de l'acte et la destination des lots a été communiquée au Collège des Bourgmestre et Echevins de commune de Woluwe-Saint-Lambert et au fonctionnaire-délégué de la Région de Bruxelles-Capitale, il y a plus de 30 jours.

La destination des différentes parcelles issues de cette division n'est pas modifiée par rapport à la situation antérieure, le but de la division étant de redéfinir les limites des différents biens voisins (dont la Woluwe et ses accessoires (les berges et la cunette jusqu'au pied de la façade du moulin sont affectés domaine public de même que le pont et l'escalier d'accès depuis l'avenue Jean-François Debecker)et également d'exclure de la présente vente la roue hydraulique du moulin historique et ses accessoires (plus particulièrement le local turbine et la cunette) connu sous le nom de

« La roue du Moulin de Lindekemale », ou « La roue » est décrit comme « *La roue du Moulin de Lindekemale* » et sous teinte turquoise au plan de mesurage établi par Monsieur Flamur BYTYCI, prénommé.
*soit Le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire-délégué n'ont pas formulé d'observations.
*soit par courrier du # le fonctionnaire-délégué a fait savoir littéralement ce qui suit : #

ORIGINE DE PROPRIETE

La commune de Woluwe-Saint-Lambert déclare être seule propriétaire du bien prédécrit pour l'avoir acquis sous plus grande contenance (3ha, 3a, 37ca) de a) Madame Rufine Georgina DRUART, née à Ghlin le 12 janvier 1902, b) Madame Julia Marie BEULENS née à Molenbeek-Saint-Jean le 20 juin 1898, c) Madame Yvonne Marie Léon HANNECART, née à Woluwe-Saint-Lambert le 27 avril 1922 et de d) Madame Lucie Thérèse Françoise HANNECART, née à Woluwe-Saint-Lambert le 14 janvier 1924, aux termes d'un acte reçu par le Baron Donald Fallon, Bourgmestre de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, agissant en qualité de notaire le 10 mai 1955, transcrit au cinquième bureau des hypothèques de Bruxelles le 11 mai suivant volume 1539 numéro 2

Titre de l'adjudicataire

Le titre de l'Adjudicataire se composera du cahier des charges et du procès-verbal de l'adjudication.

CONDITIONS SPECIALES DE VENTE

1/ Mode de la vente

La vente de l'immeuble prédécrit aura lieu en un seul lot, via la plateforme de vente aux enchères www.biddit.be.

2/ Mise à prix

Il est fait usage de la possibilité de fixer une mise à prix de départ, telle que prévu à l'article 1587 du code judiciaire.
Cette mise à prix ne constituera pas une offre de vente. Elle indiquera simplement le niveau de prix au départ duquel les enchères seront reçues.

La mise à prix est fixée à 1.800.000,00 EUR

Toute offre emporte, contre son auteur, irrévocabilité et adhésion complète au présent cahier des charges.

3/ Enchères minimums

L'enchère minimum s'élève à **deux mille euros** (2.000 €). Cela signifie qu'une enchère de minimum deux mille euros (2.000 €) doit être effectuée ou un multiple de cette somme de sorte que des enchères inférieures à cette somme ne seront pas acceptées.

4/ Début et fin des enchères

Les enchères « online » débuteront le # et seront clôturées le # sous réserve d'éventuelles prolongations, conformément à l'article 9 des conditions générales de vente en raison du sablier et/ou d'un dysfonctionnement généralisé de la plateforme d'enchères.

5/ Absence de condition suspensive d'un financement par l'adjudicataire

L'Adjudicataire ne pourra pas se prévaloir d'une condition suspensive pour l'obtention d'un financement.

6/ Porte-Fort

Le Notaire soussigné n'acceptera aucune enchère faite par une personne seule mariée sous un régime de communauté, si le conjoint n'est pas représenté au moyen d'une procuration authentique.
De même en cas d'acquisition au nom d'une personne morale, celle-ci devra être représentée conformément aux statuts de la société ou à défaut, sur pied d'une procuration authentique signée par les personnes habilitées à engager la personne

morale.
Contrairement à ce qui est indiqué aux conditions générales, l'Adjudicataire qui déclarerait avoir agi pour un tiers non présent et pour lequel il déclarerait se porter fort, sera tenu d'apporter au Notaire instrumentant, dans un délai de 3 jours calendriers à compter du jour de la signature du procès-verbal d'adjudication dont question au point 8/ ci-dessous, la ratification de celui pour lequel il s'est porté fort.
À défaut, l'Adjudicataire sera personnellement tenu des obligations qui résultent du présent cahier des charges et de l'adjudication et notamment du paiement du prix d'adjudication en principal et accessoires, aux conditions du présent cahier des charges.

7/ Mode de la vente

Conformément à l'article 1589 du Code judiciaire, le Notaire instrumentant peut refuser les enchères des personnes qui lui sont inconnues ou dont l'identité ou la solvabilité ne lui paraissent pas justifiées et ce, sans devoir motiver sa décision.

8/ Jour et heure de la signature du procès-verbal d'adjudication

La Comparante se réserve le droit de retirer le bien mis en vente de la vente publique, sans devoir en justifier et sans être redevable d'aucune indemnité aux enchérisseurs.
En cas d'acceptation de l'enchère la plus élevée retenue par la requérante et, sauf instruction contraire du Notaire et sauf retrait du bien de la vente, le procès-verbal d'adjudication sera signé en la maison communale de Woluwe-Saint-Lambert le #

9/ Visites

Le bien pourra être visité par les candidats-acquéreurs:

- **Les #, de # heures à #heures ;**
- **Les #, de # heures à # heures.**

Le Notaire se réserve le droit d'organiser des visites supplémentaires et de modifier les horaires de visite dans l'intérêt de la vente.

10/ Transfert de propriété

L'Adjudicataire deviendra propriétaire du bien vendu au moment où l'adjudication devient définitive.

11/ Impôts

L'adjudicataire paiera et supportera, prorata temporis, toutes taxes, précomptes et autres charges fiscales quelconques, en rapport avec le bien vendu et ce à compter du jour où le prix devient exigible ou à compter de son entrée en jouissance si celle-ci intervient plus tôt. Les taxes sur terrains non-bâtis, sur les résidences secondaires, sur les inoccupés ou abandonnés, ainsi que les taxes de recouvrement déjà établies, restent intégralement à charge du vendeur pour l'année en cours.

12/ Situation hypothécaire

L'immeuble est vendu pour quitte et libre de toute dette, privilège, hypothèque, inscription ou transcription quelconque et avec délégation du prix au profit des créanciers inscrits ou qui auraient utilement fait valoir leurs droits dans les conditions que la loi prévoit.

13/ État du bien

Le bien est vendu dans l'état où il se trouve au jour de l'adjudication, même s'il ne satisfait pas aux prescriptions légales, sans garantie des vices apparents ou cachés et sans aucun recours ni droit de renoncer à la vente, même lorsque la description du bien et/ou l'indication des servitudes est erronée, imprécise ou incomplète.

14/ Servitudes

Le bien est vendu avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, dont ils pourraient être grevés ou avantagés.
Le Propriétaire est tenu de déclarer les servitudes conventionnelles qui lui sont connues dans les conditions de la vente à l'exception de celles qui sont apparentes.
Le Propriétaire déclare que les derniers titres transcrits, dont question dans l'origine de

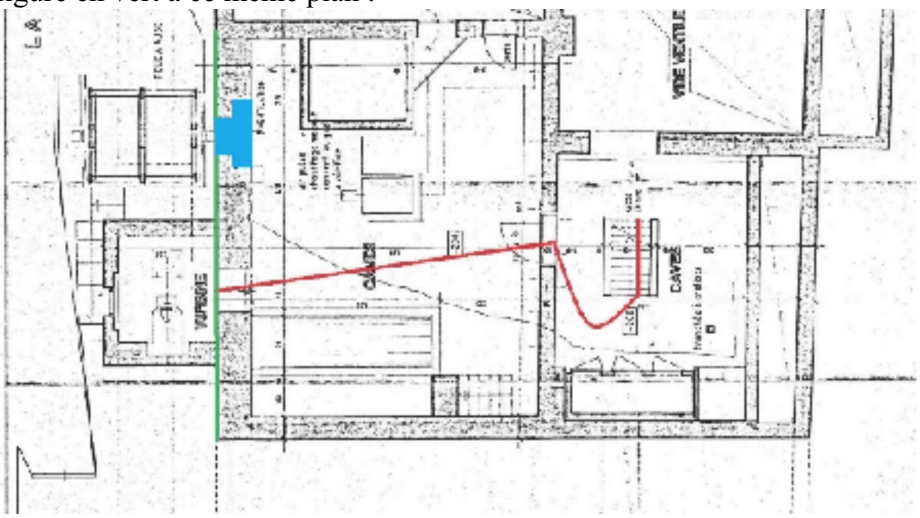
propriété qui précède, ne relatent l'existence d'aucune condition particulière dérogatoire au droit commun.
Le Propriétaire décline toute responsabilité quant aux servitudes qui auraient pu avoir été concédées par des propriétaires antérieurs.
Le propriétaire déclare qu'à sa connaissance, il n'existe pas de condition spéciale ou servitude sur le bien prédécrit et que personnellement, elle n'en a conféré aucune **à l'exception de ce qui suit et qui résulte de la division du bien dont question ci-avant visant notamment à scinder de bien vendu (LOT Moulin de Lindekemale) de « La roue » (LOT #).**

Constitution de servitudes à charge du bien vendu au profit de « La roue » adjacente :

Comme exposé ci-avant le bien vendu est issu d'un ensemble immobilier plus important appartenant actuellement au vendeur.
L'immeuble érigé sur le bien objet de la présente vente est connu sous le nom « Moulin de Lindekemale » et fait l'objet comme dit ci-après de mesures de protection du patrimoine, notamment en raison de la roue de l'ancien moulin à eau que le bâtiment supporte.
Le vendeur ayant souhaité conserver la propriété de « La roue », dans son domaine public, la parcelle cadastrale initiale 0131E2P0000 a été divisée comme dit ci-avant afin de séparer juridiquement :
- D'une part, le bien vendu « Moulin de Lindekemale » (bâtiment principal et terrain décrit comme dit ci-dessus) et ayant reçu comme l'identifiant parcellaire réservé #, et ci-après dénommé « le fond servant » ;
Et
- D'autre part, « La roue » « *La roue du Moulin de Lindekemale* » comprenant, la roue et le local turbine du moulin à eau et l'assiette de terrain définie en turquoise au procès-verbal de mesurage établi par Monsieur Flamur BYTYCI, prénommé, et dont question ci-dessus et ayant reçu comme l'identifiant parcellaire réservé #, et ci-après dénommé « le fond dominant » ;
Ceci exposé et compte tenu de la situation des lieux les servitudes suivantes sont présentement constituées entre les 2 fonds prédécrits. L'adjudicataire du fond servant -objet de la présente vente- et ses ayant droits et ayant causes à tous titres seront donc tenu de respecter les servitudes perpétuelles présentement constituées comme suit entre les deux fonds prédécrits.

1. Servitude d'appui

Une servitude d'appui perpétuelle et gratuite est constituée à charge du fond servant et au bénéfice du fond dominant sur l'emprise définie en bleu au plan du sous-sol ci-dessous et ce afin de permettre le soutien de l'axe de la roue au-delà de l'axe mitoyen figuré en vert à ce même plan :



2.Servitude de passage

L'accès principal au « Moulin » se fait principalement par l'Allée verte et le pont public qui surplombe la Woluwe. Afin que le propriétaire de « La roue », ou toute personne mandatée par lui, puisse accéder, en cas de nécessité, au local « turbine » du moulin, il est présentement constitué une servitude de passage -d'une largeur de 2 mètres, perpétuelle et gratuite- s'exerçant sur le fond servant selon le tracé extérieur et intérieur (rez-de-chaussée et sous-sol) figuré en rouge aux plans ci-dessous.

Le propriétaire du fond dominant devra prévenir, minimum 72h à l'avance (sauf urgence) le propriétaire du fond servant de :

- Jour(s) et heure(s) de passage
- Largeur de passage utile.

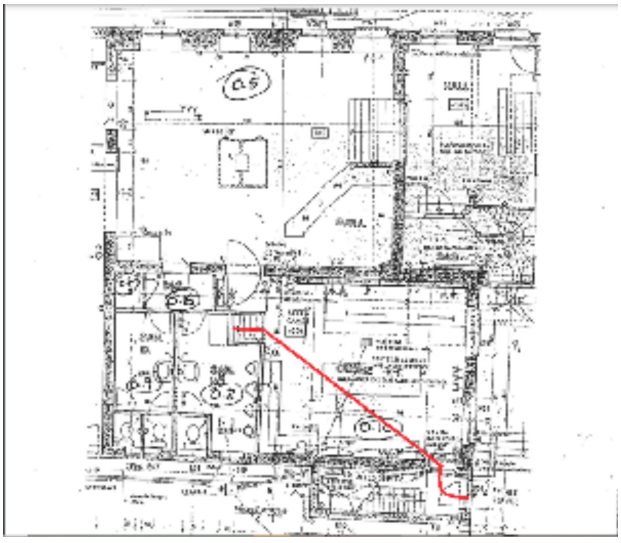
L'usage de ce droit se fera en concertation avec l'occupant du fond servant afin de lui occasionner le moins de nuisances possibles.

Tracé extérieur de la servitude de passage

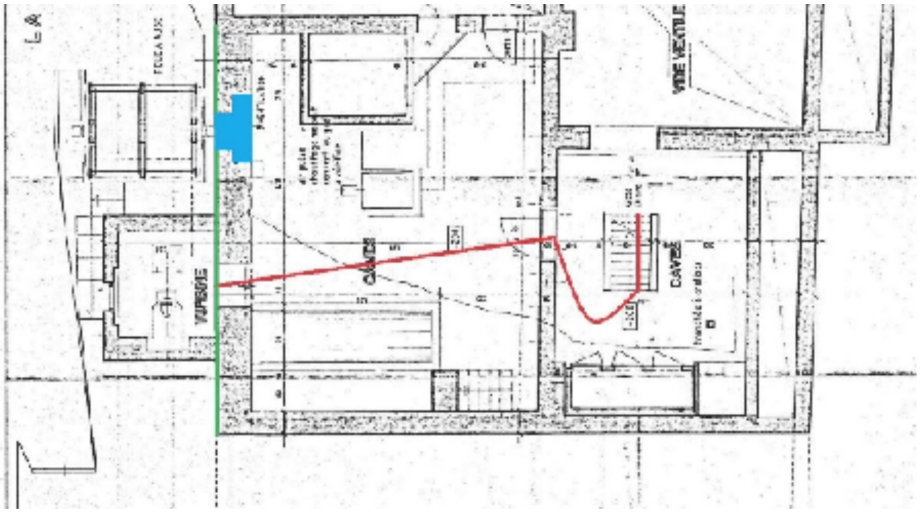
L'accès à l'intérieur du bâtiment devra se faire par la porte de service.

Tracés intérieurs de la servitude de passage

La première pièce du rez-de-chaussée (cuisine selon le plan ci-dessous) devra être aménagée en manière telle qu'un accès à l'escalier vers le sous-sol soit possible sur une largeur de 2 mètres, que ce soit par une ligne droite comme figuré ci-dessous ou autrement, l'essentiel étant de permettre le passage -sur la largeur nécessaire de 2 mètres- à l'escalier menant aux caves comme mentionné ci-dessous :



L'accès au local turbine se faisant par les caves selon le plan ci-dessous depuis l'escalier venant du rez-de-chaussée et arrivant dans la première cave et au travers de la première cave et la seconde cave ce qui implique que la porte entre les 2 caves ne pourra jamais être condamnée.



3. Servitudes liées à l'éventuelle électrification de « la roue »

Si les travaux de réhabilitation de la roue devaient, à terme, mener à l'électrification de la roue, le bien vendu devra concéder au profit de « la roue », fonds dominant ci-avant décrit, les servitudes nécessaires afin de permettre l'alimentation, le placement et l'entretien du moteur électrique nécessaire au bon fonctionnement de la « roue » et de ses organes associés.

Si aucun plan d'implantation de ces éventuelles installations n'a été mis en ligne pour informer exactement l'adjudicataire de l'emplacement nécessaire à ces installations, l'adjudicataire devant alors prendre toute précaution pour laisser un espace nécessaire et suffisant dans la cave jouxtant la roue et à proximité directe du compteur électrique existant. Lors de leur placement, l'emplacement des installations devra alors être négocié entre les propriétaires des deux fonds concernés dans le respect des droits de chacun.

Pour le surplus, l'Adjudicataire sera sans recours à raison des autres servitudes qu'il devra supporter même s'il ne les connaissait pas.

15/ Propriété - Jouissance - Occupation – Déguerpissement

Propriété

L'Adjudicataire aura la propriété du bien adjugé, dès l'instant où l'adjudication deviendra définitive.

Jouissance

Il en aura la jouissance à compter de la même date mais jamais avant de s'être acquitté de son prix d'acquisition en principal, intérêts, frais et tous accessoires, à charge de s'en mettre en possession à ses frais, risques et périls, sans recours contre le vendeur et le Notaire soussigné, soit par la perception des fruits civils, soit par la prise de possession réelle suivant que le bien sera ou pas, libre d'occupation et tenant compte de l'article 1575 du Code judiciaire.

Avant ce paiement, il est interdit à l'Adjudicataire de faire aux biens adjugés un changement ou démolition quelconque.

Il pourra toutefois dès que l'adjudication sera devenue définitive, être autorisé à prendre toute mesure conservatoire.

Occupation

Il résulte des déclarations du Vendeur que l'immeuble prédécrit est actuellement libre d'occupation et vide de tout contenu.

Tous les renseignements ci-dessus sont donnés sous toutes réserves et sans aucune garantie de la part du Notaire soussigné.

L'Adjudicataire renonce expressément à tous recours contre le Notaire instrumentant de ce chef.

Compteurs

Le Vendeur déclare sous sa propre responsabilité que l'immeuble vendu comprend un

compteur d'eau, un compteur électrique en cabine Haute tension (EAN 541448911000071355), et un compteur de gaz (EAN 541448911000024016)
Les compteurs, canalisations et tout autre objet appartenant aux sociétés distributrices ou à des tiers ne font pas partie de la présente vente et sont réservés à qui de droit.

16/ Transfert des risques

Les risques inhérents au bien vendu seront transmis à l'Adjudicataire dès le moment où l'adjudication devient définitive. Dès ce moment, l'Adjudicataire devra, s'il souhaite être assuré, se charger lui-même de l'assurance contre l'incendie et les périls connexes.
Le Propriétaire est tenu d'assurer le bien contre l'incendie et les périls connexes jusqu'au huitième jour à compter du moment où l'adjudication devient définitive, sauf pour les ventes publiques judiciaires où aucune garantie ne peut être donnée.

17/ Actions en garantie

Pour autant que de besoin, l'Adjudicataire est subrogé dans tous les droits que le Propriétaire pourrait faire valoir contre les ouvriers, entrepreneurs ou architectes qu'il aurait employés pour les travaux ou constructions, et notamment ceux résultant de l'article 1792 du Code civil, la requérante déclare cependant qu'il n'a pas été réalisés dans le bien des travaux bénéficiant de ce type de garantie depuis moins de 10 ans de sorte que le bien n'est donc pas couvert par ce type de garantie.

18/ Abonnements eau, gaz et électricité

L'Adjudicataire sera tenu de prendre à son nom, dès le moment de leur entrée en jouissance (sauf si la loi l'y oblige plus tôt), les abonnements à l'eau, au gaz, à l'électricité ainsi qu'à tout service de même nature ou, si la législation l'y autorise, à en conclure de nouveaux. Il aura à en supporter les redevances à compter de ce moment, de sorte que le propriétaire ne puisse plus être recherché à ce sujet.

19/ Limites – Contenance

Les limites précises et la contenance déclarée du bien ne sont pas garanties par le Propriétaire, même si un plan de mesurage ou de bornage, ancien ou récent, a été dressé.
Toute différence de contenance en plus ou en moins fera profit ou perte pour l'Adjudicataire, même si elle excède un vingtième.

20/ Mitoyennetés

Le bien est vendu sans garantie de l'existence ou non de mitoyennetés.

21/ Droit de préemption

Il résulte d'une consultation du site BRUGIS en date du 13 mai 2022 que l'immeuble présentement vendu n'est pas situé dans un périmètre soumis à préemption.
Le Notaire instrumentant ne détient aucune information au sujet d'un éventuel droit de préemption, droit de préférence, promesse de vente ou de rachat conventionnel.
Le vendeur déclare expressément n'avoir consenti aucun droit de préemption ou concédé aucune option d'achat quelconque relativement à l'immeuble prédécrit.

22/ URBANISME

1) <u>Généralités</u>

Les amateurs ont été informés de l'opportunité de recueillir de leur côté, antérieurement à l'adjudication, tous renseignements sur la situation urbanistique du bien présentement mis en vente et sur son environnement.
En outre, le Notaire rédacteur du présent cahier des charges attire tout spécialement l'attention des amateurs sur l'importance et la nécessité qu'ils vérifient personnellement, en surplus de la recherche urbanistique effectuée par le Notaire conformément à la législation régionale applicable, la conformité du bien mis en vente avec les permis délivrés par les autorités compétentes ainsi que la légalité des travaux qui ont ou auraient été effectués depuis le jour de sa construction en s'adressant au service de l'urbanisme de la commune où se situe le bien, service auquel ils ont pu demander la production de tous les permis délivrés depuis le jour de la construction de l'immeuble jusqu'à ce jour, afin de vérifier qu'aucun acte ou travaux n'ont été

effectués dans le bien en contravention avec les prescriptions urbanistiques figurant aux différents permis d'urbanisme.

Mission du Notaire.

La Comparante et l'Adjudicataire déclarent et acceptent que la fonction d'Officier Public du Notaire n'implique en aucune manière la vérification technique de la conformité (notamment urbanistique) du bien visé aux présentes, laquelle investigation technique échappe tant à son domaine de compétence qu'à ses devoirs professionnels et déontologiques.

Le Notaire n'a dès lors en aucune façon l'obligation ou le devoir, par exemple (énumération non limitative) de vérifier le métré ou le volume du bien concerné, pas plus que son implantation, ses caractéristiques constructives, ses teintes, ses matériaux, l'essence des espèces végétales y implantées et autres considérations généralement quelconques échappant à ses rôles et devoirs, ce que les comparants et l'Adjudicataire déclarent dûment savoir et reconnaitre.

L'Adjudicataire est dès lors expressément et personnellement invité à mener préalablement à l'adjudicataire, toute investigation estimée utile à cet égard.

2) Descriptif sommaire

Informée par le notaire instrumentant de l'obligation reposant sur le vendeur de fournir, lors de la demande de renseignements urbanistiques, un descriptif sommaire du bien concerné, tel qu'il existe dans les faits, la requérante a établi ladite description, laquelle est restée annexée aux renseignements urbanistiques délivrés par le service urbanisme de la Commune de Woluwe-Saint-Lambert dont question ci-dessous.

3) Renseignements urbanistiques

Conformément aux articles 275 et 276/1 du CoBAT et à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 mai 2021 relatif aux renseignements urbanistiques, la commune de Woluwe-Saint-Lambert a délivré en date du 30 mai 2022 les renseignements urbanistiques conformément au formulaire annexé audit arrêté et au descriptif sommaire du bien dont question ci-avant.

Cette lettre stipule littéralement ce qui suit :

« En réponse à votre demande de renseignements urbanistiques réceptionnée complète le 13/05/2022 et concernant le bien sis avenue J-F Debecker, 6 cadastré 1ière division section B n°131/E/2, nous avons l'honneur de vous délivrer le présent document, dressé sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé au cas où une demande de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de permis de lotir était introduite au sujet du bien considéré.

A. RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES RELATIFS AUX DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES REGIONALES ET COMMUNALES QUI S'APPLIQUENT AU BIEN

1. *En ce qui concerne la destination :*

Le bien se situe:

- *Au Plan Régional d'Affectation du Sol* ***(PRAS)*** *approuvé par arrêté du Gouvernement du 3 mai 2001, zone d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement et en zone d'intérêt collectif ou de service public;*
- *(...)*

Les zones et les prescriptions littérales du PRAS et du PAO sont consultables sur le portail régional de l'urbanisme: http://urbanisme.brussels.

Le périmètre des PPAS et des PL sont consultables sur le site internet suivant : www.bruqis.be. leur contenu est disponible, sur demande, auprès du service

urbanisme de la commune.

2. En ce qui concerne les conditions auxquelles une demande de permis ou de certificat d'urbanisme serait soumise :

- *Les prescriptions du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire **(CoBAT)** ;*
- *Les prescriptions du **PRAS** précité;*

*Le solde des superficies de bureaux et d'activités de production de biens immatériels admissibles **(CASBA)** est consultable à l'adresse internet suivante : http://www.casba.irisnet.be/PRAS/ListeMaille.htm ;*

- *(...)*
- *(1) Les prescriptions du Règlement Régional d'Urbanisme **(RRU),** approuvé par l'arrêté du Gouvernement du 21 novembre 2006;*
- *(...)*
- *(1) Les prescriptions du **règlement communal d'urbanisme (RCU)** du 12/11/1956*

- modifié les 14/01/1957, 29/08/1988 (art.108bis) et 23/01/2012 (art.84bis);

- *(...)*

Les prescriptions du PRAS et des règlements régionaux d'urbanisme sont consultables sur le portail régional de l'urbanisme :http://urbanisme.brussels
Le périmètre des PPAS, des PL et des RCU sont consultables sur le site internet suivant: www.bruqis.be . leur contenu est disponible, sur demande, auprès du service urbanisme de la commune.

3. En ce qui concerne une expropriation éventuelle qui porterait sur le bien :

- *(...)*

4. En ce qui concerne l'existence d'un périmètre de préemption :

- *(...)*

5. En ce gui concerne les mesures de protection du patrimoine relatives au bien :

- *(1) Le bien est compris dans le site **classé du moulin de Lindekemale par arrêté du 30/03/1989;***

Par mesure transitoire, les immeubles qui ont fait l'objet d'une autorisation de bâtir ou d'une construction antérieure au 1er janvier 1932 sont considérés comme inscrits dans l'inventaire du patrimoine immobilier de la Région (article 333 du CoBAT).
Pour ce qui concerne les éventuelles « autorisations patrimoine », des informations peuvent être obtenues à fa Région, auprès de la Direction des Monuments et des Sites.

6. En ce qui concerne l'inventaire des sites d'activités inexploités :

- *(...)*

7. En ce qui concerne l'existence d'un plan d'alignement:

- *La voirie le long de laquelle se situe le bien a fait l'objet d'un plan d'alignement approuvé par Arrêté royal le 05/02/1932 ;*

8. *Autres renseignements :*

- *(...)*
- *(1) Le bien est compris à l'inventaire Iris monument ;*
- *(1) Le bien se situe à proximité directe d'un site visé par l'ordonnance du 1er mars 2012 relative à la **conservation de la nature** (réserve naturelle, réserve forestière ou zone Natura 2000), zone tampon de 60 mètres (zone Natura 2000);*
- *Afin de savoir dans quelle catégorie le bien est repris à l'inventaire de **l'état du sol** au sens de l'article 3, 15° de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, des renseignements peuvent être pris auprès de Bruxelles Environnement ;*
- *Afin de vérifier si le bien est grevé d'une servitude pour canalisation pour **transport de produits gazeux** dans le cadre de la loi du 12 avril 1965, des renseignements peuvent être pris auprès de Fluxys Belgium ;*
- *(...)*
- *En ce qui concerne une éventuelle question de zones inondables, nous vous invitons à prendre contact avec Bruxelles Environnement ;*
- *En ce qui concerne une éventuelle question de sécurité, de salubrité et d'équipement des logements, nous vous invitons à prendre contact avec la DIRL ;*
- *En ce qui concerne une éventuelle question d'égouttage, nous vous invitons à prendre contact avec Vivaqua;*

*Conformément à l'article 11 du Titre I du RRU, la **zone de recul** est aménagée en jardinet et plantée en pleine terre. Elle ne comporte pas de constructions sauf celles accessoires à l'entrée de l'immeuble tels que, notamment, les boîtes aux lettres, clôtures ou murets, escaliers ou pentes d'accès. Elle ne peut être transformée en espace de stationnement ni être recouverte de matériaux imperméables sauf en ce qui concerne les accès aux portes d'entrée et de garage à moins qu'un règlement communal d'urbanisme ou un règlement d'urbanisme édicté sur une partie du territoire communal ne l'autorise et n'en détermine les conditions. La zone de recul est régulièrement entretenue.*

B. AU REGARD DES ELEMENTS ADMINISTRATIFS A NOTRE DISPOSITION, CI-DESSOUS, LES RENSEIGNEMENTS URBANISTIQUES COMPLEMENTAIRES DESTINES AU TITULAIRE D'UN DROIT REEL QUI A L'INTENTION DE METTRE EN VENTE OU EN LOCATION POUR PLUS DE NEUF ANS LE BIEN IMMOBILIER SUR LEQUEL PORTE CE DROIT OU DE CONSTITUER SUR CELUI-Cl UN DROIT D'EMPHYTEOSE OU DE SUPERFICIE, OU A -LA PERSONNE QUE CE TITULAIRE MANDATE POUR CE FAIRE

1. *En ce qui concerne les autorisations, permis et certificats :*

- *(1) **~~Autorisation/~~permis d'urbanisme n°14207~~/permis d'environnement/certificat~~** visant à transformer le restaurant« Moulin de Lindekemale » en hôtel et à agrandir l'annexe existante à condition de se conformer à l'avis du Service d'incendie et d'Aide Médicale Urgente de la région de Bruxelles-Capitale daté du 28/10/1986 (réf.: DTR 811082-2-L35/2GR/DM), délivré le 18/11/1986 par le Collège des bourgmestre et échevins et ayant fait l'objet d'une prorogation jusqu'au 18/11/1988 ;*

- *(1) **~~Autorisation/permis d'urbanisme n°16036/permis d'environnement/certificat~~** visant à rénover et transformer l'immeuble dénommé « Moulin de Lindekemale » à condition de se conformer à l'avis du Service d'incendie et d'Aide Médicale Urgente de la region de Bruxelles-Capitale date du 05/05/1997 (réf. : DTR.81.1082/7/RS/DM), délivré le 26/08/1997 par le Collège des bourgmestre et échevins;*
- *(1) **~~Autorisation/permis d'urbanisme n°17041/permis d'environnement/certificat~~** visant à réaménager le chenal du Moulin, entre le marais du Struybeek et l'avenue Debecker, délivré le 27/06/2002 par le Collège des bourgmestre et échevins;*
- *(1) **~~Autorisation/permis d'urbanisme n°18534/permis d'environnement/certificate~~** visant à restaurer la roue hydraulique du moulin de Lindekemaele, délivré le 14/02/2008 par le Fonctionnaire Délégué ;*

La description des travaux autorisés et les éventuelles conditions d'octroi sont accessibles, sur demandes, auprès de l'autorité délivrante (commune ou Région).

2. <u>En ce qui concerne</u> :

- *La destination urbanistique licite de ce bien: Horeca et habitation.*
- *La ou les utilisation(s) urbanistique(s) licite(s) de ce bien : <u>Bâtiment dénommé</u>*
<u>« Moulin de Lindekemale » avec 2 lo gements attenants, comprenant :</u>

- Au sous-sol : départ d'escalier, hall, local compteurs, 2 caves à vins, 2 caves ;
- Au rez-de-chaussée : hall d'entrée avec escalier menant à l'entresol et logement n°1 du 1er étage, vestiaire, salon, hall, bar A, sas, sanitaires dames, sanitaires hommes, cuisine, escalier vers caves, escalier de service vers 1er étage, espace restaurant avec dégagement et escalier menant au logement n°2 du 1er étage, bar B, 2 salles, office, terrasse extérieure ; un bâtiment séparé comprenant une cabine haute tension et un espace de stockage pour poubelles ;
- A l'entresol: escalier, bureau-;
- Au 1er étage : escalier, économat, local de rangement, blanchisserie, sanitaires, chambre froide, escalier de service ;
***<u>1 appartement n°1, comprenant</u>** : hall d'entrée, vestiaire, wc, cuisine, séjour/salle à manger, chambre, salle de bains, wc ;*

- ***<u>1 appartement n°2, comprenant</u>** : hall d'entrée, séjour, escalier, hall, 2 chambres;*

- Aux combles : arrivée d'escalier, grenier, combles ;

- *S'il s'agit d'un immeuble, le nombre de logements : 1 restaurant avec 2 logements attenants.*
- *Le descriptif ne constitue qu'une analyse intérieure et sommaire du bien ; ces informations sont données à titre indicatif et ne peuvent pas être considérées comme exhaustives. Nous conseillons au vendeur et à l'acheteur de prendre conseil auprès de leur notaire et de consulter les archives du service urbanisme afin de vérifier la situation légale du bien (volume bâti autorisé, châssis, façade, ...).*

3. *En ce qui concerne les constats d'infraction :*

- *(...)*

L'absence d'établissement d'un constat d'infraction ne permet pas de présumer de l'absence d'infraction

1. *Observations complémentaires:*

- *Pour tous renseignements concernant les permis d'environnement délivrés, vous pouvez contacter la division « Permis d'Environnement » aux coordonnées suivantes: pe.mv@woluwe1200.be - ligne téléphonique n°1 : 02 761 28 15- ligne téléphonique n°2: 02 774 36 56 ».*

Une copie des renseignements urbanistiques précités et du descriptif sommaire y relatif sera délivrée à tout amateur, à première demande.
Le Notaire rédacteur du présent cahier des charges ne pourra être tenu responsable si la situation urbanistique du bien vendu ne correspondait pas aux informations communiquées par la commune de Woluwe-Saint-Lambert.
3) Situation existante
Le Vendeur ne prend aucun engagement quant à l'affectation que l'Adjudicataire voudra donner au bien vendu, ce dernier étant tenu de faire de cette question son affaire personnelle, sans recours contre le Vendeur, ni le Notaire soussigné.
De même, en cas de reconstruction, d'agrandissement, de transformation ou de changement d'affectation du bien, l'Adjudicataire sera sans recours contre le Vendeur pour toute prescription ou restriction imposée par les autorités compétentes en matière d'urbanisme.
Le Notaire instrumentant déclare sur base des renseignements en sa possession que le bien prédécrit n'a pas fait l'objet d'un permis d'urbanisme ou d'un certificat d'urbanisme laissant prévoir que pareil permis pourrait être obtenu de sorte qu'il n'est pris aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84 paragraphe 1 de l'ordonnance.
Par conséquent, aucun des actes et travaux dont question ne peut être effectué sur le bien, objet de l'acte, tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu.
L'Adjudicataire est dûment avisé qu'aucune construction ni installation fixe ou mobile pouvant servir à l'habitation ne peut être édifiée sur le bien acquis tant qu'un permis d'urbanisme n'a pas été obtenu.
4) Monuments/Sites
Le Vendeur déclare qu'à sa connaissance, le bien n'est pas concerné par des mesures d'expropriation ni soumis à une servitude d'alignement, ni grevé d'une emprise souterraine ou de surface en faveur d'un pouvoir public ou d'un tiers à l'exception de la servitude d'appui et/ou d'emprise constituée ci-dessus afin de soutenir l'axe de la roue du moulin.
Le Vendeur déclare qu'à sa connaissance le bien n'est pas repris à l'inventaire des sites d'activité inexploités tel que prévu aux articles 251 et suivants du Code bruxellois de l'aménagement du territoire.
Le bien fait par contre l'objet d'une mesure de protection prises en vertu de la législation sur les monuments et les sites le 30 mars 1989 visant la protection du *« Moulin de Lindekemale et les terrains environnant ».*
Une copie de la décision de classement sera mise à disposition des candidats acquéreurs sur le site Biddid.

5) Zones inondables
En date du 13 mai 2022, le Notaire Raveschot, soussigné, a consulté site de

BRUXELLES ENVIRONNEMENT cartographiant les zones d'aléa d'inondation.
Il résulte de cette consultation que l'immeuble vendu **est situé en zone d'aléa d'inondation faible, moyen et élevé.**
Le Notaire soussigné précise que les renseignements ci-dessus résultent de documents communiqués de bonne foi par le Notaire instrumentant et qu'il n'a pas qualité pour en vérifier l'actualité ou l'exactitude.

23/ Code Bruxellois du Logement
Le Notaire instrumentant informe l'Adjudicataire de l'existence du Code du Logement Bruxellois.
Ce code impose la mise en conformité de tous les logements avec des normes de sécurité, de salubrité et d'équipements des logements et notamment l'obligation pour le propriétaire bailleur de prévoir des détecteurs de fumée dans les zones d'évacuation du logement.
Le Notaire instrumentant ne garantit pas la conformité du bien mis en vente par rapport aux prescriptions dudit Code.
L'Adjudicataire sera tenu de faire son affaire personnelle de la conformité du bien par rapport aux prescriptions du Code du Logement, à l'entière décharge du propriétaire et du Notaire instrumentant.

24/ Ordonnance relative à la Gestion des Sols Pollués
Le Vendeur déclare avoir été informé des dispositions contenues dans l'Ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués lesquelles imposent notamment au vendeur d'un bien immeuble de transmettre à l'acquéreur, préalablement, une attestation du sol délivrée par Bruxelles-Environnement.
L'Adjudicataire sera informé par le Notaire instrumentant des prescriptions de l'Ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués et du contenu des attestations du sol délivrées par Bruxelles Environnement en date des 16 mai 2022 et 24 mai 2022 et mentionnant les informations détaillées de l'inventaire de l'état du sol relative au bien vendu.
Ces attestations stipulent textuellement ce qui suit :

1. Identification de la parcelle

N° de parcelle	21010_0_0131_F_002_00
Adresse(s)	Avenue Jean-François Debecker 8, 1200 Bruxelles
Classe de sensibilité[3]	

2. Catégorie de l'état du sol et obligations

CATEGORIE	AUCUNE	La parcelle n'est actuellement pas inscrite dans l'inventaire de l'état du sol
OBLIGATIONS		
Actuellement, il n'y a pas d'obligations concernant la parcelle, que ce soit en cas d'aliénation de droits réels (ex vente) ou de cession d'un permis d'environnement. Attention : certains faits (autres que les ventes et les cessions de permis) peuvent également rendre obligatoire la réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol.		

3. Eléments justifiant la catégorie de l'état du sol

Aucune information disponible sur l'état du sol de la parcelle.

4. Validité de l'attestation du sol

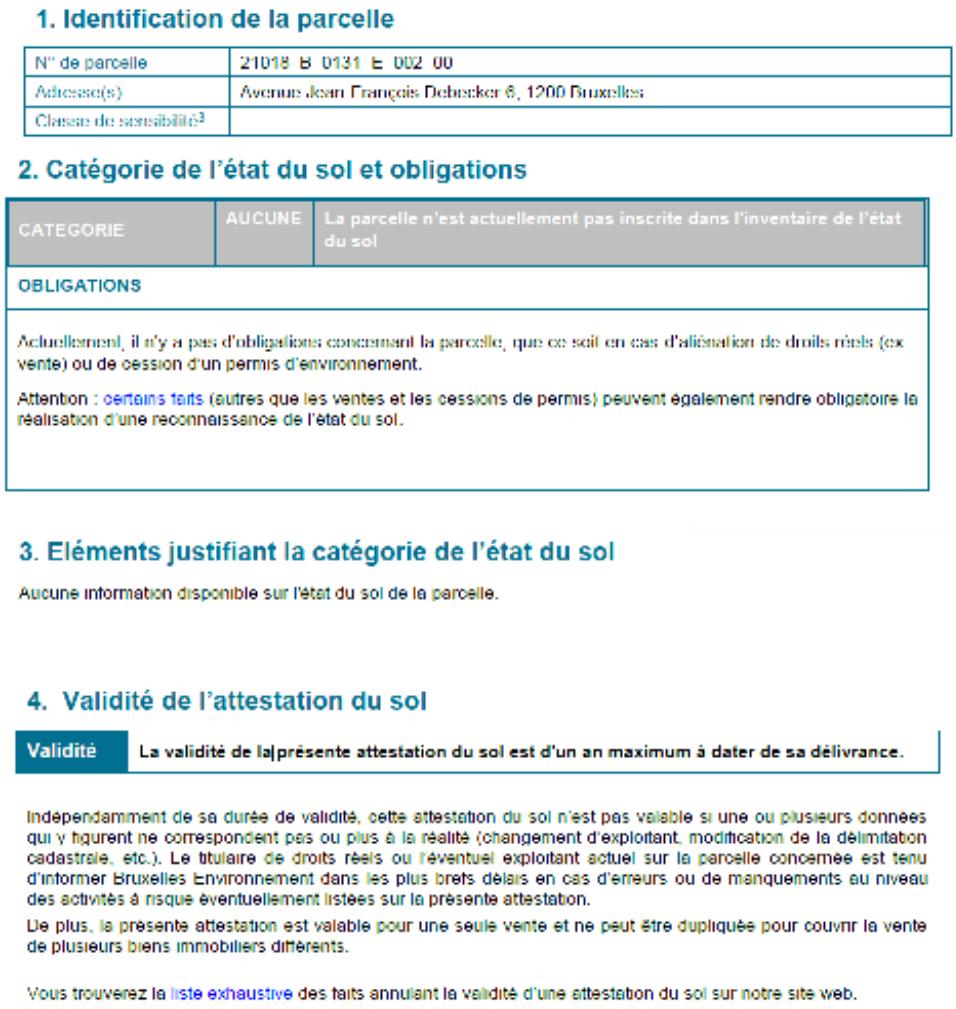
Validité	La validité de la présente attestation du sol est d'un an maximum à dater de sa délivrance.

Indépendamment de sa durée de validité, cette attestation du sol n'est pas valable si une ou plusieurs données qui y figurent ne correspondent pas ou plus à la réalité (changement d'exploitant, modification de la délimitation cadastrale, etc.). Le titulaire de droits réels ou l'éventuel exploitant actuel sur la parcelle concernée est tenu d'informer Bruxelles Environnement dans les plus brefs délais en cas d'erreurs ou de manquements au niveau des activités à risque éventuellement listées sur la présente attestation.

De plus, la présente attestation est valable pour une seule vente et ne peut être dupliquée pour couvrir la vente de plusieurs biens immobiliers différents.

Vous trouverez la liste exhaustive des faits annulant la validité d'une attestation du sol sur notre site web.

Et



1. Identification de la parcelle

N° de parcelle	21018 B 0131 E 002 00
Adresse(s)	Avenue Jean François Debecker 6, 1200 Bruxelles
Classe de sensibilité[3]	

2. Catégorie de l'état du sol et obligations

CATEGORIE	AUCUNE	La parcelle n'est actuellement pas inscrite dans l'inventaire de l'état du sol

OBLIGATIONS

Actuellement, il n'y a pas d'obligations concernant la parcelle, que ce soit en cas d'aliénation de droits réels (ex vente) ou de cession d'un permis d'environnement.

Attention : certains faits (autres que les ventes et les cessions de permis) peuvent également rendre obligatoire la réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol.

3. Eléments justifiant la catégorie de l'état du sol

Aucune information disponible sur l'état du sol de la parcelle.

4. Validité de l'attestation du sol

Validité	La validité de la présente attestation du sol est d'un an maximum à dater de sa délivrance.

Indépendamment de sa durée de validité, cette attestation du sol n'est pas valable si une ou plusieurs données qui y figurent ne correspondent pas ou plus à la réalité (changement d'exploitant, modification de la délimitation cadastrale, etc.). Le titulaire de droits réels ou l'éventuel exploitant actuel sur la parcelle concernée est tenu d'informer Bruxelles Environnement dans les plus brefs délais en cas d'erreurs ou de manquements au niveau des activités à risque éventuellement listées sur la présente attestation.

De plus, la présente attestation est valable pour une seule vente et ne peut être dupliquée pour couvrir la vente de plusieurs biens immobiliers différents.

Vous trouverez la liste exhaustive des faits annulant la validité d'une attestation du sol sur notre site web.

Le Vendeur déclare qu'il ne détient pas d'informations supplémentaires susceptibles de modifier le contenu de cette attestation du sol et précise notamment, après avoir pris connaissance de la liste des activités à risque au sens de l'Ordonnance, qu'à sa connaissance aucune de ces activités n'est ou n'a été exercée sur le terrain objet des présentes conventions.

25/ Ancienne Citerne à mazout – chaudières au gaz

Le Vendeur déclare qu'il existe dans la cave du bien une ancienne de citerne à mazout hors sol en acier dont le volume est d'environ 5,5 m³ (+/- 5m par 1,2 m de diamètre).

Le vendeur déclare que cette citerne n'est plus utilisée et qu'elle n'a pas été neutralisée dans les règles de l'art de sorte que l'adjudicataire devra faire de ce point

son affaire personnelle à l'entière décharge du vendeur.

26/ Certificats de performance énergétique

Un certificat de performance énergétique (PEB) numéro 20220524-0000613385-01-3, a été établi par l'expert énergétique TONDEUR Jonathan de la société Bemers Srl (agrément 01742755) le 24 mai 2022 lequel mentionne les renseignements suivants :

- classe énergétique (performance énergétique du bâtiment) : **G**
- consommation par m² (en kWhEP/m²/an) : **946**
- consommation totale (en kWhEP/an) : **#**
- Emission annuelle de CO^2 : **190** kg/(m².an).

L'original dudit certificat sera remis à l'adjudicataire définitif.

27/ Installation électrique

Il résulte d'un rapport d'examen établi par # en date du # que l'installation n'est pas conforme au RGIE

Le Vendeur déclare que le bien est alimenté par une cabine haute tension privée de sorte l'installation électrique du bien doit être à ce jour considérée dans son entièreté comme une installation industrielle et non domestique.

L'adjudicataire devra respecter les prescriptions du RGIE et il appartiendra donc à l'adjudicataire, à l'entière décharge du vendeur de :

- soit remettre la cabine Haute Tension conformité selon les prescriptions du livre 2 ;
- soit de supprimer cette cabine Haute Tension au profit d'un branchement basse tension conforme au Livre 1

L'adjudicataire est donc présentement informé du fait qu'il lui appartiendra, avant la mise en usage de l'installation, de procéder (à ses frais et à l'entière décharge du vendeur) aux travaux de mise en conformité de l'installation électrique et d'obtenir un certificat de conformité de celle-ci par rapport au nouveau RGIE.

28/ Dossier d'Intervention Ultérieure (DIU)

Le Vendeur et l'Adjudicataire reconnaissent avoir été informées par le Notaire instrumentant de la portée de l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001, imposant à tout Vendeur la remise d'un dossier d'intervention ultérieure pour les travaux qu'il a effectués ou fait effectuer après le 1er mai 2001.

Interrogé par le Notaire instrumentant sur l'existence d'un dossier ultérieur d'intervention afférent aux biens, le vendeur a répondu de manière négative et a confirmé que depuis le 1er mai 2001, aucuns travaux pour lesquels un dossier d'intervention ultérieure devait être constitué n'ont été effectués dans le bien.

L'Adjudicataire est averti des obligations de tout maître d'ouvrage d'établir, lors de tous travaux prévus par ledit arrêté, un dossier d'intervention ultérieure (DIU) lequel doit contenir les éléments utiles en matière de sécurité et de santé à prendre en compte lors d'éventuels travaux ultérieurs et qui est adapté aux caractéristiques de l'ouvrage (article 34) et qui comportera au moins:

1° les informations relatives aux éléments structurels et essentiels de l'ouvrage;

2° les informations relatives à la nature et l'endroit des dangers décelables ou cachés, notamment les conduits utilitaires incorporés;

3° les plans qui correspondent effectivement à la réalisation et la finition;

4° l'identification des matériaux utilisés (article 36).

29/ Prix – Intérêts

1/ L'adjudicataire devra payer le prix principal de leur acquisition en l'étude du Notaire Caroline RAVESCHOT, soussigné, en euros et endéans les **six semaines** de la date de l'adjudication définitive.

L'adjudicataire sera tenu de payer en l'étude du Notaire Caroline RAVESCHOT, soussigné, en euros et dans les **cinq jours** de l'adjudication, les frais ci-après mentionnés.

Tous paiements à faire en exécution des présentes en l'étude de Maître Caroline RAVESCHOT, soussigné, seront libératoires pour les adjudicataires.

2/ Passés les délais de paiement du prix et des frais, quel que soit le motif du retard et sans préjudice à l'exigibilité, les intérêts de retard calculés au taux de onze pour cent (11%) seront dus depuis le jour de l'exigibilité jusqu'au jour au paiement intégral.

CONDITIONS GENERALES DE LA VENTE ONLINE

Champ d'application

Article 1. Les présentes conditions de vente sont d'application à toutes ventes « online » sur biddit.be - volontaires, judiciaires, et amiables à forme judiciaire - auxquelles il est procédé en Belgique.

En cas de contradiction entre les conditions générales et les conditions spéciales, les conditions spéciales priment.

Adhésion

Article 2. La vente online sur biddit.be s'analyse comme un contrat d'adhésion.

Le vendeur, l'adjudicataire, chaque enchérisseur, qu'il soit porte-fort ou mandataire et les cautions sont réputés consentir de manière inconditionnelle aux conditions de la vente.

Mode de la vente

Article 3. L'adjudication a lieu publiquement en une seule séance aux enchères online.

Article 4. Le fait de ne pas mettre le bien aux enchères ou de ne pas l'adjuger emporte, à l'égard de tout intéressé, signification du retrait du bien de la vente.

Article 5. Le Notaire dirige la vente. Il doit fixer une enchère minimum. Il peut à tout moment et sans devoir se justifier, entre autre :

a) suspendre la vente ;

b) retirer un ou plusieurs biens de la vente ;

c) refuser une enchère, ou la déclarer non avenue pour toute cause juridique justifiable (incapacité, insolvabilité, …) ; il peut reprendre les enchères précédentes par ordre décroissant sans que les enchérisseurs ne puissent s'y opposer ;

d) en cas de décès de l'enchérisseur retenu par le Notaire avant la signature du procès-verbal d'adjudication, soit refuser son enchère et se tourner vers un des enchérisseurs précédents, soit se tourner vers les héritiers de l'enchérisseur décédé ou à une ou plusieurs personne(s) désignée(s) par les successibles de l'enchérisseur décédé ;

e) exiger de chaque enchérisseur une garantie ou une caution (à établir aux frais de l'enchérisseur) ;

f) corriger toute erreur commise au cours de la réception des enchères ou lors de l'adjudication ;

g) sous réserve des limitations légales, modifier les conditions de vente ou les compléter avec des clauses qui n'obligent que les enchérisseurs subséquents ;

h) décider dans les conditions spéciales de vente que l'adjudication peut avoir lieu sous la condition suspensive de l'obtention d'un financement par l'adjudicataire, et pour autant que ce dernier la sollicite. Si cette faculté n'est pas prévue dans les conditions spéciales de vente, l'adjudicataire ne peut dès lors pas s'en prévaloir.

Le Notaire tranche souverainement toutes les contestations.

Enchères

Article 6. Les enchères sont émises exclusivement online par le biais du site internet sécurisé www.biddit.be, ce qui sera mentionné dans la publicité.

Le Notaire fixe souverainement le montant minimum des enchères.

Article 7. Seules les enchères formulées en euros sont reçues.

Le déroulement d'une vente online sur biddit.be

Article 8. Chaque personne qui souhaite émettre une enchère peut le faire durant la période déterminée dans les conditions de vente et annoncée dans la publicité.

Article 9. La période des enchères est fixée à huit jours calendrier. Les conditions spéciales de vente mentionnent le jour et l'heure de début et le jour et l'heure de clôture des enchères. Il est possible d'émettre des enchères durant cette période, sous réserve du sablier.

Si une ou plusieurs enchères sont émises au cours du délai de 5 minutes précédant l'heure de clôture des enchères, le mécanisme du « sablier » s'actionne automatiquement. Cela signifie dans ce cas que la durée pour émettre des enchères est prolongée de cinq minutes. Durant cette prolongation, seuls ceux qui ont déjà émis une enchère préalablement à l'heure de clôture initiale, peuvent enchérir. Si, pendant la prolongation, une ou plusieurs enchères ont été émises par ces enchérisseurs, le « sablier » de 5 minutes s'actionne à nouveau à partir de la fin des 5 minutes précédentes. Les enchères sont, dans tous les cas, clôturées au jour tel que prévu dans les conditions spéciales de vente, de sorte que le « sablier » cesse en tout état de cause à minuit du jour de la clôture des enchères.
En cas de dysfonctionnement généralisé de la plateforme aux enchères, la période pour émettre des enchères sera prolongée comme déterminé par le site internet.

Système d'enchères

Article 10.

Général

Un enchérisseur peut émettre une enchère soit par le biais d'enchères ponctuelles (dites « enchères manuelles »), soit par le biais d'enchères générées automatiquement par le système jusqu'au plafond défini préalablement par lui (dites « enchères automatiques »).
Le premier enchérisseur peut placer une enchère égale ou supérieure à la mise à prix. Dans le cas d'une enchère automatique, si aucun enchérisseur n'a encore encodé d'offre, le système d'enchères automatiques émet une enchère égale à la mise à prix.
Par la suite, l'enchérisseur ou le système d'enchères automatiques émettra des enchères supérieures à l'enchère actuelle d'un autre enchérisseur (manuelle ou automatique) compte tenu du seuil minimum d'enchère, sous réserve toutefois de ce qui suit.

Primauté des enchères automatiques

Les enchères automatiques ont toujours priorité sur les enchères manuelles.
Lorsqu'un enchérisseur émet une enchère de manière manuelle qui équivaut au plafond fixé préalablement par un enchérisseur utilisant le système d'enchère automatiques, le système génèrera pour lui une enchère d'un montant égal à l'enchère émise manuellement.
Lorsque plusieurs enchérisseurs utilisent le système d'enchères automatiques, la priorité va au premier enchérisseur à avoir encodé son plafond.

Plafond (atteint)

À tous moments, un enchérisseur peut supprimer ou augmenter son plafond avant qu'il ne soit atteint ou lorsqu'il est atteint et qu'il est le meilleur enchérisseur. Dans cette hypothèse, pour ce qui concerne la règle de priorité, il conserve la date et l'heure de la fixation de son plafond initial.
Lorsque le plafond d'un enchérisseur est atteint et que celui-ci n'est plus le meilleur enchérisseur, il est libre d'introduire une enchère manuelle ou de redéfinir un nouveau plafond. Dans ce cas, pour ce qui concerne la règle de priorité, il prendra rand à la date et l'heure de l'encodage de ce nouveau plafond.

Conséquences d'une enchère

Article 11. L'émission d'une enchère online implique que, jusqu'au jour de la clôture des enchères ou jusqu'au retrait du bien de la vente, chaque enchérisseur :
- reste tenu par son enchère et s'engage à payer le prix qu'il a offert ;
- adhère aux conditions d'utilisation du site internet selon la procédure prévue à cette fin ;
- fasse connaître son identité selon le procédé électronique prévu sur le site ;
- adhère à toutes les obligations reprises dans les conditions de vente et, plus spécifiquement, signe ses enchères selon le procédé électronique prévu sur le site ;
- reste à la disposition du Notaire.

Article 12. Après la clôture des enchères, l'émission d'une enchère online implique

que :
- les 5 enchérisseurs (différents) ayant émis les offres les plus élevées restent tenus et demeurent à la disposition du Notaire jusqu'à la signature de l'acte d'adjudication ou au retrait du bien de la vente, ce pendant maximum 10 jours ouvrables après la clôture des enchères ;
- l'enchérisseur retenu par le Notaire conformément à l'article 13 des présentes conditions générales de vente et dont le montant de l'offre a été accepté par le vendeur, comparaisse devant le Notaire pour signer le procès-verbal d'adjudication.

La clôture des enchères

Article 13. Avant l'adjudication, le notaire effectue les vérifications d'usage (incapacité, insolvabilité, …) concernant le plus offrant et dernier enchérisseur et se tourne le cas échéant vers les enchérisseurs précédents, ce conformément à l'article 5 des présentes conditions générales de vente.

Le Notaire notifie ensuite au vendeur le montant de l'enchère retenue sans communiquer l'identité de l'enchérisseur. Si le vendeur accepte ce montant, le bien est adjugé. Par contre, si le vendeur ne peut marquer son accord sur ce montant, le bien est retiré de la vente.

Le Notaire adjuge le bien dans une période de maximum dix jours ouvrables après le moment où les enchères online ont été clôturées. L'adjudication a lieu en un seul et même jour, d'une part par la communication online de l'enchère la plus élevée retenue et d'autre part, par l'établissement d'un acte dans lequel sont constatés l'enchère la plus élevée retenue et les consentements du vendeur et de l'adjudicataire.

Refus de signer le PV d'adjudication

Article 14.

Si un enchérisseur retenu par le notaire et dont l'offre a été acceptée par le vendeur s'abstient de signer le procès-verbal d'adjudication au moment fixé par le notaire, il devra payer au vendeur, de plein droit et sans mise en demeure, une indemnité forfaitaire correspondant à la différence entre son enchère retenue et le montant de l'adjudication, avec un minimum de deux mille cinq cents euros (2.500 €).

L'enchérisseur retenu par le notaire et dont l'offre a été acceptée par le vendeur, pourra prétendre de plein droit et sans mise en demeure, à une indemnité forfaitaire de deux mille cinq cents euros (2.500 €) sir le vendeur s'abstient de signer le procès-verbal d'adjudication au moment fixé par le notaire.

Mise à prix et prime

Article 15. Le Notaire doit fixer une mise à prix. Il peut pour ce faire demander l'avis d'un expert désigné par lui. Cette mise à prix est fixée dans les conditions de vente et annoncée dans la publicité.

La mise à prix ne constitue pas une offre de vente.

Le premier enchérisseur qui offre un montant égal ou supérieur à celui de la mise à prix, reçoit une prime correspondant à un pourcent (1%) de sa première offre, à condition que le bien lui soit définitivement adjugé et pour autant qu'il satisfasse à toutes les conditions de la vente. Cette prime est à charge de la masse.

Si personne n'offre la mise à prix, le Notaire provoquera une première offre en vertu « de l'enchère dégressive » conformément à l'article 1193 ou 1587 C.jud., après laquelle la vente est poursuivie par enchères. Dans ce cas, aucune prime ne sera due. Le Notaire diminuera donc la mise à prix sur biddit.be (« Prix de départ abaissé »).

Condition suspensive d'obtention d'un financement par l'adjudicataire

Article 16. Les conditions spéciales de vente peuvent déterminer que l'adjudication se fera sous la condition suspensive d'obtention d'un financement par l'adjudicataire. Si cette dernière n'est pas prévue, l'adjudicataire ne pourra se prévaloir de cette condition suspensive. Les conditions spéciales de vente détermineront les modalités de cette condition. En cas de défaillance de la condition, la personne qui a acheté sous condition suspensive supporte les frais exposés en vue de l'adjudication dans les limites fixées par les conditions de vente.

Subrogation légale

Article 17. L'adjudicataire renonce à la subrogation légale qui existe à son profit en vertu de l'article 1251-2° du Code civil, et donne mandat aux créanciers inscrits, aux collaborateurs du Notaire et à tous intéressés, agissant conjointement ou séparément, pour donner mainlevée et requérir la radiation de toutes inscriptions, transcriptions et mentions qui existeraient à son profit en vertu de la subrogation susmentionnée, malgré sa renonciation.

Déguerpissement

Article 18. Le propriétaire ou l'un d'entre eux qui habite ou occupe le bien vendu est tenu d'évacuer celui-ci et de le mettre à la disposition de l'adjudicataire endéans le délai fixé dans les conditions de vente et, si ce délai n'a pas été fixé, à partir du jour de l'entrée en jouissance par l'adjudicataire. Si le propriétaire ne satisfait pas à cette obligation, il sera sommé à cet effet et, le cas échéant, expulsé, ainsi que tous ceux qui habitent ou occupent le bien avec lui, avec tous leurs biens, par un huissier de justice requis par l'adjudicataire (après paiement du prix en principal, intérêts, frais et accessoires) sur présentation d'une grosse de l'acte d'adjudication, le tout si nécessaire au moyen de la force publique.

Les frais de l'expulsion sont à charge de l'adjudicataire, sans préjudice d'un éventuel recours contre l'occupant défaillant.

Adjudication à un colicitant

Article 19. L'adjudicataire colicitant à qui le bien a été adjugé a les mêmes obligations que tout autre tiers adjudicataire. Il est tenu de payer l'intégralité du prix sans pouvoir invoquer aucune compensation. Une élection de command par l'adjudicataire colicitant n'est pas permise.

Porte-fort

Article 20. L'enchérisseur à qui le bien est adjugé et qui déclare se porter fort pour un tiers, est tenu endéans le délai fixé pour le paiement du prix ou, le cas échéant, endéans le délai fixé par le Notaire, de présenter à ce dernier la ratification authentique de celui pour lequel il s'est porté fort. A défaut de ratification endéans ce délai, cet enchérisseur est irréfragablement réputé avoir fait l'acquisition pour son propre compte.

Déclaration de command

Article 21. L'adjudicataire a le droit, à ses frais, d'élire un command conformément aux dispositions légales.

Caution

Article 22. Tout enchérisseur ou adjudicataire est tenu, à ses frais et à première demande du Notaire, de fournir solvable caution ou de lui verser un cautionnement, fixé par ce dernier, pour garantir le paiement du prix d'achat, des frais et accessoires. S'il n'est pas immédiatement satisfait à cette demande, l'enchère pourra être considérée comme inexistante, sans devoir donner de motivations.

Solidarité - Indivisibilité

Article 23. Toutes les obligations découlant de la vente reposent de plein droit, solidairement et indivisiblement, sur l'adjudicataire, sur tous ceux qui ont fait une enchère pour l'adjudicataire, sur tous ceux qui achètent pour compte commun, sur ceux qui ont acheté pour lui en qualité de porte-fort ou qui se sont déclarés command, sur les cautions entre eux et sur celles pour lesquelles elles se portent fort, de même que sur les héritiers et ayants droit de chaque personne visée.

En outre, les frais d'une éventuelle signification aux héritiers de l'adjudicataire seront à leur charge (article 877 du C.civ.).

Prix

Article 24. L'adjudicataire doit payer le prix en euros en l'Etude du Notaire endéans les **six semaines** à compter du moment où l'adjudication est définitive. Aucun intérêt n'est dû au vendeur pendant cette période.

Ce paiement est libératoire pour l'adjudicataire.

Le paiement ne peut se faire que par virement sur le compte tiers du Notaire.
L'adjudicataire est tenu de déclarer dans le procès-verbal d'adjudication par le débit de quel compte bancaire il va s'acquitter du prix de vente et des frais.
Le prix devient immédiatement exigible à défaut de paiement des frais dans le délai imparti moyennant mise en demeure.

Frais (Région de Bruxelles Capitale et Région Wallonne)

Article 25. Les frais, droits et honoraires de la vente sont à charge du vendeur, et ce moyennant participation forfaitaire de l'adjudicataire.
Cette participation forfaitaire consiste en un pourcentage dégressif calculé sur le prix et les charges éventuelles - en ce compris les frais de quittance estimés pro fisco à 0,5 % du prix. L'adjudicataire doit payer cette participation de la façon prévue à l'article 24 pour le paiement du prix, dans les **cinq jours** de l'adjudication définitive. Cette participation est basée sur un droit d'enregistrement de douze virgule cinquante pourcent (12,50%). Elle est égale à :
- vingt virgule quatre-vingt pour cent (20,80%), pour les prix d'adjudication au-delà de trente mille euros (€ 30.000,00) et jusqu'y compris quarante mille euros (€ 40.000,00);
- dix-neuf virgule trente pour cent (19,30%), pour les prix d'adjudication au-delà de quarante mille euros (€ 40.000,00) jusqu'y compris cinquante mille euros (€ 50.000,00);
- dix-huit virgule trente pour cent (18,30%), pour les prix d'adjudication au-delà de cinquante mille euros (€ 50.000,00) jusqu'y compris soixante mille euros (€ 60.000,00);
- dix-sept virgule cinquante-cinq pour cent (17,55%), pour les prix d'adjudication au-delà de soixante mille euros (€ 60.000,00) jusqu'y compris septante mille euros (€ 70.000,00);
- dix-sept pour cent (17,00%), pour les prix d'adjudication au-delà de septante mille euros (€ 70.000,00) jusqu'y compris quatre-vingt mille euros (€ 80.000,00);
- seize virgule cinquante pour cent (16,50%), pour les prix d'adjudication au-delà de quatre-vingt mille euros (€ 80.000,00) jusqu'y compris nonante mille euros (€ 90.000,00);
- seize virgule quinze pour cent (16,15%), pour les prix d'adjudication au-delà de nonante mille euros (€ 90.000,00) jusqu'y compris cent mille euros (€ 100.000,00);
- quinze virgule quatre-vingt-cinq pour cent (15,85%) pour les prix d'adjudication au-delà de cent mille euros (€ 100.000,00) jusqu'y compris cent dix mille euros (€ 110.000,00);
- quinze virgule soixante-cinq pour cent (15,65%) pour les prix d'adjudication au-delà de cent dix mille euros (€ 110.000,00) jusqu'y compris cent vingt-cinq mille euros (€ 125.000,00);
- quinze virgule trente-cinq pour cent (15,35%) pour les prix d'adjudication au-delà de cent vingt-cinq mille euros (€ 125.000,00) jusqu'y compris cent cinquante mille euros (€ 150.000,00);
- quinze pour cent (15,00%) pour les prix d'adjudication au-delà de cent cinquante mille euros (€ 150.000,00) jusqu'y compris cent septante-cinq mille euros (€ 175.000,00);
- quatorze virgule septante-cinq pour cent (14,75%) pour les prix d'adjudication au-delà de cent septante-cinq mille euros (€ 175.000,00) jusqu'y compris deux cent mille euros (€ 200.000,00);
- quatorze virgule cinquante-cinq pour cent (14,55%) pour les prix d'adjudication au-delà de deux cent mille euros (€ 200.000,00) jusqu'y compris deux cent vingt-cinq mille euros (€ 225.000,00);
- quatorze virgule quarante pour cent (14,40%) pour les prix d'adjudication au-delà de deux cent vingt-cinq mille euros (€ 225.000,00) jusqu'y compris deux cent cinq mille euros (€ 250.000,00);

- quatorze virgule trente pour cent (14,30%), pour les prix d'adjudication au-delà de deux cent cinq mille euros (€ 250.000,00) jusqu'y compris deux cent septante-cinq mille euros (€ 275.000,00);
- quatorze virgule quinze pour cent (14,15%), pour les prix d'adjudication au-delà de deux cent septante-cinq mille euros (€ 275.000,00) jusqu'y compris trois cent mille euros (€ 300.000,00);
- quatorze pour cent (14,00%), pour les prix d'adjudication au-delà de trois cent mille euros (€ 300.000,00) jusqu'y compris trois cents vingt-cinq mille euros (€ 325.000,00);
- treize virgule nonante pour cent (13,90%) pour les prix d'adjudication au-delà de trois cents vingt-cinq mille euros (€ 325.000,00) jusqu'y compris trois cents septante-cinq mille euros (€ 375.000,00) ;
- treize virgule septante pour cent (13,70%) pour les prix d'adjudication au-delà de trois cents septante-cinq mille euros (€ 375.000,00) jusqu'y compris quatre cents mille euros (€ 400.000,00) ;
- treize virgule soixante-cinq pour cent (13,65%) pour les prix d'adjudication au-delà de quatre cents mille euros (€ 400.000,00) jusqu'y compris quatre cents vingt-cinq mille euros (€ 425.000,00) ;
- treize virgule soixante pour cent (13,60%) pour les prix d'adjudication au-delà de quatre cents vingt-cinq mille euros (€ 425.000,00) jusqu'y compris cinq cents mille euros (€ 500.000,00) ;
- treize virgule quarante-cinq pour cent (13,45%) pour les prix d'adjudication au-delà de cinq cents mille euros (€ 500.000,00) jusqu'y compris cinq cents cinquante mille euros (€ 550.000,00) ;
- treize virgule trente-cinq pour cent (13,35%) pour les prix d'adjudication au-delà de cinq cents cinquante mille euros (€ 550.000,00) jusqu'y compris six cents mille euros (€ 600.000,00) ;
- treize virgule trente pour cent (13,30%) pour les prix d'adjudication au-delà de six cents mille euros (€ 600.000,00) jusqu'y compris sept cents cinquante mille euros (€ 750.000,00) ;
- treize virgule quinze pour cent (13,15%) pour les prix d'adjudication au-delà de sept cents cinquante mille euros (€ 750.000,00) jusqu'y compris un million d'euros (€ 1.000.000,00) ;
- treize pour cent (13,00%) pour les prix d'adjudication au-delà de un million d'euros (€ 1.000.000,00) jusqu'y compris deux millions d'euros (€ 2.000.000,00) ;
- douze virgule quatre-vingt pour cent (12,80%) pour les prix d'adjudication au-delà de deux millions d'euros (€ 2.000.000,00) jusqu'y compris trois millions d'euros (€ 3.000.000,00) ;
- douze virgule septante-cinq pour cent (12,75%) pour les prix d'adjudication au-delà de trois millions d'euros (€ 3.000.000,00) jusqu'y compris quatre millions d'euros (€ 4.000.000,00) ;
- douze virgule septante pour cent (12,70%), pour les prix d'adjudication au-delà de quatre millions d'euros (€ 4.000.000,00).

Pour les prix d'adjudication jusqu'y compris trente mille euros (€ 30.000,00), cette quote-part est fixée librement par le Notaire en tenant compte des éléments du dossier.

Article 25bis. Dispositions communes à toutes les régions en matière de frais.

Au cas où il y aurait lieu à application d'une disposition légale portant exemption, réduction ou majoration du droit d'enregistrement dû (par exemple en conséquence d'un droit de partage ou d'un autre droit réduit, de la reportabilité, de l'abattement) ou comptabilisation de la TVA au lieu du droit d'enregistrement ou à l'application de l'honoraire légal, la contribution sera adaptée après application du pourcentage mentionné à l'article 25, avec le montant de la réduction ou de l'augmentation.

Les frais suivants doivent être supportés par l'adjudicataire : les frais des éventuels actes de cautionnement qui lui seraient demandés, de ratification d'une personne pour

laquelle il se serait porté fort ou d'élection de command, ainsi que les éventuels indemnités ou intérêts de retard auxquels il serait tenu en cas de défaillance.
Ces frais doivent être payés dans les délais prévus pour le paiement des frais.
Le vendeur supporte le solde des frais de la vente, en ce compris la TVA sur les frais et honoraires notariaux, les frais d'inscription d'office ou d'une grosse éventuelle et ceux des actes de quittance, de mainlevée ou d'ordre éventuels.
La quote-part forfaitaire à payer par l'adjudicataire est définitivement acquise par le vendeur. Le déficit éventuel par rapport au forfait payé par l'adjudicataire incombera au vendeur, et viendra en déduction du prix de vente qui lui sera attribué ; l'excédent, s'il en est, sera considéré comme un supplément au prix et lui reviendra. Le Notaire lui rendra compte de ce déficit ou de cet excédent éventuel.
Les conséquences d'une insuffisance d'estimation relevée éventuellement par l'administration fiscale demeureront à charge de l'adjudicataire.

Compensation

Article 26. L'adjudicataire ne peut opposer aucune compensation entre le prix d'adjudication et une ou plusieurs créances, de quelque nature qu'elle soit, qu'il pourrait avoir contre le vendeur.
Il existe deux exceptions à cette règle :
- si l'adjudicataire peut bénéficier d'une prime de mise à prix, il peut porter cette prime en déduction du prix dû;
- s'il est créancier hypothécaire premier inscrit (et ce à concurrence de sa créance garantie par l'hypothèque) et qu'aucun autre créancier ne peut prétendre à la distribution du prix sur le même pied d'égalité que lui.

Aucune compensation ne peut davantage être opposée en cas de vente à un indivisaire colicitant, ce dernier étant assimilé pour la totalité du prix à un tiers acquéreur, sauf dérogation éventuelle dans les conditions de vente.

Intérêts de retard

Article 27. Passés les délais de paiement, quel que soit le motif du retard et sans préjudice à l'exigibilité, l'adjudicataire devra, de plein droit et sans mise en demeure, les intérêts sur le prix, les frais et charges accessoires, ou la partie de ceux-ci restant due et ce, depuis le jour de l'exigibilité jusqu'au jour du paiement. Le taux d'intérêt sera fixé dans les conditions de la vente. A défaut, le taux d'intérêt légal en matière civile majoré de quatre pour cent sera d'application.

Sanctions

Article 28. A défaut pour l'adjudicataire, fût-il colicitant, de payer le prix, les intérêts, les frais ou autres accessoires de la vente ou, à défaut par lui d'exécuter d'autres charges ou conditions de celle-ci, le vendeur a le droit :

- soit de poursuivre la résolution de l'adjudication,
- soit de faire vendre à nouveau publiquement l'immeuble à charge de l'adjudicataire défaillant,
- soit de procéder, par voie de saisie, à la vente de l'immeuble vendu ou de tout autre bien appartenant à l'adjudicataire défaillant,

Ces possibilités n'empêchent pas que le vendeur peut exiger des dommages et intérêts à charge de l'adjudicataire défaillant ou de ceux qui seraient tenus avec lui.
Résolution de la vente : La résolution de la vente a lieu de plein droit, après une mise en demeure par exploit d'huissier par laquelle le vendeur aura fait connaître à l'adjudicataire sa volonté d'user du bénéfice de la présente stipulation, si elle est restée infructueuse pendant quinze jours. En pareil cas, l'adjudicataire sera redevable d'une somme égale à dix pour cent du prix d'adjudication, revenant au vendeur à titre de dommages et intérêts forfaitaires.
Nouvelle vente – Revente sur folle enchère : Si le vendeur préfère faire vendre à nouveau l'immeuble, l'adjudicataire défaillant ne pourra arrêter cette nouvelle vente

qu'en consignant en l'Etude du Notaire instrumentant une somme suffisante pour acquitter toutes les obligations, en principal, intérêts et accessoires, dont il était tenu aux termes des conditions de la vente ainsi que pour couvrir les frais de procédure et de publicité de la nouvelle vente.
Cette nouvelle vente aura lieu par le ministère du même Notaire ou, à son défaut, par un Notaire désigné par le juge, conformément aux conditions de la vente. Il sera procédé à cette nouvelle vente, aux frais et risques du défaillant et conformément aux articles 1600 et suivants du Code judiciaire, soit comme suit :
- Dès que le Notaire en est requis par la personne habilitante à poursuivre la folle enchère, il met en demeure, par exploit d'huissier ou par lettre recommandée avec accusé de réception, l'adjudicataire défaillant de remplir dans un délai de huit jours les obligations prévues à l'article 1596 du Code judiciaire ou d'exécuter les clauses de l'adjudication.
- En l'absence de réquisition préalable, à partir du lendemain du jour de l'échéance fixée dans le cahier des charges en vue de remplir les obligations prévues à l'article 1596 du Code judiciaire ou d'exécuter les clauses de l'adjudication, le Notaire met en demeure dans un délai raisonnable, par exploit d'huissier ou par lettre recommandée avec accusé de réception, l'adjudicataire défaillant de remplir ses obligations dans un délai de huit jours.
- A défaut du respect des obligations prévues à l'article 1596 du Code judiciaire ou des clauses de l'adjudication par l'adjudicataire à l'expiration du délai de huit jours énoncé ci-dessus, le Notaire en informe immédiatement par courrier recommandé toutes les personnes habilitées à poursuivre la folle enchère.
- Dans un délai de quinze jours à compter de la date du courrier recommandé visé à l'alinéa précédent, le Notaire doit être requis de poursuivre la folle enchère, à peine de forclusion. A défaut, seules les autres voies de droit demeurent possibles.
- Les délais sont calculés conformément aux articles 52 et suivants du Code judiciaire.
Sans préjudice de tous dommages et intérêts ci-après précisés, l'acquéreur défaillant sera tenu de la différence entre son prix et celui de la nouvelle vente, sans pouvoir réclamer l'excédent, s'il y en a, ce dernier revenant au vendeur ou à ses créanciers.
L'acquéreur défaillant sera, en outre, redevable au vendeur des intérêts sur son prix et des frais impayés, au taux stipulé, depuis le jour où l'adjudication à son profit est devenue définitive jusqu'au jour où la nouvelle vente devient définitive. De même, il sera redevable des frais occasionnés par sa défaillance qui ne seraient pas pris en charge par l'acquéreur définitif, ainsi que d'une somme égale à dix pour cent de son prix d'adjudication, revenant au vendeur à titre de dommages et intérêts forfaitaires.
En ce qui concerne les frais, l'acquéreur défaillant ne pourra d'aucune façon faire valoir que l'acquéreur définitif ait pu bénéficier d'un droit d'enregistrement réduit, d'une reportabilité ou d'un abattement, ni faire valoir l'exemption prévue par l'article 159, 2°, du Code des droits d'enregistrement pour faire réduire le montant de ses obligations. De même, l'adjudicataire sur folle enchère ne pourra pas se prévaloir de l'exemption prévue par l'article 159, 2°, du Code des droits d'enregistrement.
Saisie-exécution immobilière : Si le vendeur préfère procéder par le biais d'une procédure de vente sur saisie exécution immobilière, celle-ci aura lieu de la manière que le Code judiciaire organise. Les poursuites pourront pareillement être exercées sur tout autre bien appartenant au débiteur, sans que le vendeur doive, par dérogation à l'article 1563 du Code judiciaire, établir au préalable l'insuffisance du bien qui lui est affecté par privilège.

Pouvoirs du mandataire

Article 29. Lorsqu'un vendeur, un adjudicataire ou tout autre intervenant constitue un ou plusieurs mandataire(s) aux termes des conditions de la vente, chacun de ces mandataires est censé disposer des pouvoirs suivants :
- assister aux séances de vente, stipuler et modifier les conditions de la vente, faire adjuger les biens au prix que le mandataire avisera, recevoir le prix et ses accessoires

et en consentir quittance; ou payer le prix, les frais et ses accessoires et en recevoir quittance ;
- consentir tout délai de paiement, consentir à toutes mentions et subrogations avec ou sans garantie;
- renoncer à tous droits réels, à l'action résolutoire et à la subrogation légale, donner mainlevée et consentir à la radiation de toutes inscriptions, transcriptions et mentions marginales, saisies et oppositions, de dispenser l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale de toute inscription d'office, avec ou sans constatation de paiement
- engager toutes poursuites et pratiquer toutes saisies, faire revendre sur folle enchère et mettre en œuvre tous autres moyens d'exécution;
- passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire tout ce que les circonstances imposeront.

Avertissement

Article 30. Toutes les informations émanant du vendeur et / ou de tiers, en ce compris des autorités et services publics, sont données sous leur seule responsabilité.
Les renseignements figurant dans la publicité sont donnés à titre de simples indications. Seules les mentions figurant aux conditions de la vente valent entre parties.
La description du bien vendu sur les affiches ou dans les annonces n'est fournie qu'à titre de simple renseignement et n'est pas garantie.

DEFINITIONS

- Les conditions de vente : toutes les dispositions qui sont reprises dans les conditions générales et spéciales ou dans le procès-verbal d'adjudication.
- Le vendeur : le propriétaire ou toute personne qui requiert de vendre et qui met le bien en vente, même si le bien n'est pas encore effectivement vendu.
- L'adjudicataire : celui ou celle à qui le bien est adjugé ;
- Le bien : le bien immeuble ou les biens immeubles qui sera ou seront mis en vente et qui sera ou seront vendu(s) sauf retrait de la vente ;
- La vente online : la vente conclue online et qui se déroule via www.biddit.be. La vente se déroule le cas échéant conformément aux articles 1193 et 1587 du Code judiciaire. Il s'agit d'un synonyme de vente publique.
- La vente : la convention conclue entre le vendeur et l'adjudicataire.
- L'offre online/l'enchère online : l'enchère émise par le biais du site internet sécurisé www.biddit.be, développé et géré sous la responsabilité de la Fédération royale du notariat belge (Fednot) ;
- L'enchère manuelle : l'enchère émise ponctuellement ;
- L'enchère automatique : l'enchère générée automatiquement par le système d'enchères automatiques et qui ne peut dépasser le plafond fixé préalablement par l'enchérisseur. Le système d'enchères automatiques se charge d'enchérir à chaque fois qu'une nouvelle Enchère est encodée, ce jusqu'à ce que le montant fixé par l'enchérisseur soit atteint.
- L'offrant : celui ou celle qui émet une offre, soit une offre ponctuelle par laquelle l'offrant augmente lui-même l'offre précédente, soit par le biais d'un système d'offres automatiques par lequel l'offrant laisse le système générer des offres jusqu'à un plafond fixé à l'avance par lui.
- La mise à prix : le prix à partir duquel les enchères peuvent commencer.
- L'enchère minimum : le montant minimum auquel il faut surenchérir; les offres inférieures ne seront pas acceptées. L'offrant devra surenchérir par des offres ponctuelles correspondant à ce montant ou un multiple de celui-ci. En cas d'offres automatiques, l'offre augmentera à chaque fois à concurrence de ce montant minimum. Le Notaire détermine l'enchère minimum.
- La clôture des enchères : le moment à partir duquel plus aucune offre ne peut être

émise. Il s'agit de la fin de la séance unique. Celle-ci est déterminée virtuellement.
- L'adjudication : l'opération par laquelle, d'une part, l'enchère la plus élevée retenue sur biddit.be est communiquée et, d'autre part, l'acte d'adjudication est passé, dans lequel l'enchère la plus élevée retenue et le consentement du vendeur et de l'adjudicataire sont constatés. Ceci doit se dérouler en une journée.
- Le moment auquel l'adjudication est définitive : soit le moment de l'adjudication, si aucune condition suspensive n'est d'application, soit le moment auquel toutes les conditions suspensives auxquelles la vente est soumise, sont remplies.
- Le Notaire : le Notaire qui dirige la vente.
- Le jour ouvrable : tous les jours à l'exception d'un samedi, d'un dimanche ou d'un jour férié légal.
- La séance : la période durant laquelle les enchères peuvent avoir lieu.

DECLARATIONS FISCALES

Abattement (art.46 bis du Code des Droits d'Enregistrement)

Le Notaire instrumentant informe les amateurs des conditions requises pour bénéficier de l'abattement prévu à l'article 46 bis du Code des droits d'enregistrement.
Cependant, tenant compte du montant de la mise à prix, l'Adjudicataire ne sera pas dans les conditions requises pour bénéficier de l'abattement.

DECLARATIONS FINALES

Chaque partie comparante déclare que :

* son numéro national, éventuellement repris dans la comparution du présent acte, l'est avec son accord exprès ;
* elle est capable ;
*elle n'est pas pourvue d'un administrateur ou d'un curateur ;
* d'une manière générale, elle n'est pas dessaisie de l'administration de ses biens ;
* elle n'a pas été déclarée en faillite à ce jour ;
* elle n'a pas déposé de requête en réorganisation judiciaire (dans le cadre de la loi relative à la continuité des entreprises) ;
* elle n'a pas introduit de requête en médiation de dettes et elle n'a pas l'intention de le faire ;
* son identité est conforme à ce qui est mentionné ci-dessus.

La comparante déclare ne pas avoir de connaissance d'une procédure judiciaire en cours qui pourrait empêcher la vente ou la jouissance de l'immeuble, objet des présentes ou l'adjudication de ce dernier.

REGISTRE DES GAGES

Conformément à la loi du 11 juillet 2013, le Notaire instrumentant a l'obligation depuis le 1er janvier 2018 de consulter le registre des gages lors de toute aliénation de bien immeuble.
La recherche effectuée en date du 19 mai 2021 par le Notaire Caroline Raveschot, soussigné, n'a donné aucun résultat.

ETAT CIVIL

Pour satisfaire aux dispositions légales, le Notaire soussigné certifie que les noms, prénoms, lieu, date de naissance et domicile de chaque partie personne physique correspondent aux données reprises dans le registre national.
La mention dans l'acte et dans toutes les expéditions et extraits dudit acte du numéro national des parties personnes physiques fait l'objet de leur accord exprès.
Le Notaire soussigné certifie l'exactitude des noms, prénoms, lieu et date de naissance des comparants au vu des pièces officielles d'état civil requises par la loi et notamment au vu de leur carte d'identité.

ELECTION DE DOMICILE

La requérante déclare faire élection de domicile en sa maison communale à Woluwe-Saint-Lambert (1200 Bruxelles), avenue Paul Hymans 2.
Les adjudicataires, commands et leurs cautions seront tenus de faire élection de

domicile en Belgique.

ARTICLE 9 § 1ER ALINEA 2 DE LA LOI VENTOSE

Les comparants reconnaissent que le Notaire instrumentant a attiré leur attention sur le droit de chaque partie de désigner librement un autre notaire ou de se faire assister par un conseil, en particulier quand l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés est constaté.

Il en est fait mention au présent acte, conformément à la loi.

DROIT D'ECRITURE

Il est perçu pour le présent acte un droit d'écriture de cinquante euros (50 €) sur déclaration du notaire Caroline Raveschot.

DONT ACTE

Dressé à Woluwe-Saint-Lambert en la salle du Conseil de la maison communale, date que dessus.

La requérante reconnait avoir reçu un projet du présent cahier des charges antérieurement aux présentes, dans un délai qu'elle déclare être suffisant pour une prise de connaissance utile et au minimum cinq jours avant la signature des présentes.

Après lecture intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi ainsi que les modifications qui ont été apportées au projet initial et partiellement et de façon commentée des autres dispositions, la comparante représentée comme dit ci-dessus a signé avec Nous, Notaire.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

30 votants : 25 votes positifs, 5 votes négatifs.

Non : Nuria Bordes Castells, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

Lindekemalemolen - Online openbare verkoop - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van de Lindekemalemolen, gelegen aan de Jean-François Debeckerlaan 6 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat deze momenteel leeg staat en er grote werken nodig zijn;

Overwegende dat het in het belang van de gemeente is om dit goed te verkopen om aldus bijkomende financiële inkomsten te genereren om aan collectieve noden te kunnen voldoen;

Gelet op het aanvraagformulier van raming, verstuurd op 18/03/2022 aan Brussel Fiscaliteit en met het verzoek om de waarde van het betrokken onroerend goed vast te stellen;

Gelet op de schatting van 23/05/2022 ontvangen op 09/06/2022 van Brussel Fiscaliteit, die de waarde van het onroerend goed vastlegt op 2.585.000 EUR;

Gelet op het verslag van opmeting van 10/06/2022 dat de grenzen van het te koop aan te bieden onroerend goed nauwkeurig bepaalt;

Overwegende dat het waterrad momenteel ingrijpend moet worden gerenoveerd;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel, in het kader van haar bevoegdheden inzake het

beheer van de Woluwedal, reeds verschillende maanden werkt aan een voorbeeldproject voor de aanpassing van het rad met het oog op de heringebruikneming ervan;

Overwegende dat het in het algemeen belang is, vanuit historisch en pedagogisch oogpunt en vanuit het oogpunt van verfraaiing van de openbare ruimte, dat de controle op het project en het toekomstige onderhoud ervan door de overheid wordt verzekerd;

Overwegende dat de gezondheidscrisis heeft geleid tot een aanzienlijke ontwikkeling van het gebruik van het online openbare verkoopplatform van De Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat: biddit.be;

Overwegende dat deze verkoopprocedure die pas sinds 2018 bestaat, niet opgenomen is in de omzendbrief van 22/12/2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen;

Overwegende dat erin bepaald is: *"In het kader van een notariële openbare verkoop moet de minimum startprijs gelijk zijn aan het bedrag van de schatting. Het plaatselijk bestuur kan een hogere startprijs vastleggen. Het goed zal aan de hoogstbiedende worden toegekend.*
Een opbod kan echter worden geweerd als de belangstellende niet voldoende solvabiliteitsgaranties kan voorleggen.
Indien de verkregen prijs na afloop van de zitting van de openbare verkoop lager zou zijn dan het bedrag van de schatting, dan kan het goed worden toegewezen met recht van opbod om een betere prijs te krijgen. Als dit recht van opbod wordt uitgeoefend, zal de verkoop pas definitief zijn tijdens een nieuwe verkoopzitting.
Zowel na de eerste als na de tweede zitting kan het goed ook uit de verkoop worden gehaald.
Als de prijs die bij de toewijzing wordt verkregen lager is dan de geschatte prijs moet de verkoper zijn beslissing om het goed te verkopen motiveren.";

Overwegende dat er derhalve op moet worden toegezien dat de beginselen die aan de vaststelling van alle bepalingen ervan ten grondslag liggen, zoveel mogelijk in acht worden genomen;

Overwegende dat deze procedure de gelijkheid van de kandidaten en de openbaarheid van de verkoop waarborgt;

Overwegende dat de technische beperkingen van de procedure van een online openbare verkoop het niet mogelijk maken een bod te aanvaarden dat lager is dan de instelprijs, zoals het geval was tijdens de sessies in de zaal;

Overwegende dat de reserveprijs moet worden vastgesteld waaronder de verkoop niet kan plaatsvinden, alsmede het bedrag van de instelprijs;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen voor de online openbare verkoop (Biddit) van de Lindekemalemolen gelegen aan de Jean-François Debeckerlaan 6 t/g, tegen de minimumprijs van 2.300.000 EUR;

- de instelprijs vast te leggen op 1.800.000 EUR;
- het College van burgemeester en schepenen te machtigen de biedingsperiode (8 volle dagen) vast te stellen aan het einde van de toezichtstermijn, alsmede de datum van ondertekening van het proces-verbaal van de aanbesteding;
- het ontwerplastenboek van de verkoop, opgesteld door notaris mr. Caroline RAVESCHOT, zoals hieronder opgenomen, goed te keuren:

HET JAAR TWEEDUIZEND TWEEËNTWINTIG
Op
Te Sint-Lambrechts-Woluwe in de Raadzaal van het gemeentehuis, Paul Hymanslaan 2, te Sint-Lambrechts-Woluwe (1200 Brussel)
Voor Ons, **Meester Caroline RAVESCHOT** , Notaris, haar functie uitoefende in de vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "Caroline RAVESCHOT, Notaris", met maatschappelijke zetel te Sint-Gillis (1060 Brussel), Zwitserlandstraat, 35
IS VERSCHENEN
De gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE domicilie kiezende in haar gemeentehuis gelegen te Sint-Lambrechts-Woluwe (1200 Brussel), Paul Hymanslaan 2, ingeschreven in het rechtspersonenregister van Brussel onder nummer 0207389859, vertegenwoordigd door haar College van burgemeester en schepenen, waarvoor zij bedingen en aanvaarden:
- haar burgemeester Meneer MAINGAIN Olivier Dominique, geboren te Brussel op 3 augustus 1958 en
- haar gemeentesecretaris, de heer LAMBERT Patrick René, geboren te Ukkel op 25/04/1957,
Allen domicilie kiezende in het gemeentehuis van Sint-Lambrechts-Woluwe ,
Handelend krachtens een beraadslaging van de gemeenteraad van 29 juni 2022, een beraadslaging goedgekeurd door de toezichthoudende overheid... .
Hierna ook genoemd: “de verkoper” of “de eigenaar” of “de aanvrager”.
De comparante verklaart dat zij de enige eigenares is van het hierna omschreven goed en dat zij over alle vereiste machten beschikt om erover te beschikken.
De comparante verzoekt ondergetekende Notaris Caroline Raveschot het proces-verbaal op te maken van de OPENBARE VERKOOP van het hierna omschreven gebouw zijnde:

BESCHRIJVING VAN HET TE VERKOPEN GOED

GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE
(21018 – 1ste kadastrale afdeling
Een handels- en woonhuis gelegen aan de Jean-François Debeckerlaan 6, op en met grond, gekadastreerd volgens het recente uittreksel van de kadastrale matrix, sectie B, delen van nummers 0131E2P0000 en 0132FP0000 voor een gemeten oppervlakte van twintig are één centiare achtentwintig decimilliare (20a01ca28dcm) en met als gereserveerd perceelnummer #
Aangezien dit eigendom volledigerer is aangegeven als "Lindekemalemolen" en onder gele tint op het meetplan opgesteld door de heer Flamur BYTYCI, gemeentelijk landmeter op 15 juni 2022.
Dit plan is geregistreerd in de databank van grensplannen van de Algemene Administratie voor Monumentenzorg, Metingen en Evaluaties, onder het referentienummer MEOW-20# [plannummer #]. Dit plan hoeft dus niet te worden onderworpen aan de formaliteiten van registratie en transcriptie.
Een kopie van dit opmetingsplan blijft in de bijlage, maar zal niet worden getranscribeerd, gelet op de prefabricage die er reeds van is gemaakt, zoals hierboven vermeld.

Kadastraal inkomen: Aangezien het onroerend goed is verdeeld en opgemeten zoals hierboven vermeld, is het huidige kadastrale inkomen van het verkochte onroerend goed heden nog niet bepaald.
Ter informatie wordt hierbij vermeld dat het onroerend goed, vóór splitsing, een kadastraal inkomen had van achtduizend negenhonderd en zestien (8.916,00€)
Hierna te noemen "het goed" of **"de goederen".**
De beschrijving van het onroerend goed is te goeder trouw opgesteld, rekening houdend met de beschikbare eigendomstitels en kadastrale gegevens, die louter ter informatie worden verstrekt.
Onder voorbehoud van hetgeen in de verkoopvoorwaarden is bepaald, worden alleen onroerende goederen verkocht, alsmede alle goederen die door de wet als onroerend worden aangemerkt door incorporatie, bestemming of eeuwigdurend beslag.
De pijpleidingen, meters, buizen en kabels van bedrijven die water, gas, elektriciteit of vergelijkbare diensten leveren, zijn niet inbegrepen in de verkoop.

Opdeling
Het verkochte goed is het resultaat van de opdeling van de kadastrale percelen 131E2 en 132F zoals beschreven in het opdelingsverslag opgesteld door de heer Flamur BYTYCI, bekend als de #.
Overeenkomstig artikel 104 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening werd het verkavelingsplan, evenals een attest dat de aard van de akte en de bestemming van de kavels vermeldt, meer dan 30 dagen geleden meegedeeld aan het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente
De bestemming van de verschillende percelen die uit deze splitsing voortvloeien, wordt niet gewijzigd ten opzichte van de vroegere situatie, De splitsing heeft tot doel de grenzen van de verschillende naburige eigendommen opnieuw af te bakenen (met inbegrip van de Woluwe en haar toebehoren (de oevers en de geul tot aan de voet van de voorgevel van de molen worden tot het openbaar domein verklaard, evenals de brug en de toegangstrap vanaf de Jean-François Debeckerlaan) en ook het hydraulische rad van de historische molen en zijn bijgebouwen (meer bepaald de turbinekamer en de geul) die bekend staan onder de naam *"Het rad van de Lindekemalemolen"*, van de huidige verkoop uit te sluiten, of "Het rad" wordt beschreven als *"Het rad van de Lindekemalemolen"* en in turkoois op het meetplan dat is opgesteld door voormelde heer Flamur BYTYCII
*Het College van burgemeester en schepenen en de gemachtigde ambtenaar hebben geen opmerkingen geformuleerd
*of per brief van # heeft de gemachtigde ambtenaar letterlijk het volgende bekend gemaakt: #

OORSPRONG VAN DE EIGENDOM
De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe verklaart de enige eigenaar te zijn van bovengenoemd onroerend goed, dat zij in een groter geheel (3ha, 3a, 37ca) heeft verworven van a) mevrouw Rufine Georgina DRUART, geboren te Ghlin op 12 januari 1902, b) mevrouw Julia Marie BEULENS, geboren te Sint-Jans-Molenbeek op 20 juni 1898, c) mevrouw Yvonne Marie Léon HANNECART, geboren te Sint-Lambrechts-Woluwe op 27 april 1922, en d) mevrouw Lucie Thérèse Françoise HANNECART, geboren te Sint-Lambrechts-Woluwe op 14 januari 1924, bij akte verleden voor Baron Donald Fallon, burgemeester van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, als notaris, op 10 mei 1955, getranscribeerd op het Kabinet van de Vijfde Hypotheek te Brussel op 11 mei, volume 1539 nummer 2
Titel van de geselecteerde inschrijver
De titel van de geselecteerde inschrijver zal bestaan uit het lastenboek en het proces-verbaal van aanbesteding.

BIJZONDERE VERKOOPSVOORWAARDEN

1/ Wijze van verkoop

De verkoop van het vooraf omschreven gebouw vindt plaats in één kavel, via het veilingplatform www.biddit.be

2/ Instelprijs

Er wordt gebruik gemaakt van de mogelijkheid om een instelprijs vast te stellen, zoals bepaald in artikel 1587 van het gerechtelijk wetboek.

Deze instelprijs is geen aanbod tot verkoop. Hij zal gewoon het prijsniveau aangeven vanaf hetwelk biedingen zullen worden ontvangen.

De instelprijs wordt vastgelegd op 1.800.000,00 EUR

Elke offerte impliceert, tegen zijn auteur, onherroepelijkheid en volledige naleving van het huidige lastenboek.

3/ Minimum biedingen

Het minimumbod bedraagt **tweeduizend euro** (€ 2.000). Dit betekent dat een minimumbod van tweeduizend euro (€ 2.000) moet worden uitgebracht of een veelvoud van dit bedrag, zodat biedingen onder dit bedrag niet zullen worden aanvaard.

4/ Begin en einde van de veiling

De online veilingen beginnen op # om # uur en worden gesloten op # om # uur, onder voorbehoud van eventuele verlengingen, in overeenstemming met artikel 9 van de algemene verkoopsvoorwaarden, wegens de zandloper en/of een algemene storing van het veilingplatform.

5/ Geen opschortende voorwaarde van financiering door de succesvolle bieder

De succesvolle bieder zal zich niet kunnen beroepen op een opschortende voorwaarde voor het verkrijgen van financiering.

6/ Sterkmaking

De ondergetekende Notaris zal geen bod aanvaarden van een alleenstaande die gehuwd is onder het stelsel van gemeenschap van goederen, indien de echtgenoot niet vertegenwoordigd is door middel van een authentieke volmacht.

Evenzo moet, in geval van verkrijging op naam van een rechtspersoon, deze laatste worden vertegenwoordigd overeenkomstig de statuten van de vennootschap of, bij gebreke daarvan, op basis van een authentieke volmacht ondertekend door de personen die gemachtigd zijn de rechtspersoon te verbinden.

In afwijking van hetgeen in de algemene voorwaarden is bepaald, is de bieder die verklaart te zijn opgetreden voor een derde die niet aanwezig is en voor wie hij verklaart borg te staan, verplicht binnen een termijn van drie kalenderdagen vanaf de datum van ondertekening van het proces-verbaal van de veiling als bedoeld in punt 8 hierna, aan de notaris de bekrachtiging te doen toekomen van de derde voor wie hij zich borg heeft gesteld.

Bij gebreke daarvan is de succesvolle bieder persoonlijk gebonden aan de verplichtingen die voortvloeien uit dit lastenboek en uit de veiling, en in het bijzonder aan de betaling van de veilingprijs in hoofdsom en toebehoren, onder de voorwaarden van dit lastenboek.

7/ Wijze van verkoop

Overeenkomstig artikel 1589 van het Burgerlijk wetboek kan de instrumenterende notaris weigeren een bod te aanvaarden van personen die hem onbekend zijn of van wie de identiteit of de solvabiliteit hem niet gerechtvaardigd voorkomt, zonder dat hij zijn beslissing hoeft te rechtvaardigen.

8/ Dag en uur van ondertekening van het proces-verbaal van veiling

De comparante behoudt zich het recht voor het te koop aangeboden goed uit de openbare verkoop terug te trekken, zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat zij gehouden is enige schadevergoeding aan de bieders te betalen.

Indien het hoogste bod door de aanvrager wordt aanvaard, en tenzij de notaris andersluidende instructies heeft gegeven en het goed niet aan de verkoop wordt

onttrokken, zal het proces-verbaal van de veiling worden ondertekend in het gemeentehuis op **#.**

9/ Bezoeken

Het goed kan bezocht worden door de kandidaat-kopers:

- **Op#, van # uur tot # uur;**
- **Op#, van # uur tot # uur.**

De Notaris behoudt zich het recht voor om in het belang van de verkoop bijkomende bezoeken te organiseren en de bezoekuren te wijzigen.

10/ Overdracht van eigendom

De succesvolle bieder wordt eigenaar van het verkochte goed op het moment dat de veiling definitief wordt.

11/ Belastingen

De succesvolle bieder betaalt en draagt, pro rata temporis, alle belastingen, inhoudingen en andere fiscale lasten, van welke aard ook, met betrekking tot het verkochte goed en dit vanaf de dag waarop de prijs opeisbaar wordt of vanaf de datum waarop hij het goed in bezit neemt, indien dit eerder gebeurt. De belastingen op onbebouwde terreinen, op tweede woningen, op onbezette of verlaten eigendommen, alsmede de reeds vastgestelde invorderingsbelastingen, blijven voor het lopende jaar geheel ten laste van de verkoper.

12/ Hypothecaire situatie

Het gebouw wordt verkocht vrij van alle schulden, retentierechten, hypotheken, inschrijvingen of transcripties van welke aard ook en met overdracht van de prijs aan de geregistreerde schuldeisers of schuldeisers die hun rechten nuttig zouden hebben doen gelden onder de bij de wet bepaalde voorwaarden.

13/ Staat van het goed

Het goed wordt verkocht in de staat waarin het zich bevindt op de dag van de veiling, zelfs indien het niet voldoet aan de wettelijke vereisten, zonder garantie voor zichtbare of verborgen gebreken en zonder enig verhaal of recht om van de verkoop af te zien, zelfs indien de beschrijving van het goed en/of de aanduiding van erfdienstbaarheden foutief, onnauwkeurig of onvolledig is.

14/ Erfdienstbaarheden

Het goed wordt verkocht met alle heersende en lijdende, zichtbare of onzichtbare erfdienstbaarheden die het kunnen bevoordelen of bezwaren.

De Eigenaar is verplicht de conventionele erfdienstbaarheden aan te geven die hem volgens de verkoopsvoorwaarden bekend zijn, met uitzondering van de erfdienstbaarheden die zichtbaar zijn.

De Eigenaar verklaart dat de laatste getranscribeerde titels, waarnaar in de bovengenoemde oorsprong van de eigendom wordt verwezen, geen bijzondere, van het gemene recht afwijkende voorwaarde bevatten.

De Eigenaar wijst elke aansprakelijkheid af voor erfdienstbaarheden die mogelijk werden toegestaan door vorige eigenaars.

De eigenaar verklaart dat, voor zover hem bekend, er geen bijzondere voorwaarden of erfdienstbaarheden op het voornoemde onroerend goed rusten en dat hij er persoonlijk geen heeft verleend, **met uitzondering van het volgende, dat voortvloeit uit de splitsing van het voornoemde onroerend goed, teneinde het verkochte goed (LOT Lindekemalemolen) af te scheiden van "Het rad" (LOT #)**

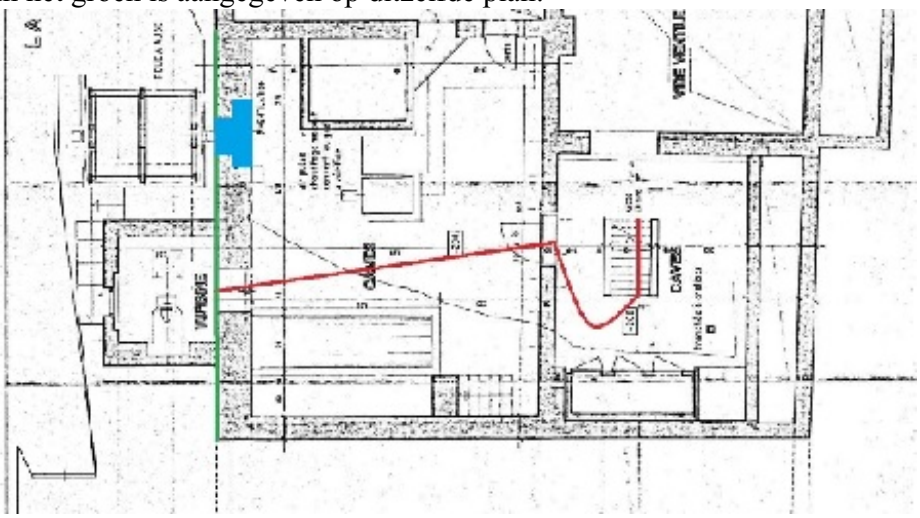
Oprichting van erfdienstbaarheden op het verkochte eigendom ten voordele van het aangrenzende "Rad":

Zoals hierboven uiteengezet, maakt het verkochte pand deel uit van een groter eigendomscomplex dat momenteel eigendom is van de verkoper.

Het gebouw dat bij de huidige verkoop is opgericht, staat bekend als de "Lindekemalemolen" en valt onder de hieronder beschreven maatregelen ter

bescherming van het erfgoed, met name vanwege het oude watermolenrad dat het gebouw ondersteunt.
Aangezien de verkoper het eigendom van "Het rad" openbaar wenste te houden, werd het oorspronkelijke kadastrale perceel 0131E2P0000 opgesplitst zoals hierboven vermeld om het juridisch te scheiden:
- Enerzijds het verkochte goed "Lindekemalemolen" (hoofdgebouw en grond zoals hierboven beschreven) en met als gereserveerd perceel identificatienummer #, en hierna "het lijdend erf" genoemd;
En
- Anderzijds, "Het rad" "Het rad van de Lindekemalemolen" dat het rad en de turbinekamer van de watermolen omvat en de grond die in turkoois is afgebakend in het opmetingsrapport opgesteld door voormelde heer Flamur BYTYCI, en waarnaar hierboven wordt verwezen en dat als het gereserveerde perceelidentificatienummer # heeft gekregen, en hierna "het heersend erf" wordt genoemd;
Dit gezegd zijnde en rekening houdend met de situatie van de lokalen, worden momenteel de volgende erfdienstbaarheden gevormd tussen de 2 voornoemde gronden. De inschrijven van het lijdend erf - het voorwerp van de huidige verkoop - en zijn rechthebbenden en rechtverkrijgenden zullen derhalve in alle opzichten gehouden de eeuwigdurende erfdienstbaarheden te eerbiedigen die thans tussen de twee voorbeschreven gronden als volgt zijn gevormd.

1. Erfdienstbaarheid van steun
Een eeuwigdurende en kosteloze erfdienstbaarheid van steun wordt gevestigd ten laste van het lijdend erf en ten voordele van het heersend erf waarop het recht van overpad dat in het blauw is aangegeven op het plan van de ondergrond hieronder, teneinde de ondersteuning van de wielas mogelijk te maken voorbij de gemeenschappelijke as die in het groen is aangegeven op ditzelfde plan:



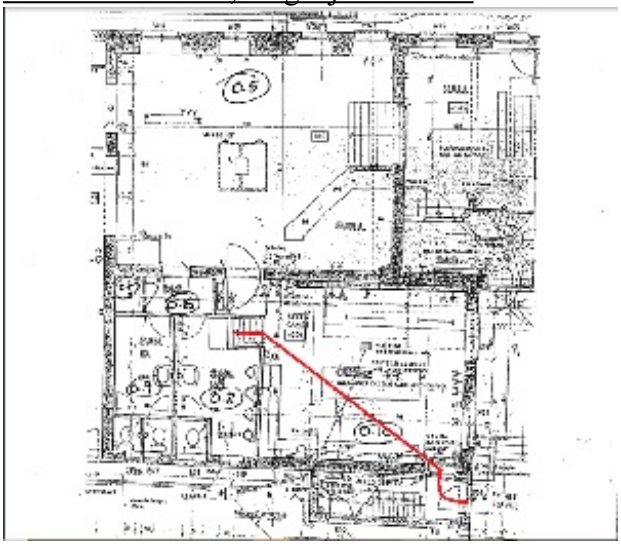
2. Recht van overpad

De belangrijkste toegang tot de "Molen" is via de Groendreef en de openbare brug over de Woluwe. Opdat de eigenaar van "Het rad", of elke persoon die door hem is gemandateerd, indien nodig toegang zou hebben tot de "turbine"-ruimte van de molen, wordt hierbij een recht van overpad ingesteld - van 2 meter breed, eeuwigdurend en kosteloos - op het lijdend erf volgens de uitwendige en inwendige indeling (begane grond en kelder) die op de onderstaande plannen in het rood is aangegeven.
De eigenaar van het heersend erf moet de eigenaar van het lijdend erf ten minste 72 uur van tevoren in kennis stellen (behalve in noodgevallen) van:
- Dag(en) en tijdstip(pen) van doorgang
- Nuttige doorgangsbreedte
Van dit recht wordt gebruik gemaakt in overleg met de bewoner van het lijdend erf,

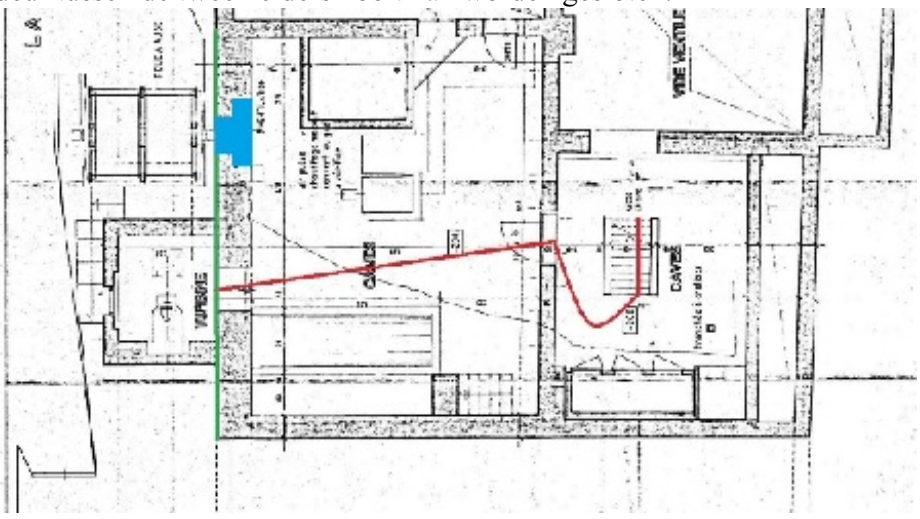
teneinde hem zo weinig mogelijk overlast te bezorgen.
Externe route van het recht van overpad

De toegang tot de binnenkant van het gebouw moet via de dienstdeur verlopen..

Binnenroute van het recht van overpad
Het eerste vertrek op de begane grond (keuken volgens onderstaand plan) moet zodanig worden ingericht dat de toegang tot de trap naar de kelder over een breedte van 2 meter mogelijk is, hetzij via een rechte lijn zoals hieronder aangegeven, hetzij op een andere wijze, waarbij het er vooral om gaat de doorgang - over de noodzakelijke breedte van 2 meter - naar de trap die naar de kelders leidt, zoals hieronder vermeld, mogelijk te maken:



De toegang tot de turbineruimte verloopt via de kelders, zoals blijkt uit de onderstaande plattegrond vanaf de trap die van de begane grond komt en in de eerste kelder uitkomt en via de eerste kelder en de tweede kelder, hetgeen impliceert dat de deur tussen de twee kelders nooit kan worden gesloten.



3. Dienstbaarheden verbonden met het rad

Indien de rehabilitatiewerkzaamheden aan het rad op termijn zouden leiden tot de elektrificatie van het rad, zal de verkochte eigendom ten voordele van "het rad", het hierboven vermelde heersend erf de nodige erfdienstbaarheden verlenen om de levering, de plaatsing en het onderhoud mogelijk te maken van de elektromotor die noodzakelijk is voor de goede werking van het "rad" en de bijbehorende organen.
Indien er geen plattegrond van deze mogelijke installaties is opgesteld om de inschrijver precies te informeren waar deze installaties moeten worden geplaatst, dan moet de succesvolle inschrijver alle voorzorgsmaatregelen nemen om de nodige en voldoende ruimte te laten in de kelder grenzend aan het wiel en in de directe nabijheid van de bestaande elektriciteitsmeter. Bij de plaatsing van de installaties moet worden onderhandeld tussen de eigenaars van de twee betrokken eigendommen, met eerbiediging van de rechten van elk van hen.

Voor het overige heeft de bieder geen verhaal voor de andere erfdienstbaarheden die hij zal moeten dragen, zelfs indien hij er niet van op de hoogte was.

15/ Eigendom - Genot - Gebruik - Uitzetting

Eigendom

De succesvolle bieder heeft het eigendom van het geveilde goed vanaf het moment dat de veiling definitief wordt.

Genot

Hij zal het recht hebben ervan te genieten vanaf dezelfde datum, maar nooit voordat hij de koopprijs in hoofdsom, rente, kosten en alle bijkomende kosten heeft betaald, op voorwaarde dat hij er bezit van neemt op eigen kosten, risico en gevaar, zonder verhaal tegen de verkoper en de ondergetekende notaris, hetzij door het innen van de burgerlijke vruchten, hetzij door het in bezit nemen zelf, afhankelijk van het feit of het goed al dan niet vrij van bewoning is en rekening houdend met artikel 1575 van het Burgerlijk wetboek.
Vóór deze betaling is het de succesvolle bieder verboden enige verandering of afbraak aan het geveilde goed aan te brengen.
Zodra de veiling definitief is geworden, kan hij evenwel worden gemachtigd alle conservatoire maatregelen te nemen.

Gebruik

Uit de verklaringen van de verkoper vloeit voort dat het hierboven beschreven gebouw momenteel vrij van bewoning en leeg van inboedel is.
Alle bovenstaande informatie wordt gegeven onder alle voorbehoud en zonder enige garantie van de kant van de ondergetekende notaris.
De succesvolle bieder ziet uitdrukkelijk af van elk verhaal tegen de notaris in dit verband.

Meters

De Verkoper verklaart op eigen verantwoordelijkheid dat het verkochte gebouw een watermeter, gasmeter en hoge spanningscabine omvat (EAN 541448911000071355), en een gasmeter (EAN 541448911000024016)
De tellers, buizen, leidingen, toestellen en andere installaties in het goed geplaatst door een openbaar nutsbedrijf of door derden, zijn niet in de verkoop begrepen, en worden aan hun rechthebber voorbehouden.

16/ Overdracht van risico's

De risico's die inherent zijn aan het verkochte goed gaan over op de succesvolle bieder zodra de veiling definitief is geworden. Vanaf dat ogenblik moet de succesvolle bieder, indien hij verzekerd wenst te zijn, zelf een verzekering tegen brand en aanverwante risico's afsluiten.
De Eigenaar is verplicht het goed te verzekeren tegen brand en aanverwante risico's tot de achtste dag na het definitief worden van de veiling, behalve in geval van gerechtelijke openbare verkoop, waarvoor geen garantie kan worden gegeven.

17/ Acties en garantie

Voor zover nodig wordt de koper gesubrogeerd in alle rechten die de eigenaar kan doen gelden ten opzichte van de werklieden, aannemers of architecten die hij eventueel voor de werkzaamheden of de constructie heeft aangesteld, en in het bijzonder die welke voortvloeien uit artikel 1792 van het Burgerlijk Wetboek; de verzoekster verklaart echter dat geen werkzaamheden die voor dit type garantie in aanmerking komen, gedurende minder dan 10 jaar op het onroerend goed zijn uitgevoerd, zodat het onroerend goed niet door dit type garantie gedekt is.

18/ Abonnementen voor water-, gas- en elektriciteit

De koper is verplicht de abonnementen op water, gas, elektriciteit en alle diensten van dezelfde aard op zijn naam te stellen vanaf het ogenblik van hun ingebruikneming (tenzij de wet hem daartoe vroeger verplicht) of, indien hij daartoe wettelijk gemachtigd is, nieuwe abonnementen af te sluiten. Hij zal vanaf dat ogenblik de rechten moeten betalen, zodat de eigenaar in dit opzicht niet meer kan worden gezocht.

19/ Grenzen - Omvang

De precieze grenzen en de aangegeven omvang van het eigendom worden niet gegarandeerd door de Eigenaar, zelfs niet indien een oud of recent plan van opmeting of afbakening is opgesteld.

Elk verschil in omvang, ongeacht of het groter of kleiner is, is een winst of een verlies voor de succesvolle bieder, zelfs indien het meer dan een twintigste bedraagt

20/ Mandeligheid

Het goed wordt verkocht zonder het al dan niet bestaan van mandeligheid te garanderen

21/ Voorkooprecht

Uit een raadpleging van de BRUGIS website van 13 mei 2022 blijkt dat het thans verkochte onroerend goed niet is gelegen in een aan voorkoop onderworpen gebied.

De notaris heeft geen informatie over een eventueel recht van voorkoop, recht van voorkeur, verkoopbelofte of contractuele terugkoop.

De verkoper verklaart uitdrukkelijk dat hij geen enkel recht van voorkoop of koopoptie op het voormelde goed heeft verleend.

22/ STEDENBOUW

1) <u>Algemeen</u>

De kopers zijn in kennis gesteld van de mogelijkheid om vóór de veiling alle informatie in te winnen over de stedelijke situatie van het thans te koop aangeboden onroerend goed en over de omgeving ervan.

Bovendien vestigt de Notaris die dit bestek heeft opgesteld de aandacht van de kopers op het belang en de noodzaak om, naast het stedenbouwkundig onderzoek dat door de Notaris wordt uitgevoerd overeenkomstig de geldende gewestelijke wetgeving, persoonlijk na te gaan of het te koop aangeboden onroerend goed in overeenstemming is met de vergunningen die door de bevoegde autoriteiten zijn afgegeven, en of de werken die sinds de dag van de bouw ervan zijn of kunnen zijn uitgevoerd, rechtmatig zijn, door contact op te nemen met de dienst stedenbouw van de gemeente waar het onroerend goed is gelegen, Zij zouden de overlegging kunnen vragen van alle vergunningen die sinds de dag van de oprichting van het gebouw tot op heden zijn afgegeven, om na te gaan of in het onroerend goed geen handelingen of werken zijn verricht die in strijd zijn met de stedenbouwkundige voorschriften die in de verschillende stedenbouwkundige vergunningen zijn vervat.

<u>Taak van de Notaris.</u>

De comparanten en de succesvolle bieder verklaren en aanvaarden dat de functie van Notaris als Ambtenaar van het Openbaar Ambt geenszins de technische controle van de conformiteit (in het bijzonder stedenbouwkundige) van het onroerend goed waarvan hier sprake is impliceert, welk technisch onderzoek buiten zijn bevoegdheidssfeer valt, evenals zijn professionele en ethische plichten.

De Notaris heeft dus geen enkele verplichting of plicht om bijvoorbeeld (niet-limitatieve opsomming) de afmetingen of het volume van het goed in kwestie na te gaan, noch de ligging, de bouwkundige kenmerken, de kleuren, de materialen, het soort plantensoorten dat erop is geplant en alle andere algemeen ongespecificeerde overwegingen die buiten zijn rol en plichten vallen, waarvan de partijen die voor de notaris verschijnen en de veilingmeester naar behoren verklaren dat zij deze kennen en erkennen
De succesvolle bieder wordt dan ook uitdrukkelijk en persoonlijk uitgenodigd om vooraf elk onderzoek te verrichten dat in dit verband nuttig wordt geacht.
2) Bondige beschrijving
Na door de instrumenterende notaris te zijn gewezen op de verplichting van de verkoper om bij de aanvraag om stedenbouwkundige inlichtingen een beknopte beschrijving te geven van het betrokken onroerend goed, zoals het in werkelijkheid bestaat, heeft verzoekster deze beschrijving opgesteld, die als bijlage is gevoegd bij de stedenbouwkundige inlichtingen die zijn verstrekt door de dienst stedenbouw van de Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, waarnaar hierna wordt verwezen.
3) Stedenbouwkundige inlichtingen
Overeenkomstig artikelen 275 en 276/1 van het BWRO en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 mei 2021 betreffende de stedenbouwkundige inlichtingen, heeft de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe maandag 30 mei 2022 de stedenbouwkundige inlichtingen afgeleverd overeenkomstig het aan vermeld besluit bijgevoegd formulier en de bondige beschrijving van het goed waarvan hierboven sprake is.
In deze brief staat letterlijk het volgende:
"In antwoord op uw vraag om stedenbouwkundige inlichtingen die we op 13/05/2022 hebben ontvangen en die betrekking van de J-F Debeckerlaan 6, kadaster 3de afdeling sectie B/ E/2, hebben wij de eer u onderhavig document te bezorgen, dat wordt opgesteld onder voorbehoud van de resultaten van het gedetailleerde onderzoek dat moet worden uitgevoerd in geval van de indiening van een aanvraag voor een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning voor het betrokken onroerend goed.

A. STEDENBOUWKUNDIGE INLICHTINGEN BETREFFENDE DE GEWESTELIJKE EN GEMEENTELIJKE REGLEMENTAIRE BEPALINGEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP HET ONROEREND GOED

1. *Wat de bestemming ervan betreft:*

Het goed is gelegen:

- *In het gewestelijk bestemmingsplan 'GBP) goedgekeurd door de regering op 3 mei 2001, zone van cultureel, historisch, esthetisch of verfraaiingsbelang en in een zone van collectief belang of van openbare dienst.*
- *(...)*

De zones en letterlijke voorschriften van het GBP en RPA kunnen worden geraadpleegd op de gewestelijke stedenbouwkundige portaalsite : http://urbanisme.brussels.
De perimeter van het BBP en de GSV's kunnen geraadpleegd worden op de volgende website: www.bruqis.be. hun inhoud is op aanvraag beschikbaar bij de dienst stedenbouw van de gemeente.

2 . Met betrekking tot de voorwaarden waaronder een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning of certificaat zou worden ingediend:

- *De voorschriften van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke*

*Ordening**(BWRO)**;*

- *De voorschriften van voormeld **GBP;***

Het saldo van de toelaatbare oppervlakten voor kantoren en activiteiten voor de vervaardiging van immateriële goederen (KaSTK) kan men raadplegen op de volgende website: http://www.casba.irisnet.be/PRAS/ListeMaille.htm;

- *(...)*
- *(1) de voorschriften van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening **(GewSV)** goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21/11/2006;*
- *(...)*
- *(1) De voorschriften van het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement (GSR) van 12/11/1956*

- gewijzigd op 14/01/1957, 29/08/1988 (art.108bis) en 23/01/2012 (art.84bis);

- *(...)*

De voorschriften van het GBP en de gewestelijke stedenbouwkundige verordeningen kunnen op de gewestelijke portaalsite voor stedenbouw geconsulteerd worden: http://stedenbouw.brussels
De perimeter van het BBP, de GSV's en de verkavelingsvergunningen kunnen geraadpleegd worden op de volgende website: www.bruqis.be . hun inhoud is op aanvraag beschikbaar bij de dienst stedenbouw van de gemeente.

3. Wat betreft een eventuele onteigening die van toepassing zou zijn op het goed:

- *(...)*

4. Wat betreft het bestaan van een perimeter van voorkoop :

- *(...)*

5. Wat de maatregelen ter bescherming van het erfgoed betreft die op het onroerend goed van toepassing zijn:

- *(1) Het goed is inbegrepen in de beschermde site van de molen van Lindekemale via besluit van 30/03/1989;*

Als overgangsmaatre gel geldt dat alle onroerende goederen waarvoor een bouwvergunning afgegeven werd of die voor 1 januari 1932 gebouwd werden, beschouwd worden als zijnde ingeschreven in de inventaris van het onroerende erfgoed van het Gewest (artikel 333 van het BWRO).
Met betrekking tot mogelijke "vergunningen erfgoed" kan informatie worden verkregen bij het Gewest, bij de Directie van Monumenten en Landschappen.

6. Wat de inventaris van de niet-uitgebate bedrijfsruimten betreft:

- *(...)*

7. Wat het bestaan van een rooilijnplan betreft :

- *De weg waarlangs het onroerend goed zich bevindt, is het voorwerp geweest van een rooilijnplan goedgekeurd door het koninklijk besluit op 5/02/1932;*

8. Andere inlichtingen:

- *(...)*
- *(1) Het goed is inbegrepen in de inventaris Iris monument;*
- *(1) Het onroerend goed is gelegen in de onmiddellijke nabijheid van een gebied dat valt onder de verordening inzake natuurbehoud van 1 maart 2012 (natuurreservaat, bosreservaat of Natura 2000-gebied), bufferzone van 60 meter (Natura 2000-gebied);*
- *Om te weten in welke categorie het onroerend goed is opgenomen in de inventaris van de bodemtoestand in de zin van artikel 3, 15° van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems, kunnen er inlichtingen ingewonnen worden bij Leefmilieu Brussel;*
- *Om na te gaan of het goed belast is met een erfdienstbaarheid voor het* ***vervoer van gasachtige producten*** *in het kader van de wet van 12 april 1965, kunnen er inlichtingen ingewonnen worden bij Fluxys Belgium;*
- *(...)*
- *Voor een mogelijke vraag betreffende overstromingsgebieden nodigen wij u uit om contact op te nemen met Leefmilieu Brussel;*
- *Met betrekking tot een mogelijke vraag over de veiligheid, gezondheid en uitrusting van de woningen, nodigen wij u uit om contact op te nemen met de DGHI;*
- *Voor een eventuele vraag betreffende de riolering, verzoeken wij u om contact op te nemen met Vivaqua;*

Overeenkomstig artikel 11 van titel I van het GewSV, wordt de achteruitbouwzone voorzien van een voortuin en in volle grond aangeplant. Ze omvat geen andere constructies dan die welke bij de ingang van het gebouw horen, zoals met name brievenbussen, hekken of muren, trappen of toegangshellingen. Ze mag niet worden omgevormd tot een parkeerplaats of bedekt met waterdichte materialen, behalve wat betreft de toegang tot de toegangs- en garagedeuren. Tenzij een gemeentelijke stedenbouwkundige verordening of een stedenbouwkundige verordening die op een bepaald deel van het gemeentelijk grondgebied is uitgevaardigd, dit toestaat en de voorwaarden ervan bepaalt. De achteruitbouwzone wordt regelmatig onderhouden.

B. WAT BETREFT DE ADMINISTRATIEVE ELEMENTEN WAAROVER WIJ BESCHIKKEN, HIERONDER DE BIJKOMENDE STEDENBOUWKUNDIGE INLICHTINGEN DIE BESTEMD ZIJN VOOR DE HOUDER VAN EEN REËEL RECHT DIE HET ONROEREND GOED WAAROP HET RECHT BETREKKING HEEFT WIL VERKOPEN OF VOOR MEER DAN NEGEN JAAR WIL VERHUREN OF EEN ERFPACHT- OF OPPERVLAKTERECHT OP HET ONROEREND GOED WIL INSTELLEN, OF VOOR - DE PERSOON DIE DOOR DE HOUDER IS AANGEWEZEN OM DIT TE DOEN

1. *<u>Wat betreft de vergunningen en certificaten</u>:*

   - *(1)* ***~~Toelating/~~stedenbouwkundige vergunning nr. 14207~~/milieuvergunning/certificaat~~*** *voor de verbouwing van het restaurant "Moulin de Lindekemale" tot hotel en de uitbreiding van het bestaande bijgebouw op voorwaarde dat wordt voldaan aan het advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp van 28/10/1986 (ref: DTR 811082-2-L35/2GR/DM), afgegeven op 18/11/1986 door het College van burgemeester en schepenen en verlengd tot 18/11/1988;*
   - *(1)* ***~~Toelating/~~stedenbouwkundige vergunning nr.***

16036~~/milieuvergunning/certificaat~~ *voor de renovatie en verbouwing van het gebouw met de naam "Lindekemalemolen" op voorwaarde dat het in overeenstemming is met het advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp van 05/05/1997 (ref: DTR.81.1082/7/RS/DM), afgegeven op 26/08/1997 door het College van burgemeester en schepenen;*

- *(1)* ***~~Toelating/~~stedenbouwkundige vergunning nr. 17041~~/milieuvergunning/certificaat~~*** *voor de heraanleg van de geul van de Molen, tussen het moeras van Struybeek en de Debeckerlaan, afgeleverd op 27/06/2002 door het College van burgemeester en schepenen;*
- *(1)* ***~~Toelating/~~stedenbouwkundige vergunning nr. 18534~~/milieuvergunning/certificaat~~*** *voor de restauratie van het waterrad van de molen van Lindekemaele, afgegeven op 14/02/2008 door de gemachtigde ambtenaar ;*

De beschrijving van de goedgekeurde werken en de eventuele voorwaarden voor het verlenen ervan zijn op verzoek verkrijgbaar bij de afleverende instantie (gemeente of Gewest).

2. Wat betreft:

- *De rechtmatige stedenbouwkundige bestemming van dit goed: Horeca en woning*
- *Het rechtmatige stedenbouwkundige gebruik van dit goed: Betrokken gebouw "Lindekemalemolen" met 2 bijhorende woningen omvattende:*

- Op de kelderverdieping: trap, hal, meterkamer, 2 wijnkelders, 2 kelders;
- Op de begane grond: hal met trap naar de mezzanine en appartement nr. 1 op de 1e verdieping, garderobe, salon, hal, bar A, luchtsluis, damestoiletten, herentoiletten, keuken, trap naar de kelders, diensttrap naar de 1e verdieping, restaurantgedeelte met gang en trap naar appartement nr. 2 op de 1e verdieping, bar B, 2 kamers, bijkeuken, buitenterras; een apart gebouw omvattende: een hoogspanningscabine en een opslagruimte voor vuilnisbakken;
- Op de tussenverdieping, trap, bureau;
- Op de 1e verdieping: trap, kantine, opslagruimte, wasserij, sanitaire voorzieningen, koelruimte, diensttrap;
1 appartement nr. 1 omvattende*: inkomhal, vestiaire, wc, keuken, salon/eetzaal, kamer, badkamer, wc;*

- *1 appartement nr. 2 omvattende: inkomhal, salon, trap, hall, 2 kamers;*

- Op de zolderverdieping : trap, zolder;

- *Indien het gaat om een gebouw, het aantal woningen: 1 restaurant met 2 bijhorende woningen*
- *De beschrijving is slechts een analyse van het interieur en een samenvatting van het goed; deze informatie wordt enkel als indicatie gegeven en kan niet als volledig worden beschouwd. Wij raden de verkoper en de koper aan hun notaris en de archieven van de dienst stedenbouw te raadplegen om de juridische situatie van het onroerend goed te controleren (toegestaan bebouwd volume, kozijnen, gevel, enz.).*

3. Wat de vaststelling van overtredingen betreft:

- *(...)*

Het ontbreken van een vaststelling van overtreding betekent niet dat er geen sprake is van een overtreding

1. *Bijkomende vaststellingen:*

- *Voor alle inlichtingen betreffende de afgeleverde milieuvergunningen, kunt u contact opnemen met de afdeling "Milieuvergunningen" via de volgende contactgegevens: pe.mv@woluwe1200.be - telefoonlijn n°1: 02 761 28 15- telefoonnummer 2:* 02 774 36 56“

Een kopie van de bovengenoemde stedenbouwkundige inlichtingen en van de samenvattende beschrijving zal op eerste verzoek aan elke amateur worden verstrekt.
De Notaris die dit lastenboek heeft opgesteld, kan niet verantwoordelijk worden gesteld indien de stedenbouwkundige situatie van het verkochte goed niet overeenstemt met de inlichtingen verstrekt door de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe.
3) Huidige situatie
De verkoper neemt geen enkele verantwoordelijkheid aangaande de bestemming die de succesvolle bieder aan het goed zou willen geven. Deze zal er zijn zaak van maken zonder verhaal tegen de verkoper noch tegen de Notaris.
Evenzo zal de inschrijver, in geval van heropbouw, uitbreiding, transformatie of verandering van gebruik van het onroerend goed, geen verhaal hebben tegen de verkoper voor enige bepaling of enige beperking opgelegd door de bevoegde autoriteiten op het vlak van stedenbouw.
De Notaris verklaart, op grond van de gegevens waarover hij beschikt, dat voor het voornoemde onroerend goed geen stedenbouwkundige vergunning is afgegeven noch een stedenbouwkundig attest waaruit blijkt dat een dergelijke vergunning zou kunnen worden verkregen, zodat geen enkele verbintenis wordt aangegaan met betrekking tot de mogelijkheid om een van de in artikel 84, lid 1, van de ordonnantie bedoelde handelingen en werken uit te voeren.
Dientengevolge kunnen geen van de handelingen en werken waarvan sprak is, worden uitgevoerd op het verkochte onroerend goed, zolang de stedenbouwkundige vergunning niet is verkregen.
De inschrijver werd naar behoren verwittigd dat op het verworven onroerend goed geen constructies of vaste of verplaatsbare installaties mogen worden gebouwd die voor bewoning kunnen worden gebruik.t, zolang daarvoor geen stedenbouwkundige vergunning is verkregen.
4) Monumenten/Landschappen
De verkoper verklaart dat, bij zijn weten, het goed niet getroffen is door enige onteigeningsmaatregel, noch onderworpen is aan een erfdienstbaarheid van aanleg, noch bezwaard is met een ondergronds of een bovengronds recht van overpad ten gunste van een overheidsinstantie of een derde, met uitzondering van de erfdienstbaarheid van ondersteuning en/of recht van overpad die hierboven is opgericht om de as van het molenrad te ondersteunen.
De verkoper verklaart dat bij zijn weten het onroerend goed niet is opgenomen in de inventaris van niet-uitgebate bedrijfsruimten, zoals bepaald in artikels 251 en volgende van het Brusselse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening.
Het eigendom valt echter onder een beschermingsmaatregel krachtens de Monumenten- en Landschapswet van 30 maart 1989 ter bescherming van de "Lindekemalemolen en het omliggende gebied".

Een kopie van het besluit van bescherming zal op de website van Biddid ter beschikking van potentiële kopers worden gesteld.

5) Overstromingsgebieden

Op 13 mei 2022 raadpleegde de Notaris Raveschot de website van LEEFMILIEU BRUSSEL die de zones met hoog gevaar voor overstroming in kaart brengt.

Het resultaat van deze raadpleging is dat het verkochte onroerend goed **gelegen is in een zone met een laag, middelhoog en hoog overstromingsgevaar.**

Ondertekende Notaris preciseert dat bovenstaande inlichtingen komen uit de documenten die door de instrumenterend Notaris te goeder trouw zijn meegedeeld en dat hij niet bevoegd is om de geldigheid of de juistheid ervan na te gaan.

23/ Brusselse Huisvestingscode

De instrumerende Notaris stelt de koper op de hoogte van het bestaan van de Brusselse Huisvestingscode.

Deze code schrijft voor dat alle woningen moeten voldoen aan de veiligheids-, gezondheids- en uitrustingsnormen voor woningen en met name dat de verhuurder rookmelders moet aanbrengen in de evacuatieruimten van de woning.

De instrumenterende Notaris staat niet in voor de conformiteit van het te koop aangeboden goed met de voorschriften van de genoemde Code.

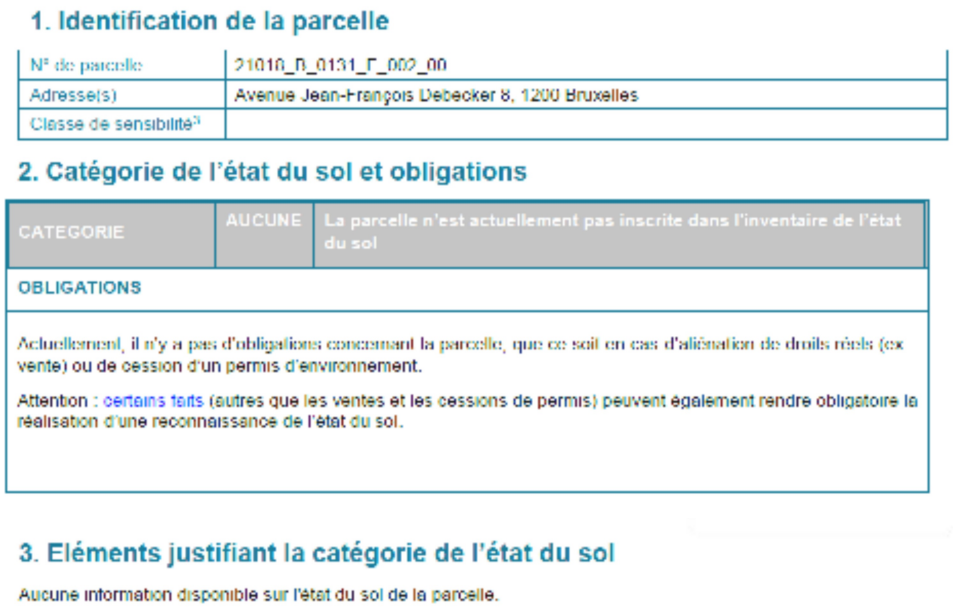
De koper zal er persoonlijk op moeten toezien dat het goed voldoet aan de vereisten van de Huisvestingscode, tot volledige kwijting van de eigenaar en de instrumenterende notaris.

24/ Ordonnantie betreffende het beheer van verontreinigde bodems

De verkoper verklaart op de hoogte te zijn gesteld van de bepalingen, vervat in de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems, waarbij meer bepaald de verkoper van een onroerend goed verplicht is om aan de koper, vooraf een bodemattest te bezorgen, uitgereikt door Leefmilieu Brussel.

De inschrijver wordt door de instrumenterende Notaris geïnformeerd over de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems en van de inhoud van bodemattest, afgeleverd door Leefmilieu Brussel op 16 mei 2022 en 24 mei 2022, met vermelding van de gedetailleerde informatie over de inventaris van de bodemtoestand betreffende het verkochte goed.

In de tekst van deze attesten wordt het volgende bepaald:



1. Identification de la parcelle

N° de parcelle	21010_0_0131_F_002_00
Adresse(s)	Avenue Jean-François Debecker 8, 1200 Bruxelles
Classe de sensibilité[3]	

2. Catégorie de l'état du sol et obligations

CATEGORIE	AUCUNE	La parcelle n'est actuellement pas inscrite dans l'inventaire de l'état du sol

OBLIGATIONS

Actuellement, il n'y a pas d'obligations concernant la parcelle, que ce soit en cas d'aliénation de droits réels (ex vente) ou de cession d'un permis d'environnement.

Attention : certains faits (autres que les ventes et les cessions de permis) peuvent également rendre obligatoire la réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol.

3. Eléments justifiant la catégorie de l'état du sol

Aucune information disponible sur l'état du sol de la parcelle.

4. Validité de l'attestation du sol

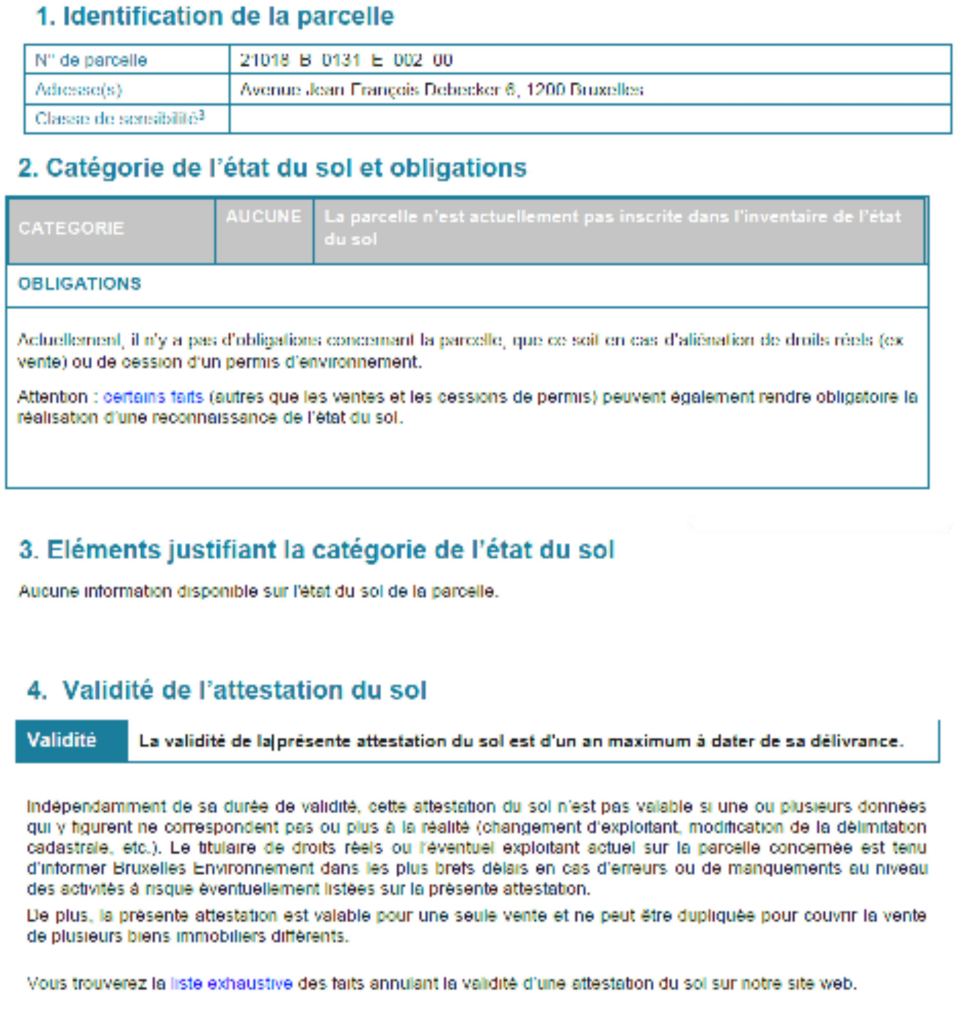
Validité	La validité de la présente attestation du sol est d'un an maximum à dater de sa délivrance.

Indépendamment de sa durée de validité, cette attestation du sol n'est pas valable si une ou plusieurs données qui y figurent ne correspondent pas ou plus à la réalité (changement d'exploitant, modification de la délimitation cadastrale, etc.). Le titulaire de droits réels ou l'éventuel exploitant actuel sur la parcelle concernée est tenu d'informer Bruxelles Environnement dans les plus brefs délais en cas d'erreurs ou de manquements au niveau des activités à risque éventuellement listées sur la présente attestation.

De plus, la présente attestation est valable pour une seule vente et ne peut être dupliquée pour couvrir la vente de plusieurs biens immobiliers différents.

Vous trouverez la liste exhaustive des faits annulant la validité d'une attestation du sol sur notre site web.

En



1. Identification de la parcelle

N° de parcelle	21018 B 0131 E 002 00
Adresse(s)	Avenue Jean François Debecker 6, 1200 Bruxelles
Classe de sensibilité[3]	

2. Catégorie de l'état du sol et obligations

CATEGORIE	AUCUNE	La parcelle n'est actuellement pas inscrite dans l'inventaire de l'état du sol

OBLIGATIONS

Actuellement, il n'y a pas d'obligations concernant la parcelle, que ce soit en cas d'aliénation de droits réels (ex vente) ou de cession d'un permis d'environnement.

Attention : certains faits (autres que les ventes et les cessions de permis) peuvent également rendre obligatoire la réalisation d'une reconnaissance de l'état du sol.

3. Eléments justifiant la catégorie de l'état du sol

Aucune information disponible sur l'état du sol de la parcelle.

4. Validité de l'attestation du sol

Validité	La validité de la présente attestation du sol est d'un an maximum à dater de sa délivrance.

Indépendamment de sa durée de validité, cette attestation du sol n'est pas valable si une ou plusieurs données qui y figurent ne correspondent pas ou plus à la réalité (changement d'exploitant, modification de la délimitation cadastrale, etc.). Le titulaire de droits réels ou l'éventuel exploitant actuel sur la parcelle concernée est tenu d'informer Bruxelles Environnement dans les plus brefs délais en cas d'erreurs ou de manquements au niveau des activités à risque éventuellement listées sur la présente attestation.

De plus, la présente attestation est valable pour une seule vente et ne peut être dupliquée pour couvrir la vente de plusieurs biens immobiliers différents.

Vous trouverez la liste exhaustive des faits annulant la validité d'une attestation du sol sur notre site web.

De verkoper verklaart dat hij geen bijkomende informatie heeft die mogelijk kan leiden tot een wijziging van de inhoud van dit bodemattest en stelt meer bepaald, na kennis genomen te hebben van de lijst met risicoactiviteiten in de zin van de Ordonnantie, dat bij zijn weten geen enkele van deze activiteiten wordt of werd uitgeoefend op de grond die voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomsten.

25/ Oude mazouttank - gasketels

De Verkoper verklaart dat zich in de kelder van het pand een oude bovengrondse stalen mazouttank bevindt met een inhoud van ongeveer 5,5 m³ (+/- 5m bij 1,2 m diameter).

De verkoper verklaart dat deze tank niet meer in gebruik is en dat hij niet volgens de regels van de kunst is geneutraliseerd, zodat de succesvolle bieder dit punt persoonlijk zal moeten afhandelen tegen de volledige kwijting van de verkoper.

26/ Energieprestatiecertificaat

Een energieprestatiecertificaat (EPB) nummer 20220524- 0000613385- 01- 3, werd afgegeven door de energiedeskundige TONDEUR Jonathan van de onderneming Bemers Srl (erkenning 01742755) op 24 mei 2022 dat de volgende informatie vermeldt:

- energieklasse (energetische prestaties van het gebouw): **G**
- verbruik per m2 (in kWhEP/m²/jaar): **946**
- totaal verbruik (in kWhEP/jaar): **#**
- Jaarlijkse CO^2-emissie: **190** kg/(m².jaar).

Het origineel van het certificaat zal aan de definitieve koper worden overhandigd

27/ Elektrische installatie

Uit een door# op# opgesteld onderzoeksrapport blijkt dat de installatie niet voldoet aan het AREI.

De verkoper verklaart dat de woning wordt gevoed door een particuliere hoogspanningscabine, zodat de elektrische installatie van de woning in haar geheel moet worden beschouwd als een industriële en niet als een huishoudelijke installatie.

De succesvolle bieder zal de voorschriften van het AREI moeten naleven en het zal dus aan de succesvolle bieder zijn, tegen de volledige kwijting van de Verkoper, om:

- ofwel om de hoogspanningscabine in overeenstemming te brengen met de bepalingen van Boek 2;
- of om deze hoogspanningscabine te verwijderen ten voordele van een laagspanningsverbinding in overeenstemming met Boek 1

De gekozen inschrijver wordt ervan in kennis gesteld dat hij, vóór de ingebruikneming van de installatie, op eigen kosten en volledig voor rekening van de verkoper, de conformiteitswerkzaamheden van de elektrische installatie dient uit te voeren en een conformiteitsattest ten opzichte van het nieuwe AREI dient te verkrijgen.

28/ Postinterventiedossier (PID)

De verkoper en de koper erkennen dat zij door de instrumenterende Notaris op de hoogte zijn gesteld van het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 25 januari 2001, dat elke verkoper verplicht een postinterventiedossier in te dienen voor werkzaamheden die na 1 mei 2001 zijn uitgevoerd of besteld.

Op een vraag van de instrumenterende Notaris om te vernemen of er een postinterventiedossier met betrekking tot het onroerend goed bestond, antwoordde de verkoper ontkennend en bevestigde hij dat er sinds 1 mei 2001 werkzaamheden meer waren uitgevoerd waarvoor een postinterventiedossier moest worden opgesteld.

De koper wordt in kennis gesteld van de verplichting van alle bouwheren om tijdens de uitvoering van de werken waarin het genoemde besluit voorziet, een postinterventiedossier (PID) op te stellen dat de nuttige elementen bevat inzake veiligheid en gezondheid waarmee rekening moet worden gehouden tijdens de uitvoering van de werken en dat is aangepast aan de kenmerken van de werken (artikel 34) en dat ten minste omvat:

1° informatie betreffende de structurele en essentiële elementen van het werk;
2° informatie over de aard en de plaats van detecteerbare of verborgen gevaren, met inbegrip van ingegraven leidingen van nutsbedrijven;
3° de plannen die daadwerkelijk overeenstemmen met de uitvoering en de afwerking;
4° de identificatie van de gebruikte materialen (artikel 36).

29/ Prijzen - Interesten

1/ De inschrijver zal de hoofdsom van zijn aankoop betalen ten kantore van ondergetekende Notaris Caroline RAVESCHOT, in euro en binnen **zes weken** na de datum van de definitieve toewijzing.

De inschrijver is verplicht de hierna vermelde kosten in euro te betalen ten kantore van ondergetekende Notaris Caroline RAVESCHOT binnen de **vijf dagen** na de veiling.
Alle betalingen die moeten worden verricht ter uitvoering van deze overeenkomst ten kantore van mr. Caroline RAVESCHOT, ondergetekende, zullen in volledige kwijting zijn voor de inschrijvers.
2/ Zodra de termijn voor de betaling van de prijs en de kosten is verlopen is, ongeacht de reden van de vertraging en onverminderd de verschuldigde betaling, een nalatigheidsinterest van elf procent (11%) verschuldigd vanaf de vervaldatum tot de dag van volledige betaling.

ALGEMENE VERKOOPSVOORWAARDEN

Toepassingsveld

Artikel 1. Deze verkoopsvoorwaarden zijn van toepassing op alle online verkopen op biddit.be van onroerende goederen – vrijwillige, gerechtelijke en vrijwillige onder gerechtelijke vorm - waartoe wordt overgegaan in België.
In geval van tegenstrijdigheid tussen de algemene en bijzondere verkoopsvoorwaarden, primeren de bijzondere verkoopsvoorwaarden.

Toetreding

Artikel 2. De online verkoop op biddit.be moet worden aanzien als een toetredingscontract.
De verkoper, de koper, elke bieder, ongeacht of hij zich sterk maakt of lasthebber is, en de borgen worden geacht onvoorwaardelijk in te stemmen met de verkoopsvoorwaarden

Wijze van verkopen

Artikel 3. De toewijzing gebeurt in het openbaar in één enkele online zitting bij opbod.
Artikel 4. Het niet oproepen of niet toewijzen van het goed geldt tegenover elke belanghebbende als betekening van de inhouding van het goed.
Artikel 5. De Notaris leidt de verkoop. Hij moet een minimumbod vaststellen Hij kan op elk ogenblik en zonder verplichting tot verantwoording, onder meer:
a) de verkoop opschorten;
b) één of meerdere goederen uit de verkoop nemen;
c) een bod weigeren of het als onbestaande verklaren omwille van een juridische oorzaak die kan worden gerechtvaardigd (onbekwaamheid, insolventie, …); hij mag de vorige biedingen in afdalende volgorde hernemen, zonder dat de bieders zich hiertegen kunnen verzetten;
d) de Notaris kan in geval van overlijden van de door de notaris weerhouden bieder vóór het ondertekenen van het proces-verbaal van toewijzing, ofwel zijn bod weigeren en zich wenden tot één van de vorige bieders, ofwel zich wenden tot de erfgenamen van de overleden bieder of tot één of meerdere door de erfgerechtigden van de overleden bieder aangewezen persoon/personen.
e) van iedere bieder een zekerheid of een borg eisen (te stellen op kosten van de bieder);
f) elke vergissing, zowel bij de ontvangst van de biedingen, als bij het toewijzen, rechtzetten;
g) onder voorbehoud van wettelijke beperkingen, de verkoopsvoorwaarden wijzigen of aanvullen met bedingen die alleen latere bieders binden;
h) bepalen in de bijzondere verkoopsvoorwaarden dat de toewijzing kan plaatsvinden onder de opschortende voorwaarde van het verkrijgen van een financiering door de koper en voor zover deze laatste daar om verzoekt. Indien deze mogelijkheid niet in de verkoopsvoorwaarden is opgenomen, kan de koper hier dus niet om verzoeken. Indien deze mogelijkheid niet in de verkoopsvoorwaarden is opgenomen, kan de koper hier dus niet om verzoeken.

De Notaris beslecht soeverein alle geschillen.

Biedingen

Artikel 6. De biedingen worden enkel online gedaan via de beveiligde website www.biddit.be, wat in de publiciteit wordt medegedeeld.

De Notaris bepaalt soeverein het minimumbedrag van de biedingen.

Artikel 7. Enkel biedingen in euro worden aanvaard.

Het verloop van een online verkoop op biddit.be

Artikel 8. Iedere persoon die een bod wenst uit te brengen, kan hiertoe overgaan tijdens de periode bepaald in de verkoopsvoorwaarden en meegedeeld in de publiciteit.

Artikel 9. De periode van de biedingen wordt vastgesteld op acht kalenderdagen. De bijzondere verkoopsvoorwaarden vermelden de dag en het uur van de aanvang en de dag en het uur van de sluiting van de biedingen. Bieden kan gedurende deze periode, onder voorbehoud van de zandloper.

Indien er op enig moment binnen een periode van 5 minuten vóór het uur van de sluiting van de biedingen nog één of meerdere biedingen worden uitgebracht, wordt het mechanisme van de "zandloper" automatisch ingeschakeld Dit houdt in dat in een dergelijk geval de termijn om te bieden met 5 minuten wordt verlengd Tijdens deze verlenging kunnen enkel diegenen die reeds een bod hebben uitgebracht vóór het initiële eindduur Indien er door deze bieders één of meerdere biedingen worden uitgebracht tijdens deze verlenging, loopt de "zandloper" van 5 minuten opnieuw vanaf het einde van de voorgaande 5 minuten. De biedingen worden in elk geval afgesloten op de dag zoals voorzien in de bijzondere verkoopsvoorwaarden, zodat de "zandloper" in elk geval stopt om 24 uur van de dag van de sluiting van de biedingen.

Om een algemene storing op het biedingsplatform te voorkomen of te herstellen, kan de biedingsperiode verlengd worden zoals aangekondigd op de website.

Biedsystemen

Artikel 10.

Algemeen

Een bieder kan hetzij een bod uitbrengen via afzonderlijke biedingen (systeem van "manuele biedingen"), hetzij automatische biedingen laten genereren door het systeem tot een op voorhand door hem vastgesteld plafond (systeem van "automatische biedingen").

De eerste bieder kan een bod plaatsen dat gelijk is aan of hoger is dan de instelprijs Bij een automatische bieding en indien geen enkele bieder al een bod heeft ingevoerd, genereert het automatische biedsysteem een bod dat gelijk is aan de instelprijs.

Daarna brengt de bieder of het automatische biedsysteem biedingen uit die hoger zijn dan het huidige bod van een andere (manuele of automatische) bieder, rekening houdend met de minimum biedingsdrempel, maar onder voorbehoud van wat hierna volgt.

Voorrang van automatische biedingen

De automatische biedingen hebben altijd voorrang op de manuele biedingen.

Wanneer een bieder een manuele bieding doet die gelijk is aan het plafond dat vooraf werd ingesteld door een bieder die gebruik maakt van het automatische biedsysteem, zal het systeem voor hem een bod genereren voor een bedrag gelijk aan het manueel uitgebrachte bod.

Wanneer verschillende bieders het automatisch biedsysteem gebruiken, gaat de voorrang naar de eerste bieder die zijn plafond heeft ingevoerd.

Plafond (bereikt)

Een bieder kan steeds zijn plafond stopzetten of verhogen vooraleer dit plafond werd bereikt of wanneer het werd bereikt en hij de hoogste bieder is. I In dat geval, voor wat de voorrangsregel betreft, wordt de datum en het uur waarop zijn initieel plafond werd vastgelegd, behouden.

Wanneer het plafond van een bieder werd bereikt en deze laatste niet langer de

hoogste bieder is, staat het hem vrij om een manueel bod in te voeren of een nieuw plafond in te stellen. In dat geval, voor wat de voorrangsregel betreft, zal hij rang innemen op de datum en het uur dat dit nieuwe plafond werd ingevoerd.

Gevolgen van een bod

Artikel 11. Het uitbrengen van een online bod houdt in dat iedere bieder tot en met de dag van de sluiting van de biedingen of tot het goed wordt ingehouden:

- door zijn bod gebonden blijft en zich er toe verbindt om de door hem geboden prijs te betalen;
- instemt met de gebruiksvoorwaarden van deze website volgens de daartoe vastgelegde procedure;
- zich kenbaar maakt volgens het elektronisch proces voorzien op de website;
- instemt met alle verplichtingen opgenomen in de verkoopsvoorwaarden en in het bijzonder zijn biedingen ondertekent volgens het elektronisch proces voorzien op de website;
- bereikbaar is voor de Notaris.

Artikel 12. Na de sluiting van de biedingsperiode, houdt het uitbrengen van een online bod in dat:

- de 5 hoogste (en verschillende) bieders gebonden blijven en bereikbaar zijn voor de notaris tot en met de ondertekening van de akte van toewijzing of de inhouding van het goed, doch maximum 10 werkdagen na de sluiting van de biedingen;
- de bieder die door de notaris wordt weerhouden overeenkomstig artikel 13 van deze algemene verkoopsvoorwaarden en waarvan het geboden bedrag wordt aanvaard door de verkoper, zal verschijnen voor de notaris om het proces-verbaal van toewijzing te tekenen.

Het sluiten van de biedingen

Artikel 13. Vóór de toewijzing gaat de notaris over tot de gebruikelijke verificaties (onbekwaamheid, insolventie, …) ten aanzien van de hoogste en laatste bieder en wendt hij zich desgevallend tot één van de voorafgaande bieders overeenkomstig artikel 5 van deze algemene verkoopsvoorwaarden.

De Notaris stelt vervolgens de verkoper in kennis van het bedrag van het weerhouden bod, zonder de identiteit van de bieder mee te delen. Indien de verkoper dit bedrag aanvaardt, wordt het goed toegewezen. Indien de verkoper daarentegen niet akkoord kan gaan met dit bedrag, wordt het goed ingehouden.

De Notaris wijst het goed toe binnen een periode van maximum tien werkdagen na het ogenblik waarop de online biedingen werden afgesloten. De toewijzing geschiedt op één en dezelfde dag, enerzijds door het online meedelen van het hoogste in aanmerking genomen bod en anderzijds door het opstellen van een akte waarin het hoogste in aanmerking genomen bod en de instemming van de verkoper en van de koper worden vastgesteld.

Weigering ondertekening PV van toewijzing

Artikel 14.

Indien een door de notaris weerhouden bieder wiens bod aanvaard werd door de verkoper nalaat om het proces-verbaal van toewijzing te ondertekenen op het door de notaris vastgestelde ogenblik, betaalt hij aan de verkoper van rechtswege en zonder ingebrekestelling een forfaitaire vergoeding gelijk aan het verschil tussen zijn weerhouden bod en het bedrag van de toewijzing, met als minimum twee duizend vijf honderd euro (€ 2.500).

De bieder die door de notaris wordt weerhouden en waarvan het bod wordt aanvaard door de verkoper, zal van rechtswege en zonder ingebrekestelling aanspraak kunnen maken op een forfaitaire vergoeding gelijk aan twee duizend vijf honderd euro (€ 2.500) indien de verkoper nalaat om het proces-verbaal van toewijzing te ondertekenen op het door de notaris voorgestelde ogenblik.

Instelprijs en premie

Artikel 15. De Notaris dient een instelprijs te bepalen. Hij kan hiervoor het advies

inwinnen van een door hem aangestelde deskundige. Deze instelprijs wordt vastgelegd in de verkoopsvoorwaarden en vermeld in de publiciteit.
De vaststelling van een instelprijs is geen aanbod tot verkopen.
De eerste bieder die een bedrag gelijk of hoger dan de instelprijs biedt, krijgt een premie van één procent (1 %), berekend op zijn eerste bod, op voorwaarde dat het goed definitief aan hem wordt toegewezen en mits hij aan alle verkoopsvoorwaarden voldoet. Deze premie komt ten laste van de massa.
Als niemand de instelprijs biedt, zal de notaris een eerste bod uitlokken door afmijning overeenkomstig art. 1193 of 1587 Ger.W., waarna de verkoop wordt voortgezet bij opbod In een dergelijk geval, zal er geen premie verschuldigd zijn. De notaris zal dus de instelprijs op biddit.be verlagen (verlaagde startprijs).

Opschortende voorwaarde van het verkrijgen van een financiering door de koper

Artikel 16. De bijzondere verkoopsvoorwaarden kunnen bepalen dat de toewijzing kan plaatsvinden onder de opschortende voorwaarde van het verkrijgen van een financiering door de koper. Bij gebreke hieraan kan de koper zich dus niet beroepen op deze opschortende voorwaarde. De bijzondere verkoopsvoorwaarden stellen de modaliteiten van deze voorwaarde vast. Indien de voorwaarde zich niet vervult, staat de persoon die om de opschortende voorwaarde heeft verzocht in voor de kosten die zijn gemaakt met het oog op de toewijzing binnen de grenzen die zijn vastgelegd in de verkoopsvoorwaarden

Wettelijke indeplaatsstelling

Artikel 17. De koper doet afstand van de wettelijke indeplaatsstelling die in zijn voordeel bestaat krachtens artikel 1251- -2° van het Burgerlijk Wetboek, en geeft volmacht aan de ingeschreven schuldeisers, aan de medewerkers van de notaris en aan alle belanghebbenden, gezamenlijk of afzonderlijk handelend, om opheffing te verlenen en om de doorhaling te vorderen van alle inschrijvingen, overschrijvingen en randmeldingen die, ondanks zijn afstand, in zijn voordeel zouden bestaan ingevolge voormelde indeplaatsstelling.

Uitdrijving

Artikel 18. Indien de eigenaar of één van hen het goed zelf bewoont of gebruikt, moet hij het ontruimen en ter beschikking stellen van de koper binnen de termijn vastgesteld in de verkoopsvoorwaarden en, indien deze termijn niet zou vastgesteld zijn, vanaf de dag van de ingenottreding door de koper. Voldoet de eigenaar niet aan deze verplichting, dan zal hij daartoe worden aangemaand en zo nodig worden uitgedreven, evenals degenen die het goed met hem bewonen of gebruiken, met al hun goederen, door een gerechtsdeurwaarder aangezocht door de koper (na betaling van de prijs in hoofdsom, interesten, kosten en andere bijkomende lasten), op vertoon van een grosse van de toewijzingsakte, dit alles zo nodig met behulp van de openbare macht.
De uitdrijvingskosten zijn ten laste van de koper, onverminderd zijn verhaalsrecht tegen de in gebreke gebleven bewoner.

Toewijzing aan een medeveiler

Artikel 19. De medeveiler aan wie het goed wordt toegewezen, heeft dezelfde verplichtingen als elke andere koper. Hij is gehouden de gehele koopprijs te betalen zonder dat hij schuldvergelijking kan inroepen. Commandverklaring door de medeveiler is niet toegelaten

Sterkmaking

Artikel 20. De bieder aan wie het goed wordt toegewezen en die verklaart te hebben gekocht voor een derde voor wie hij zich sterk maakt is verplicht om binnen de termijn bepaald voor de betaling van de prijs of, desgevallend, binnen de door de notaris vastgestelde termijn, aan deze laatste de authentieke bekrachtiging voor te leggen van degene voor wie hij zich sterk heeft gemaakt. Bij gebrek aan bekrachtiging binnen deze termijn wordt deze bieder onweerlegbaar geacht de aankoop voor eigen rekening te hebben gedaan.

Aanwijzing van lastgever

Artikel 21. De koper heeft het recht om op eigen kosten een lastgever aan te wijzen in overeenstemming met de wettelijke bepalingen.

Borg

Artikel 22. Iedere bieder of koper moet op zijn kosten en op eerste verzoek van de notaris tot zekerheid van de betaling van koopprijs, kosten en toebehoren, een solvabele borg stellen of aan de notaris een borgsom storten, door de notaris bepaald. Indien aan dit verzoek niet onmiddellijk wordt voldaan, zal het bod als niet bestaande kunnen beschouwd worden zonder opgave van redenen. Indien aan dit verzoek niet onmiddellijk wordt voldaan, zal het bod als niet bestaande kunnen beschouwd worden zonder opgave van redenen.

Hoofdelijkheid - Ondeelbaarheid

Artikel 23. Alle verplichtingen die uit de verkoop voortvloeien, rusten van rechtswege hoofdelijk en ondeelbaar op de koper, op degenen die voor de koper geboden hebben, op al degenen die voor gezamenlijke rekening kopen, op degenen die voor de koper bij sterkmaking gekocht hebben of command verklaarden, op de borgen onderling en op degenen voor wie zij zich borg stellen, alsook op de erfgenamen en rechtverkrijgenden van elk der bedoelde personen.

Bovendien komen de kosten van een eventuele betekening aan de erfgenamen van de koper te hunnen laste (artikel 877 BW).

Prijs

Artikel 24. De koper moet de prijs in euro betalen op het kantoor van de notaris, binnen **zes weken** te rekenen vanaf het ogenblik waarop de toewijzing definitief wordt. Voor deze periode is geen interest verschuldigd aan de verkoper.

Deze betaling is bevrijdend voor de koper.

De betaling kan enkel gebeuren per overschrijving op de derdenrekening van de notaris.

De koper moet in het proces-verbaal van toewijzing verklaren via het debet van welke bankrekening hij de verkoopprijs en de kosten zal betalen.

De prijs wordt onmiddellijk opeisbaar bij niet-tijdige betaling van de kosten, mits ingebrekestelling

Kosten (Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Waals Gewest)

Artikel 25. De kosten, rechten en erelonen van de verkoop vallen ten laste van de verkoper, mits de koper hierin forfaitair bijdraagt.

Deze forfaitaire bijdrage bestaat uit een degressief percentage dat berekend wordt op de prijs en de eventuele lasten - daarin begrepen de kwijtingskosten pro fisco geschat op nul komma vijf procent (0,5 %) van de prijs. De koper dient deze bijdrage op dezelfde wijze te betalen zoals in artikel 24 voorzien werd voor de betaling van de prijs, binnen **vijf dagen** vanaf het ogenblik waarop de toewijzing definitief wordt

Deze bijdrage gaat uit van een verschuldigd registratierecht van twaalf komma vijftig procent (12,50%) Zij bedraagt:

-twintig komma tachtig procent (20,80%) voor prijzen boven dertigduizend euro (€ 30.000,00) tot en met veertigduizend euro (€ 40.000,00);

- negentien komma dertig procent (19,30%) voor prijzen boven veertigduizend 40.000,00 €) tot en met vijftigduizend euro (€ 50.000,00);

- achttien komma dertig procent (18,30%) voor prijzen boven vijftigduizend 50.000,00 €) tot en met zestigduizend euro (€ 60.000,00);

- zeventien komma vijfenvijftig procent (17,55%) voor prijzen boven zestigduizend 60.000,00 €) tot en met zeventigduizend euro (€ 70.000,00);

- zeventien procent (17,00%) voor prijzen boven zeventigduizend 70.000,00 €) tot en met tachtigduizend euro (€ 80.000,00);

zestien komma vijftig procent (16,50%) voor prijzen boven tachtigduizend 80.000,00 €) tot en met negentigduizend euro (€ 90.000,00);

- zestien komma vijftien procent (16,15%) voor prijzen boven negentigduizend

90.000,00 €) tot en met honderdduizend euro (€ 100.000,00);
- vijftien komma vijfentachtig procent (15,85%) voor prijzen boven honderdduizend euro (€ 100.000,00) tot en met honderd en tien duizend euro (€ 110.000,00);
- vijftien komma vijfenzestig procent (15,65%) voor prijzen boven honderd en tien duizend euro (€ 110.000,00) tot en met honderd vijfentwintig duizend euro (€ 125.000,00);
- vijftien komma vijfendertig procent (15,35%) voor prijzen boven honderd vijfentwintig duizend 125.000,00 €) tot en met honderdvijftig duizend euro (€ 150.000,00);
- vijftien procent (15,00%) voor prijzen boven honderdvijftig duizend 150.000,00 €) tot en met honderd vijfenzeventig duizend euro (€ 175.000,00);
- veertien komma vijfenzeventig procent (14,75%) voor prijzen boven honderd vijfenzeventig duizend 175.000,00 €) tot en met tweehonderd duizend euro (€ 200.000,00);
- veertien komma vijfenvijftig procent (14,55%) voor prijzen boven tweehonderd duizend 200.000,00 €) tot en met tweehonderd vijfentwintig duizend euro (€ 225.000,00);
- veertien komma veertig procent (14,40%) voor prijzen boven tweehonderd vijfentwintig duizend 225.000,00 €) tot en met tweehonderdvijftig duizend euro (€ 250.000,00);
- veertien komma dertig procent (14,30%) voor prijzen boven tweehonderdvijftig duizend 250.000,00 €) tot en met tweehonderdvijfenzeventig duizend euro (€ 275.000,00);
- veertien komma vijftien procent (14,15%) voor prijzen boven tweehonderdvijfenzeventig duizend 275.000,00 €) tot en met driehonderd duizend euro (€ 300.000,00);
- veertien procent (14,00%) voor prijzen boven driehonderd duizend 300.000,00 €) tot en met driehonderd vijfentwintig duizend euro (€ 325.000,00);
- dertien komma negentig procent (13,90%) voor prijzen boven driehonderd vijfentwintig duizend 325.000,00 €) tot en met driehonderd vijfenzeventig duizend euro (€ 375.000,00);
- dertien komma zeventig procent (13,70%) voor prijzen boven driehonderd vijfenzeventig duizend 375.000,00 €) tot en met vierhonderd duizend euro (€ 400.000,00);
- dertien kommen vijfenzestig procent (13,65%) voor prijzen boven vierhonderd duizend 400.000,00 €) tot en met vierhonderd vijfentwintig duizend euro (€ 425.000,00);
- dertien komma zestig procent (13,60%) voor prijzen boven vierhonderd vijfentwintig duizend 425.000,00 €) tot en met vijfhonderd duizend euro (€ 500.000,00);
- dertien komma vijfenveertig procent (13,45%) voor prijzen boven vijfhonderd duizend 500.000,00 €) tot en met vijfhonderd vijftigduizend euro (€ 550.000,00);
- dertien komma vijfendertig procent (13,35%) voor prijzen boven vijfhonderdvijftigduizend 550.000,00 €) tot en met zeshonderdduizend euro (€ 600.000,00);
- dertien komma dertig procent (13,30%) voor prijzen boven zeshonderdduizend 600.000,00 €) tot en met zevenhonderdvijftigduizend euro (€ 750.000,00);
- dertien komma vijftien procent (13,15%) voor prijzen boven zevenhonderdvijftigduizend 750.000,00 €) tot en met één miljoen euro (€ 1.000.000,00);
- dertien procent (13,00%) voor prijzen boven één miljoen 1.000.000,00 €) tot en met twee miljoen euro (€ 2.000.000,00);
- twaalf komma tachtig procent (12,80%) voor prijzen boven twee miljoen euro (€ 2.000.000,00) tot en met drie miljoen euro (€ 3.000.000,00);
- twaalf komma vijfenzeventig procent (12,75%) voor prijzen boven drie miljoen euro

(€ 3.000.000,00) tot en met vier miljoen euro (€ 4.000.000,00);
- twaalf komma zeventig procent (12,70%)voor prijzen boven de vier miljoen euro (€ 4.000.000,00);
Voor prijzen tot en met dertigduizend euro (€ 30.000,00) is dit aandeel vrij te bepalen door de notaris, in functie van het dossier.
Artikel 25bis. Algemene bepalingen inzake kosten voor alle gewesten.
Indien een wettelijke bepaling aanleiding geeft tot vrijstelling, vermindering of vermeerdering van het verschuldigde registratierecht (bijvoorbeeld ingevolge verdelingsrecht of een ander verminderd recht, meeneembaarheid, abattement) of tot aanrekening van B.T.W. in de plaats van registratierecht of tot aanpassing van het wettelijk ereloon, zal de bijdrage, na toepassing van het percentage dat vermeld is in artikel 25, met het bedrag van de vermindering of de vermeerdering worden aangepast.
Volgende kosten dient de koper te dragen: kosten van de akten van borgstelling die zouden gevraagd worden, van de bekrachtiging door de persoon voor wie hij zich zou hebben sterk gemaakt of van de commandverklaring, alsook eventuele vergoedingen of nalatigheidsinteresten waartoe hij zou gehouden zijn bij niet tijdige betaling.
Deze kosten dienen betaald te worden binnen de termijnen die voorzien zijn voor de betaling van de kosten.
De verkoper dient het saldo van de kosten van de verkoop te dragen, daarin begrepen de btw op de notariële kosten en erelonen, kosten van de ambtshalve inschrijving, van een eventuele grosse en van de akten van kwijting, opheffing en eventuele rangregeling.
De door de koper te betalen forfaitaire bijdrage is definitief verworven voor de verkoper. Het eventuele tekort ten opzichte van het door de koper betaalde forfait is ten laste van de verkoper en komt in mindering van de hem toekomende verkoopprijs; het overschot, als er één is, komt hem toe en zal worden aanzien als een prijssupplement. De notaris zal hem een afrekening bezorgen van dit eventueel tekort of overschot.
De gevolgen van een eventuele door de fiscale administratie vastgestelde tekortschatting blijven ten laste van de koper.

Schuldvergelijking

Artikel 26. De koper kan geen enkele schuldvergelijking inroepen tussen zijn koopprijs en één of meer schuldvorderingen, van welke aard dan ook, die hij tegen de verkoper zou kunnen hebben.
Er zijn twee uitzonderingen op deze regel:
- indien de koper kan genieten van de instelpremie mag hij deze premie in mindering brengen van de verschuldigde prijs;
- indien hij de eerste ingeschreven hypothecaire schuldeiser is (en dit ten belope van zijn hypothecair gewaarborgde vordering) en geen enkele andere schuldeiser aanspraak kan maken op de verdeling van de prijs in dezelfde mate als hij.
Er mag evenmin schuldvergelijking ingeroepen worden in geval van verkoop aan een mede-eigenaar-medeveiler, die voor de heelheid van de prijs met een derde-koper wordt gelijkgesteld, behoudens eventuele afwijking in de verkoopsvoorwaarden

Nalatigheidsinteresten

Artikel 27. Na het verstrijken van de betalingstermijnen is de koper, ongeacht de oorzaak van de laattijdigheid en zonder afbreuk te doen aan de eisbaarheid, vanaf de dag van de eisbaarheid tot de dag van betaling, van rechtswege en zonder ingebrekestelling interest verschuldigd op de prijs, de kosten en de bijkomende lasten, of op het onbetaalde gedeelte ervan. De rentevoet wordt vastgesteld in de verkoopsvoorwaarden Voorzien deze niets, geldt de wettelijke rentevoet in burgerlijke zaken verhoogd met vier procentpunten.

Sancties

Artikel 28. Indien de koper, al dan niet medeveiler, nalaat om de prijs, de intresten, de

kosten of andere bijhorigheden van de verkoop te betalen, of nalaat om andere lasten of voorwaarden van de verkoop na te komen, heeft de verkoper het recht:

- hetzij om de ontbinding van de toewijzing te vervolgen,
- hetzij het onroerend goed opnieuw openbaar te verkopen ten laste van de in gebreke gebleven koper,
- hetzij het verkochte goed of ieder ander goed toebehorende aan de in gebreke gebleven koper te doen verkopen op beslag.

Deze mogelijkheden verhinderen niet dat de verkoper bovendien elke schadevergoeding kan eisen van de in gebreke gebleven koper en van degenen die samen met hem gehouden zijn.
Ontbinding van de verkoop: De ontbinding van de verkoop vindt van rechtswege plaats, na een ingebrekestelling bij deurwaardersexploot waarbij de verkoper aan de koper zijn wil te kennen zal hebben gegeven om van het voordeel van deze bepaling gebruik te maken, indien hieraan geen nuttig gevolg is gegeven binnen vijftien dagen. In een dergelijk geval zal de in gebreke gebleven koper gehouden zijn tot betaling van een som gelijk aan tien procent van de koopprijs, die de verkoper toekomt als een forfaitaire schadeloosstelling.
Nieuwe verkoop – Herveiling bij rouwkoop : Indien de verkoper kiest voor een nieuwe verkoop kan de in gebreke gebleven koper deze nieuwe verkoop enkel tegenhouden door op het Kantoor van de Notaris een toereikend bedrag in consignatie te geven om alle schulden, in hoofdsom, intresten en bijkomende lasten, te vereffenen waartoe hij zich verbonden had volgens de verkoopsvoorwaarden, alsook de kosten van de rechtspleging en de publiciteitskosten van de nieuwe verkoop.
Dezelfde Notaris houdt de nieuwe verkoop. Indien nodig, stelt de bevoegde rechtbank een nieuwe Notaris aan. De verkoop geschiedt volgens de bepalingen vermeld in de verkoopsvoorwaarde Deze nieuwe verkoop vindt plaats op kosten en voor risico van de in gebreke gebleven koper, overeenkomstig de artikelen 1600 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, zoals volgt:
- Zodra de Notaris ertoe verzocht wordt door enig persoon gerechtigd om de rouwkoop te vervolgen, maant hij, per gerechtsdeurwaardersexploot of per aangetekende brief met ontvangstbevestiging, de in gebreke blijvende koper aan om binnen een termijn van acht dagen zijn verplichtingen, voorzien in artikel 1596 van het Gerechtelijk Wetboek, te voldoen of de clausules van de toewijzing uit te voeren.
- Bij gebrek aan voorafgaand verzoek, maant de Notaris, vanaf de dag volgend op de in de verkoopsvoorwaarden vastgestelde vervaldag om te voldoen aan de verplichtingen voorzien in artikel 1596 van het Gerechtelijk Wetboek of aan de clausules van de toewijzing, binnen een redelijke termijn de in gebreke blijvende koper aan, per gerechtsdeurwaardersexploot of per aangetekende zending met ontvangstbewijs, om zijn verplichtingen te voldoen binnen een termijn van acht dagen.
- Bij niet-nakoming van de verplichtingen waarin artikel 1596 van het Gerechtelijk Wetboek voorziet of de clausules van toewijzing door de koper bij het verstrijken van hogervermelde termijn van acht dagen, informeert de Notaris onmiddellijk alle personen die gerechtigd zijn de rouwkoop te vervolgen per aangetekende zending.
- Binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de datum van de aangetekende zending beoogd door het vorige lid, dient de Notaris verzocht te worden om de rouwkoop te vervolgen, op straffe van verval. Bij gebrek hieraan, zijn slechts de andere rechtsmiddelen mogelijk.
- De termijnen van deze bepaling worden berekend overeenkomstig artikel 52 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.
Onverminderd de hierna bepaalde vergoedingen en intresten, is de in gebreke gebleven koper verplicht het verschil te betalen tussen zijn aankoopprijs en de prijs

behaald bij de nieuwe verkoop, zonder het eventueel verschil in meer te kunnen opeisen. Dit verschil in meer komt toe aan de verkoper of aan zijn schuldeisers.
De in gebreke gebleven koper is eveneens gehouden tot betaling van de intresten op zijn prijs en de kosten, aan de bedongen rentevoet en dit voor de periode beginnend bij de dag waarop de toewijzing aan hem zelf definitief is geworden, en eindigend op de dag dat de toewijzing op nieuwe verkoop definitief wordt, alsook tot betaling van de kosten die door zijn tekortkoming werden veroorzaakt en niet ten laste van de nieuwe koper worden gelegd, met daarenboven een som gelijk aan tien procent van zijn koopprijs die de verkoper toekomt als een forfaitaire schadeloosstelling.
Voor wat betreft de kosten, kan de in gebreke gebleven koper zich in geen geval beroepen noch op het feit dat de nieuwe koper heeft kunnen genieten van een verminderd registratierecht, van de meeneembaarheid en/of van een abattement, noch op artikel 159, 2°, van het Wetboek van registratierechten, om zijn schulden te doen verminderen. Evenmin kan hij die in herveiling koopt zich beroepen op de vrijstelling van artikel 159, 2°, van het Wetboek van registratierechten.
Uitvoerend onroerend beslag: Indien de verkoper kiest voor een procedure van verkoop na uitvoerend onroerend beslag, geschiedt deze op de wijze die door het Gerechtelijk Wetboek georganiseerd wordt. De vervolgingen zullen op dezelfde wijze uitgeoefend kunnen worden op elk ander goed dat aan de schuldenaar toebehoort, zonder dat de verkoper, in afwijking van artikel 1563 van het Gerechtelijk Wetboek, voorafgaandelijk de ontoereikendheid van het goed waarop hij een voorrecht heeft, dient aan te tonen.

Machten van de lasthebber

Artikel 29. Wanneer een verkoper, een koper of een andere tussenkomende partij één of meerdere lasthebber(s) aanstellen in de verkoopsvoorwaarden, wordt elke lasthebber geacht de volgende machten te hebben in de mate dat de lastgever die machten heeft:
- de verkoop volgen, de verkoopsvoorwaarden bepalen en wijzigen, de goederen doen toewijzen aan de prijs die de lasthebber raadzaam oordeelt, de prijs en de bijhorigheden ontvangen en daarover kwijting verlenen of de prijs, de kosten en toebehoren betalen en er kwijting voor ontvangen;
- uitstel van betaling verlenen, toestemmen in kantmeldingen en indeplaatsstellingen met of zonder waarborg;
- afstand doen van alle zakelijke rechten, van de ontbindende rechtsvordering en van de wettelijke indeplaatsstelling, opheffing verlenen en toestemmen in de doorhaling van alle inschrijvingen, overschrijvingen en kantmeldingen, beslagen en verzet aantekeningen, de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie ontslaan een inschrijving ambtshalve te nemen met of zonder bewijs van betaling;
- alle vervolgingen instellen en beslag leggen, herveilen en andere middelen tot tenuitvoerlegging aanwenden;
- alle akten en processen-verbaal ondertekenen, woonplaats kiezen, in de plaats stellen en, in het algemeen, alles doen wat de omstandigheden vereisen.

Waarschuwing

Artikel 30. Alle informatie uitgaande van de verkoper en/of derden, met inbegrip van overheden en overheidsdiensten, wordt enkel onder hun verantwoordelijkheid verstrekt.
De inlichtingen die worden vermeld in de publiciteit zijn louter informatief. Tussen partijen gelden enkel de vermeldingen opgenomen in de verkoopsvoorwaarden.
De inlichtingen die worden vermeld in de publiciteit zijn louter informatief. Tussen partijen gelden enkel de vermeldingen opgenomen in de verkoopsvoorwaarden.

DEFINITIES

- De verkoopsvoorwaarden: alle bepalingen die in de algemene en bijzondere voorwaarden of in het proces-verbaal van toewijzing zijn opgenomen.

- De verkoper: de eigenaar of eenieder die om de verkoping verzoekt en het goed te koop aanbiedt, ook al is het goed nog niet effectief verkocht.
- De koper: diegene aan wie het goed wordt toe gewezen.
- Het goed: het onroerend goed dat of de onroerende goederen die op deze wijze zal of zullen te koop aangeboden worden en die, behoudens inhouding, zal of zullen verkocht zijn.
- De online verkoop: de verkoop die uitsluitend online en via www.biddit.be verloopt. De verkoop geschiedt desgevallend zoals voorzien is in de artikelen 1193 en 1587 van het Gerechtelijk Wetboek. Het is een synoniem voor de openbare verkoop.
- De verkoop: de overeenkomst die bereikt is tussen verkoper en koper.
- Het online bod / de online bieding: het bod dat wordt uitgebracht via de beveiligde website www.biddit.be, ontwikkeld en beheerd onder de verantwoordelijkheid van de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat (Fednot).
- De manuele bieding: de bieding die op een bepaald ogenblik wordt uitgebracht.
- De automatische bieding: de bieding die automatisch wordt gegenereerd door het automatische biedsysteem en die niet hoger kan zijn dan het plafond dat de bieder vooraf heeft ingesteld Het automatische biedsysteem biedt hoger telkens wanneer er een nieuwe bieding wordt geregistreerd en dit tot het door de bieder bepaalde bedrag wordt bereikt
- De bieder: hij of zij die een bod uitbrengt, hetzij een eenmalig bod waarbij de bieder zelf het vorige bod verhoogt, hetzij via het systeem van de automatische biedingen, waarbij de bieder het systeem biedingen laat genereren tot een op voorhand door de bieder vastgesteld plafond.
- De instelprijs: de prijs waaraan de opbiedingen kunnen beginnen.
- Het minimumbod: het bedrag waar minimaal mee moet opgeboden worden; lagere biedingen worden niet aanvaard. De bieder zal bij eenmalige biedingen minstens met dit bedrag moeten opbieden. Bij automatische biedingen zal de bieding telkens stijgen met dit minimumbod. De Notaris stelt het minimumbod vast.
- De afsluiting van de biedingen: het ogenblik vanaf wanneer niet meer kan geboden worden. Het is het einde van de enige zitting. Dit wordt virtueel bepaald.
- De toewijzing: de verrichting waarbij enerzijds het hoogste in aanmerking genomen bod wordt meegedeeld op biddit.be en anderzijds de akte van toewijzing wordt verleden waarin het hoogste in aanmerking genomen bod en de instemming van de verkoper en van de koper worden vastgesteld. . Dit dient op één dag te geschieden.
- Het ogenblik waarop de toewijzing definitief wordt: het ogenblik, ofwel van de toewijzing, indien geen opschortende voorwaarden van toepassing zijn, ofwel waarop alle opschortende voorwaarden waaraan de verkoop onderworpen is, vervuld zijn.
- De Notaris: de Notaris die de verkoop leidt.
- De werkdag: elke dag met uitzondering van een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag.
- De zitting: het tijdsbestek waarbinnen de biedingen kunnen gebeuren.

FISCALE VERKLARINGEN

Abattement (art.46 bis van het Wetboek der Registratierechten)

De instrumenterende Notaris informeert de betrokkenen over de te vervullen voorwaarden om te kunnen genieten van een abattement, zoals bepaald in artikel 46 van het Wetboek der Registratierechten met name:

Rekening houdend met het bedrag van de startprijs, zal de inschrijver echter niet in aanmerking komen voor het abattement;

SLOTVERKLARINGEN

Elke comparant verklaart dat:

* haar rijksregisternummer met haar uitdrukkelijke toestemming eventueel opgenomen mag worden in onderhavige akte.
* ze rechtsbekwaam is;

* er geen voorlopige beheerder of bewindvoerder is aangesteld;
* in het algemeen haar het beheer van haar onroerende goederen niet uit handen werd genomen;
* ze tot op vandaag niet failliet werd verklaard;
* ze geen verzoek tot juridische herstructurering heeft ingediend (in het kader van de wet met betrekking tot het voortbestaan van ondernemingen);
* dat ze geen verzoek tot schuldbemiddeling heeft ingediend en ook niet van plan is;
* haar identiteit conform is aan wat hierboven is vermeld;

De comparante verklaart niet op de hoogte zijn van lopende gerechtelijke procedures die de verkoop of het genot van het goed dat het voorwerp uitmaakt van deze akte, of de veiling ervan, in de weg zouden kunnen staan.

PANDREGISTER

Overeenkomstig de wet van 11 juli 2013 heeft de instrumenterende Notaris de verplichting om sinds 1 januari 2018 het pandregister te raadplegen in geval van een eventuele vervreemding van onroerende goederen.

Het onderzoek dat Notaris Caroline Raveschot, ondergetekende, op woensdag 19 mei 2021 uitgevoerd, heeft geen resultaat opgeleverd

BURGERLIJKE STAND

Om aan de wettelijke bepalingen te voldoen, verklaart ondergetekende notaris dat de namen, voornamen, geboorteplaats, geboortedatum en woonplaats van elke natuurlijke persoon die partij is, overeenstemmen met de gegevens die in het rijksregister zijn opgenomen.

De vermelding in de akte en in alle afschriften en uittreksels van die akte van het rijksregisternummer van de natuurlijke personen die partij zijn, is afhankelijk van hun uitdrukkelijke toestemming.

Ondergetekende, Notaris, verklaart dat de namen, de familienaam, de geboorteplaats en -datum van de aanwezige partijen juist zijn, gelet op de officiële documenten van de burgerlijke stand die bij wet zijn voorgeschreven en in het bijzonder op hun identiteitskaart.

KEUZE VAN WOONPLAATS

Verzoekster verklaart domicilie te kiezen in haar gemeentehuis in Sint-Lambrechts-Woluwe (1200 Brussel), Paul Hymanslaan 2.

De kopers en hun garanten moeten een domicilie in België kiezen.

ARTIKEL 9 § 1 LID 2 VAN DE VENTOSE WET

De comparanten erkennen dat hun aandacht werd gevestigd op het recht van iedere partij om vrij een andere notaris te kiezen of om zich te laten bijstaan door een raadgever, in het bijzonder als er tegenstrijdige belangen of ongelijke verbintenissen werden vastgesteld.

Hier wordt melding van gemaakt in deze akte overeenkomstig de wet.

RECHT OP GESCHRIFT

Er wordt op verklaring van notaris Caroline Raveschot op onderhavige akte een recht op geschrift geheven van vijftig euro (50 €).

WAARVAN AKTE

Opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe in de Raadzaal van het gemeentehuis, datum als hierboven.

Verzoekster erkent een ontwerp van dit lastenboek te hebben ontvangen binnen een termijn die zij toereikend acht voor een nuttige kennisneming en ten minste vijf dagen voor de ondertekening van dit document.

Na lezing volledig voor die delen van de akte die daartoe zijn voorzien door de wet, evenals de wijzigingen die werden aangebracht aan het oorspronkelijke ontwerp en gedeeltelijk met uitleg voor de andere bepalingen, heeft comparante vertegenwoordigd zoals hierboven vermeld, getekend met ons, Notaris#

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels

Gewest doorgestuurd worden.

30 stemmers : 25 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen.
Nee : Nuria Bordes Castells, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Enseignement francophone - Franstalig onderwijs

29.06.2022/A/0022 **ASBL Wolu Action - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 50.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 30.000 EUR a été prévu au budget 2022 à l'article 76102/332-01 en faveur de l'ASBL Wolu Action ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 20.000 EUR est prévu en modification budgétaire à l'article 76102/332-01 du budget 2022 en faveur de l'ASBL Wolu Action ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/06/2022 ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Wolu Action ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 50.000 EUR, dont 30.000 EUR inscrits au budget 2022 et 20.000 EUR inscrits en modification budgétaire, à l'article 76102/332-01, à l'ASBL Wolu Action, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Vzw "Wolu Action" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 50.000 EUR - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er in de begroting 2022 op artikel 76102/332-01 een subsidie ten bedrage van 30.000 EUR voorzien is ten voordele van de vzw "Wolu Action";

Overwegende dat er op artikel 76102/332-01 van de begroting 2022 een subsidie ten bedrage van 30.000 EUR door begrotingswijziging voorzien is ten voordele van de vzw "Wolu Action";

Overwegende dat, in toepassing van artikel 5 van bovenvermelde wettelijke beschikkingen, het dus nodig is dat deze vereniging de vereiste documenten voorlegt;

Gelet op de balans op 31/12/2021, de rekeningen 2021 en het activiteitenverslag 2021 van voornoemde vereniging;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/06/2022;

BESLIST:

- kennis te nemen van de balans op 31/12/2021, de rekeningen 2021 en het activiteitenverslag 2021 van de vzw "Wolu Action";
- de toekenning van een subsidie ten bedrage van 50.000 EUR, waarvan 30.000 EUR in de begroting 2022 en 20.000 EUR in de begrotingswijziging op artikel 76102/332-01 ingeschreven zijn, aan de vzw "Wolu Action" te bevestigen, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0023 **Ecoles Parc Malou et Robert Maistriau - Fusion par absorption de l'école Robert Maistriau par l'école Parc Malou - Dénomination de l'école - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la rentrée scolaire de septembre 2015, l'école Parc Malou - Robert Maistriau avait été scindée en deux écoles avec deux directions distinctes suite à l'augmentation constante du nombre d'élèves (population en janvier 2011 : +/- 475 élèves, population en janvier 2015 : +/- 527 élèves) ;

Considérant que depuis quelques années, la population scolaire des écoles Parc Malou et Robert Maistriau diminue et atteignait, au 15/01/2022, 238 élèves à l'école Parc Malou et 168 élèves à l'école Robert Maistriau, soit un total de 406 élèves ;

Considérant que l'encadrement prévu par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour les postes de direction d'école pour une année scolaire dépend de la population scolaire au 15/01 de l'année scolaire précédente ;

Considérant que l'école Robert Maistriau ne comporte plus suffisamment d'élèves pour bénéficier d'une direction sans charge de classe ;

Considérant que les écoles Parc Malou et Robert Maistriau ne comportent pas plus d'élèves que d'autres écoles communales qui ne disposent que d'une seule direction ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, tel que modifié ;

Vu l'avis de la Commission paritaire locale du 28/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

APPROUVE :

la fusion des écoles Parc Malou et Robert Maistriau par absorption de l'école Robert Maistriau par l'école Parc Malou, avec effet au 29/08/2022.

L'école ainsi formée se nommera « Ecole Parc Malou - Robert Maistriau ».

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Scholen "Parc Malou" en "Robert Maistriau" - Fusie door overname van de school "Robert Maistriau" door de school "Parc Malou" - Naam van de school - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

CULTURE - CULTUUR

Culture - Cultuur

29.06.2022/A/0024 **ASBL Arte-Fac - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 1.500 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 1.500 EUR a été prévu au budget 2022 à l'article 76222/332-02-/762 en faveur de l'ASBL Arte-Fac ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 02/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Arte-Fac ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 1.500 EUR, inscrit au budget 2022 à l'article 76222/332-02/-/762/6908, à l'ASBL Arte-Fac.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Vzw "Arte-Fac" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 1.500 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0025 **ASBL Ateliers de la rue Voot - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 11.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines

subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 11.000 EUR a été prévu au budget 2022 à l'article 76205/332-02/-/762 en faveur de l'ASBL Ateliers de la rue Voot ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Ateliers de la rue Voot ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 11.000 EUR, inscrit au budget 2022 à l'article 76205/332-02/-/762/7310, à l'ASBL Ateliers de la rue Voot.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Vzw "Ateliers de la rue Voot" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 11.000 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Jacqueline Destrée-Laurent quitte la séance / verlaat de zitting.

29.06.2022/A/0026 **ASBL Bibliothèque de Kapelleveld - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 13.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 13.000 EUR a été prévu au budget 2022 à l'article 76700/332-02 en faveur de l'ASBL Bibliothèque de Kapelleveld ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 02/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Bibliothèque de Kapelleveld ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 13.000 EUR, inscrit au budget 2022 à l'article 76700/332-02/6729, à l'ASBL Bibliothèque de Kapelleveld.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

29 votants : 29 votes positifs.

Vzw "Bibliothèque de Kapelleveld " - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 13.000 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Jacqueline Destrée-Laurent entre en séance / treedt in zitting.

29.06.2022/A/0027 **ASBL Comité culturel - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 376.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que des subsides pour un montant total de 376.000 EUR ont été prévus au budget 2022 aux articles 76202/332-02/-/762 et 76304/332-02/-/762 en faveur de l'ASBL Comité culturel ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 09/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Comité culturel ;
- de confirmer l'octroi des subsides d'un montant total de 376.000 EUR, inscrits au budget 2022 aux articles 76202/332-02/-/762/6943 (310.000 EUR) et 76304/332-02/-/762/6944 (66.000 EUR), à l'ASBL Comité culturel.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Vzw Cultuurcomité - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 376.000 EUR - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er in de begroting 2022 op artikelen 76202/332-02/-/762 en 76304/332-02/-/762 subsidies voor een totaal bedrag van 376.000 EUR voorzien zijn ten voordele van de vzw Cultuurcomité;

Overwegende dat, in toepassing van artikel 5 van bovenvermelde wettelijke beschikkingen, het dus nodig is dat deze vereniging de vereiste documenten voorlegt;

Gelet op de balans op 31/12/2021, de rekeningen 2021 en het activiteitenverslag voor de periode 2021 van voornoemde vereniging;

Overwegende dat deze bescheiden aan het College van burgemeester en schepenen voorgelegd werden op 09/06/2022;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- kennis te nemen van de balans op 31/12/2021, de rekeningen 2021 en het activiteitenverslag 2021 van de vzw Cultuurcomité;
- de toekenning van subsidies voor een totaal bedrag van 376.000 EUR, ingeschreven op artikelen 76202/332-02/-/762/6943 (310.000 EUR) en 76304/332-02/-/762/6944 (66.000 EUR) van de begroting 2022, aan de vzw Cultuurcomité te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0028 **ASBL Grandes Conférences de Woluwe - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 500 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 500 EUR a été prévu au budget 2022 à l'article 76304/332-02 en faveur de l'ASBL Grandes Conférences de Woluwe ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 30/04/2022, les comptes et le rapport d'activités pour la période 2021-2022 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 19/05/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 30/04/2022, des comptes et du rapport d'activités 2021-2022 de l'ASBL Grandes Conférences de Woluwe ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 500 EUR, inscrit au budget 2022 à l'article 76304/332-02/6541, à l'ASBL Grandes Conférences de Woluwe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Vzw "Grandes Conférences de Woluwe" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 500 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0029 **ASBL Village culturel - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 1.626.770 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que des subsides pour un montant total de 1.626.770 EUR ont été prévus au budget 2022 aux articles 76212/332-02/-/762 et 76213/332-02/-/762 en faveur de l'ASBL Village culturel ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 09/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Village culturel ;
- de confirmer l'octroi des subsides d'un montant total de 1.626.770 EUR, inscrits au budget 2022 aux articles 76212/332-02/-/762/6941 (687.000 EUR) et 76213/332-02/-/762/6942 (939.770 EUR), à l'ASBL Village culturel.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 28 votes positifs, 2 abstentions.
Abstentions : Georges De Smul, Amélie Pans.

Vzw Cultuurdorp - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 1.626.770 EUR - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er in de begroting 2022 op artikelen 76212/332-02/-/762 en 76213/332-02/-/762 subsidies voor een totaal bedrag van 1.626.770 EUR voorzien zijn ten voordele van de vzw Cultuurdorp;

Overwegende dat, in toepassing van artikel 5 van bovenvermelde wettelijke beschikkingen, het dus nodig is dat deze vereniging de vereiste documenten voorlegt;

Gelet op de balans op 31/12/2021, de rekeningen 2021 en het activiteitenverslag voor de periode 2021 van voornoemde vereniging;

Overwegende dat deze bescheiden aan het College van burgemeester en schepenen voorgelegd werden op 09/06/2022;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- kennis te nemen van de balans op 31/12/2021, de rekeningen 2021 en het activiteitenverslag 2021 van de vzw Cultuurdoorp;
- de toekenning van subsidies voor een totaal bedrag van 1.626.770 EUR, ingeschreven op artikelen 76212/332-02/-/762/6941 (687.000 EUR) en 76213/332-02/-/762/6942 (939.770 EUR) van de begroting 2022, aan de vzw Cultuurdorp te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : Georges De Smul, Amélie Pans.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

29.06.2022/A/0030 **Justifications de vote sur le point intitulé « ASBL Village culturel - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense: 1.626.770 EUR - Approbation ».**

Justification de l'abstention du groupe MR+ concernant le subside de 1.626.770 EUR à l'ASBL Village culturel.

Le groupe MR+ rappelle que le subside, accordé à l'ASBL Village culturel, se compose d'un subside de fonctionnement et d'un subside pour couvrir la charge d'emprunt pour la construction du Wolubilis.

Lors des Conseils communaux dédiés aux budgets 2021 et 2022, notre groupe a attiré l'attention du Collège concernant le montant payé pour couvrir la charge de cet emprunt. Non seulement le taux d'intérêt appliqué à cet emprunt est très élevé : 5,5 % et en plus cette charge d'emprunt est indexée trimestriellement au taux de 1,75 %. Pour donner une idée, le montant à payer pour ce subside sera de 1.179.256 EUR en 2035.

Le Collège nous a alors expliqué que le service avait tenté de renégocier cet emprunt à deux reprises. La réponse de la banque aurait été qu'il pouvait diminuer le taux de l'emprunt pour la construction du Wolubilis mais que la banque augmenterait le taux d'un autre emprunt.

Nous avons donc posé une question écrite pour demander plus d'informations concernant les dates des demandes de renégociations à la banque et de nous

transmettre les échanges de courriers et d'emails qui en attestent. Vous nous avez bien donné les dates 25/04/2014, 25/06/2014, 06/08/2014 et 23/10/2014, par contre aucun document ou échange de mails qui en atteste.
Nous avions aussi demandé de connaître la proposition formulée par la banque, nous n'avons toujours pas la réponse et d'avoir une copie du dossier complet. Nous n'avons reçu à ce jour que la copie de la lettre d'accord qui précise que « les autres modalités prévues dans les résolutions initiales restent d'application ». Nous attendons toujours que vous nous transmettiez les documents qui précisent ces autres modalités ainsi que le dossier complet de ce prêt.
Cela fait quasi deux ans que nous demandons ces documents et franchement nous sommes assez étonnés que l'administration ne puisse pas nous fournir une copie d'un contrat pour un prêt de quasi 13 millions d'euros. Le groupe MR+ décide de s'abstenir sur ce point.

Justification du vote positif des élus du groupe de la Liste du bourgmestre, concernant le subside à l'ASBL Village culturel.
Le groupe de la Liste du bourgmestre rappelle que toutes les informations ont été transmises à l'ensemble des membres du Conseil communal, notamment par voie de réponse en séance du Conseil communal, en ce qui concerne les conditions de la conclusion de l'emprunt en 2005 pour financer le théâtre et le village culturel Wolubilis.
Le Collège a veillé en toute transparence à communiquer l'ensemble des pièces qui sont à sa disposition dans ce dossier. L'organisme bancaire auprès duquel l'emprunt pour le financement de la construction du théâtre Wolubilis et des bâtiments annexes a été conclu, a confirmé qu'il ne disposait pas d'autres pièces que celles figurant dans le dossier communiqué aux membres du Conseil communal.
Il est dès lors erroné d'affirmer que les informations les plus complètes n'auraient pas été communiquées aux membres du Conseil communal. Si d'autres documents devaient exister, on pourrait s'interroger quant à savoir qui les détiendrait, peut-être le membre du Collège qui, à l'époque, ayant dans ses attributions la compétence des Finances, a géré ce dossier et l'a présenté aux Collèges des bourgmestre et échevins.

CULTURE - CULTUUR

Culture - Cultuur

29.06.2022/A/0031 **ASBL Wolu-Inter-Quartiers - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 4.500 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 4.500 EUR a été prévu au budget 2022 à l'article 76207/332-02/-/762 en faveur de l'ASBL Wolu-Inter-Quartiers ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bougmestre et échevins le 16/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Wolu-Inter-Quartiers ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 4.500 EUR, inscrit au budget 2022 à l'article 76207/332-02/-/762/7331, à l'ASBL Wolu-Inter-Quartiers.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Vzw "Wolu-Inter-Quartiers" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 4.500 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

F.A.S.E. - G.S.S.T.

Action sociale - Sociale actie

29.06.2022/A/0032 **ASBL Centre de Consultations Familiales et Sexologiques - Comptes, bilan et rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 29.563 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 29.563 EUR a été prévu au budget ordinaire 2022 à l'article 83202/332-02/-/840 en faveur de l'ASBL Centre de Consultations Familiales et Sexologiques ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités pour la

période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 09/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Centre de Consultations Familiales et Sexologiques ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 29.563 EUR, inscrit au budget 2022 à l'article 83202/332-02/-/840/7168, à l'ASBL Centre de Consultations Familiales et Sexologiques.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Vzw "Centre de Consultations Familiales et Sexologiques" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 29.563 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

CABINET DU SECRÉTAIRE - KABINET VAN DE SECRETARIS

Expansion économique et commerce - Economische expansie en handel

29.06.2022/A/0033 **Guichet d'économie locale - Antenne - Conventions - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que les guichets d'économie locale (GEL) ont pour mission d'accompagner gratuitement toute personne désireuse de créer ou de développer sa propre activité à Bruxelles en l'aidant dans ses démarches administratives et financières ;

Considérant que ces structures sont largement financées par la Région et sont des acteurs importants au niveau de l'accompagnement des entrepreneurs et du développement du tissu économique de la Région bruxelloise ;

Considérant que l'ASBL Guichet d'Economie Locale de Schaerbeek est active auprès des starters et indépendants de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant que ses bureaux étant situés à près de 6 km du centre de Woluwe-Saint-Lambert, il convient de rapprocher ce service de ses bénéficiaires potentiels ;

Considérant que le CPAS a développé son projet de guichet social visant à :

- lutter contre le non-recours aux droits via ce service de proximité pour les citoyens de la commune en recherche d'information sur des sujets qui touchent à leur quotidien en collaboration avec des associations spécialisées dans ces domaines ;
- aider à l'orientation dans leurs démarches pour différentes thématiques ;

Considérant que le travail d'accompagnement réalisé par l'ASBL Guichet d'Economie Locale de Schaerbeek s'intègre dans cette démarche et ce projet ;

Considérant que l'implantation d'une « antenne » locale devrait favoriser l'implantation de projet et ainsi diminuer la vacance commerciale sur le territoire communal ;

Considérant que l'un des objectifs prioritaires de l'ASBL est de faciliter les démarches des commerçants et entrepreneurs actuels en vue de la transformation de leur business pour s'adapter aux enjeux et marchés actuels (digitalisation, énergies, gestion des déchets…) ;

Considérant que le tissu économique de la commune offre un nombre important de commerces implantés depuis de nombreuses années et dont les commerçants sont parfois démunis face à ces évolutions importantes ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE d'approuver les deux conventions ci-dessous :

Convention de partenariat dans le cadre du Guichet Social de Woluwe-Saint-Lambert

ENTRE :

Le Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Lambert, dont le siège se situe rue de la Charrette 27 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, valablement représenté par Mme Fabienne HENRY, agissant en qualité de présidente, et M. Grégory JACQUES, agissant en qualité de secrétaire général ;

Ci-après dénommé par la suite « le CPAS » ;

ET :

L'ASBL Guichet d'Economie Locale de Schaerbeek (0473 962 289), dont le siège social est situé rue des Palais 44 à 1030 Schaerbeek, représentée par M. Etienne NOEL, président, et par le représentant dûment mandaté, M. Pascal CHAMPION ;

Dénommée par la suite « le partenaire » ou « le GEL » ;

PARTIE INTERVENANTE :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de Mme Michèle NAHUM, échevine, et de M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 29/06/2022 ;

Dénommée par la suite « la commune » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

1.1. La présente convention règle les modalités du partenariat entre le CPAS et le partenaire prenant part au projet du Guichet social de Woluwe-Saint-Lambert, situé à l'adresse suivante : chaussée de Roodebeek 258 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert.
1.2. Elle vise également à définir les modalités liées à l'utilisation des locaux dudit guichet.

Article 2 : Mise à disposition du local

2.1. Le CPAS met gratuitement à disposition du partenaire l'ensemble des locaux et du mobilier et matériel qui s'y trouvent (bureau, vaisselle, imprimante, connexion internet, etc.).
2.2. Le CPAS met à disposition du partenaire un badge lui permettant d'accéder aux locaux du guichet.
L'utilisation de ces badges est cadrée par le document « l'accusé de réception du badge », signé par le partenaire ; ceci dans la mesure où il y a une récurrence dans les interventions.
2.3. Le partenaire s'engage à gérer les biens mis à sa disposition en « personne raisonnable et prudente », tel que signalé dans le Règlement d'Ordre Intérieur et à signaler au CPAS toute anomalie des bâtiments ou toute dégradation qu'il constaterait.
2.4. Le CPAS prend à sa charge l'entretien du local.
2.5. Le partenaire maintiendra le local en bon état de propreté et veillera à ne pas l'encombrer inutilement.

Article 3 : Valeurs et contenu de l'intervention

3.1. Le Guichet social de Woluwe-Saint-Lambert est un projet visant à lutter contre la sous-protection sociale et le non-recours aux droits par le biais de la diffusion d'informations.
Pour cela, le GEL s'engage à intervenir via des rendez-vous ~~et/ou des ateliers~~ selon les modalités ci-dessous :
Nature de l'intervention[1] : Accueil sur rendez-vous / ~~Atelier~~
Fréquence de l'intervention : Hebdomadaire
Contenu de l'intervention : Accueil sur rendez-vous hebdomadaire du GEL pour accueillir et conseiller les starters et les indépendants dans leurs démarches en vue de la concrétisation de leur projet entrepreneurial.
3.2. Le partenaire affirme adhérer aux valeurs de la démocratie et poursuivre un but social désintéressé dans le respect de la déontologie et du secret professionnel. Il accueille les bénéficiaires sans distinction d'origine, de sexe, d'orientation sexuelle, d'identité de genre, d'état de santé, de handicap ou de religion.
3.3. Aucun signe distinctif d'appartenance philosophique ou religieuse ne peut être exhibé pendant l'exercice de la fonction.
3.4. Le partenaire se voit dans l'interdiction de déployer des activités ou de tenir des propos et/ou de diffuser des informations contraires à la loi et à la convention de

partenariat.

Article 4 : Durée de la convention, révision, litiges

4.1. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée à compter du 01/09/2022.
4.2. Il peut être mis fin à la présente convention à tout moment par chacune des parties moyennant un préavis prenant effet 30 jours après l'envoi de ce préavis par recommandé.
4.3. En cas de contestation, litige ou autres différend sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation entre les représentants des deux parties.
4.4. La présente convention est soumise à la législation belge. Les tribunaux de Bruxelles seront les seuls compétents pour traiter les litiges qui pourraient survenir entre les parties.

Fait le ../.. /…., à Woluwe-Saint-Lambert, en autant d'exemplaires que de parties.
Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Pour le CPAS,

Le Secrétaire général,	La Présidente,
Gregory JACQUES	Fabienne HENRY

Pour le partenaire,

Le Président,	Le Délégué à la gestion courante,
Etienne NOEL	Pascal CHAMPION

Pour la commune,

	Par délégation,
Le Secrétaire communal,	L'Echevine du Commerce,
Patrick LAMBERT	Michèle NAHUM

Convention de projet entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et l'ASBL Guichet d'Economie Locale de Schaerbeek

ENTRE :
La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de Mme Michèle NAHUM, échevine, et de M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 29/06/2022,
Ci-après dénommée « la commune » ;

ET :

L'ASBL Guichet d'Economie Locale de Schaerbeek (0473 962 289), dont le siège social est situé rue des Palais 44 à 1030 Schaerbeek, représentée par M. Etienne NOEL, président, et par le représentant dûment mandaté, M. Pascal CHAMPION,
Ci-après dénommée « le GEL » ;

IL EST CONVENU DE METTRE EN PLACE LE PROJET SUIVANT :

Description du projet	Disponibilité hebdomadaire du GEL pour accueillir et conseiller, sur rendez-vous, les starters et les indépendants dans leurs démarches en vue de la concrétisation de leur projet entrepreneurial : • évaluation, • choix de la forme juridique, • confrontation des besoins financiers et des ressources disponibles, • information sur les subsides existants et sur les aides disponibles pour les starters, • constitution du dossier pour les organismes de crédit dans le cas d'un apport financier propre insuffisant, • orientation dans les démarches administratives nécessaires au lancement d'une activité, • recherche de solutions locales aux problèmes d'implantation, d'extension, de relocalisation, • accompagnement dans la mise en conformité aux normes environnementales et urbanistiques, • donner des informations en matière de primes, aides et subsides aux entreprises, • procéder à un inventaire des entreprises présentes sur le territoire communal, • étude de ces données, • …
Date(s) du projet	De septembre 2022 à décembre 2023 La convention pourra être reconduite moyennant accord préalable écrit des deux parties.
Lieu(x) de réalisation du projet	Guichet social de Woluwe-Saint-Lambert, chaussée de Roodebeek 258 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert.
Objectifs du GEL	• Participer au plan de relance régional. • Soutenir et conseiller les indépendants impactés par la crise sanitaire. • Stimuler la transition économique, écologique et sociétale, par le soutien à la transformation et l'adaptation des Business Model des entreprises vers des Business Model durables et la mise en œuvre de « pratiques durables ».

Objectifs de la commune	• Offrir un service de conseil dédié aux (candidats) entrepreneurs et commerçants de proximité. • Diminuer la vacance commerciale. • Favoriser l'implantation de projets aboutis ayant bénéficié d'un suivi et de conseils personnalisés. • Faciliter les démarches des commerçants et entrepreneurs actuels en vue de la transformation de leur business pour s'adapter aux enjeux et marchés actuels (digitalisation, énergies, gestion des déchets…).
Engagements/ actions de la commune	• Assurer une communication active du projet dans ses différents médias (journal communal, réseaux sociaux, publications diverses…) mentionnant expressément la collaboration avec le GEL. • Faciliter la collaboration entre le GEL et le CPAS dans le cadre du Guichet social.
Engagements/ actions du GEL	• Assurer un accueil sur rendez-vous une demi-journée par semaine (à fixer de commun accord) dans le lieu défini plus haut pour conseiller les starters et les indépendants (cf. descriptif du projet). • Assurer une communication active du projet dans ses différents médias (journal communal, réseaux sociaux, publications diverses…) mentionnant expressément la collaboration avec la commune et l'implantation au sein du projet du Guichet social. • Respecter le règlement d'ordre intérieur du Guichet social • Mettre en place un système de prise de rendez-vous avec les référents administratifs du Guichet social • Prévenir les référents administratifs du Guichet social des rendez-vous fixés le jour ouvré précédant ceux-ci.
Engagements/ actions communs	• Assurer la prise de rendez-vous via un agenda partagé dont les modalités de mise en place et de gestion quotidienne seront déterminées entre les acteurs de terrain des parties.

RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir.

DISPOSITIONS FINALES

§ 1. Le GEL s'engage à respecter tout particulièrement la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions. Il s'engage par ailleurs à respecter les législations et règlements en tout domaine dans le cadre de son action (règlements sociaux, RGPD, etc.).
§ 2. Les parties s'engagent à exécuter de bonne foi les engagements qu'elles prennent dans un souci de collaboration et de solidarité.
§ 3. En cas de survenance d'un élément extrinsèque à la volonté des parties, cette convention pourra faire l'objet d'un avenant préalablement négocié et contresigné par les parties modifiant l'une ou l'autre des présentes dispositions.

Signé à ……, le …….,		Signé à ……, le …….,	
Pour la commune,		Pour le GEL	
	Par délégation,		
Le Secrétaire communal,	L'Echevine du Commerce,	Le Président,	Le Délégué à la gestion courante,
Patrick LAMBERT	Michèle NAHUM	Etienne NOEL	Pascal CHAMPION

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

[1] Biffez la mention incorrecte

30 votants : 30 votes positifs.

Lokaal economieloket - Antenne - Overeenkomsten - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de lokaal economieloketten (LEL) tot taak hebben gratis begeleiding te verlenen aan iedereen die in Brussel een eigen bedrijf wil oprichten of ontwikkelen, door hem te helpen met de administratieve en financiële procedures;

Overwegende dat deze structuren grotendeels door het Gewest worden gefinancierd en belangrijke actoren zijn bij de ondersteuning van ondernemers en de ontwikkeling van het economisch weefsel van het Brusselse Gewest;

Overwegende dat de vzw "Guichet d'Economie Locale de Schaerbeek" actief is met startups en zelfstandigen in Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat haar kantoren zich op bijna 6 km van het centrum van Sint-Lambrechts-Woluwe bevinden en dat het noodzakelijk is deze dienst dichter bij de

potentiële begunstigden te brengen;

Overwegende dat het OCMW zijn project van het sociaal loket heeft ontwikkeld met het oog op:

- de strijd tegen het niet-gebruiken van rechten via deze plaatselijke dienst voor de burgers van de gemeente die informatie zoeken over onderwerpen die betrekking hebben op hun dagelijks leven, in samenwerking met verenigingen die op deze gebieden gespecialiseerd zijn;
- om hen te helpen hun weg te vinden in verschillende kwesties;

Overwegende dat het ondersteunende werk van de vzw "Guichet d'Economie Locale de Schaerbeek" deel uitmaakt van deze aanpak en dit project;

Overwegende dat de oprichting van een plaatselijke "antenne" de vestiging van het project moet aanmoedigen en aldus de commerciële leegstand op het gemeentelijk grondgebied moet verminderen;

Overwegende dat een van de prioritaire doelstellingen van de vzw erin bestaat de stappen van de huidige handelaars en ondernemers te vergemakkelijken met het oog op de omvorming van hun bedrijf om zich aan te passen aan de huidige uitdagingen en markten (digitalisering, energie, afvalbeheer, enz.);

Overwegende dat het economisch weefsel van de gemeente een aanzienlijk aantal bedrijven biedt die sinds jaren in de gemeente gevestigd zijn en waarvan de handelaren soms niet goed raad weten met deze belangrijke ontwikkelingen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST de twee volgende overeenkomsten goed te keuren:

Partnerschapsovereenkomst in het kader van het Sociaal Loket van Sint-Lambrechts-Woluwe

TUSSEN:

Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Lambrechts-Woluwe, met zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Karrestraat 27, vertegenwoordigd door mw. Fabienne HENRY, in de hoedanigheid van voorzitster, en dhr. Grégory JACQUES, in de hoedanigheid van algemeen secretaris;

Hierna "het OCMW" genoemd;

EN:

De vzw "Guichet d'Economie Locale de Schaerbeek" (0473 962 289), waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Paleizenstraat 44 te 1030 Schaarbeek, vertegenwoordigd door dhr. Etienne NOEL, voorzitter, en door de naar behoren gemachtigde vertegenwoordiger, dhr. Pascal CHAMPION;

Hierna “de partner" of "het GEL" genoemd;

TUSSENKOMENDE PARTIJ:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van mw. Michèle NAHUM, schepen, en dhr. Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29/06/2022;

Hierna “de gemeente” genoemd;

WORDT ER HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1: Voorwerp van de overeenkomst

1.1. Deze overeenkomst regelt de modaliteiten van het partnerschap tussen het OCMW en de partner die deelneemt aan het project van het Sociaal Loket van Sint-Lambrechts-Woluwe, op het volgende adres: Roodebeeksteenweg 258 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe.
1.2. Ze heeft ook als doel de modaliteiten te bepalen die verbonden zijn aan het gebruik van de lokalen van vermeld loket.

Artikel 2: Ter beschikking stellen van het lokaal

2.1. Het OCMW stelt gratis alle lokalen, meubilair en uitrusting (bureau, vaatwerk, printer, internetverbinding, enz.) ter beschikking van de partner.
2.2. Het OCMW geeft de partner een badge die hem/haar toegang geeft tot de lokalen van het loket.
Het gebruik van deze badges wordt omkaderd door het document "ontvangstbewijs van de badge", dat door de partner wordt ondertekend; dit is voor zover er sprake is van herhaalde interventies.
2.3. De partner verbindt zich ertoe de hem ter beschikking gestelde goederen te beheren als een "redelijk en voorzichtig persoon", zoals aangegeven in het huishoudelijk reglement, en aan het OCMW elke anomalie in de gebouwen of elke schade die hij zou vaststellen, te melden.
2.4. Het OCMW neemt het onderhoud van het lokaal ten laste.
2.5. De partner zal het lokaal in goede staat van netheid houden en ervoor zorgen dat het niet onnodig rommelig wordt.

Artikel 3: Waarden en inhoud van de interventie

3.1. Het Sociaal Loket van Sint-Lambrechts-Woluwe is een project dat de sociale onderbescherming en het niet-gebruik van rechten wil bestrijden door de verspreiding van informatie.
Daartoe verbindt het GEL zich ertoe op te treden door middel van ontmoetingen ~~en/of workshops~~ volgens de volgende modaliteiten:
Aard van de interventie[1]: Onthaal op afspraak~~/Workshop~~
Frequentie van de interventie: Wekelijks
Inhoud van de interventie: Wekelijks onthaal op afspraak door het GEL om starters en zelfstandigen te ontvangen en te adviseren bij hun inspanningen om hun bedrijfsproject te verwezenlijken.
3.2. De partner verklaart dat hij de waarden van de democratie onderschrijft en een belangeloos maatschappelijk doel nastreeft met inachtneming van de beroepsethiek en het beroepsgeheim. Hij verwelkomt de begunstigden zonder onderscheid naar herkomst, geslacht, seksuele geaardheid, geslachtsidentiteit, gezondheidstoestand, handicap of godsdienst.
3.3. Geen enkel kenteken van filosofische of religieuze aard mag tijdens de uitoefening van de functies vertoond worden.
3.4. Het is de partner verboden activiteiten te ontplooien of verklaringen af te leggen

en/of informatie te verspreiden die in strijd zijn met de wet en de partnerschapsovereenkomst.

Artikel 4: Duur van de overeenkomst, herziening, geschillen

4.1. Deze overeenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur vanaf 01/09/2022.
4.2. Deze overeenkomst kan te allen tijde door elke partij worden opgezegd met inachtneming van een opzeggingstermijn van 30 dagen per aangetekende brief.
4.3. In geval van onenigheid, meningsverschillen of andere geschillen over de interpretatie of uitvoering van deze overeenkomst, trachten de partijen tussen de vertegenwoordigers van de twee partijen tot een minnelijke schikking te komen via bemiddeling.
4.4. Onderhavige overeenkomst is onderworpen aan de Belgische wetgeving. De rechtbanken van Brussel zijn de enige instanties die bevoegd zijn om eventuele geschillen tussen de partijen te behandelen.

Gedaan op ../../…., te Sint-Lambrechts-Woluwe, in evenveel exemplaren als er partijen zijn.
Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Voor het OCMW,

De Algemeen secretaris, De Voorzitster,

Gregory JACQUES Fabienne HENRY

Voor de partner,

De Voorzitter, De Afgevaardigde dagelijks bestuur,

Etienne NOEL Pascal CHAMPION

Voor de gemeente,

In opdracht,
De Gemeentesecretaris, De Schepen van Handel,

Patrick LAMBERT Michèle NAHUM

Ontwerpovereenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en het vzw "Guchet d'Economie Locale de Schaerbeek"

TUSSEN:
De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van mw. Michèle NAHUM, schepen, en dhr. Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29/06/2022,
Hierna "de gemeente" genoemd;

EN:
De vzw "Guichet d'Economie Locale de Schaerbeek" (0473 962 289), waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in de Paleizenstraat 44 te 1030 Schaarbeek, vertegenwoordigd door dhr. Etienne NOEL, voorzitter, en door de naar behoren gemachtigde vertegenwoordiger, dhr. Pascal CHAMPION,
Hierna "het GEL" genoemd;

ER WORDT OVEREENGEKOMEN HET VOLGENDE PROJECT OP POTEN TE ZETTEN:

Beschrijving van het project	Het GEL is wekelijks beschikbaar om starters en zelfstandigen op afspraak te ontvangen en te adviseren bij hun inspanningen om hun bedrijfsproject te verwezenlijken: • evaluatie • keuze van juridische vorm • confrontatie van de financiële noden en beschikbare bronnen • informatie betreffende de bestaande subsidies en de beschikbare steun voor starters • samenstelling van het dossier voor de kredietinstellingen in het geval van een onvoldoende eigen financiële inbreng • oriëntatie binnen de nodige administratieve stappen voor het opstarten van een activiteit • zoeken van lokale oplossingen voor de vestigingsproblemen, problemen voor uitbreiding en relocatie • begeleiding voor het in overeenstemming brengen met de milieunormen en stedenbouwkundige normen • informatie verlenen op het vlak van premies, steun en subsidies aan bedrijven • overgaan tot het maken van een inventaris van de bedrijven aanwezig op het grondgebied van de gemeente • bestuderen van deze gegevens • …
Datum(s) van het project	Van september 2022 tot december 2023 De overeenkomst kan met voorafgaande schriftelijke instemming van beide partijen worden verlengd.
Plaats van uitvoering van het project	Sociaal Loket van Sint-Lambrechts-Woluwe, Roodebeeksteenweg 258 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe.

Doelstellingen van het GEL	• Deelnemen aan het gewestelijke relanceplan • De zelfstandigen ondersteunen en adviseren die getroffen zijn door de gezondheidscrisis • De economische, ecologische en maatschappelijke overgang te stimuleren door de transformatie en aanpassing van de bedrijfsmodellen van ondernemingen naar duurzame bedrijfsmodellen en de toepassing van "duurzame praktijken" ondersteunen
Doelstellingen van de gemeente	• Het verlenen van een specifieke adviesdienst aan (aspirant-)ondernemers en plaatselijke handelaren • Vermindering van de commerciële leegstand • Het aanmoedigen van het opzetten van succesvolle projecten die hebben geprofiteerd van een gepersonaliseerde follow-up en advies • De stappen te vergemakkelijken die huidige handelaars en ondernemers nemen om hun bedrijf om te vormen teneinde zich aan te passen aan de huidige uitdagingen en markten (digitalisering, energie, afvalbeheer, enz.)
Verbintenissen/ acties van de gemeente	• Zorgen voor actieve communicatie over het project in de verschillende media (gemeenteblad, sociale netwerken, diverse publicaties, enz.), met uitdrukkelijke vermelding van de samenwerking met het GEL • De samenwerking tussen het GEL en het OCMW in het kader van het Sociaal Loket faciliteren

Verbintenissen/ acties van het GEL	• Zorgen voor een ontvangst op afspraak een halve dag per week (in onderling overleg vast te stellen) op de hierboven omschreven plaats om starters en zelfstandigen te adviseren (zie beschrijving van het project) • Zorgen voor actieve communicatie over het project in de verschillende media (gemeenteblad, sociale netwerken, diverse publicaties, enz.), met uitdrukkelijke vermelding van de samenwerking met de gemeente en de oprichting binnen het project van het Sociaal Loket • Respecteren van het huishoudelijk reglement van het Sociaal Loket • Het opzetten van een systeem voor het maken van afspraken met de administratieve referentiepersonen van het Sociaal Loket • De geplande afspraken de dag van tevoren aan de administratieve referentiepersonen van het Sociaal Loket meedelen
Verbintenissen/ gezamenlijke acties	• Ervoor zorgen dat afspraken worden gemaakt via een gedeelde agenda, waarvan de uitvoering en het dagelijks beheer door de actoren op het terrein van de partijen zullen worden bepaald

OPZEGGING

Indien een van de partijen een van haar verplichtingen uit hoofde van deze overeenkomst niet nakomt, kan de overeenkomst door de andere partij van rechtswege worden beëindigd, onverminderd enig ander recht dat deze partij kan doen gelden.

SLOTBEPALINGEN

§ 1. Het GEL verbindt zich ertoe vooral de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen na te leven. Het verbindt zich er tevens toe alle wet- en regelgeving na te leven op alle gebieden waarop het actief is (sociale regelgeving, GDPR, enz.).
§ 2. De partijen verbinden zich ertoe de verbintenissen die zij in een geest van samenwerking en solidariteit zijn aangegaan, te goeder trouw na te komen.
§ 3. Indien zich een element voordoet dat buiten de wil van de partijen valt, kan deze overeenkomst het voorwerp uitmaken van een wijziging waarover voorafgaandelijk is onderhandeld en die medeondertekend is door de partijen en die een of meer van de huidige bepalingen wijzigt.

Ondertekend te ……, op …….., Ondertekend te ……, op ……..,

Voor de gemeente,		Voor het GEL,	
	In opdracht,		
De Gemeentesecretaris,	De Schepen van Handel,	De Voorzitter,	De Afgevaardigde dagelijks bestuur,
Patrick LAMBERT	Michèle NAHUM	Etienne NOEL	Pascal CHAMPION

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

[1] Schrappen wat niet van toepassing is

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0034 **Soutien aux associations de commerçants - Rive droite de la Woluwe - Subside 2022 - Dépense : 500 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'association des commerçants de la Rive droite de la Woluwe est active dans la dynamique locale du quartier ;

Considérant qu'à cette fin, elle organisera sa braderie et brocante le 05/06/2022 ;

Considérant qu'elle sollicite l'octroi d'un subside pour la soutenir dans ce projet ;

Considérant que des crédits ont été prévus à l'article 52003/332-02 du budget de l'exercice 2022 pour soutenir les associations de commerçants ;

Considérant que la demande s'inscrit dans cet objectif ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE d'approuver l'octroi d'un subside de 500 EUR à l'association des commerçants de la Rive droite de la Woluwe, représentée par M. VERCAMER.
Ce montant est inscrit à l'article 52003/332-02/2729 du budget 2022.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Steun aan handelsverenigingen - "Rive droite de la Woluwe" - Subsidie 2022 - Uitgave: 500 EUR - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de vereniging van handelaars van de "Rive droite" van de Woluwe actief is in de plaatselijke dynamiek van de wijk;

Overwegende dat zij met het oog hierop op 05/06/2022 haar rommelmarkt en braderij zal organiseren;

Overwegende dat zij verzoekt om de toekenning van een subsidie om haar in dit project te steunen;

Overwegende dat op artikel 52003/332-02 van de begroting van het dienstjaar 2022 kredieten zijn opgenomen ter ondersteuning van de verenigingen van handelaars;

Overwegende dat het verzoek kadert binnen deze doelstelling;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST in te stemmen met de toekenning van een subsidie van 500 EUR aan de vereniging van handelaars van de "Rive droite" van de Woluwe, vertegenwoordigd door de heer VERCAMER.
Dit bedrag wordt ingeschreven op artikel 52003/332-02/2729 van de begroting 2022.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

SPORTS / JEUNESSE - SPORT / JEUGD

Sports - Sport

29.06.2022/A/0035 **ASBL Complexe sportif Poséidon - Comptes, bilan, rapport d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 350.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 350.000 EUR a été prévu au budget ordinaire 2022 à l'article 76420/332-02/-/764 en faveur de l'ASBL Complexe sportif Poséidon ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et le rapport d'activités 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 09/06/2022 ;

Considérant que ces documents ont été soumis à la commission Sport-Jeunesse le 20/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et du rapport d'activités 2021 de l'ASBL Complexe sportif Poséidon ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 350.000 EUR, inscrit à l'article 76420/332-02/-/764/7257 du budget ordinaire 2022, à l'ASBL Complexe sportif Poséidon.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Vzw Sportcomplex Poseidon - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 350.000 EUR - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er in de gewone begroting 2022 op artikel 76420/332-02/-/764 een subsidie ten bedrage van 350.000 EUR voorzien is ten voordele van de vzw Sportcomplex Poseidon;

Overwegende dat, in toepassing van artikel 5 van bovenvermelde wettelijke beschikkingen, het dus nodig is dat deze vereniging de vereiste documenten voorlegt;

Gelet op de balans op 31/12/2021, de rekeningen 2021 en het activiteitenverslag 2021 van voornoemde vereniging;

Overwegende dat deze bescheiden aan het College van burgemeester en schepenen voorgelegd werden op 09/06/2022;

Overwegende dat deze bescheiden aan de commissie Sport-Jeugd voorgelegd werden op 20/06/2022;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- kennis te nemen van de balans op 31/12/2021, de rekeningen 2021 en het activiteitenverslag 2021 van de vzw Sportcomplex Poseidon;
- de toekenning van een subsidie ten bedrage van 350.000 EUR, ingeschreven op artikel 76420/332-02/-/764/7257 van de gewone begroting 2022, aan de vzw Sportcomplex Poseidon te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0036 **Quartier Andromède - Terrain multisports - Réaménagement - Procédure négociée sans publication préalable - Modification du cahier des charges - Modification de la dépense : 67.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de modifier les clauses techniques du cahier des charges du marché concernant la rénovation d'un terrain multisports dans le quartier Andromède ;

Considérant qu'il est indispensable de hausser les crédits de 50.000 EUR TVAC à 67.000 EUR TVAC pour cet investissement, crédits qui sont disponibles à l'article 76410/725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 02/06/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu sa décision du 20/04/2022 relative au lancement d'un marché public visant la rénovation d'un terrain multisports dans le quartier Andromède ;

Considérant qu'un crédit de 50.000 EUR TVAC pour cet investissement a été inscrit à l'article 76410/725-60/-/764 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que le cahier des charges stipulait un sol en EPDM coulé ;

Considérant que suite à l'augmentation abrupte et très prononcée du taux d'inflation, les prix de l'EPDM, d'autres matières premières ainsi que de la main d'œuvre ont augmenté considérablement ;

Considérant qu'une alternative consisterait à aménager le sol du terrain multisports en tapis synthétique, dont l'augmentation du prix est beaucoup plus modérée que celle de l'EPDM ;

Considérant que, hormis le prix de l'EPDM, l'augmentation des prix des autres matières premières ainsi que de la main d'œuvre justifierait une hausse de crédits ;

Considérant qu'il est proposé dès lors de porter la valeur du marché public précité à 67.000 EUR TVAC ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° CC22-05 relatif au marché « Quartier Andromède - Réaménagement d'un terrain multisports » ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de proroger la date limite des offres des firmes consultées au 15/06/2022 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76410/725-60/-/764 du budget extraordinaire 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de modifier le cahier des charges n° CC22-05 en préconisant l'aménagement du sol du terrain multisports en tapis synthétique ;
- de modifier la dépense estimée du marché « Quartier Andromède - Réaménagement d'un terrain multisports » et de la porter à 67.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de proroger la date limite d'introduction des offres des firmes consultées au 15/06/2022 ;
- de financer cette dépense de 67.000 EUR TVAC par le crédit inscrit à l'article 76410/725-60/-/764/7112 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds

Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Andromedawijk - Multisportveld - Heraanleg - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestekwijziging - Wijziging van de uitgave: 67.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

29.06.2022/A/0037 **Stade Fallon - 50 barrières nadar en PVC - Fourniture - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BLOK 'N MESH EUROPA - Dépense : 2.300 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il convient d'acquérir 50 barrières nadar en PVC supplémentaires pour le stade Fallon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/05/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il convient d'acquérir 50 barrières nadar en PVC supplémentaires pour le stade Fallon ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense prévue à cet effet est de 2.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 76410/744-98 du budget

extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que trois opérateurs économiques ont été consultés, à savoir :

- BLOK 'N MESH EUROPA BV, Graaf Engelbertlaan 75 à 4837 DS Breda (Pays-Bas) : 2.237,29 EUR TVAC,
- PONCELET, rue de l'Arbre Saint-Michel 89 à 4400 Flémalle : 7.088,79 EUR TVAC,
- SETON NV, Lindestraat 20 à 9240 Zele : 7.263,57 EUR TVAC ;

Considérant que pour des barrières d'une qualité comparable, l'offre de BLOK 'N MESH est la plus intéressante pour la commune ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de conclure un marché de faible montant pour la fourniture de 50 barrières nadar en PVC supplémentaires pour le stade Fallon avec la firme BLOK 'N MESH EUROPA BV, Graaf Engelbertlaan 75 à 4837 DS Breda (Pays-Bas), selon les conditions de son offre du 13/05/2022, pour une dépense contrôlée de 2.237,29 EUR TVAC, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'engager un montant de 2.300 EUR à l'article 76410/744-98/6938 du budget extraordinaire de l'année 2022 ;
- de financer cette dépense par un prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Fallonstadion - 50 dranghekken in PVC - Levering - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BLOK 'N MESH EUROPA - Uitgave: 2.300 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is 50 bijkomende dranghekken in PVC te kopen voor het Fallonstadion;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 25/05/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is 50 bijkomende dranghekken in PVC te kopen voor het Fallonstadion;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave hiervoor op 2.500 EUR incl. btw wordt geraamd;

Overwegende dat dit een opdracht van beperkte waarde is;

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn op artikel 76410/744-98 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2022;

Overwegende dat drie ondernemingen werden geraadpleegd, nl.:

- BLOK 'N MESH EUROPA bv, Graaf Engelbertlaan 75 te 4837 DS Breda (Nederland): 2.237,29 EUR incl. btw,
- PONCELET, rue de l'Arbre Saint-Michel 89 te 4400 Flémalle: 7.088,79 EUR incl. btw,
- SETON nv, Lindestraat 20 te 9240 Zele: 7.263,57 EUR incl. btw;

Overwegende dat voor dranghekken van vergelijkbare kwaliteit de offerte van BLOK 'N MESH de meest interessante is voor de gemeente;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- een opdracht van beperkte waarde te sluiten voor de levering van 50 bijkomende dranghekken in PVC voor het Fallonstadion met de firma BLOK 'N MESH EUROPA bv, Graaf Engelbertlaan 75 te 4837 DS Breda (Nederland), volgens de voorwaarden van haar offerte van 13/05/2022, ten belope van een gecontroleerde uitgave van 2.237,29 EUR incl. btw, in toepassing van artikelen 92 van de wet van 17/06/2016 en 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017, van het koninklijk besluit van 14/01/2013 en van artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- een bedrag van 2.300 EUR vast te leggen op artikel 76410/744-98/6938 van de buitengewone begroting voor het jaar 2022;
- deze uitgave te dekken via een afname van het buitengewoon reservefonds.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

29.06.2022/A/0038 **Stade Fallon - Parcours de santé - Réaménagement - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 90.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de rénover 18 modules du parcours santé au stade Fallon ;

Considérant que ces modules, mis en service depuis 2007, sont vétustes et peu fonctionnels ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/05/2022 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de rénover 18 modules du parcours santé au stade Fallon ;

Considérant que ces modules, mis en service depuis 2007, sont vétustes et peu fonctionnels ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1°;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° CC22-06 relatif au marché « Stade Fallon - Parcours santé - Réaménagement » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 90.000 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76410/725-60/-/764 du budget extraordinaire 2022 ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- PLAYGROUNDS, boulevard Louis Schmidt 119 b/2 à 1040 Etterbeek,
- ROBINIA INT. BV, Noordlaan 92-94 à 9200 Dendermonde,
- T.V.B. SA, Z.I. 1, rue de l'Arbre 20 à 6600 Bastogne,
- W&H SPORTS bv, Haverstraat 71 à 2153 GD Nieuw Vennep (Pays-Bas) ;

Considérant qu'il s'indique de poursuivre activement la recherche de subsides pour ce projet, en particulier par le Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs Locaux, Direction des Investissements, notamment dans le cadre du programme PROXI 2022 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° CC22-06 et la dépense estimée s'élevant à 90.000 EUR TVAC pour le marché « Stade Fallon - Parcours santé - Réaménagement » ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - PLAYGROUNDS, boulevard Louis Schmidt 119 b/2 à 1040 Etterbeek,
  - ROBINIA INT. BV, Noordlaan 92-94 à 9200 Dendermonde,
  - T.V.B. SA, Z.I. 1, rue de l'Arbre 20 à 6600 Bastogne,
  - W&H SPORTS bv, Haverstraat 71 à 2153 GD Nieuw Vennep (Pays-Bas) ;
- de poursuivre activement la recherche de subsides pour ce projet, en particulier par le Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs Locaux, Direction des Investissements, notamment dans le cadre du programme PROXI 2022 ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76410/725-60/-/764/5490 du budget extraordinaire de l'exercice 2022.

Cette dépense sera couverte au moyen de subsides et d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Fallonstadion - Trimparcours - Heraanleg - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 90.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is 18 stations van een trimparcours te vernieuwen in het Fallonstadion;

Overwegende dat deze stations, sinds 2007 in dienst genomen, versleten zijn en weinig functioneel;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 25/05/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is 18 stations van een trimparcours te vernieuwen in het Fallonstadion;

Overwegende dat deze stations, sinds 2007 in dienst genomen, versleten zijn en weinig functioneel;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. CC22-06 betreffende de opdracht “Fallonstadion - Trimparcours - Heraanleg”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht op 90.000 EUR incl. btw geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 76410/725-60/-/764 van de buitengewone begroting 2022;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat voorgesteld wordt volgende firma's te raadplegen in het kader van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- PLAYGROUNDS, Louis Schmidtlaan 119 b/2 te 1040 Etterbeek,
- ROBINIA INT. bv, Noordlaan 92-94 te 9200 Dendermonde,
- T.V.B. sa, Z.I. 1, rue de l'Arbre 20 te 6600 Bastogne,
- W&H SPORTS bv, Haverstraat 71 te 2153 GD Nieuw Vennep (Nederland);

Overwegende dat het aangewezen is om actief subsidies op te vragen voor dit project, in het bijzonder bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen, Directie Investeringen, onder meer in het kader van het programma PROXI 2022;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- het bestek met nr. CC22-06 en de raming ten belope van 90.000 EUR incl. btw goed te keuren voor de opdracht "Fallonstadion - Trimparcours - Heraanleg";
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
  - PLAYGROUNDS, Louis Schmidtlaan 119 b/2 te 1040 Etterbeek,
  - ROBINIA INT. bv, Noordlaan 92-94 te 9200 Dendermonde,
  - T.V.B. sa, Z.I. 1, rue de l'Arbre 20 te 6600 Bastogne,
  - W&H SPORTS bv, Haverstraat 71 te 2153 GD Nieuw Vennep (Nederland);
- actief subsidies op te vragen voor dit project, in het bijzonder bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen, Directie Investeringen, onder meer in het kader van het programma PROXI 2022;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 76410/725-60/-/764/5490 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door middel van subsidies en van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

29.06.2022/A/0039 **Stade Fallon - Rouleau vibreur mécanique - Fourniture - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : SCHEERLINCK SPORT NV - Dépense : 9.075 EUR - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Fallonstadion - Mechanische trilwals - Levering - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: SCHEERLINCK SPORT nv - Uitgave: 9.075 EUR - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is om de mechanische trilwals in het Fallonstadion te vervangen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is om de mechanische trilwals in het Fallonstadion te vervangen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 10.000 EUR incl.btw bedraagt;

Overwegende dat het een opdracht van beperkte waarde betreft ;

Overwegende dat drie ondernemers hiervoor werden geraadpleegd en een offerte hebben ingediend, te weten :

- DE BRUYCKER - KEMP, Klokhofstraat 16 te 8400 Oostende: 14.096,50 EUR incl. btw,
- MATON SPORTS, ZI Au Tige de Villers 1 te 4520 Wanze: 12.551 EUR incl. btw,
- SCHEERLINCK SPORT, Koeweidestraat 54 te 1785 Merchtem: 9.075 EUR incl. btw;

Overwegende dat de benodigde kredieten beschikbaar zijn op artikel 76410/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Overwegende dat de offerte van de firma SCHEERLINCK SPORT de meest interessante is voor de gemeente ;

Gelet op de artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- een mechanische trilwals aan te kopen ten behoeve van het Fallonstadion;
- een overheidsopdracht van beperkte waarde af te sluiten met de firma SCHEERLINCK SPORT, Koeweidestraat 54 te 1785 Merchtem, ten belope van 9.075 EUR incl. btw, in toepassing van artikel 92 van de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, artikel 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- een bedrag van 9.500 EUR vast te leggen op artikel 76410/744-98/7169 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2022;
- deze uitgave te dekken door een afname van het buitengewoon reservefonds.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Jeunesse - Jeugd

29.06.2022/A/0040 **Service Citoyen - Renouvellement du subside - Dépense : 8.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'un crédit de 30.000 EUR est prévu à l'article 76100/332-02/-/761 du budget ordinaire de l'exercice 2022 à titre de subsides aux groupements s'occupant de jeunes ;

Vu la motion adoptée par le Conseil communal le 02/09/2019 en faveur du service citoyen ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE d'octroyer un subside de 8.000 EUR à l'ASBL Plateforme pour le Service

Citoyen, rue du Marteau 21 à 1000 Bruxelles, pour l'année 2022. Cette dépense est inscrite à l'article 76100/332-02/-/761/6787 du budget de l'exercice 2022.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Samenlevingsdienst - Hernieuwing van de subsidie - Uitgave: 8.000 EUR - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat op artikel 76100/332-02/-/761 van de gewone begroting van het dienstjaar 2022 een krediet van 30.000 EUR is opgenomen voor subsidies aan verenigingen die zich inzetten voor de jeugd;

Gelet op de door de Gemeenteraad op 02/09/2019 aangenomen motie ten gunste van de samenlevingsdienst;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST een subsidie van 8.000 EUR toe te kennen aan het vzw Platform voor de Samenlevingsdienst, Hamerstraat 21 te 1000 Brussel, voor het jaar 2022. Deze uitgaven wordt ingeschreven op artikel 76100/332-02/-/761/6787 van de begroting van het dienstjaar 2022.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

Emploi - Tewerkstelling

29.06.2022/A/0041 **ASBL Wolu-Services - Comptes, bilan et rapports d'activités 2021 - Prise de connaissance - Subside 2022 - Dépense : 157.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines

subventions ;

Considérant que des subsides pour un montant total de 157.000 EUR ont été prévus au budget 2022 aux articles 83201/332-02 (150.000 EUR) et 84907/332-02 (7.000 EUR) en faveur de l'ASBL Wolu-Services ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2021, les comptes 2021 et les rapports d'activités pour la période 2021 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2021, des comptes 2021 et des rapports d'activités 2021 de l'ASBL Wolu-Services ;
- de confirmer l'octroi des subsides d'un montant total de 157.000 EUR, inscrits au budget 2022 aux articles 83201/332-02/7308 (150.000 EUR) et 84907/332-02/7309 (7.000 EUR), à l'ASBL Wolu-Services.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Vzw "Wolu-Services" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2021 - Kennisneming - Subsidie 2022 - Uitgave: 157.000 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Cultes - Erediensten

29.06.2022/A/0042 **Fabrique d'église Saint-Henri - Compte 2021 - Avis.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le compte pour l'exercice 2021 de la Fabrique d'église Saint-Henri qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre et Etterbeek ;

Vu les modifications suivantes proposées par l'administration communale ;

Article	**Initial**	**Corrigé**
R.28 Autres recettes extraordinaires	843.749,31	740,17
D.44 Intérêts des capitaux dus	0,00	3.145,50
D.46 Frais de correspondance (bancaire)	8,00	76,45
D.61 Autres dépenses extraordinaires	84.903,35	0,00
D.63A Dépenses extraordinaires relatives à un exercice antérieur	847.898,06	0,00

Considérant que le total général des recettes est de 2.843.391,68 EUR et le total général des dépenses est de 2.405.714,46 EUR ;

Considérant que le compte modifié 2021 se clôture avec un boni de 437.677,22 EUR ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022;

DECIDE d'émettre un avis favorable sur le compte modifié de l'exercice 2021 de la Fabrique d'église Saint-Henri qui est clôturé comme suit :

Recettes	**Dépenses**	**Excédant**
2.843.391,68 EUR	2.405.714,46 EUR	437.677,22 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Sint-Hendrikkerkfabriek - Rekening 2021 - Advies.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2021 van de Sint-Hendrikkerkfabriek die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeenten, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Etterbeek;

Gelet op de volgende wijzigingen die door het gemeentebestuur worden voorgesteld:

Artikel	**Aanvankelijk**	**Wijziging**
R.28 Andere buitengewone ontvangsten	843.749,31	740,17
D.44 Rente op verschuldigd kapitaal	0,00	3.145 ,50
D.46 Correspondentiekosten (bank)	8,00	76,45
D.61 Andere buitengewone uitgaven	84.903,35	0,00
D.63A Buitengewone uitgaven met betrekking tot een vorig jaar	847.898,06	0,00

Overwegende dat het algemeen totaal van de ontvangsten 2.843.391,68 EUR bedraagt en het algemeen totaal van de uitgaven 2.405.714,46 EUR bedraagt;

Overwegende dat de gewijzigde rekening 2021 afgesloten werd met een batig saldo van 437.677,22 EUR;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST een gunstig advies te geven over de gewijzigde rekening van het dienstjaar 2021 van de Sint-Hendrikkerkfabriek, die als volgt werd afgesloten:

Ontvangsten	**Uitgaven**	**Batig saldo**
2.843.391,68 EUR	2.405.714,46 EUR	437.677,22 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0043 **Fabrique d’église du Divin Sauveur - Compte 2021- Avis.**

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809

concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le compte pour l'exercice 2021 de la Fabrique d'église du Divin Sauveur qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert et de Schaerbeek ;

Considérant que le total général des recettes est de 37.263,06 EUR et le total général des dépenses est de 18.254,89 EUR ;

Considérant dès lors que le compte pour l'exercice 2021 se clôture avec un boni de 19.008,17 EUR ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE d'émettre un avis favorable sur le compte de l'exercice 2021 de la Fabrique d'église du Divin Sauveur qui est clôturé comme suit :

Recettes	**Dépenses**	**Excédent**
37.263,06 EUR	18.254,89 EUR	19.008,17 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Kerkfabriek van de Goddelijke Zaligmaker - Rekening 2021 - Advies.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek van de Goddelijke Zaligmaker die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe en Schaarbeek;

Overwegende dat het algemeen totaal van ontvangsten 37.263,06 EUR bedraagt en het algemeen totaal van uitgaven 18.254,89 EUR bedraagt;

Overwegende dat bijgevolg de rekening van het dienstjaar 2021 afgesloten werd met een batig saldo van 19.008,17 EUR;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST een gunstig advies te geven over de rekening van het dienstjaar 2021 van de Kerkfabriek van de Goddelijke Zaligmaker, die als volgt werd afgesloten:

Ontvangsten	**Uitgaven**	**Batig saldo**
37.263,06 EUR	18.254,89 EUR	19.008,17 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Tutelle sur le CPAS - Voogdij over het OCMW

29.06.2022/A/0044 **CPAS - Compte 2021 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 89 de la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale, telle que modifiée ;

Vu le compte pour l'exercice 2021 arrêté par le Conseil de l'Action sociale le 07/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022;

DECIDE d'approuver le compte du Centre Public d'Action Sociale pour l'exercice 2021 qui se présente comme suit :

1. SERVICE D'EXPLOITATION

1.1. RESULTAT COMPTABLE

Droits constatés nets non-valeurs/irrécouvrables déduits	54.807.597,94 EUR
Dépenses engagées nettes	- 52.417.641,99 EUR
Résultat	2.389.955,95 EUR

1.2. RESULTAT FINANCIER

Recettes réalisées	44.700.162,95 EUR
Paiements effectués	- 48.623.419,78 EUR
Résultat	- 3.923.256,83 EUR

2. SERVICE D'INVESTISSEMENTS

2.1. RESULTAT COMPTABLE

Droits constatés nets	3.154.932,75 EUR
Dépenses engagées nettes	- 5.613.817,71 EUR
Résultat	- 2.458.884,96 EUR

2.2. RESULTAT FINANCIER

Recettes réalisées	649.641,64 EUR
Paiements effectués	- 4.113.209,99 EUR
Résultat	- 3.463.568,35 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

OCMW - Rekening 2021 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 89 van de organieke wet van 08/07/1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2021 vastgesteld door de Raad van Maatschappelijk Welzijn op 07/06/2022;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST de rekening van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn voor het dienstjaar 2021 goed te keuren, die de volgende resultaten weergeeft:

1. EXPLOITATIEDIENST

1.1. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT

Netto vastgestelde rechten, met aftrek van kwade posten / oninbare	54.807.597,94 EUR
Netto vastgestelde uitgaven	- 52.417.641,99 EUR
Resultaat	2.389.955,95 EUR

1.2. FINANCIEEL RESULTAAT

Geïnde ontvangsten	44.700.162,95 EUR
Gedane uitgaven	- 48.623.419,78 EUR
Resultaat	- 3.923.256,83 EUR

2. INVESTERINGSDIENST

2.1. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT

Netto vastgestelde rechten	3.154.932,75 EUR
Netto vastgestelde uitgaven	- 5.613.817,71 EUR
Resultaat	- 2.458.884,96 EUR

2.2. FINANCIEEL RESULTAAT

Geïnde ontvangsten	649.641,64 EUR
Gedane uitgaven	- 4.113.209,99 EUR
Resultaat	- 3.463.568,35 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0045 **CPAS - Budget 2022 - Modification budgétaire 1 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 88 de la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale, telle que modifiée ;

Vu le budget du CPAS pour l'exercice 2022 ;

Vu la modification budgétaire 1 du CPAS pour l'exercice 2022 arrêtée par le Conseil de l'Action sociale le 07/06/2022 ;

Considérant que cette modification vise les services d'exploitation et d'investissement ;

Considérant que cette modification budgétaire n'implique pas de modification de la dotation communale ;

Vu l'article 255, 16° de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE d'approuver la modification 1 apportée au budget 2022 du Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Lambert.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

OCMW - Begroting 2022 - Begrotingswijziging 1 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 88 van de organieke wet van 08/07/1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd;

Gelet op de begroting van het OCMW voor het dienstjaar 2022;

Gelet op de begrotingswijziging 1 van het OCMW voor het dienstjaar 2022 vastgesteld door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn op 07/06/2022;

Overwegende dat deze wijziging betrekking heeft op de beheers- en investeringsdienst;

Overwegende dat deze begrotingswijziging geen wijziging van de gemeentelijke dotatie tot gevolg heeft;

Gelet op artikel 255, 16° van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST de wijziging 1 aangebracht aan de begroting 2022 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Lambrechts-Woluwe goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Recette - Gemeentekas

29.06.2022/A/0046 **Comptes communaux 2021 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment le titre VI - Du budget et des comptes ;

Vu l'arrêté royal portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment le titre IV, chapitre IV - Des comptes annuels ;

Vu le compte budgétaire 2021, le compte comptable 2021, le compte de résultats 2021 et le bilan arrêté au 31/12/2021 ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en séance du 16/06/2022 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE d'approuver le compte budgétaire 2021, le compte comptable 2021, le compte de résultats 2021 et le bilan arrêté au 31/12/2021 dressés par le receveur communal.

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

30 votants : 30 votes positifs.

Gemeenterekeningen 2021 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid titel VI - Begroting en rekeningen;

Gelet op het koninklijk besluit houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid titel IV, hoofdstuk IV - De jaarrekeningen;

Gelet op de begrotingsrekening 2021, de boekhoudkundige rekening 2021, de resultatenrekening 2021 en de balans afgesloten op 31/12/2021;

Overwegende dat deze documenten aan het College van burgemeester en schepenen op 16/06/2022 voorgelegd werden;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST de begrotingsrekening 2021, de boekhoudkundige rekening 2021, de resultatenrekening 2021 en de balans afgesloten op 31/12/2021 opgemaakt door de gemeenteontvanger goed te keuren.

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0047 **Budget 2022 - Modifications 1 et 2 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le budget initial de l'exercice 2022 ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une révision de certaines allocations ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE :

- le budget de l'exercice 2022 est modifié conformément aux indications annexées ;
- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant aux tableaux ci-après :

SERVICE ORDINAIRE
MODIFICATION N° 1
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES
Selon la présente délibération

	Recettes	**Dépenses**	**Solde**
Budget Initial	131.855.194,49	123.251.768,57	8.603.425,92
Augmentation des crédits	4.208.464,37	4.143.378,41	65.085,96
Diminution des crédits	1.450,00	2.782.567,80	2.781.117,80
Résultat	136.062.208,86	124.612.579,18	11.449.629,68

SERVICE EXTRAORDINAIRE
MODIFICATION N° 2
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES
Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget Initial	16.864.943,87	16.730.740,25	134.203,62
Augmentation des crédits	1.897.919,00	26.729.620,30	-24.831.701,30
Diminution des crédits	157.703,62	440.000,00	282.296,38
Résultat	18.605.159,25	43.020.360,55	-24.415.201,30

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

30 votants : 28 votes positifs, 2 abstentions.
Abstentions : Georges De Smul, Amélie Pans.

Begroting 2022 - Wijzigingen 1 en 2 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de initiële begroting voor het dienstjaar 2022;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST:

- de begroting van het dienstjaar 2022 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;
- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabellen:

GEWONE DIENST
WIJZIGING NR. 1
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
Volgens deze beraadslaging

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting	131.855.194,49	123.251.768,57	8.603.425,92
Verhoging van de kredieten	4.208.464,37	4.143.378,41	65.085,96
Vermindering van de kredieten	1.450,00	2.782.567,80	2.781.117,80
Resultaat	136.062.208,86	124.612.579,18	11.449.629,68

BUITENGEWONE DIENST
WIJZIGING NR. 2
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
Volgens deze beraadslaging

	Ontvangsten	**Uitgaven**	**Saldo**
Initiële begroting	16.864.943,87	16.730.740,25	134.203,62
Verhoging van de kredieten	1.897.919,00	26.729.620,30	-24.831.701,30
Vermindering van de kredieten	157.703,62	440.000,00	282.296,38
Resultaat	18.605.159,25	43.020.360,55	-24.415.201,30

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : Georges De Smul, Amélie Pans.

29.06.2022/A/0048 **Budget 2022 - Modification 51 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2022, ainsi que la modification 1 qui a été apportée au service ordinaire ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20/10/2005 modifiant les articles 10, 14, 19, 21, 23 et 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'arrêté ministériel du 20/10/2005 modifiant l'arrêté ministériel du 30/10/1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il s'impose de modifier certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à une même fonction et à un même groupe économique ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE :

- le budget ordinaire de l'exercice 2022 est modifié conformément aux indications annexées ;
- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

MODIFICATION N° 51
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES
Selon la présente délibération

	Recettes	Dépenses	Solde
Budget initial / M.B. précédente	136.062.208,86	124.612.579,18	11.449.629,68
Augmentation	10.000,00	646.143,60	-636.143,60
Diminution	10.000,00	646.143,60	636.143,60
Résultat	136.062.208,86	124.612.579,18	11.449.629,68

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Begroting 2022 - Wijziging 51 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2022 alsook de wijziging nr. 1 die werd aangebracht aan de gewone dienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 20/10/2005 tot wijziging van artikelen 10, 14, 19, 21, 23 en 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het ministerieel besluit van 20/10/2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30/10/1990 tot uitvoering van artikel 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op een zelfde functie en een zelfde economische groep, te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST:

- de gewone begroting van het dienstjaar 2022 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;
- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabel:

WIJZIGING NR. 51
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
Volgens deze beraadslaging

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting / Vorige B.W.	136.062.208,86	124.612.579,18	11.449.629,68
Verhoging	10.000,00	646.143,60	-636.143,60
Vermindering	10.000,00	646.143,60	636.143,60
Resultaat	136.062.208,86	124.612.579,18	11.449.629,68

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

INFORMATIQUE - INFORMATICA

Informatique - Informatica

29.06.2022/A/0049 **Service Gestion des Ressources Humaines - Acquisition d'un projecteur, d'un support de projecteur et d'un système de présentation sans fil - Subside d'Actiris - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BEAMEREXPERT - Dépense : 1.955,01 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Dienst Human Resources Management - Aankoop van een projector, een projectorsteun en een draadloos presentatiesysteem - Subsidie van Actiris - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BEAMEREXPERT - Uitgave: 1.955,01 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat op aanvraag van de dienst Human Resources Management en in het kader van de partnerschapsovereenkomst "Synergies Maison de l'Emploi de Woluwe-Saint-Lambert", het noodzakelijk is om een projector, een projectorsteun en een draadloos presentatiesysteem te kopen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/06/2022;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat op aanvraag van de dienst Human Resources Management en in het

kader van de partnerschapsovereenkomst "Synergies Maison de l'Emploi de Woluwe-Saint-Lambert", het noodzakelijk is om een projector, een projectorsteun en een draadloos presentatiesysteem te kopen;

Overwegende dat de uitgave wordt gedekt voor 100 % door een subsidie van Actiris;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Overwegende dat drie firma's zijn geraadpleegd;

Overwegende dat de firma BEAMEREXPERT, Ridderstraat 29 te 2011 RR Haarlem (Nederland), de economisch meest voordelige offerte ingediend heeft;

Gelet op de offerte die de firma BEAMEREXPERT op 31/05/2022 heeft ingediend voor een bedrag van 1.955,01 EUR incl. btw;

Overwegende dat de offerte conform en volledig is;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat voorgesteld wordt een bedrag van 1.955,01 EUR incl. btw vast te leggen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 13900/742-53 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Overwegende dat de uitgave zal worden gefinancierd door een subsidie van Actiris;

Overwegende dat de uitgave zal gedekt worden door een subsidie aan 100 %, die zal worden uitbetaald na controle van de facturen door Actiris, te voorzien op artikel 13900/665-52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor het verwerven van een projector Epson EB-L200F, een projectorsteun Chief RPMAUW en een draadloos presentatiesysteem Epson ELPWP10 bij de firma BEAMEREXPERT, Ridderstraat 29 te 2011 RR Haarlem (Nederland), goed te keuren, aan de voorwaarden van haar offerte van 31/05/2022 voor een bedrag van 1.955,01 EUR incl. btw, in toepassing van artikelen 92 van de wet van 17/06/2016 en 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017, van het koninklijk besluit van 14/01/2013 en van artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- de totale uitgave van 1.955,01 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 13900/742-53/7304 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022;
- de subsidie aan te vragen bij Actiris en in te schrijven op artikel 13900/665-

52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2022.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, PLANIFICATION ET PERSPECTIVES - DUURZAME ONTWIKKELING, PLANNING EN VOORUITZICHTEN

Développement durable et environnement - Duurzame ontwikkeling en leefmilieu

29.06.2022/A/0050 **Ruches sur le territoire communal - Nouvelle convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il existe actuellement plusieurs ruches sur le territoire de la commune ;

Considérant que les quelques ruches d'abeilles sociales présentes sur le territoire servent à la sensibilisation du public, à la production limitée de miel et à la récupération d'essaims à la belle saison ;

Considérant qu'il est donc de l'intérêt public d'assurer la pérennité de colonies dans la commune, tout en veillant à limiter leur nombre pour éviter une éventuelle mise en compétition avec les abeilles solitaires du territoire ;

Considérant que la Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et Environs (SRABE), ASBL active et reconnue dans le secteur se propose d'encadrer et d'apporter son expertise en vue de la gestion des ruchers existants ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE d'approuver la conclusion de la convention reprise ci-dessous :

CONTRAT D'OCCUPATION A TITRE PRECAIRE POUR L'INSTALLATION DE RUCHERS

ENTRE *:*

La Commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par son Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et de M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 29/06/2022,

ci-après dénommée « la Commune »,

ET :

La Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs, en abrégé ASBL SRABE (BCE 0414.816.441), représentée valablement par Mme Anne VAN EECKHOUT et M. Roland JACOBS, dont le siège social est sis rue au Bois 365B bte 19 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
ci-après dénommée « la SRABE »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

Le présent contrat a pour objet l'occupation à titre précaire des emplacements suivants pour l'installation de ruchers :

- Ancien cimetière, avenue du Dernier Repos ;
- Nouveau cimetière, à Wezembeek-Oppem ;
- Serres communales, avenue de Toutes les Couleurs 9 ;
- Bassin d'orage du Roodebeek ;
- Potager communal dans le parc des Sources ;
- Ferme urbaine Hof ten Berg.

Cette occupation est consentie, à titre gratuit, dans le but exclusif d'exercer une activité apicole à vocation sociale, éducative et environnementale et à l'exception de tout but lucratif.
En contrepartie, la SRABE s'engage à ce que l'occupant qu'elle désignera participe aux évènements organisés par la Commune.

Article 2 - Conditions

L'occupation est consentie aux conditions suivantes :

- Installation d'un rucher de maximum deux colonies d'abeilles par site, à l'exception du site de la ferme urbaine Hof ten Berg où un rucher didactique d'une seule colonie est autorisé.
- L'emplacement précis des installations est déterminé de commun accord avec le(s) délégué(s) de la Commune avant le placement des infrastructures. La SRABE se conformera et engagera les apiculteurs désignés à se conformer aux instructions techniques qui sont imposées dans ce cadre.
- En cas de remplacement d'un apiculteur sur un site, la SRABE communiquera au(x) délégué(s) de la Commune, au minimum un mois avant la date de début du remplacement, les coordonnées du repreneur du site ainsi qu'un inventaire des équipements souhaités.

Une dérogation au nombre maximal de deux colonies par rucher peut-être introduite auprès de la Commune à condition qu'elle soit motivée au regard de la configuration du terrain et de la problématique de l'essaimage en ville. La Commune se concerte alors avec la SRABE afin d'autoriser sous condition ou de refuser ladite demande de dérogation.

La SRABE doit impérativement s'assurer que l'occupant de chaque site :

- s’adapte au contexte général du site ;
- s’adapte aux instructions données par la Commune ou son délégué ou par ses représentants en charge de la gestion du site. Le rucher ne peut en aucun cas gêner ni les riverains, ni les usagers, ni les opérations d’entretien ou de gestion du site ;
- respecte les normes légales relatives aux distances minimales entre les ruchers et les habitations avoisinantes ;
- effectue le travail en personne prudente et raisonnable selon la notion consacrée reprise au Code civil et la jurisprudence ;
- effectue le travail selon les prescriptions du « Guide de bonne pratique apicole » de l’AFSCA ;
- enregistre ses ruches auprès de l’AFSCA ;
- utilise des abeilles et des reines sélectionnées pour leur douceur ;
- installe un abreuvoir à abeilles à proximité directe des ruches.

Il est expressément convenu que la présente occupation n'est, et ne sera en aucun cas, régie par quelque disposition ou réglementation que ce soit, générale ou particulière, applicable notamment en matière de bail, et plus particulièrement de bail à ferme.

Cette disposition est essentielle du consentement des parties. Celles-ci déclarent disposer de toutes les informations juridiques et administratives permettant d'apprécier les conséquences de leurs engagements respectifs.

Les parties renoncent à invoquer toute erreur de droit ou de fait liée directement ou indirectement au caractère de leurs relations ; elles renoncent pareillement à invoquer toute disposition en matière de dépôt, de bail ou de prêt.

Article 3 - Respect de la législation

La SRABE s’assure que les textes légaux en vigueur, notamment le Code rural du 07/10/1886, l'ordonnance du 05/06/1997 relative aux permis d'environnement et l’ordonnance du 01/04/2004 relative à la restriction de l’usage des pesticides en Région bruxelloise soient respectés.

Article 4 - Durée

La présente convention est valable pour une période de trois ans prenant cours le premier du mois qui suit la date de sa signature.

La convention pourra toutefois être prolongée par période de trois ans au-delà de la période initiale. Tout renouvellement d’occupation doit être demandé par lettre recommandée envoyée au Collège des bourgmestre et échevins, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, au moins trois mois avant l’expiration du premier terme de trois ans ou des périodes trisannuelles successives.

Chaque partie peut mettre fin à la présente convention à tout moment moyennant un préavis de trois mois adressé par envoi recommandé à la poste.

Article 5 - Sélection des apiculteurs

La SRABE sélectionnera les apiculteurs en charge de chaque site. Elle prévoira une convention d’occupation qu’elle signera avec chacun d’eux.

La SRABE donnera priorité lors de sa sélection des apiculteurs, dans l'ordre suivant, aux :

1. habitants la commune de Woluwe-Saint-Lambert,
2. personnes exerçant une activité professionnelle sur le territoire de la commune.

Les personnes sélectionnées devront être en possession du certificat d'apiculteur diplômé.

Article 6 - Entretien

La SRABE s'assurera que les différents ruchers soient entretenus en accord avec les directives données par la Commune ou son délégué ou par ses représentants en charge de la gestion du site et de manière à ce qu'ils présentent toujours un aspect soigné. Les arbres présents sur le terrain, les haies et les clôtures qui le ceinturent, sont entretenus aux frais de la Commune.

Tous travaux d'amélioration aux installations peuvent en tout temps être effectués moyennant l'accord préalable et écrit de la Commune.

Article 7 - Responsabilité

Pendant toute la durée de la convention, la SRABE est tenue de s'assurer que chaque occupant ait contracté une assurance couvrant son activité et qu'il déclare renoncer sans réserve à tout recours contre la Commune sur la base de la responsabilité civile contractuelle ou extracontractuelle du Code civil pour les dommages matériels qui pourraient en résulter.

La Commune décline toute responsabilité en cas d'accidents ou de dommages causés à des tiers par le fait des installations apicoles.

Article 8 - Contrôle

Les représentants de la Commune pourront en tout temps contrôler la bonne exécution de la convention sans devoir en justifier la raison, et auront pour ce faire libre accès aux sites.
Les coordonnées de la SRABE et de l'occupant (adresse et téléphone) devront toujours être affichées sur chaque site concédé ainsi que la mention « **Abeilles, attention risque de piqûres / Bijen, opgelet voor bijensteken** ».

Article 9 - Expiration et résiliation du contrat

A l'expiration de la période d'occupation du contrat, en cas de retrait, de résiliation du contrat ou pour quelque cause que ce soit, la SRABE s'assurera que les sites soient remis dans leur pristin état conformément à l'état des lieux visé à l'article 11.
A défaut de ce faire, cette remise en état pourra être effectuée d'office par la Commune, aux frais, risques et périls de la SRABE.

Sans préjudice de la réparation des dommages qui pourraient en résulter, toute contravention à l'une des dispositions de la présente convention entraînera sa résiliation de plein droit après un préavis d'un mois courant à partir de la date du constat concrétisé par l'envoi d'un simple courrier à l'adresse de la SRABE. Aucune indemnité de rupture ne pourra être réclamée.

Article 10 - Cession et exclusivité

La SRABE ne pourra céder ses droits sans le consentement préalable, exprès et écrit de la Commune.
La visibilité de la SRABE (logo et nom) sera assurée sur tous types de supports en cas de communication à propos des ruchers.

Article 11 - Etat des lieux

Un procès-verbal constatant l'état des lieux est dressé pour chaque site, contradictoirement, par la Commune et la SRABE dès signature du présent contrat d'occupation.

Article 12 - Droit applicable - Litiges

Le présent contrat est soumis au droit belge. Tout litige relatif à ce contrat relève de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le ……..

Pour la SRABE,

Anne VAN EECKHOUT Roland JACOBS

Pour la Commune de Woluwe-Saint-Lambert,

Le Secrétaire communal, Le Bourgmestre,

Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Bijenkorven op het gemeentelijke gebied - Nieuwe overeenkomst - Goedkeuring.

De Raad keut het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Subsides - Subsidies

29.06.2022/A/0051 **Appel à projets régional « Label commune amie des animaux » - Convention relative à la subvention - Avenant n° 1 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets régional « Label commune amie des animaux » clôturé le 15/05/2021 ;

Considérant que la commune a répondu à cet appel à projets et que Bruxelles Environnement, par courriel du 24/08/2021, a fait part de sa décision d'octroyer un subside de 4.000 EUR pour le projet rentré (projet de délimitation de l'espace de liberté pour chiens du stade Fallon) ;

Considérant que le Conseil a approuvé la convention y relative en séance du 20/09/2021 ;

Considérant qu'il s'indique d'approuver un avenant à la convention avec la Région pour obtenir cette subvention ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE d'approuver l'avenant à la convention entre la commune et la Région afin de régler les modalités de la mise à disposition de la subvention d'un montant de 4.000 EUR, tel que repris ci-dessous :

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2021/WoluweStLambert/WSL/BEA/Label
Avenant n°1

Entre, d'une part :
Bruxelles Environnement

dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.

représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale ad intérim ou Benoit WILLOCX, Directeur général adjoint ad interim

Et, d'autre part :
Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert

Dont le siège est situé Avenue Paul Hymans 2,
1200 Woluwe-Saint-Lambert

Représentée par Maingain Olivier, Bourgmestre et Lambert Patrick, Secrétaire communal.

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

APRES AVOIR EXPOSE QUE :

Les parties ont conclu une convention de subvention ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée au bénéficiaire en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'Arrêté ».

Suite aux réunions du comité d'accompagnement, et afin de permettre le bon

déroulement du projet subsidié, les parties souhaitent modifier certains points de la convention de subvention.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

L'article 3 de la convention de subvention est modifié comme suit :

La période à subsidier prend cours le 31/05/2021 et est prolongée jusqu'au 30/09/2022.

Article 2

L'article 8 de la convention de subvention est modifié comme suit :

L e solde sera liquidé sur base d'un rapport final et d'un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subside accompagné, pour chacune d'elles, des pièces justificatives et de leur preuve de paiement. Les dépenses reprises à l'IGD seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard 1 mois après la fin de la mission de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels)

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite dans le mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci,

par voie postale :

Bruxelles Environnement
Département Comptabilité
Site de Tour & Taxis
Avenue du Port 86C/3000
1000 Bruxelles

ou par voie électronique :

invoice@environnement.brussels

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout

droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 3

Cet avenant fait partie intégrante de la convention relative à la subvention susmentionnée

Fait en autant d'exemplaires que de parties, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Bruxelles, le ___/___/____

Pour Bruxelles Environnement

Barbara DEWULF

Directrice générale ad intérim

ou

Benoit WILLOCX

Directeur général adjoint ad intérim

Pour le bénéficiaire

Olivier MAINGAIN

Bourgmestre

Patrick LAMBERT

Secrétaire Communal

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Gewestelijke projectoproep "Label diervriendelijke gemeente " - Overeenkomst betreffende de toelage - Aanhangsel nr. 1 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke projectoproep "Label diervriendelijke gemeente" afgesloten op 15/05/2021**;**

Overwegende dat de gemeente heeft gereageerd op deze projectoproep en dat

Leefmilieu Brussel in zijn e-mail van 24/08/2021 heeft aangekondigd een subsidie van 4.000 EUR toe te kennen voor het ingediende project (project voor de afbakening van de losloopzone voor honden van het Fallonstadion);

Overwegende dat de Gemeenteraad de betreffende overeenkomst in zijn zitting van 20/09/2021 heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een aanhangsel aan de overeenkomst met het Gewest goed te keuren om deze subsidie te verkrijgen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST het aanhangsel aan de overeenkomst tussen de gemeente en het Gewest goed te keuren met het oog op de vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie van 4.000 EUR, zoals volgt:

Overeenkomst betreffende de toelage met
referentie SUB/2021/WoluweStLambert/WSL/BEA/Label
Aanhangsel nr. 1

Tussen enerzijds :
Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.

vertegenwoordigd door Barbara DEWULF, Directrice-generaal ad interim of Benoit WILLOCX, Adjunct Directeur generaal ad interim

en anderzijds:
Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Paul Hymanslaan 2,
1200 Sint-Lambrechts-Woluwe

Vertegenwoordigd door Maingain Olivier, Burgemeester en Lambert Patrick, Gemeentesecretaris.

Hierna "de begunstigde" genoemd.

NADAT HET VOLGENDE WERD UITEENGEZET:

De partijen hebben een subsidieovereenkomst afgesloten met als voorwerp het verduidelijken van de bepalingen over het gebruik, de te bezorgen bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de subsidie die werd toegekend aan de begunstigde krachtens het besluit met de voormelde referentie, hierna « het besluit » genoemd.

Als gevolg van de vergaderingen van het begeleidingscomité en om het goede verloop van het gesubsidieerde project mogelijk te maken, willen de partijen bepaalde punten van de subsidieovereenkomst wijzigen.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1

Artikel 3 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:

De te subsidiëren periode begint op 31/05/2021 en wordt verlengd tot 30/09/2022.

Artikel 2

Artikel 8 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:

Het saldo zal worden vereffend op basis van een eindverslag en een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde kosten in het kader van de subsidie, telkens vergezeld van de bewijsstukken en hun betalingsbewijs. De uitgaven in de AUI zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk 1 maand na het einde van de opdracht worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd, met als voorwerp de referentie zoals vermeld in de titel gevolgd door « /Solde ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@environnement.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal binnen de maand een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt, en dit,
per post :

Leefmilieu Brussel
Dienst Boekhouding
Thurn & Taxis-site
Havenlaan 86C/3000,
1000 Brussel

... of via elektronische weg naar
invoice@leefmilieu.brussels

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 3

Dit aanhangsel maakt integraal deel uit van de overeenkomst betreffende de bovenvermelde subsidie.

Opgesteld in zoveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij verklaart zijn exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt in Brussel, op ___/___/____

Voor Leefmilieu Brussel

Barbara DEWULF

Directrice-generaal ad interim

of

Benoit WILLOCX

Adjunct Directeur generaal ad interim

Voor de begunstigde

Olivier MAINGAIN

Burgemeester

Patrick LAMBERT

Gemeentesecretaris

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0052 **Dotation triennale d'Investissement 2022-2024 - Choix des projets et demande de subsides - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance de la Région bruxelloise du 16/07/1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise déterminant les modalités de présentation du Programme Triennal d'Investissement ;

Considérant qu'il s'indique d'établir un Plan Triennal d'Investissement 2022-2024 ;

Considérant que la dotation triennale pour la commune s'élève à 316.216 EUR ;

Considérant que la commune est propriétaire des biens qui sont inscrits au Plan Triennal d'Investissement et qu'elle s'engage à ne pas aliéner ces biens pendant une période de 20 ans ;

Vu le projet de Programme Triennal d'Investissement 2022-2024 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du comité d'accompagnement mixte Région-Commune du 03/05/2022 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE :

- d'approuver le Programme Triennal d'Investissement pour les années 2022-2024 tel que joint en annexe ;
- de solliciter les subventions pour la réalisation des projets mentionnés dans le Programme Triennal d'Investissement 2022-2024;
- de s'engager sur l'honneur à ne pas aliéner ou modifier l'affectation des biens pendant une période de 20 ans à dater de la date d'octroi du subside ;
- d'approuver le procès-verbal de la réunion du comité d'accompagnement mixte Région-Commune du 03/05/2022.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Le dossier sera transmis pour disposition à Bruxelles Pouvoirs Locaux - Direction des Investissements.

30 votants : 30 votes positifs.

Driejarige investeringsdotatie 2022-2024 - Keuze van de projecten en subsidieaanvraag - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Gewest van 16/07/1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering dat de voorwaarden vaststelt voor het indienen van het Driejarig Investeringsprogramma;

Overwegende dat het aangewezen is om een Driejarig Investeringsplan 2022-2024 op te stellen;

Overwegende dat de driejarige dotatie voor de gemeente 316.216 EUR bedraagt;

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van de goederen die in het Driejarig Investeringsplan zijn ingeschreven en dat ze zich ertoe verbindt om deze goederen binnen een periode van 20 jaar niet van de hand te doen;

Gelet op het ontwerp van Driejarig Investeringsprogramma 2022-2024;

Gelet op het proces-verbaal van de vergadering van het gemengd begeleidingscomité Gewest-Gemeente van 03/05/2022;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST:

- het bijgevoegde Driejarig Investeringsprogramma voor de jaren 2022-2024 goed te keuren;
- de subsidies aan te vragen voor de verwezenlijking van de projecten die in het Driejarig Investeringsprogramma 2022-2024 vermeld staan;
- zich op eer ertoe te verbinden de goederen gedurende een periode van twintig jaar na de toekenning van de subsidie niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen;
- het proces-verbaal van de vergadering van het gemengd begeleidingscomité Gewest-Gemeente van 03/05/2022 goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Het dossier zal ter beschikking overgemaakt worden aan Brussel Plaatselijke Besturen - Directie Investeringen.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

29.06.2022/A/0053 **Amendements du groupe Ecolo sur le point intitulé « Terrains communaux - Parcelles potagères - Convention-type d'occupation - Modifications - Avenant-type - Approbation ».**

Les amendements ci-dessous sont proposés au vote de l'assemblée et le résultat est le suivant :

Amendement 1 - Article 6
Proposition : Suppression de l'Article 6 de la Convention.
Justification : cet article a été repris dans l'article 2 du R.O.I.

Cet amendement **est approuvé** à l'unanimité et sera intégré dans la convention-type

d'occupation relative aux parcelles potagères.

Amendement 2 - Article 2
Proposition : A l'issue de chaque période de 3 ans, en cas de reconduction du contrat d'occupation, la commune pourra décider de réduire la surface de la parcelle mise à disposition si celle-ci est supérieure à 50 m2. L'occupant sera averti de l'intention de la commune au moins 3 mois avant la date prévue de reconduction.
Justification : aligner la taille des parcelles dont certaines peuvent être de très grande taille pour des raisons historiques.

Cet amendement **est rejeté** par 25 voix contre et 5 voix pour (Mme BORDES CASTELLS, M. VAN der AUWERA, Mmes BOONEN, DRANSART et SAASTAMOINEN).

Amendementen van de Ecolo-fractie over het punt met als titel "Gemeentelijke terreinen - Moestuinpercelen - Standaard gebruiksovereenkomst - Wijzigingen - Type-aanhangsel - Goedkeuring".

Amendement 1: unaniem goedgekeurd.
Amendement 2: verworpen met 25 stemmen tegen en 5 stemmen vóór (mw. BORDES CASTELLS, dhr. VAN der AUWERA, mevrouwen BOONEN, DRANSART en SAASTAMOINEN).

GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

29.06.2022/A/0054 **Terrains communaux - Parcelles potagères - Convention-type d'occupation - Modifications - Avenant-type - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de terrains sur lesquels elle autorise l'exploitation de parcelles potagères par des particuliers ;

Considérant qu'un nouveau règlement d'ordre intérieur concernant ceux-ci est soumis à l'approbation du Conseil de ce jour ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier la convention-type pour les occupations futures et d'imposer celui-ci par avenant aux occupants actuels ;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE :

- d'approuver la modification de la convention-type d'occupation et l'avenant-type conformément au modèle repris ci-dessous ;

- d'adapter ladite convention en tenant compte de l'amendement proposé en cette séance, approuvé à l'unanimité et repris au présent procès-verbal, qui consiste en l'abrogation de l'article 6 ;
- de résilier au 31/12/2022 toutes les conventions d'occupation visées et dont les cocontractants n'auront pas signé l'avenant au 30/09/2022.

CONTRAT D'OCCUPATION POUR PARCELLE INDIVIDUELLE
AVENANT

Ancien article 5

L'occupant se doit de cultiver de manière biologique. Ceci implique l'utilisation d'engrais organiques à savoir : compost, compost de fumier, engrais verts, ou autres compatibles avec l'agriculture biologique.
En conséquence, les jardiniers procéderont au compostage des déchets végétaux produits sur le site, de manière individuelle ou collective.
L'utilisation d'engrais de synthèse et de pesticides est interdite et sera une condition de révocation du présent contrat si elle est constatée.
Afin d'éviter les maladies, la rotation et l'association des cultures sont vivement recommandées ainsi que le mulch qui protège le sol.
Les occupants des diverses parcelles biologiques auront la possibilité de se réunir chaque année pour prendre les décisions relatives au fonctionnement du jardin et, le cas échéant, d'en informer le Collège.

Nouvel article 5

L'occupant s'engage à respecter en tout temps le règlement d'ordre intérieur relatif à l'usage et l'occupation des parcelles biologiques dans les potagers communaux situés sur des terrains appartenant à la commune de Woluwe-Saint-Lambert approuvé par le Conseil communal. En cas de non-respect dudit règlement, il pourra être mis fin au contrat d'occupation selon les modalités prévues à l'article 2.

Ancien article 6

Le preneur s'engage à cultiver lui-même sa parcelle biologique. Il ne peut pas la remettre à un tiers, ni en tout, ni en partie, à titre gracieux ou à titre onéreux.
S'il se trouve dans l'impossibilité de cultiver sa parcelle ou de maintenir son terrain dans un état d'entretien normal pendant la saison de culture, il est tenu d'en avertir le service des Propriétés communales.

Nouvel article 6

Abrogé

Ancien article 7

Les chiens doivent être tenus en laisse.

Nouvel article 7

Abrogé

Ancien article 8

Les preneurs des différentes parcelles biologiques réalisent en commun les travaux d'entretien général du site et de ses abords immédiats. En cas de négligence, la commune se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux. A cet effet, un PV sera établi par le fonctionnaire délégué de la commune, détaillant le délai de remise en état des lieux et les travaux à effectuer. La commune peut fournir éventuellement une aide logistique pour certains travaux. Les arbres (issus de semis) situés dans l'enceinte des potagers de moins de 40 cm de circonférence prise à 1,5 m du sol peuvent être abattus sans permis par les potagistes après visite préalable et accord du

coordinateur Agenda 21 ou d'un agent de la division Espaces verts.

Nouvel article 8
Abrogé

Ancien article 9
Aucune construction, fixée ou non au sol, ne pourra être érigée sur les terrains loués sans l'accord préalable et écrit au Collège des bourgmestre et échevins. La plantation d'arbres fruitiers, même basse tige, est interdite.

Nouvel article 9
Abrogé

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Gemeentelijke terreinen - Moestuinpercelen - Standaard gebruiksovereenkomst - Wijzigingen - Type-aanhangsel - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van grond waarop zij de exploitatie van moestuinpercelen door particulieren toestaat;

Overwegende dat vandaag een nieuw huishoudelijk reglement betreffende deze percelen ter goedkeuring aan de Raad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de standaardovereenkomst voor toekomstige bezettingen moet worden gewijzigd en door middel van een aanhangsel aan de huidige bewoners moet worden opgelegd;

Gelet op artikelen 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST:

- de wijziging van de standaard gebruiksovereenkomst en het type-aanhangsel goed te keuren overeenkomstig het onderstaande model:
- deze overeenkomst aan te passen om rekening te houden met het tijdens deze zitting voorgestelde amendement, die unaniem werd goedgekeurd en in dit proces-verbaal wordt opgenomen, en die erin bestaat dat artikel 6 wordt opgeheven;
- alle genoemde bezettingsovereenkomsten waarvan de medecontractanten het aanhangsel niet uiterlijk op 30/09/2022 zullen hebben ondertekend, uiterlijk op 31/12/2022 te beëindigen.

GEBRUIKSCONTRACT VOOR EEN INDIVIDUEEL PERCEEL
AANHANGSEL

Oud artikel 5
De gebruiker is verplicht biologisch te telen. Dit betekent gebruik maken van organische meststoffen zoals: compost, mest, groen meststoffen of andere die verenigbaar zijn met de biologische landbouw.
Bijgevolg gaan de tuiniers over tot compostering van plantaardige afval dat ter plaatse wordt geproduceerd, ofwel op individuele wijze ofwel gemeenschappelijk.
Het gebruik van kunstmest of chemische bestrijdingsmiddelen is verboden en vormt, wanneer het wordt vastgesteld, op zich een herroepingsvoorwaarde van deze overeenkomst.
Om ziektes te vermijden wordt gewassenrotatie en -affiniteit ten zeerste aanbevolen evenals het gebruik van mulch die de bodem beschermt.
De gebruikers van de verschillende biologische percelen kunnen zich elk jaar verenigen om beslissingen te nemen over de functionering van de tuin en, in voorkomend geval, hiervan het College in kennis te stellen.

Nieuw artikel 5
De bewoner verbindt zich ertoe te allen tijde het huishoudelijk reglement na te leven met betrekking tot het gebruik en de bewoning van de biologische percelen in de gemeentelijke moestuinen gelegen op terreinen die toebehoren aan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, goedgekeurd door de Gemeenteraad. Bij niet-naleving van dit reglement kan de gebruiksovereenkomst worden opgezegd volgens de voorwaarden van artikel 2.

Oud artikel 6
De huurder verbindt zich ertoe zijn perceel zelf op biologische wijze te bewerken. Hij mag dit niet ter beschikking stellen aan derden, geheel noch gedeeltelijk, kosteloos noch tegen betaling.
Indien hij zich in de onmogelijkheid bevindt om zijn perceel te bewerken of om zijn grond op normale wijze te onderhouden tijdens het teeltseizoen, is hij eraan gehouden de dienst Gemeente-eigendommen hiervan op de hoogte te brengen.

Nieuw artikel 6
Opgeheven

Oud artikel 7
Honden moeten aan de lijn gehouden worden.

Nieuw artikel 7
Opgeheven

Oud artikel 8
De huurders van de verschillende biologische percelen voeren samen de algemene onderhoudswerken voor de site en de directe omgeving uit. Wanneer dit niet gebeurt, houdt de gemeente zich het recht voor te eisen dat de plaats weer in zijn oorspronkelijke staat wordt hersteld. Hiertoe wordt er een proces-verbaal opgesteld door de ambtenaar afgevaardigd door de gemeente waarin de termijn vermeld wordt waarin de site weer in zijn oorspronkelijke staat moet worden hersteld, en welke werken er moeten worden uitgevoerd. De gemeente kan voor bepaalde werken eventueel logistieke steun verlenen. De bomen (afkomstig van zaad) die rondom de moestuinen staan en waarvan de omtrek minder dan 40 cm verwijderd is van de

moestuin, gemeten vanaf een hoogte van 1,5 m van de bodem, mogen zonder vergunning worden geveld door de moestuiniers mits voorafgaand bezoek en akkoord vanwege een coördinator Agenda 21 of een agent van de afdeling Groene ruimtes.

Nieuw artikel 8
Opgeheven

Oud artikel 9
Geen enkele constructie, al dan niet verankerd in de grond, mag worden opgericht op de gehuurde gronden zonder voorafgaand en geschreven akkoord vanwege het College van burgemeester en schepenen. De aanplant van fruitbomen, zelfs laagstammige, is verboden.

Nieuw artikel 9
Opgeheven

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

29.06.2022/A/0055 **Amendements du groupe Ecolo sur le point intitulé « Terrains communaux - Parcelles potagères - Règlement d'ordre intérieur - Approbation ».**

Après un débat, certains des amendements ci-dessous sont soit retirés, soit soumis au vote de l'assemblée et, en cas d'approbation, ils seront intégrés dans le règlement d'ordre intérieur qui sera adapté en conséquence :

Amendement 1 - Art 3.1. Types de cultures
Sous : « Les cultures suivantes sont interdites : »
Ajouter : « la plantation de haies pour délimiter la parcelle ou partie de celle-ci »
Justification : cela s'est déjà produit à Hof ten Berg...

L'amendement est **retiré**, cette disposition étant déjà prévue sous une autre forme.

Amendement 2 - Art 3.2 Semences
Sous « … des semences issues de l'agriculture biologique ou d'un mode de production équivalent. »
Supprimer : « ou d'un mode de production équivalent »
Justification : il n'y a pas d'équivalent (protection juridique du label Bio au niveau européen) ou alors il faut citer lesquels !

L'amendement est **approuvé** à l'unanimité.

Amendement 3 - Art 3.3. Usage de pesticides et/ou d'engrais chimiques
Ajouter au titre : « et piégeage »
Ajouter au texte : La détention sur le site, la pose et l'utilisation de dispositifs de piégeage, chimiques ou mécaniques destinés à la capture et/ou à la destruction d'animaux est interdite.
Justification : il existe aussi un risque d'usage de produits toxiques et/ou de mauvaises pratiques et il faut le prévenir.

L'amendement est **retiré**.

Amendement 4 - Art 4.1. Infrastructures
« La parcelle et l'ensemble du site des potagers devront en tout temps conserver un caractère esthétique. »
Changer : remplacer « esthétique » par « entretenu ».
Justification : qui juge de l'esthétique ? sur base de quels critères ?

L'amendement est **approuvé** à l'unanimité moyennant l'adaptation de la proposition comme suit : « entretenu et/ou esthétique ».

Amendement 5 - Art 4.3. Matériaux
Dans la liste « (ex : huiles, solvants, billes de chemin de fer,…) »
Ajouter : « les produits de protection du bois anti-pourriture, fongicides… »

L'amendement est **approuvé** à l'unanimité.

Amendement 6 - Art 4.3. Matériaux
Sous : « On évitera également : »
Remplacer : « On évitera également : » par « Sont interdits également : »
Ajouter : « la pose de clôture, quel que soient les matériaux utilisés (bois, métal, plastique…) »
Supprimer : « les objets en acier oxydables susceptibles de rouiller »
Justification : on ne peut pas obliger les potagistes à travailler avec des outils de jardinage en inox !

L'amendement est **approuvé seulement pour ce qui concerne la suppression** : « les objets en acier oxydables susceptibles de rouiller » ; les autres propositions sont **retirées**.

Amendement 7 - Article 6 Vivre ensemble
Sous : « Il ou elle sera courtois(e), respectera les autres occupant(e)s ainsi que les agents communaux. »
Ajouter : « et les voisins des sites de potagers communaux »

L'amendement est **retiré**.

Amendement 8 - Article 6 Vivre ensemble
A la suite de : « Dans tous les cas, les événements ne peuvent nuire au bon déroulement des cultures maraîchères sur le site. »

Ajouter : « L'usage de musique amplifiée est interdit (radio, boom-box, enceinte, baffle…) »

L'amendement est **retiré**.

Amendementen van de Ecolo-fractie over het punt met als titel "Gemeentelijke terreinen - Moestuinpercelen - Huishoudelijk reglement - Goedkeuring".

Amendement 1: ingetrokken.
Amendement 2: unaniem goedgekeurd.
Amendement 3: ingetrokken.
Amendement 4: unaniem goedgekeurd mits volgende aanpassing: "onderhouden worden en/of een esthetisch karakter behouden".
Amendement 5: unaniem goedgekeurd.
Amendement 6: goedgekeurd voor wat de schrapping betreft ("oxideerbare stalen voorwerpen die kunnen gaan roesten"); de andere voorstellen worden ingetrokken.
Amendement 7: ingetrokken.
Amendement 8: ingetrokken.

GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

29.06.2022/A/0056 **Terrains communaux - Parcelles potagères - Règlement d'ordre intérieur - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de terrains sur lesquels elle autorise l'exploitation de parcelles potagères par des particuliers ;

Considérant qu'il y a lieu d'encadrer de manière plus détaillée l'usage qui peut être fait de ces terrains au moyen d'un règlement d'ordre intérieur ;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/06/2022 ;

DECIDE d'approuver le règlement d'ordre intérieur repris ci-dessous adapté selon les amendements approuvés en cette séance et repris au présent procès-verbal :

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR RELATIF A L'USAGE ET L'OCCUPATION DES PARCELLES BIOLOGIQUES DANS LES POTAGERS COMMUNAUX SITUES SUR DES TERRAINS APPARTENANT A LA COMMUNE DE WOLUWE-ST-LAMBERT

Article 1 : Définitions
Au sens du présent règlement, il faut entendre par :

Potager communal : Terrain communal composé d'une (ou de plusieurs) parcelle(s)

cadastrale(s) contiguë(s), comprenant des parcelles de culture biologique louées par la commune à des habitants et des espaces collectifs (compost, espace convivial, cabane à outils…).

Parcelle : Terrain mis à disposition d'un occupant conformément au règlement relatif à l'attribution des parcelles biologiques et destinées à la culture maraîchère biologique.

Occupant(e) : Personne physique (ou un membre de son ménage) ou personne morale ayant signé une convention par laquelle une parcelle lui est donnée en location au sein d'un potager communal.

Ménage : Ensemble des occupants d'un même logement. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Construction : Toute édification en bois, béton ou autres matériaux tels que chalet à outils, abri de jardin, tour à pommes de terre, serre, table de semis, compostière personnelle...

Commune : Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert.

Serre : Construction à parois translucides de plus de 50 cm de hauteur.

Châssis pour semis et repiquage : Construction consistant en une structure rigide, de maximum 50 cm de hauteur, comportant des espaces transparents, qui protège du froid et/ou des ravageurs et peut accélérer la croissance de certaines cultures.

Voile de forçage (ou d'hivernage) : Tissu thermique en polypropylène destiné aux maraîchers et jardiniers pour protéger leurs plantations du froid.

Article 2 : Parcelle

L'occupant(e) s'engage à cultiver lui-même sa parcelle biologique. Il ne peut pas la remettre à un tiers, ni en tout, ni en partie, à titre gracieux ou à titre onéreux.
Toutefois, en cas de décès (et uniquement dans ce cas de figure), la parcelle peut être transférée à la conjointe ou au conjoint de l'occupant(e), moyennant la signature d'une nouvelle convention auprès de la commune.

S'il se trouve dans l'impossibilité de cultiver sa parcelle ou de maintenir son terrain dans un état d'entretien normal pendant la saison de culture, il est tenu d'en avertir le service des Propriétés communales afin de préciser le délai de son absence et les dispositions prises pendant cette période pour la bonne gestion de la parcelle.

Sauf dérogation spéciale, un même ménage ne peut occuper et gérer plus d'une parcelle. Dans le cas où la commune ne serait pas tenue au courant d'un arrangement entre deux occupants, ceux-ci courent le risque d'une résiliation sans préavis de leur convention.

En outre, les actions suivantes sont interdites :

- le dépassement des limites de la parcelle attribuée ;
- la modification des dimensions de la parcelle attribuée ;
- toute modification des clôtures, des chemins ou des espaces collectifs.

Article 3 : Cultures

La parcelle sera entretenue par l'occupant(e) durant toute la saison. La culture de la parcelle doit démarrer au plus tard le 15 mars et se prolonger au moins jusqu'à la fin du mois de septembre.

Par ailleurs, l'occupant(e) devra entretenir sa parcelle de manière à ce que la végétation ne gêne pas les occupants des parcelles voisines.

3.1. Types de cultures

Le terrain est destiné principalement à la culture maraîchère, pour une surface minimale de 80 % de légumes et pour les 20 % restants, pour la culture de petits fruits, d'aromatiques, d'engrais verts et/ou d'autres plantes indigènes ou naturalisées favorisant la biodiversité (ex. : soucis, consoude, chicorée sauvage, bourrache, mauve…).

Pendant la saison froide, les engrais verts peuvent dépasser 20 % de la surface de la parcelle. A l'exception des engrais verts en saison froide, la monoculture n'est pas autorisée.

Les cultures suivantes sont interdites :

- la culture de toute plante invasive, en ce compris les plantes exotiques invasives[1] mais également les plantes à rhizomes traçants (ex. : bambous) ;
- la plantation d'arbres et d'arbustes pouvant mesurer plus de 1,5 m à taille adulte.

[1] *Une espèce exotique invasive est une espèce introduite par l'homme volontairement ou involontairement sur un territoire hors de son aire de répartition naturelle, et qui menace les écosystèmes, les habitats naturels ou les espèces locales. Une liste des espèces considérées comme effectivement ou potentiellement invasives peut être consultée sur le site : http://ias.biodiversity.be/species/all.*

3.2. Semences

L'usage de semences génétiquement modifiées (OGM) est interdit. Dans la mesure du possible, l'occupant(e) veillera à utiliser des semences issues de l'agriculture biologique.

3.3. Usage de pesticides et/ou d'engrais chimiques

Considérant l'ordonnance du 20/06/2013 relative à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable ainsi que ses modifications, l'usage de produits phytopharmaceutiques est strictement interdit sur l'ensemble des espaces verts, en ce compris les potagers.

Cette interdiction inclut notamment les insecticides, les herbicides, les fongicides, les molluscicides (anti-limaces) et autres produits utilisés pour la protection des plantes ou la destruction des herbes indésirables.

Les biopesticides et autres produits pesticides autorisés en agriculture biologique sont également interdits. L'utilisation d'engrais chimiques n'est pas autorisée.

La détention et le stockage de ces produits sur la parcelle ou au sein du potager sont également interdits.

3.4. Couverture du sol

L'occupant(e) devra éviter tant que possible de laisser son sol à nu. Les matériaux autorisés pour le paillage sont les suivants : paillage organique (compost non mûr,

paille, foin…), bâche de paillage (tissée ou micro-perforée), géotextile, cartons non imprimés. Les bâches en plastique traditionnelles ou tous autres revêtements imperméables sont interdits.

La pose éventuelle d'un revêtement végétal (broyat, copeaux…) de manière permanente est permise pour autant qu'il n'occupe pas plus de 5 % de la surface de la parcelle et qu'il ne comporte pas de matériaux nuisibles pour l'environnement ou pour la santé publique.
La pose d'autres matériaux non biodégradables, tels que le gravier, des tapis ou tout autre revêtement stabilisé, n'est pas autorisée.

Article 4 : Accessoires à la culture

4.1. Infrastructures
Le dépôt ou le stockage d'objets, d'encombrants et de détritus divers sur la parcelle ou sur le site sont interdits, même de façon temporaire. L'occupant(e) s'engage à signaler à la commune tout dépôt clandestin.
A tout moment, lorsqu'il n'est pas utilisé, le matériel de culture (tuteurs, voiles, plaques de semis…) et les outils seront soigneusement rangés et ne devront pas être visibles.

La parcelle et l'ensemble du site des potagers devront en tout temps conserver un caractère entretenu et/ou esthétique. L'installation des infrastructures suivantes est tolérée dans le respect des conditions énoncées ci-après :

- Les tunnels ou voiles de forçage déposés au-dessus des plantations de fraises, de légumes pour hâter leur croissance sont autorisés à condition de ne pas dépasser une hauteur de 50 cm.
- Les châssis pour semis ou repiquage (ou infrastructure équivalente) sont autorisés sur une superficie maximale de 2 m² au sol et sont limités à une hauteur de 50 cm.
- L'installation de serre doit faire l'objet d'une demande officielle auprès de la commune.

  Les demandes seront examinées en fonction des matériaux utilisés et de l'occupation au sol, pour respecter les proportions suivantes :

  - sur les parcelles d'une surface inférieure ou égale à 45 m² : une serre de 4 m² maximum ;
  - sur les parcelles d'une surface supérieure à 45 m² : une serre de 6 m² maximum.

- Les cuves, bidons et autres dispositifs de stockage pour la matière organique et/ou la récupération d'eau sont autorisés sur une superficie maximale de 2 m² au sol et doivent être masqués par un revêtement végétal (ex. : lattes en bois).

Toute autre construction, temporaire ou permanente, est interdite.

L'élevage d'animaux n'est pas autorisé.

4.2. Engins
L'usage d'engins motorisés est interdit sauf cas exceptionnel, moyennant l'autorisation préalable de la commune.

4.3. Matériaux
Les matériaux nuisibles pour la santé publique ou l'environnement (ex. : huiles, solvants, billes de chemin de fer, produits de protection du bois anti-pourriture, fongicides…) sont interdits.

On évitera également :

- la pose de barbelés ou de tôle ondulée ;
- les CD, DVD ou Blu-ray.

Le plastique sera utilisé en dernier recours, pour des usages essentiels, et ce uniquement si des matériaux alternatifs n'existent pas.

Article 5 : Parties communes
Les occupant(e)s du potager sont tenus d'entretenir, en bonne collaboration, les chemins (désherbage, tonte, débroussaillage ou étalage de copeaux) et le matériel mis à disposition par la commune (mobilier, gouttières, citernes…).
Ils sont également chargés de la gestion du compost (mélange pour l'aération, transfert d'un bac à l'autre, tamisage...). Le compost produit sera utilisé exclusivement à des fins de culture sur le site et ne pourra en aucun cas être exporté ou vendu.

Les tailles et élagage des arbres, arbustes et haies sont pris en charge par la commune et ne pourront être réalisés par les occupant(e)s.

Les chemins d'accès aux potagers communaux ne peuvent être utilisés que par les piétons.

Article 6 : Vivre ensemble, respect et activités
La commune organise annuellement une réunion des potagistes, afin de tenir les occupant(e)s au courant des décisions relatives au potager et de permettre les échanges avec les services administratifs et l'échevin du développement durable et de l'environnement.
L'occupant(e) s'engage à participer à ces réunions ainsi qu'à d'éventuelles autres réunions de coordination. Dans le cas où il ne pourrait exceptionnellement pas être présent, il sera tenu d'en informer la commune au préalable.
L'occupant(e) veillera à cohabiter en harmonie avec les autres occupant(e)s du site et à respecter le caractère calme du potager. Il ou elle sera courtois(e), respectera les autres occupant(e)s ainsi que les agents communaux.
L'occupant(e) respectera le site dans son ensemble ainsi que ses aménagements et participera à son entretien en bonne collaboration avec les autres occupant(e)s.
Les modalités selon lesquelles le groupe choisit d'interagir (répartition des tâches communes, modes de communication utilisés, accueil des nouveaux occupant(e)s…) pourront être définies dans une charte.
Ce document serait propre à chaque potager, serait conçu avec ses occupant(e)s et pourrait être révisé chaque année si le besoin en est exprimé lors de la réunion annuelle des potagistes.
L'occupant(e) sera tenu d'informer, en cas d'initiative de sa part, d'une activité ou d'un événement exceptionnel sur le site, la commune minimum 30 jours calendrier à l'avance.
Pour des motifs de bonne gestion du site, la commune conserve le droit d'autoriser ou de refuser la tenue dudit événement et le signifiera au demandeur dans les 15 jours calendrier à dater de la demande. Dans tous les cas, les événements ne peuvent nuire au bon déroulement des cultures maraîchères sur le site.

La présence de chiens est autorisée, en présence du maître, dans la mesure où l'occupant a une maîtrise totale sur celui-ci et qu'il reste sur la parcelle de son propriétaire, sans endommager les plantations. Dans les allées et le reste du site, les chiens sont tenus en laisse. L'occupant(e) veillera à ramasser les déjections de son ou ses chiens.

Article 7 : Dérogation
Dans certains cas spécifiques motivés, une demande de dérogation à l'un des articles du présent règlement peut être introduite auprès du Collège des bourgmestre et échevins. Ces dérogations seront examinées au cas par cas avec l'appui technique des services communaux.

Article 8 : Entrée en vigueur
Le présent règlement entrera en vigueur à dater de sa publication.

Date, signature précédée de la mention « lu et approuvé ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Gemeentelijke terreinen - Moestuinpercelen - Huishoudelijk reglement - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van grond waarop zij de exploitatie van moestuinpercelen door particulieren toestaat;

Overwegende dat het gebruik dat van deze terreinen kan worden gemaakt, nader moet worden geregeld door middel van een huishoudelijk reglement;

Gelet op de artikelen 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/06/2022;

BESLIST het onderstaande huishoudelijk reglement goed te keuren, aangepast met de amendementen die tijdens deze zitting goedgekeurd werden en die in het proces-verbaal opgenomen worden:

HUISHOUDELIJK REGLEMENT BETREFFENDE HET GEBRUIK EN DE BEZETTING VAN BIOLOGISCHE PERCELEN IN DE GEMEENTELIJKE MOESTUINEN GELEGEN OP TERREINEN TOEBEHOREND AAN DE GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE

Artikel 1. Definities
Voor de toepassing van dit reglement gelden de volgende definities:

Gemeentelijke moestuin: Een terrein van de gemeente bestaande uit één (of meer)

aaneengesloten kadastra(a)l perceel(-en), met inbegrip van door de gemeente aan bewoners verhuurde percelen voor biologische teelt en collectieve ruimten (compost, gemeenschapsruimte, gereedschapsschuur, enz.).

Perceel: Ter beschikking van een gebruiker gesteld terrein in overeenstemming met het reglement betreffende de toewijzing van biologische percelen die bestemd zijn voor biologische groenteteelt.

Gebruiker(ster): Een natuurlijke persoon (of een lid van zijn of haar huishouden) of een rechtspersoon die een overeenkomst heeft ondertekend waarbij hem of haar een stuk grond binnen een gemeentelijke moestuin wordt verhuurd.

Huishouden: Alle bewoners van dezelfde woning. Een huishouden kan uit één persoon bestaan.

Constructie: Elk gebouw van hout, beton of andere materialen zoals een gereedschapsschuurtje, tuinhuisje, aardappeltoren, broeikas, kiemtafel, persoonlijke compostbak, enz.

Gemeente: Gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.

Serre: Constructie met doorschijnende wanden van meer dan 50 cm hoog.

Frame voor zaaien en uitplanten: Constructie bestaande uit een stijve structuur, maximaal 50 cm hoog, met doorzichtige ruimten, die bescherming biedt tegen de kou en/of tegen ongedierte en die de groei van bepaalde gewassen kan versnellen.

Afdekfolie (of overwinteringszeil): Thermisch polypropyleendoek bestemd voor tuinders en hoveniers om hun aanplantingen tegen de kou te beschermen.

Artikel 2: Perceel

De gebruiker verbindt zich ertoe het biologische perceel zelf te bebouwen. Hij mag het niet aan een derde overhandigen, noch geheel noch gedeeltelijk, kosteloos of tegen betaling.
In geval van overlijden (en alleen in dit geval) kan het perceel echter worden overgedragen aan de echtgenoot van de gebruiker, mits een nieuwe overeenkomst met de gemeente wordt ondertekend.

Indien de gebruiker gedurende het groeiseizoen niet in staat is zijn perceel te bebouwen of in normale staat van onderhoud te houden, moet hij de dienst Gemeente-eigendommen hiervan in kennis stellen, met vermelding van de periode van afwezigheid en de tijdens deze periode getroffen voorzieningen voor een goed beheer van het perceel.

Behoudens bijzondere afwijking mag eenzelfde huishouden niet meer dan één perceel gebruiken en beheren. Indien de gemeente niet op de hoogte wordt gehouden van een regeling tussen twee bewoners, lopen zij het risico dat hun overeenkomst zonder opzegtermijn wordt beëindigd.

Bovendien zijn de volgende handelingen verboden:

- overschrijding van de grenzen van het toegewezen perceel;
- wijziging van de afmetingen van het toegewezen perceel;
- elke wijziging van omheiningen, paden of gemeenschappelijke ruimten.

Artikel 3: Gewassen
Het perceel zal door de gebruiker gedurende het gehele seizoen worden onderhouden. De teelt op het perceel moet uiterlijk op 15 maart beginnen en moet ten minste tot eind september duren.

Bovendien moet de gebruiker het perceel zodanig onderhouden dat de gebruikers van naburige percelen geen hinder ondervinden van de vegetatie.

3.1. Soorten gewassen
De grond is hoofdzakelijk bestemd voor groenteteelt, waarbij ten minste 80 % van de oppervlakte wordt gebruikt voor de teelt van groenten en de resterende 20 % voor de teelt van klein fruit, kruiden, groenbemesters en/of andere inheemse of ingeburgerde planten die de biodiversiteit bevorderen (bv. goudsbloemen, smeerwortel, wilde cichorei, bernagie, kaasjeskruid, enz.).
Tijdens het koude seizoen mogen groenbemesters meer dan 20 % van de oppervlakte van het perceel beslaan. Met uitzondering van groenbemesters in het koude seizoen, is monocultuur niet toegestaan.

De volgende teelten zijn verboden:

- de teelt van alle invasieve planten, met inbegrip van invasieve uitheemse planten[1] maar ook planten met kruipende wortelstokken (bv. bamboe);
- de aanplant van bomen en struiken die op volwassen grootte meer dan 1,5 m kunnen meten.

[1] *Een invasieve uitheemse soort is een soort die door de mens vrijwillig of onvrijwillig wordt geïntroduceerd in een gebied buiten zijn natuurlijke verspreidingsgebied, en die een bedreiging vormt voor ecosystemen, natuurlijke habitats of plaatselijke soorten. Een lijst van soorten die als werkelijk of potentieel invasief worden beschouwd, kan worden geraadpleegd op de website: http://ias.biodiversity.be/species/all.*

3.2. Zaden
Het gebruik van genetisch gemodificeerde zaden (GGO's) is verboden. Waar mogelijk moet de gebruiker ervoor zorgen dat zaad van biologische landbouw wordt gebruikt.

3.3. Gebruik van bestrijdingsmiddelen en/of kunstmest
Rekening houdend met de ordonnantie van 20/06/2013 betreffende een pesticidegebruik dat verenigbaar is met de duurzame ontwikkeling, alsook met de wijzigingen daarop, is het gebruik van fytofarmaceutische producten strikt verboden op alle groenzones, met inbegrip van moestuinen.
Dit verbod omvat insecticiden, herbiciden, fungiciden, mollusciciden (slakkenkorrels) en andere producten die worden gebruikt voor de bescherming van planten of de vernietiging van ongewenst onkruid.
Biopesticiden en andere pesticiden die in de biologische landbouw zijn toegestaan, zijn eveneens verboden. Het gebruik van chemische meststoffen is niet toegestaan.

Het bezit en de opslag van deze producten op het perceel of in de moestuin zijn eveneens verboden.

3.4. Bodembedekking
De gebruiker moet zoveel mogelijk vermijden de grond kaal te laten. Toegestane materialen voor mulching zijn: organisch mulch (onrijpe compost, stro, hooi, enz.),

mulchvellen (geweven of microgeperforeerd), geotextiel, onbedrukt karton. Traditionele plastic zeilen of andere ondoordringbare bedekkingen zijn verboden.

De eventuele installatie van een plantbedekking (snippers, schilfers, enz.) op permanente basis is toegestaan, mits deze niet meer dan 5 % van de oppervlakte van het perceel in beslag neemt en geen materialen bevat die schadelijk zijn voor het milieu of de volksgezondheid.
Het plaatsen van andere niet biologisch afbreekbare materialen, zoals grind, matten of andere gestabiliseerde bedekkingen, is niet toegestaan

Artikel 4: Accessoires voor de teelt

4.1. Infrastructuur

Het deponeren of opslaan van voorwerpen, omvangrijke voorwerpen en diverse soorten afval op het perceel of op het terrein is verboden, zelfs tijdelijk. De gebruiker verbindt zich ertoe de gemeente op de hoogte te brengen van elke sluikstort.
Teeltmateriaal (palen, zeilen, zaaibedden, enz.) en gereedschap moeten te allen tijde zorgvuldig worden opgeborgen wanneer ze niet worden gebruikt en mogen niet zichtbaar zijn.

Het perceel en het geheel van het moestuinterrein moeten te allen tijde onderhouden worden en/of een esthetisch karakter behouden. De installatie van de volgende infrastructuren is toegestaan onder de hieronder uiteengezette voorwaarden:

- Tunnels of broeikassen die over aardbeien- of groenteplanten worden geplaatst om de groei ervan te versnellen, zijn toegestaan op voorwaarde dat zij niet hoger zijn dan 50 cm.
- Lijsten voor zaailingen of voor het verplanten (of gelijkwaardige infrastructuur) zijn toegestaan op een maximale oppervlakte van 2 m² op de grond en zijn beperkt tot een hoogte van 50 cm.
- Voor de installatie van een serre moet een officiële aanvraag worden ingediend bij de gemeente.

De aanvragen zullen worden onderzocht op basis van de gebruikte materialen en de grondoppervlakte, met inachtneming van de volgende verhoudingen

- op percelen met een oppervlakte van 45 m² of minder: een serre van maximaal 4 m²;
- op percelen met een oppervlakte van meer dan 45 m²: een serre van maximaal 6 m².<

- Tanks, blikken en andere opslagvoorzieningen voor organisch materiaal en/of waterterugwinning zijn toegestaan op een maximale oppervlakte van 2 m² op de grond en moeten worden verborgen door een plantaardige bedekking (bv. houten latten).

Elke andere constructie, tijdelijk of permanent, is verboden.

Het fokken van dieren is niet toegestaan.

4.2. Machines

Het gebruik van gemotoriseerde machines is verboden, behalve in uitzonderlijke gevallen, na voorafgaande toestemming van de gemeente.

4.3. Materialen
Materialen die schadelijk zijn voor de volksgezondheid of het milieu (bv. oliën, oplosmiddelen, spoorwegkogels, houtconserveringsmiddelen tegen rot en schimmel, enz.) zijn verboden.

Ook het volgende moet worden vermeden:

- prikkeldraad of golfplaten;
- CD's, DVD's of Blu-ray's.

Plastic mag alleen als laatste redmiddel worden gebruikt voor essentiële doeleinden en alleen als er geen alternatieve materialen voorhanden zijn.

Artikel 5: Gemeenschappelijke delen
De gebruikers van de moestuin zijn verplicht de paden (wieden, maaien, opruimen van kreupelhout of leggen van houtsnippers) en de door de gemeente ter beschikking gestelde voorzieningen (meubilair, goten, reservoirs, enz.) in goede samenwerking te onderhouden.
Zij zijn ook verantwoordelijk voor het beheer van de compost (mengen voor beluchting, overbrengen van de ene bak naar de andere, zeven, enz.). De geproduceerde compost zal uitsluitend worden gebruikt voor de teelt op het terrein en mag in geen geval worden uitgevoerd of verkocht.

Het snoeien van bomen, struiken en heggen valt onder de verantwoordelijkheid van de gemeente en mag niet door de gebruikers worden uitgevoerd.

De toegangspaden naar de gemeentelijke moestuinen mogen alleen door voetgangers worden gebruikt.

Artikel 6: Samenleven, respect en activiteiten
De gemeente organiseert jaarlijks een vergadering van de moestuiniers om de gebruikers op de hoogte te houden van de beslissingen in verband met de moestuin en om uitwisselingen met de administratieve diensten en de schepen voor duurzame ontwikkeling en milieu mogelijk te maken.
De gebruiker verbindt zich ertoe aan deze vergaderingen en aan alle andere coördinatievergaderingen deel te nemen. Indien hij uitzonderlijk niet aanwezig kan zijn, moet hij de gemeente daarvan vooraf in kennis stellen.
De gebruiker moet ervoor zorgen dat hij in harmonie leeft met de andere gebruikers van het terrein en het rustige karakter van de moestuin respecteert. Hij of zij dient hoffelijk te zijn en respect te tonen voor de andere gebruikers en het gemeentepersoneel.
De gebruiker zal het terrein als geheel en de voorzieningen respecteren en in goede samenwerking met de andere gebruikers deelnemen aan het onderhoud ervan.
De wijze waarop de groep met elkaar wenst om te gaan (verdeling van de gemeenschappelijke taken, gebruikte communicatiemethoden, onthaal van nieuwe gebruikers, enz.) zou in een handvest kunnen worden vastgelegd.
Dit document zou specifiek zijn voor elke moestuin, zou samen met de gebruikers worden opgesteld en zou elk jaar kunnen worden herzien indien de behoefte daaraan tijdens de jaarlijkse vergadering van moestuiniers tot uiting komt.
De gebruiker is verplicht de gemeente ten minste 30 kalenderdagen van tevoren in kennis te stellen van elke activiteit of buitengewone gebeurtenis op het terrein als hij daarvoor het initiatief heeft genomen.
Om redenen van goed beheer van het terrein behoudt de gemeente zich het recht voor toestemming te verlenen of te weigeren voor het houden van het genoemde evenement

en zal zij de aanvrager hiervan binnen 15 kalenderdagen na de aanvraag op de hoogte brengen. In ieder geval mogen de evenementen het goede verloop van de tuinbouw op het terrein niet verstoren.

De aanwezigheid van honden is toegestaan, in aanwezigheid van hun baasje, mits de gebruiker volledige controle over hen heeft en zij op het perceel van de eigenaar blijven, zonder schade aan de aanplantingen toe te brengen. Op de paadjes en op de rest van het terrein moeten honden aan de leiband worden gehouden. De gebruiker zorgt ervoor dat de uitwerpselen van zijn hond(en) worden opgeraapt.

Artikel 7: Afwijking
In bepaalde specifieke en gerechtvaardigde gevallen kan bij het College van burgemeester en schepenen een verzoek tot afwijking van een van de artikelen van dit reglement worden ingediend. Deze afwijkingen zullen geval per geval worden onderzocht met de technische ondersteuning van de gemeentelijke diensten.

Artikel 8: Inwerkingtreding
Onderhavig reglement zal in werking treden vanaf de datum van zijn publicatie.

Datum, handtekening voorafgegaan door de vermelding “gelezen en goedgekeurd”.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

GESTION ESPACE PUBLIC - BEHEER OPENBARE RUIMTE

Propreté et charroi - Reinheid en wagenpark

29.06.2022/A/0057 **Convention pour la collecte des déchets textiles ménagers - Oxfam Solidarité - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Lambert accueille sur son territoire des conteneurs de collecte textile Oxfam Solidarité ;

Considérant que depuis le mois de septembre 2021, Oxfam Solidarité a confié à l’ASBL Terre la logistique de la vidange des conteneurs en Région bruxelloise ;

Considérant que ce changement implique une adaptation du texte de la convention, conformément à la décision du Gouvernement de la Région bruxelloise du 01/12/2016 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/06/2022 ;

DECIDE d’approuver la convention reprise ci-dessous :

Convention pour la collecte des déchets textiles ménagers

ENTRE :

La **commune de Woluwe-Saint-Lambert**, dont le siège est situé avenue Paul Hymans, 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0207.389.859, représentée par son Collège des bourgmestre et échevins en la personne de Monsieur Olivier Maingain, bourgmestre, et de Monsieur Patrick Lambert, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 29/06/2022,

dénommée ci-après « la commune »

D'UNE PART,

ET :

L'asbl Oxfam-Solidarité, dont le siège social est établi à Bruxelles, 60 Rue des Quatre-Vents à 1080 Molenbeek, représentée par : Mr Eneman Johannes
enregistré sous le numéro C/001 455 368 au titre de collecteur de déchets non dangereux en région bruxelloise ;

dénommée ci-après « l'opérateur »,

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Champ d'application.
La présente convention règle les modalités de collecte des textiles usagés sur le territoire de la commune, lorsque la collecte est réalisée par le biais de points d'apports volontaires, ci-après dénommés bulles à textiles, ou en porte-à-porte.

Elle s'inscrit dans le cadre des dispositions suivantes :

- Article 27 de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets « Ordonnance Déchets »
- Arrêté du gouvernement bruxellois («AGB ») du 21 juin 2012 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets non dangereux autres que ménagers

La présente convention porte sur l'ensemble des bulles à textiles et/ou des collectes en porte-à-porte mises en place par l'opérateur sur le territoire de la commune.

Art. 2. Objectifs.
L'opérateur collecte des déchets textiles ménagers sur le territoire de la commune dans le but premier de les réutiliser ou de les recycler.
Par déchets textiles ménagers, on entend les vêtements (textile et cuir), la maroquinerie (chaussures, sacs), la literie, le linge de maison (rideaux, draperies, nappes, serviettes) et autres matériaux textiles dont les ménages souhaitent se défaire.

Art. 3. Collecte des déchets textiles ménagers.
§ 1er. La collecte des déchets textiles ménagers peut être organisée selon les méthodes

suivantes :

a. bulles à textiles (y compris des bulles à textiles spéciales pour chaussures) installées sur le territoire de la commune ;
b. bulles à textiles (y compris des bulles à textiles spéciales pour chaussures) installées sur des terrains privés ;
c. collecte en porte-à-porte des textiles.

§ 2. Lorsque la collecte est organisée par le biais de bulles à textiles placées sur le territoire communal, l'opérateur respecte les dispositions suivantes :

a. l'emplacement des bulles à textiles est déterminé de commun accord avec la commune ;
b. la description de la bulle à textiles (dimensions, structure et couleur - joindre une photo en exemple) est précisée en annexe ;
c. les bulles à textiles ne peuvent pas porter de publicité commerciale ;
d. la commune n'accepte aucune responsabilité en matière de vol, vandalisme et autres dégâts à la bulle à textiles ou aux déchets textiles collectés ;
e. l'opérateur est légalement responsable des dommages occasionnés par les bulles à textiles ou à cause de celles-ci lors de leur installation ou de leur vidange ;
f. la commune est entièrement préservée de toute revendication de tiers relative aux dommages mentionnés à l'article 3, § 2, i ;
g. l'opérateur déclare annuellement à la commune les quantités de déchets textiles ménagers collectées ainsi que leur destination et le traitement effectué ;
h. l'opérateur est tenu de notifier à la commune tout enlèvement de bulles à textiles ;
i. l'opérateur s'assure que les bulles à textiles soient vidées au moins une fois par semaine. Lorsqu'une bulle à textiles est remplie avant cette échéance, l'opérateur la vide dans les 48 heures après signalement par la commune ;
j. l'opérateur veille au bon fonctionnement, à l'entretien et à la propreté de la bulle à textiles. L'ensemble de la bulle à textiles, en ce compris l'entrée et la sortie, les aires de stationnement et les abords de la bulle à textiles, sont nettoyés régulièrement.
k. lorsqu'un site pose problème en termes de présence de dépôts non autorisés dans les bulles ou de dépôts non autorisés aux abords de celles-ci, il incombe à l'opérateur d'une part, d'évacuer, à ses frais, les déchets non autorisés et qui sont prenables par une personne, et d'autre part, de mettre en œuvre, éventuellement avec le soutien de la commune, des mesures de sensibilisation (placement de panneaux, etc.) et/ou correctives, notamment l'accroissement des fréquences de passage ou les dispositions visées à l'article 5.

§ 3. Lorsque la collecte est organisée par le biais de bulles à textiles placées sur des terrains privés, la commune communique à l'opérateur les dispositions applicables en matière d'urbanisme et de salubrité ainsi que les dispositions relatives au contrôle de l'application de celles-ci.

L'opérateur respecte les dispositions du § 2, b à j.

Art. 4. Sensibilisation et information.
L'opérateur diffuse régulièrement les informations relatives à la collecte des déchets textiles. Avec l'accord de la commune, il peut utiliser les canaux d'information et de sensibilisation de celle-ci.

En vue d'appliquer l'alinéa précédent, la commune peut mettre à la disposition de l'opérateur tout ou partie des canaux de communication suivants dont elle dispose :

- le bulletin d'information de la commune avec une fréquence de 6 fois par an
- ~~le journal et le calendrier des déchets avec une fréquence de ..... fois par an (à déterminer entre l'organisation et la commune) ;~~
- les stands d'information et emplacements d'affichage à des emplacements visibles et accessibles au public ;
- ~~les espaces réservés par la commune dans les toutes-boîtes locaux avec une fréquence de ..... fois par an (à déterminer entre l'organisation et la commune) ;~~
- ~~le télétexte dans la rubrique de la commune ;~~
- le site Internet de la commune ;
- autres canaux d'information éventuels.

Art. 5. Fraction résiduelle des déchets de textiles ménagers collectés.
L'opérateur sensibilise les ménages à un tri adéquat des déchets de manière à réduire au maximum la fraction résiduelle et les impuretés dans les déchets textiles collectés.
Il est responsable de l'enlèvement de la fraction résiduelle et, sauf convention contraire, prend en charge les coûts qui en découlent.
Par fraction résiduelle, on entend les déchets textiles ménagers qui ne peuvent être réutilisés ou recyclés par l'organisation après le tri des déchets collectés.

Art. 6. Gestion des déchets textiles ménagers.
Toute activité de gestion des déchets textiles ménagers collectés en application de la présente convention, en ce compris l'exportation, est effectuée dans le respect de la législation en vigueur.
L'opérateur confie exclusivement leur traitement à des opérateurs de traitement dûment autorisés.
L'opérateur déclare annuellement à la commune la destination des déchets textiles ménagers collectés.

Art. 7. Contrôle.
Le ou les services de la commune désignés ci-après exercent un contrôle sur le respect de la présente convention :

- ~~service environnement~~ **
- service de nettoyage **
- ~~service suivant~~ : ..... (à compléter)

** = biffer les mentions inutiles.
A leur simple demande, tous les renseignements utiles leur sont fournis et les données concernant la présente convention peuvent être consultées.

Art. 8. Durée de la convention et clause de résiliation.
§ 1er. La présente convention prend effet le 01/08/2022 pour une durée de 2 ans. Sauf manifestation d'une volonté contraire dans le chef de l'une des parties, la convention est reconduite tacitement pour une durée égale à la durée initiale de la convention.
Les parties peuvent mettre fin à la convention à tout moment, moyennant un délai de préavis de trois mois.

§ 2. Lorsque l'opérateur perd son enregistrement de collecteur de déchets non dangereux, la convention prend immédiatement fin de plein droit et l'opérateur est tenu de cesser immédiatement ses activités de collecte de textiles.
Il enlève les bulles à textiles qu'il a installées dans un délai d'une semaine. A défaut, et s'il ne donne pas suite aux injonctions de la commune, celle-ci peut enlever ou faire enlever les bulles à textiles d'office, aux frais de l'opérateur en défaut.

Art. 9. Tribunaux compétents.
La présente convention est soumise à la législation belge. Les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents pour traiter les litiges qui pourraient survenir entre les parties.

Art. 10. Clause finale.
§ 1er. La présente convention est établie en trois exemplaires, chaque partie ayant reçu le sien.
§ 2. L'opérateur envoie un exemplaire signé pour information au Département Sols et Déchets de la DGARNE, Direction de la Politique des déchets, à l'adresse suivante : avenue Prince de Liège 15 à 5100 Jambes.

Pour la commune,

Pour l'opérateur de collecte de textiles enregistré,

Le Secrétaire communal, Le Bourgmestre,

Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN Johannes ENEMAN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Overeenkomst voor het inzamelen van textiel - Oxfam Solidariteit - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe op haar grondgebied inzamelcontainers voor textiel van Oxfam Solidariteit herbergt;

Overwegende dat Oxfam Solidariteit sinds september 2021 de logistiek voor het legen van de containers in het Brussels Gewest heeft toevertrouwd aan de vzw "Terre";

Overwegende dat deze wijziging een aanpassing van de tekst van de overeenkomst impliceert, overeenkomstig het besluit van de Brusselse Regering van 01/12/2016;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/06/2022;

BESLIST om onderstaande overeenkomst goed te keuren:

Overeenkomst voor het inzamelen van textiel

TUSSEN :

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe met zetel te Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0207.389.859, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer O. MAINGAIN, burgemeester, en de heer Patrick Lambert, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29/06/2022,

hierna genoemd « de gemeente »

ENERZIJDS,

EN :

De vzw **Oxfam-Solidariteit**, waarvan de hoofdzetel zich bevindt te Vierwindenstraat 60, 1080 Brussel, vertegenwoordigd door Johannes Eneman, geregistreerd onder het nummer C/001 455 368**,** als inzamelaar van niet gevaarlijk afval in de Brusselse regio;

hierna genoemd « de inzamelaar »,

ANDERZIJDS,

wordt overeengekomen hetgeen volgt:

Artikel 1. Juridisch kader
Deze overeenkomst wordt afgesloten in het kader van:

- Artikel 27 van de verordening van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen "Afvalverordening"
- Besluit van de Brusselse regering ("AGB") van 21 juni 2012 betreffende de registratie van ophalers en vervoerders van niet-gevaarlijk afval anders dan huishoudelijk

Deze overeenkomst regelt de modaliteiten van de ophaling van gebruikt textiel op het grondgebied van de gemeente, deze inzameling wordt uitgevoerd via textielcontainers. Deze overeenkomst betreft niet de textielcontainers die zich in de containerparken bevinden.

Artikel 2. Doelstellingen
De inzamelaar zamelt huishoudelijk textielafval in op het grondgebied van de gemeente met als voornaamste doel deze te hergebruiken of te recycleren.
Onder huishoudelijk textielafval wordt verstaan kleding (textiel en leer), lederwaren (schoenen, tassen), beddengoed, huishoudlinnen (gordijnen, tafelkleden, handdoeken) en andere textielmaterialen die huishoudens willen weggoien.

Artikel 3. Inzameling van huishoudelijk textielafval
1. De inzameling van huishoudelijk textielafval kan op de volgende manieren worden georganiseerd:

a. textielcontainers geïnstalleerd op het grondgebied van de gemeente;

b. textielcontainers geïnstalleerd op eigen grond;
c. tegen huis-aan-huis inzameling van textiel.

2. Wanneer de inzameling wordt georganiseerd via textielcontainers die op het gemeentelijk grondgebied zijn geplaatst, houdt de inzamelaar zich aan de volgende algemene voorwaarden:

a. de locatie van de textielbubbels wordt in overleg met de gemeente bepaald;
b. de beschrijving van de textielbubbel (afmetingen, structuur en kleur - voeg een foto toe als voorbeeld) is gespecificeerd in de bijlage; tegen textielbubbels mogen geen commerciële reclame bevatten;
d. de gemeente aanvaardt geen aansprakelijkheid voor diefstal, vandalisme en andere schade aan de textielbubbel of aan het ingezamelde textielafval;
e. de exploitant is wettelijk verantwoordelijk voor schade veroorzaakt door of vanwege textielbellen tijdens hun installatie of legen;
f. de gemeente is volledig gevrijwaard van elke aanspraak van derden met betrekking tot de schade vermeld in artikel 3, § 2, i;
g. de exploitant geeft jaarlijks aan de gemeente de ingezamelde hoeveelheden huishoudelijk textielafval aan, alsook de bestemming en de uitgevoerde verwerking;
h. de exploitant is verplicht de gemeente op de hoogte te stellen van het verwijderen van textielbubbels;
i. de operator zorgt ervoor dat de textielbubbels minimaal één keer per week worden geleegd. Wanneer een textielbubbel voor deze deadline is gevuld, leegt de exploitant deze binnen 48 uur na melding door de gemeente;
j. de operator zorgt voor de goede werking, het onderhoud en de netheid van de textielbubbel. De gehele textielbubbel, inclusief de in- en uitgang, de parkeerplaatsen en de omgeving van de textielbubbel, wordt regelmatig schoongemaakt.
k. wanneer een site een probleem vormt met betrekking tot de aanwezigheid van ongeoorloofde afzettingen in de bellen of ongeoorloofde afzettingen eromheen, is het enerzijds de verantwoordelijkheid van de exploitant om op eigen kosten het afval te evacueren dat niet is toegestaan en dat door een persoon kan worden genomen, en anderzijds om, eventueel met steun van de gemeente, bewustmakingsmaatregelen (plaatsing van borden etc.) en/of corrigerende maatregelen te treffen, in het bijzonder het verhogen van de passeerfrequenties of het bepalingen bedoeld in artikel 5.

3. Wanneer de inzameling wordt georganiseerd via textielcontainers die op privéterrein zijn geplaatst, brengt de gemeente de inzamelaar op de hoogte van de toepasselijke bepalingen op het gebied van stedenbouw en sanitaire voorzieningen, evenals de bepalingen met betrekking tot de controle op de toepassing hiervan.
De inzamelaar voldoet aan de bepalingen van § 2, b tot j.

Artikel 4. Sensibilisatie et informatie
De inzamelaar communiceert regelmatig de informatie over de inzameling van textielafval. Met de toestemming van de gemeente kan hij gebruik maken van de informatie- en sensibiliseringskanalen van laatstgenoemde.
Om dit toe te passen, kan de gemeente de inzamelaar alle of een deel van de volgende communicatiekanalen ter beschikking stellen:

- de nieuwsbrief van de gemeente met een frequentie van 6 keer per jaar
- ~~de afvalagenda met een frequentie van ..... keer per jaar (nader te bepalen tussen de organisatie en de gemeente);~~
- informatiestands en displayposities op voor het publiek zichtbare en

toegankelijke plaatsen;

- ~~door de gemeente gereserveerde plaatsen in lokale all-boxen met een frequentie van ..... keer per jaar (te be bepaald tussen de organisatie en de gemeente)~~
- ~~teletekst in de sectie van de gemeente;~~
- de website van de gemeente;
- andere mogelijke informatiekanalen

Artikel 5. Restfractie van het ingezameld huishoudelijk textielafval

De inzamelaar maakt huishoudens bewust van een goede afvalscheiding om de restfractie en onzuiverheden in het ingezamelde textielafval te minimaliseren.
De inzamelaar is verantwoordelijk voor het afvoeren van de restfractie en draagt, tenzij anders overeengekomen, de daaruit voortvloeiende kosten.
Met restfractie bedoelen we huishoudtextielafval dat na sortering van het ingezamelde afval niet door de organisatie kan worden hergebruikt of gerecycled.

Artikel 6. Beheer van het huishoudelijk textielafval

Alle activiteiten inzake het beheer van huishoudelijk textielafval die in het kader van deze overeenkomst worden ingezameld, inclusief export, worden uitgevoerd in overeenstemming met de geldende wetgeving.
De inzamelaar vertrouwt de verwerking ervan uitsluitend toe aan naar behoren gemachtigde verwerkers.
De inzamelaar communiceert jaarlijks aan de gemeente de bestemming van het ingezamelde huishoudtextielafval.

Artikel 7. Controle

De hieronder aangewezen dienst(en) van de gemeente houden toezicht op de naleving van deze overeenkomst:

- ~~milieuafdeling **~~
- schoonmaakdienst **
- ~~andere dienst: .....(vervolledigen)~~

** = schrap wat niet van toepassing
Op hun eenvoudig verzoek wordt hen alle nuttige informatie bezorgd en kunnen de gegevens betreffende deze overeenkomst worden geraadpleegd.

Artikel 8. Duur van de overeenkomst en ontbindingsclausule

1. Deze overeenkomst is geldig vanaf 01/08/2022 voor een periode van 2 jaar. Tenzij er sprake is van tegengestelde wil van één der partijen, wordt de overeenkomst stilzwijgend verlengd voor een periode gelijk aan de initiële duur van de overeenkomst.
Partijen kunnen de overeenkomst te allen tijde opzeggen met inachtneming van een opzegtermijn van drie maanden.

2. Wanneer de inzamelaar zijn inschrijving als inzamelaar van niet-gevaarlijk afval verliest, eindigt de overeenkomst onmiddellijk en automatisch en is de inzamelaar verplicht zijn textielinzamelingsactiviteiten onmiddellijk te stoppen.
De textielcontainers die hij heeft geplaatst, verwijdert hij binnen een week. Bij gebreke daarvan, en indien hij zich niet houdt aan de bevelen van de gemeente, kan deze ambtshalve de textielcontainers verwijderen of laten verwijderen op kosten van de inzamelaar.

Artikel 9. Bevoegdheidsbeding
Elk geschil met betrekking tot deze overeenkomst valt onder de bevoegdheid van de rechtbanken van de rechterlijke orde met territoriale jurisdictie.

Art. 10. Slotbepaling
1. Deze overeenkomst wordt opgesteld in drievoud, waarbij elke partij zijn eigen overeenkomst heeft ontvangen.

2. De inzamelaar stuurt een ondertekend exemplaar ter informatie naar de Dienst Bodem en Afvalstoffen van de DGARNE, Afdeling Afvalbeleid, op het volgende adres: Avenue Prince de Liège 15 te 5100 Jambes.

Voor de gemeente,	Voor de inzamelaar,
De Gemeentesecretaris, De Burgemeester,	
Patrick LAMBERT Olivier MAINGAIN	Johannes ENEMAN

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Michèle Nahum quitte la séance / verlaat de zitting.
Jacqueline Destrée-Laurent quitte la séance / verlaat de zitting.
Xavier Liénart quitte la séance / verlaat de zitting.
Jean-François Thayer quitte la séance / verlaat de zitting.
Sonia Begyn quitte la séance / verlaat de zitting.
Amélie Pans quitte la séance / verlaat de zitting.
Jacques Melin quitte la séance / verlaat de zitting.
Laïla Anbari quitte la séance / verlaat de zitting.
Jean Ullens de Schooten quitte la séance / verlaat de zitting.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

29.06.2022/A/0058 **Comment est organisée la prévention des accidents dans l'espace public et dans les établissements communaux ? (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit concernant l'organisation de la prévention des accidents dans l'espace public et dans les établissements communaux, en précisant que cette interpellation fait suite à une situation dont il a été témoin au parc de Roodebeek et dont il a immédiatement averti l'échevin concerné :
« En Belgique, toute entreprise ou institution doit mettre en place un service interne de prévention et de protection au travail. La loi précise la structure de ce service dans

le cadre du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. Dans une commune, le cadre de travail correspond aussi au cadre de vie des habitants et je souhaite en savoir un peu plus sur la façon dont le Collège concilie ces impératifs et concrètement qui porte cette responsabilité concernant les choix d'aménagement, d'urbanisme, de gestion des espaces publics et de l'entretien de tous ces lieux où on peut trouver aussi bien le personnel communal que le public en général. Pour rendre les choses concrètes, je pars de deux exemples pour lesquels je suis déjà intervenu dans le passé :

1. le risque de chute en bordure du fossé qui tient lieu de noue le long de la venelle Georges Désir en raison des bords verticaux. Je suis intervenu pour attirer votre attention sur un aménagement dangereux autant pour le personnel enseignant que pour le public composé de parents et d'enfants ;
2. le risque de blessures gravissimes en raison de l'utilisation par les services de fers à béton fichés dans le sol et non protégés pour délimiter des zones dont on cherche à limiter l'accès en voirie ou dans les espaces verts.

Le week-end du 11 juin encore, au parc de Roodebeek à proximité du kiosque, j'ai constaté qu'une zone fraîchement engazonnée et un banc défectueux étaient délimités par des fers à béton fichés dans le sol et des sections de ruban de plastique blanc et rouge, certains fers mesurant à peine 50 cm. De nombreux enfants jouaient aux alentours. J'ai immédiatement prévenu l'échevin qui m'a confirmé qu'il s'est rendu sur place et je l'en remercie. Il a fallu attendre le mardi pour que les fers soient retirés par le service. Pourtant, sur les chantiers de construction, il est obligatoirement prévu une sécurisation rigoureuse des fers à béton en attente, soit par des capuchons colorés dont le coût est d'environ 20 cents d'euro l'unité par quantité ou d'environ 50 euros par 250, soit par recourbement des fers en « U » inversé. Je souhaite poser les questions suivantes au Collège :

1. Quel est le périmètre de la mission de la cellule SIPP et comment agit-elle pour remplir son rôle ?
2. A partir d'un exemple comme le dernier cité, quelles mesures seront prises pour s'assurer que cette situation ne se répète plus et assurer la prévention des accidents, ceux-ci pouvant toucher autant le personnel communal que le public ? »

En l'absence de M. JAQUEMYNS, M. MATGEN donne la réponse suivante :
« Par rapport à votre deuxième question, la direction du service des espaces verts attire continuellement l'attention des jardiniers sur le respect des normes de sécurité telles que fixées par le SIPP, tant au niveau de l'équipement personnel (c'est-à-dire disposer du bon matériel, porter les équipements de sécurité...) qu'au niveau des travaux réalisés en voirie (travailler en sécurité dans l'espace public) ou lors de la pose de dispositifs de protection des plantations (ex. : pose de rubalise avec piquets) ou de mobilier urbain (ex. : pose de rubalise pour protéger un banc fraîchement repeint). Les brigadiers du service sont chargés de vérifier que les ouvriers appliquent correctement les consignes de sécurité. Au besoin, des rappels sont faits. Ces mesures de sécurité sont également reprises dans les clauses techniques des cahiers de charges à destination des entreprises privées qui soumissionnent pour l'accomplissement de travaux dans l'espace public. En outre, pour les chantiers de réaménagement de l'espace public menés par la commune, nous disposons également d'un marché public pour la coordination sécurité de ces gros chantiers. Cette coordination de sécurité est activée lorsqu'il y a intervention de plusieurs acteurs dans le chantier. Il appartient au soumissionnaire de rendre des avis et recommandations sur les mesures de sécurité à suivre dans le cadre de la mise en œuvre de nos gros chantiers. Par exemple, il y a eu

une coordination de sécurité pour le chantier de réaménagement de l'avenue Dumont ou de la place Saint-Lambert. Ce n'est pas le cas dans le cas spécifique dans le parc de Roodebeek que vous évoquez dans votre question. Ici, l'utilisation de fers à béton pour fixer de la rubalise ne peut se faire que moyennant la pose d'un capuchon en plastique au sommet desdits fers. Ici, en l'occurence, cela n'a pas été fait. Le jardinier a été rappelé à l'ordre quant aux mesures de sécurité et les éléments métalliques ont été enlevés suite à l'intervention de l'échevin. C'est donc en l'occurence un oubli du jardiner et un rappel à la règle a été fait. »

Hoe is de ongevallenpreventie in de openbare ruimte en in de gemeentelijke gebouwen georganiseerd? (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de organisatie van de ongevallenpreventie in de openbare ruimte en in de gemeentelijke gebouwen, waarbij hij preciseert dat deze vraag volgt op een situatie waarvan hij getuige is geweest in het Roodebeekpark en waarvan hij de betrokken schepen onmiddellijk in kennis heeft gesteld:
"In België moet elke onderneming of instelling een interne dienst voor preventie en bescherming op het werk oprichten. De wet preciseert de structuur van deze dienst in het kader van het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk. In een gemeente komt de werkomgeving ook overeen met de leefomgeving van de inwoners en ik zou graag iets meer willen weten over de manier waarop het College deze vereisten met elkaar verzoent en concreet wie de verantwoordelijkheid draagt voor de keuzes op het gebied van ontwikkeling, stedenbouw, beheer van de openbare ruimte en onderhoud van al deze plaatsen waar zowel het gemeentepersoneel als het grote publiek zich bevindt. Om een en ander concreter te maken, zal ik twee voorbeelden gebruiken waarvoor ik in het verleden reeds ben tussengekomen:

1. het risico te vallen langs de rand van de greppel die als geul dient langs de Georges Désirsteeg vanwege de verticale boorden. Ik ben tussenbeide gekomen om uw aandacht te vestigen op een gevaarlijke inrichting, zowel voor het onderwijzend personeel als voor het publiek, bestaande uit ouders en kinderen;
2. het risico van ernstige verwondingen als gevolg van het gebruik door de diensten van betonijzers die in de grond zijn geslagen en niet zijn beschermd om zones af te bakenen waar de toegang tot de weg of tot groene zones moet worden beperkt.

Opnieuw tijdens het weekend van 11 juni zag ik in het Roodebeekpark bij de kiosk dat een pas ingezaaid terrein en een defecte bank waren afgebakend met in de grond geslagen betonijzers, waarvan sommige slechts 50 cm lang waren, en stukken wit en rood plastic lint. Er speelden veel kinderen in de zone. Ik heb onmiddellijk de schepen ingelicht, die zich ter plaatse heeft begeven, waarvoor ik hem dank. Pas dinsdag werden de ijzers door de dienst verwijderd. Op bouwterreinen is het echter verplicht de betonstaven op stand rigoureus veilig te maken, hetzij met gekleurde doppen, waarvan de kosten ongeveer 20 eurocent per eenheid of ongeveer 50 euro per 250 bedragen, hetzij door betonijzers in een omgekeerde "U" te buigen. Ik zou het College de volgende vragen willen stellen:

1. Wat is de reikwijdte van de opdracht van de cel IDPBW en hoe treedt zij op om haar rol te vervullen?
2. Welke maatregelen zullen naar aanleiding van een voorbeeld als het laatst genoemde worden genomen om ervoor te zorgen dat deze situatie zich niet meer voordoet en dat ongelukken, waarvan zowel het gemeentepersoneel als

de burgers het slachtoffer kunnen worden, worden voorkomen?"

Bij afwezigheid van dhr. JAQUEMYNS, geeft dhr. MATGEN het volgende antwoord: "Wat uw tweede vraag betreft, vestigt de directie van de dienst groene ruimtes voortdurend de aandacht van de tuinmannen op de naleving van de veiligheidsnormen zoals vastgesteld door de IDPBW, zowel wat betreft de persoonlijke uitrusting (d.w.z. het juiste materiaal hebben, de veiligheidsuitrusting dragen...), maar ook voor werkzaamheden op de weg (veilig werken in de openbare ruimte) of bij de installatie van gewasbeschermingsmiddelen (bv. het aanbrengen van afzetlint met paaltjes) of straatmeubilair (bv. het aanbrengen van afzetlint ter bescherming van een pas geverfde bank). De brigadiers van de dienst moeten controleren of de werknemers de veiligheidsinstructies correct toepassen. Zo nodig worden aanmaningen gegeven. Deze veiligheidsmaatregelen zijn ook opgenomen in de technische clausules van de bestekken voor particuliere ondernemingen die een offerte indienen om werkzaamheden in de openbare ruimte uit te voeren. Bovendien hebben wij voor de herinrichtingswerven van de openbare ruimte die door de gemeente worden uitgevoerd, ook een overheidsopdracht voor de veiligheidscoördinatie van deze grote werven. Deze veiligheidscoördinatie wordt geactiveerd wanneer er meerdere spelers op het terrein aanwezig zijn. Het is aan de inschrijver om advies en aanbevelingen te geven over de veiligheidsmaatregelen die moeten worden getroffen in het kader van de uitvoering van onze grote werken. Zo was er bijvoorbeeld de veiligheidscoördinatie bij de herinrichting van de Dumontlaan of het Sint-Lambertusplein. Dit is niet het geval in het specifieke geval in het Roodebeekpark dat u in uw vraag vermeldt. Hier kunnen betonstaven alleen worden gebruikt voor de bevestiging van het lint als er een plastic kap over de staven wordt geplaatst. In dit geval is dat niet gebeurd. De tuinman werd op de veiligheidsmaatregelen gewezen en de metalen elementen werden na tussenkomst van de schepen verwijderd. In dit geval ging het om een vergissing van de tuinman en werd hij herinnerd aan de regels."

Sonia Begyn entre en séance / treedt in zitting.
Amélie Pans entre en séance / treedt in zitting.
Jacques Melin entre en séance / treedt in zitting.
Laïla Anbari entre en séance / treedt in zitting.

29.06.2022/A/0059 **Lutte contre une espèce invasive : la renouée du japon (FALLOPIA JAPONICA). (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit concernant la lutte contre une espèce invasive, la renouée du Japon (FALLOPIA JAPONICA) :

« Originaire de l'Est de l'Asie, cette plante introduite au 19e siècle à des fins ornementales s'est répandue dans toute l'Europe et en Amérique du Nord. Elle a colonisé tous les types de milieux, avec une prédilection pour les terrains perturbés et remaniés. A Bruxelles, elle est maintenant présente partout. Etant donné la dynamique de croissance et d'extension de ces plantes, il est devenu illusoire de pouvoir les éliminer. Seules les petites populations peuvent encore être éliminées en quelques années moyennant des campagnes systématiques et répétées de coupe (on s'interdit l'usage de produits phytosanitaires). La recommandation de Bruxelles Environnement est essentiellement de prévenir l'envahissement des zones contaminées, particulièrement les zones de grande valeur écologique, paysagère et historique :

- répertorier les lieux où la plante est présente ;

- ne pas transporter des terres pouvant être contaminées (rhizomes, racines et tiges) ;
- laisser sur place les tiges coupées ou les plantes arrachées ou les transporter suivant un conditionnement approprié pour éviter de disperser des fragments de végétaux.

Dans notre commune, il y a quelques sites colonisés. J'ai déjà eu l'occasion de vous interroger à ce sujet il y a quelques années et je souhaite savoir quelle est actuellement votre stratégie pour contrôler cette plante en posant les questions suivantes au Collège :

1. Disposez-vous d'un inventaire complet et à jour des sites colonisés à Woluwe-Saint-Lambert ?
2. Avez-vous déterminé pour chaque site le type de mesure à prendre : laisser-faire, contrôle ou éradication progressive ?
3. Avez-vous observé des lieux où les rhizomes avaient entraîné un soulèvement des dalles des trottoirs et donc un danger pour le public ? »

En l'absence de M. JAQUEMYNS, M. MATGEN donne la réponse suivante :
« Comme vous le soulignez dans votre question, la renouée du Japon est une espèce invasive qui est particulièrement tenace. En effet, il ne suffit pas de couper la plante pour qu'elle disparaisse. Par rapport à votre question liée à l'inventaire des lieux colonisés par cette plante, l'inventaire dont nous disposons et qui est mis à jour chaque année ne tient pas compte de la présence de renouée du Japon sur les terrains privés. En revanche, on a une vue sur les zones visibles dans/depuis l'espace public. Or, plusieurs foyers sont localisés sur des parcelles privatives (non communales) et débordent sur les terrains communaux ou dans l'espace public. A titre d'exemple, dans le quartier Marcel Thiry, un foyer a été identifié sur une parcelle privative et il déborde sur un espace vert communal. En Région bruxelloise, aucune législation n'impose, pour l'instant, aux propriétaires privés d'éradiquer la renouée du Japon. Cependant, afin de contenir celle-ci et si possible l'éradiquer, nous écrivons au propriétaire du terrain en lui demandant de procéder au fauchage régulier de la plante. A titre de comparaison, en Wallonie, une législation interdit la plantation de renouée du Japon et préconise des mesures de gestion. Quant aux mesures à prendre pour éradiquer la renouée du Japon, la commune a inscrit depuis plusieurs années un budget annuel de 10.000 EUR pour mettre en place des mesures d'éradication de la plante en passant par une firme privée. Celles-ci consistent essentiellement en un fauchage répété des plantes afin d'épuiser les racines. En effet, celles-ci peuvent s'étendre jusqu'à 6 mètres de profondeur et même passer sous un coffre de voirie (ex. : avenue de la Nielle). En outre, le bâchage après la fauche est également préconisé quand cela est possible. Le marché public prévoit également la destruction du produit de la fauche et proscrit le compostage. En outre, nous n'avons pas spécifiquement observé le soulèvement de dalles de trottoir par les rhizomes. »

M. VAN der AUWERA signale que le Théâtre du Clin d'Oeil est complètement infesté par la renouée.

M. MATGEN répond que cette situation est bien connue du service.

M. VAN der AUWERA demande si c'est là que l'on va faucher.

M. MATGEN répond que c'est prévu.

Bestrijding van een invasieve soort: de Japanse duizendknoop (FALLOPIA JAPONICA). (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt i.v.m. de bestrijding van een invasieve soort, de Japanse duizendknoop (FALLOPIA JAPONICA):
"Oorspronkelijk afkomstig uit Oost-Azië, werd deze plant in de 19e eeuw geïntroduceerd voor sierdoeleinden en heeft zich verspreid over Europa en Noord-Amerika. Hij heeft alle soorten milieu gekoloniseerd, met een voorliefde voor aangetaste en omgewerkte grond. In Brussel is de plant nu overal aanwezig. Gezien de groei- en uitbreidingsdynamiek van deze planten, is het een illusie geworden ze te elimineren. Slechts kleine populaties kunnen nog in enkele jaren worden uitgeroeid door middel van systematische en herhaalde maaiactiviteiten (het gebruik van fytosanitaire producten is verboden). De aanbeveling van Leefmilieu Brussel komt er in hoofdzaak op neer dat moet worden voorkomen dat verontreinigde gebieden, met name gebieden van grote ecologische, landschappelijke en historische waarde, worden aangetast:

- een lijst van de plaatsen waar de plant voorkomt opstellen;
- geen grond vervoeren die verontreinigd kan zijn (wortelstokken, wortels en stengels);
- de afgesneden stengels of de ontwortelde planten ter plaatse laten of ze vervoeren in een geschikte verpakking om verspreiding van plantendelen te voorkomen.

In onze gemeente zijn er een paar gekoloniseerde zones. Een paar jaar geleden had ik al de gelegenheid om u hierover vragen te stellen en ik zou graag willen weten wat uw huidige strategie is om deze plant onder controle te krijgen door het College de volgende vragen te stellen:

1. Beschikt u over een volledige en bijgewerkte inventaris van de gekoloniseerde zones in Sint-Lambrechts-Woluwe?
2. Hebt u voor elke zone bepaald welke soort maatregel moet worden genomen: niets doen, controle of geleidelijke uitroeiing?
3. Hebt u plaatsen gezien waar de wortelstokken de straatstenen van de trottoirs hebben opgetild en daardoor een gevaar voor het publiek vormen?"

Bij afwezigheid van dhr. JAQUEMYNS, geeft dhr. MATGEN het volgende antwoord:
"Zoals u in uw vraag aangeeft, is Japanse duizendknoop een invasieve soort die bijzonder hardnekkig is. Het is inderdaad niet genoeg om de plant te kappen om hem te laten verdwijnen. Wat uw vraag over de inventaris van de door deze plant gekoloniseerde plaatsen betreft, zij erop gewezen dat in de inventaris waarover wij beschikken en die elk jaar wordt bijgewerkt, geen rekening wordt gehouden met de aanwezigheid van Japanse duizendknoop op particuliere terreinen. In plaats daarvan hebben we een beeld van de gebieden die zichtbaar zijn in/vanuit de openbare ruimte. Verscheidene uitbraken doen zich echter voor op particuliere (niet-gemeentelijke) percelen en breiden zich uit tot gemeentegrond of de openbare ruimte. Zo werd in de wijk Marcel Thiry een gezin geïdentificeerd op een privéperceel dat uitmondt in een gemeentelijke groene ruimte. In het Brusselse Gewest is er momenteel geen wetgeving die particuliere landeigenaars verplicht om de Japanse duizendknoop uit te roeien. Om de plant echter in te dammen en zo mogelijk uit te roeien, schrijven wij de eigenaar van het terrein aan met het verzoek de plant regelmatig te maaien. Ter vergelijking: in Wallonië verbiedt de wetgeving de aanplant van Japanse

duizendknoop en worden beheersmaatregelen aanbevolen. Wat de maatregelen voor de uitroeiing van de Japanse duizendknoop betreft, beschikt de gemeente al verscheidene jaren over een jaarlijks budget van 10.000 EUR om via een particuliere onderneming maatregelen uit te voeren om de plant uit te roeien. Deze maatregelen bestaan hoofdzakelijk in het herhaaldelijk maaien van de planten om de wortels uit te putten. De wortels kunnen tot 6 meter diep reiken en zelfs onder een wegbak doorlopen (bv. de Bolderiklaan). Bovendien wordt aanbevolen om, waar mogelijk, na het maaien een dekzeil aan te brengen. De overheidsopdracht voorziet ook in de vernietiging van het maaiproduct en verbiedt compostering. Bovendien hebben wij het optillen van straatstenen door wortelstokken niet specifiek waargenomen."

Dhr. VAN der AUWERA zegt dat het tehater "Clin d'Oeil" volledig is aangetast door duizendknoop.

Dhr. MATGEN antwoordt dat deze situatie bij de dienst bekend is.

Dhr. VAN der AUWERA vraagt of hier gemaaid gaat worden.

Dhr. MATGEN antwoordt dat dit is gepland.

Delphine De Valkeneer quitte la séance / verlaat de zitting.

29.06.2022/A/0060 **Bientôt des communautés d'énergie à Woluwe-Saint-Lambert ? (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit au sujet des communautés d'énergie à Woluwe-Saint-Lambert :
« Depuis le 30 avril 2022, il est possible de partager l'énergie entre des producteurs locaux et d'autres membres d'un réseau constitué en « communauté d'énergie » à Bruxelles. Ces producteurs peuvent vendre leur excédent de production à un taux plus favorable que celui qu'ils reçoivent lorsqu'ils transfèrent l'excédent produit au réseau.

- A Woluwe-Saint-Pierre, un projet pilote est en train de voir le jour autour d'une crêche communale équipée par la commune de panneaux solaires photovoltaïques (PV) et les riverains sont invités par les autorités communales à s'inscrire dans ce projet.
- A Saint-Gilles, l'énergie produite par des panneaux PV alimentera les locataires d'un logement social de la SISP Foyer du Sud. Ceux-ci bénéficieront d'une électricité renouvelable, locale et moins chère que le tarif social.

A Woluwe-Saint-Lambert, on peut aisément imaginer un ensemble de logements sociaux où l'énergie électrique produite par des panneaux PV ou une installation de cogénération serait partagée entre les locataires afin de les protéger contre l'inflation du coût de l'énergie. Auparavant, cette production ne pouvait alimenter que les communs et pas être revendue ou partagée entre les locataires. Je poserai les questions suivantes au Collège :

1. Pouvez-vous nous préciser quelles sont les intentions et la marge de manœuvre du Collège à propos de l'excédent de production électrique sur les toits des propriétés communales ?
2. Vous avez choisi de vous en remettre - je crois - exclusivement au programme SolarClick en excluant toute initiative communale d'installation

de panneaux PV. L'arrivée de cette ordonnance est-elle de nature à amener le Collège à revoir sa position en faveur d'investissements propres à la commune pour faciliter l'accès à une énergie à meilleur coût à la population ou à la partie de celle-ci la plus vulnérable aux aléas des hausses des coûts de l'énergie ? »

M. MATGEN donne la réponse suivante :
« Vous avez cité 2 projets. A notre connaissance, il y en a 6 sur le territoire bruxellois. Pour que la commune puisse transférer l'électricité produite par les panneaux photovoltaïques placés dans le cadre du projet SolarClick, la Région devrait accepter de nous transférer le code EAN de réinjection sur le réseau. Dans le cadre d'un des projets pilotes de communauté d'énergie, une telle demande a été introduite par un pouvoir public et a été acceptée par la Région. Toutefois, cette décision ne fait pas encore jurisprudence et il n'est pas encore certain qu'elle soit systématiquement accordée. En outre, il faut garder à l'esprit que les communautés à plusieurs bâtiments sont financièrement moins intéressantes puisqu'en pareil cas de figure, il y a des frais de distribution qui sont comptés et qu'elles nécessitent la création préalable d'une ASBL en vue de la gestion de cette communauté d'énergie et donc la mobilisation de moyens humains supplémentaires pour gérer cette structure. Dans nos projets actuels, il est difficile à ce stade, dans les cas où l'électricité produite par les panneaux placés sur nos bâtiments n'est pas entièrement autoconsommée, de s'engager dans un processus de partage de l'électricité avec les habitations voisines car le service Energie ne souhaite pas exclure à ce stade la possibilité de stocker l'énergie produite, par exemple pour la production d'eau chaude. Je tiens à préciser ensuite que la commune n'est pas inscrite exclusivement dans le programme SolarClick. Nous avons nos propres panneaux à la crèche Les Coquelicots, à l'école Georges Désir, à l'école La Charmille (donc, tout le quartier Georges Désir) ou encore au Petit Foriest (en dehors de la Région bruxelloise). Ces installations ne font pas partie du programme SolarClick et ont été financées exclusivement par la commune. Notre priorité est que ce nouveau concept de communauté d'énergie, appelé également communauté d'autoconsommation collective, conduise à la mise en œuvre de nouvelles installations de production d'énergie verte. Par exemple, nous envisageons une telle formule pour le site du Village culturel où nous avons une multitude de compteurs et d'occupants. A ce sujet, il est inopportun d'opposer le programme SolarClick et les communautés d'énergie. C'est peut-être grâce à la communauté d'énergie que le projet SolarClick pourra voir le jour au Village culturel. Au-delà du patrimoine communal et de la mise en œuvre des objectifs climatiques sur le territoire de la commune pour lesquels Bruxelles Environnement nous a permis de recruter un agent, la communauté d'énergie nous intéresse pour favoriser la naissance d'initiatives privées auxquelles la commune pourrait le cas échéant être associée en intégrant les panneaux photovoltaïques de l'un de ses bâtiments au projet. Certaines copropriétés pourraient porter ce type de projet. Dans cette optique, les services Développement durable et Techniques spéciales souhaiteraient mieux faire connaître aux habitants et aux copropriétés le nouveau service qui a été mis en place par Bruxelles Environnement tout récemment et qui propose, en effet, depuis peu un accompagnement spécifique gratuit pour le développement de ces opérations. Il s'agit de la mission confiée au « Facilitateur Partage et Communautés d'Energie ». On compte le rencontrer. »

M. VAN der AUWERA constate qu'à Princesse Paola, la quantité de panneaux est énorme et il suppose donc que la production dépasse la consommation.

M. MATGEN répond qu'une mise en commun est prévue avec le site du parc de Roodebeek.

Binnenkort energiegemeenschappen in Sint-Lambrechts-Woluwe? (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de energiegemeenschappen in Sint-Lambrechts-Woluwe:
"Sinds 30 april 2022 is het mogelijk om energie te delen tussen lokale producenten en andere leden van een netwerk dat als een "energiegemeenschap" in Brussel is gevormd. Deze producenten kunnen hun overtollige productie verkopen tegen een gunstiger tarief dan het tarief dat zij ontvangen wanneer zij de overtollige productie overdragen aan het net.

- In Sint-Pieters-Woluwe wordt een proefproject opgezet rond een gemeentelijk kinderdagverblijf dat is uitgerust met fotovoltaïsche zonnepanelen en de buurtbewoners worden door het gemeentebestuur uitgenodigd om aan het project deel te nemen.
- In Sint-Gillis zal de door de fotovoltaïsche panelen geproduceerde energie de huurders van een sociale woning van de OVM Zuiderhaard voeden. Zij zullen profiteren van hernieuwbare, lokale elektriciteit die goedkoper is dan het sociale tarief.

In Sint-Lambrechts-Woluwe kan men zich gemakkelijk een sociaal wooncomplex voorstellen waar de door fotovoltaïsche panelen of een warmtekrachtkoppelingsinstallatie geproduceerde elektrische energie onder de huurders zou worden verdeeld om hen te beschermen tegen de inflatie van de energiekosten. Voorheen kon deze productie alleen worden gebruikt voor de gemeenschappelijke ruimten en niet worden verkocht of gedeeld tussen de huurders. Ik wil het College de volgende vragen stellen:

1. Kunt u verduidelijken wat de bedoelingen en de speelruimte van het College zijn met betrekking tot de overtollige elektriciteitsproductie op de daken van gemeentelijke eigendommen?
2. U hebt ervoor gekozen - naar ik meen - uitsluitend te vertrouwen op het SolarClick-programma, met uitsluiting van enig gemeentelijk initiatief om fotovoltaïsche panelen te installeren. Is het waarschijnlijk dat de komst van deze ordonnantie het College ertoe zal aanzetten zijn standpunt te herzien ten gunste van eigen investeringen van de gemeente om de toegang tot goedkopere energie te vergemakkelijken voor de bevolking of het deel van de bevolking dat het meest kwetsbaar is voor de grillen van de stijgende energiekosten?"

Dhr. MATGEN geeft het volgende antwoord:
"U had het over twee projecten. Voor zover wij weten, zijn er zes op het Brusselse grondgebied. Opdat de gemeente de elektriciteit die wordt geproduceerd door de fotovoltaïsche panelen die in het kader van het SolarClick-project worden geplaatst, zou kunnen overdragen, zou het Gewest ermee moeten instemmen ons de EAN-code over te dragen om deze opnieuw in het net te injecteren. In het kader van een van de proefprojecten voor energiegemeenschap is een dergelijk verzoek gedaan door een overheidsinstantie en door het Gewest aanvaard. Dit besluit is echter nog geen precedent en het is nog niet zeker dat het stelselmatig zal worden toegekend. Bovendien mag niet uit het oog worden verloren dat gemeenschappen met meerdere gebouwen financieel minder aantrekkelijk zijn, aangezien in dergelijke gevallen distributiekosten in rekening worden gebracht en zij de voorafgaande oprichting

vereisen van een vzw voor het beheer van deze energiegemeenschap en bijgevolg de inzet van extra personele middelen voor het beheer van deze structuur. Bij onze huidige projecten is het in dit stadium moeilijk om, in gevallen waarin de elektriciteit die door de op onze gebouwen geplaatste panelen wordt geproduceerd, niet volledig zelf wordt verbruikt, over te gaan tot een proces van het delen van de elektriciteit met naburige huizen, omdat het energiedepartement in dit stadium de mogelijkheid van opslag van de geproduceerde energie, bijvoorbeeld voor de productie van warm water, niet wenst uit te sluiten. Ik zou er ook op willen wijzen dat de gemeente niet exclusief is ingeschreven in het SolarClick-programma. Wij hebben onze eigen panelen in het kinderdagverblijf "Les Coquelicots", in de school "Georges Désir", in de school "La Charmille" (dus de hele wijk Georges Désir) en in de "Petit Foriest" (buiten het Brussels Gewest). Deze installaties maken geen deel uit van het SolarClick-programma en zijn uitsluitend door de gemeente gefinancierd. Onze prioriteit is dat dit nieuwe concept van energiegemeenschap, ook wel collectieve zelfconsumptiegemeenschap genoemd, moet leiden tot de implementatie van nieuwe installaties voor de productie van groene energie. Wij overwegen bijvoorbeeld een dergelijke formule voor de site van het Cultuurdorp, waar wij een veelheid van meters en bewoners hebben. In dit verband is het ongepast om het SolarClick-programma tegenover de energiegemeenschappen te plaatsen. Het is wellicht dankzij de energiegemeenschap dat het SolarClick-project in het Cultuurdorp het licht zal kunnen zien. Naast het gemeentelijk patrimonium en de uitvoering van de klimaatdoelstellingen op het grondgebied van de gemeente, waarvoor Leefmilieu Brussel ons een agent heeft laten aanwerven, is de energiegemeenschap voor ons van belang om het ontstaan van privé-initiatieven aan te moedigen waarbij de gemeente eventueel betrokken zou kunnen worden door de fotovoltaïsche panelen van een van haar gebouwen in het project te integreren. Sommige mede-eigendommen zouden dit soort projecten kunnen uitvoeren. In die optiek willen de diensten Duurzame ontwikkeling en Speciale technieken de bewoners en de mede-eigendommen attent maken op de nieuwe dienst die onlangs door Leefmilieu Brussel werd opgericht en die specifieke gratis steun biedt bij de ontwikkeling van deze operaties. Dit is de opdracht die is toevertrouwd aan de "Facilitator Energiedelen en Energiegemeenschappen". We zijn van plan hem te ontmoeten."

Dhr. VAN der AUWERA merkt op dat de hoeveelheid panelen op "Princesse Paola'" enorm is en hij gaat er derhalve van uit dat de productie groter is dan het verbruik.

Dhr. MATGEN antwoordt dat er een bundeling is gepland met de site van het Roodebeekpark.

Jean-François Thayer entre en séance / treedt in zitting.
Eric Bott quitte la séance / verlaat de zitting.
Marie-Jeanne Peti Mpangi quitte la séance / verlaat de zitting.

29.06.2022/A/0061 **Le projet Vélo solidaire dans notre commune, état des lieux. (Mme BORDES CASTELLS)**

Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit concernant le projet Vélo solidaire dans la commune :
« Notre commune soutient l'usage du vélo, notamment en proposant aux habitants différentes initiatives comme l'emprunt de vélos et/ou de vélos cargos électriques, en collaboration avec les Ateliers de la rue Voot. Au mois de février, le groupe Ecolo a proposé un amendement visant à faciliter l'accès à l'usage du vélo pour des citoyens

qui ne peuvent pas s'acheter un vélo. Dans sa réponse, l'échevin nous avait répondu que le Collège s'était inscrit dans une initiative régionale menée par la ministre Groen Elke VAN DEN BRANDT. Cette initiative est très complète car elle contient l'emprunt du vélo, plus une formation à son entretien et à la circulation. C'est pourquoi nous avons retiré notre amendement. A l'occasion de la Journée du vélo, le 3 juin dernier et avec l'arrivée de l'été, je reviens vers vous pour savoir où en est la commune concernant cette campagne d'usage du vélo car elle rencontre déjà un beau succès dans certaines communes bruxelloises. Selon mes informations, plus de 405 vélos ont été distribués par l'intermédiaire de 32 associations. Vous alliez transmettre l'information vers les associations ou groupes de personnes pouvant être intéressées. Je poserai au Collège les questions suivantes :

1. En février, je vous avais demandé comment il se faisait que le public ne semblait pas informé. Vous m'aviez répondu qu'une publication serait faite dans le Wolu Info. Qu'en est-il et quelles sont les autres démarches entreprises pour faire circuler cette information ?
2. Est-ce qu'au CPAS ou au Guichet Social cette information est transmise via les assistants sociaux et/ou par voie d'affichage ?
3. De même, une information spécifique est-elle dirigée vers les jeunes ?
4. Quels sont les résultats à ce jour dans notre commune et qu'en pense le Collège ? »

M. MATGEN donne la réponse suivante :
« J'avais, en effet, expliqué lors du Conseil communal de février 2022 que le projet Vélo solidaire était financé par la Région et porté par l'ASBL Cyclo et les Ateliers de la rue Voot. J'ai expliqué aussi que les communes bruxelloises n'avaient pas été sollicitées par la Région pour financer le projet. D'ailleurs, ce n'est qu'au mois de mai 2022 que l'ASBL Cyclo nous a contactés pour nous informer plus directement de l'existence de ce projet et pour nous demander de relayer l'information. Il a été déjà convenu d'en parler dans le Wolu Info. Le prochain numéro qui paraîtra à la fin de l'été annoncera les événements en lien avec la Semaine de la mobilité qui se tient en septembre. Il est important de préciser que ce concept est né dans le cadre du plan de relance post-Covid. Les Ateliers de la rue Voot mettent des vélos à disposition et prodiguent des formations d'entretien et de réparation de vélos. Cyclo met aussi des vélos à disposition et assure la logistique (transport, stockage…) et Pro Velo assure les formations de mise en selle. Les formations sont plus longues que pour les prêts de VAE à destination des habitants, qui sont un projet porté par la commune. Il s'agit ici de minimum 6 séances de formation. Le principe consiste à faire un leasing à très bas prix. Pour 25 EUR, le candidat reçoit un vélo reconditionné pour 1 an. Au bout de l'année, soit il rend le vélo et récupère son argent, soit il garde le vélo. Il est important de souligner que le projet Vélo solidaire ne s'adresse pas directement aux particuliers mais se fait via les associations d'intégration sociale. Ils ne s'adressent pas directement aux CPAS mais veulent travailler avec les associations de terrain pour avoir un effet de groupe. Les chiffres : 400 personnes ont bénéficié du programme en 2021, 200 personnes ont déjà bénéficié de la formation (et d'un vélo) en 2022. Il est très probable que le chiffre de 800 (400 + 400) bénéficiaires sera dépassé fin 2022. On nous a expliqué que les CPAS et les guichets sociaux n'ont pas été contactés. Les personnes qui les fréquentent restent des individus isolés alors que le projet cible, comme vous le rappelez dans votre interpellation, les associations. Le projet permet donc de recruter des groupes de candidats et également de profiter d'un effet d'émulation de groupe. Les associations ciblées sont orientées vers l'éducation et l'insertion professionnelle et, il faut bien l'admettre, sont concentrées dans le « croissant moins favorisé » de Bruxelles. Au niveau de Woluwe-Saint-Lambert, une rencontre est prévue avec une éducatrice de rue du service Prévention de la commune.

L’idée serait de mettre en place un projet de remise en selle des femmes du quartier Andromède. L’éducatrice de rue avait déjà contacté Pro Velo mais ils sont surchargés et rien ne peut donc être envisagé avant 2023 parce qu'ils doivent faire face à la demande actuelle. J’en profite enfin pour rappeler que la commune, en partenariat avec les Ateliers de la rue Voot et avec le soutien de Bruxelles Mobilité, a mis des vélos à disposition d’écoles communales comme Prince Baudouin, pour permettre aux enfants qui n’ont pas de vélo personnel d’effectuer leurs déplacements intra-scolaires à vélo. »

Mme BORDES CASTELLS se réjouit pour ces enfants. Pour le reste des projets dont la commune a été prévenue au mois de mai, elle demande si ce ne serait pas mai 2021.

M. MATGEN répond que c'est mai 2022. Il confirme qu'officiellement, à sa connaissance, il n'y a pas eu avant cela de démarche envers les communes et que les porteurs du projet se sont adressés initialement aux associations. Il précise qu'en mai 2022, il y a eu une démarche reéelle envers la commune mais pas vis-à-vis du CPAS.

Het project Solidaire fiets in onze gemeente, stand van zaken. (Mw. BORDES CASTELLS)

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College als volgt over het project "Vélo solidaire" in de gemeente:
"Onze gemeente steunt het gebruik van de fiets, met name door de inwoners verschillende initiatieven voor te stellen, zoals het uitlenen van fietsen en/of elektrische bakfietsen, in samenwerking met de "Ateliers de la rue Voot". In februari heeft de Ecolo-fractie een amendement voorgesteld om de toegang tot het gebruik van de fiets te vergemakkelijken voor burgers die zich de aanschaf van een fiets niet kunnen veroorloven. In zijn antwoord vertelde de schepen dat het College deelneemt aan een gewestelijke initiatief onder leiding van de minister van Groen Elke VAN DEN BRANDT. Dit initiatief is zeer veelomvattend, want het omvat de uitlening van een fiets, plus een opleiding in het onderhoud en het besturen ervan. Daarom hebben wij ons amendement ingetrokken. Ter gelegenheid van de Dag van de fiets op 3 juni en met het aanbreken van de zomer zou ik u willen vragen hoe het met de gemeente staat met deze campagne voor fietsgebruik, want het is al een groot succes in sommige Brusselse gemeenten. Volgens mijn informatie zijn meer dan 405 fietsen verdeeld via 32 verenigingen. U zou de informatie doorgeven aan verenigingen of groepen van mensen die geïnteresseerd zouden kunnen zijn. Ik wil het College de volgende vragen stellen:

1. In februari vroeg ik u hoe het kwam dat het publiek niet op de hoogte leek te zijn. U antwoordde dat er een publicatie zou komen in de Wolu Info. Wat is de stand van zaken en welke andere stappen zijn ondernomen om deze informatie te verspreiden?
2. Wordt deze informatie doorgegeven aan het OCMW of het sociaal loket via de maatschappelijk werkers en/of aanplakbiljetten?
3. Is specifieke informatie gericht op jongeren?
4. Wat zijn de resultaten tot dusver in onze gemeente en wat vindt het College?"

Dhr. MATGEN geeft het volgende antwoord:
"Ik had inderdaad op de gemeenteraadsvergadering van februari 2022 uitgelegd dat het project "Vélo solidaire" gefinancierd werd door het Gewest en gesteund werd door de vzw Cyclo en de "Ateliers de la rue Voot". Ik heb ook uitgelegd dat de Brusselse

gemeenten niet door het Gewest waren gevraagd om het project te financieren. Overigens heeft de vzw Cyclo pas in mei 2022 contact met ons opgenomen om ons directer van het bestaan van dit project op de hoogte te brengen en ons te vragen de informatie door te geven. Er is reeds overeengekomen dit te vermelden in de Wolu Info. In het volgende nummer, dat aan het eind van de zomer zal verschijnen, zullen de evenementen worden aangekondigd die verband houden met de mobiliteitsweek die in september plaatsvindt. Het is belangrijk op te merken dat dit concept is ontstaan als onderdeel van het herstelplan voor de periode na Covid. De "Ateliers de la rue Voot" stellen fietsen ter beschikking en bieden opleidingen in fietsonderhoud en -reparatie. Cyclo stelt ook fietsen ter beschikking en zorgt voor de logistiek (vervoer, opslag, enz.) en Pro Velo zorgt voor de opleiding om de fiets te besturen. De opleidingen duren langer dan die voor het uitlenen van fietsen aan inwoners, een project dat door de gemeente wordt beheerd. In dit geval is het een minimum van 6 trainingssessies. Het principe bestaat in leasing tegen een zeer lage prijs. Voor 25 EUR krijgt de aanvrager een opgeknapte fiets voor 1 jaar. Aan het eind van het jaar brengt hij de fiets terug en krijgt hij zijn geld terug, of hij houdt de fiets. Het is belangrijk te onderstrepen dat het project "Vélo solidaire" niet rechtstreeks op individuele personen is gericht, maar wordt uitgevoerd via verenigingen voor sociale integratie. Zij benaderen de OCMW's niet rechtstreeks maar willen samenwerken met de verenigingen op het terrein om een groepseffect te hebben. De cijfers: in 2021 hebben 400 mensen van het programma geprofiteerd, in 2022 hebben al 200 mensen van de opleiding (en een fiets) geprofiteerd. Het is zeer waarschijnlijk dat het aantal van 800 (400 + 400) begunstigden tegen eind 2022 zal worden overschreden. Ons werd uitgelegd dat de OCMW's en de sociale loketten niet zijn gecontacteerd. De mensen die er gebruik van maken blijven geïsoleerde individuen, terwijl het project, zoals u in uw vraag aangeeft, gericht is op verenigingen. Het project maakt het dus mogelijk om groepen kandidaten aan te werven en tevens te profiteren van een groepsgewijs emulatie-effect. De verenigingen waarvoor de steun bestemd is, zijn gericht op onderwijs en beroepsintegratie en zijn, toegegeven, geconcentreerd in het "achtergestelde" gebied van Brussel. In Sint-Lambrechts-Woluwe is een ontmoeting gepland met een straatwerkster van de dienst Preventie van de gemeente. Het is de bedoeling een project op te zetten om vrouwen in de wijk Andromeda weer op de been te helpen. De straatwerkster had al contact opgenomen met Pro Velo, maar zij zijn overbelast en er kan niets worden overwogen vóór 2023 omdat zij de huidige vraag moeten verwerken. Tot slot wil ik van deze gelegenheid gebruik maken om u eraan te herinneren dat de gemeente, in samenwerking met de "Ateliers de la rue Voot" en met de steun van Brussel Mobiliteit, fietsen ter beschikking heeft gesteld van gemeentescholen zoals "Prince Baudouin", om kinderen die geen eigen fiets hebben in staat te stellen zich met de fiets van en naar school te begeven."

Mw. BORDES CASTELLS is terveden voor deze kinderen. Wat de rest van de projecten betreft, waarvan de gemeente in mei op de hoogte was gebracht, vraagt zij of het niet mei 2021 zou zijn.

Dhr. MATGEN antwoordt dat het mei 2022 is. Hij bevestigt dat er officieel, voor zover hij weet, voordien geen contact is geweest met de gemeenten en dat de projectleiders zich in eerste instantie tot de verenigingen hebben gewend. Hij preciseert dat er in mei 2022 een echte aanpak was voor de gemeente, maar niet voor het OCMW.

29.06.2022/A/0062 **Plus de logements sociaux à Woluwe-Saint-Lambert ? (M. DETRY)**

Le point est retiré de l'ordre du jour (absence du conseiller).

Meer sociale woningen in Sint-Lambrechts-Woluwe? (Dhr. DETRY)

Het punt wordt van de dagorde gehaald (afwezigheid van de raadslid).

29.06.2022/A/0063 **Réaménagement du rond-point Montgomery. (M. DETRY)**

Le point est retiré de l'ordre du jour (absence du conseiller).

Heraanleg van de rotonde Montgomery. (Dhr. DETRY)

Het punt wordt van de dagorde gehaald (afwezigheid van de raadslid).

Eric Bott entre en séance / treedt in zitting.
Jacqueline Destrée-Laurent entre en séance / treedt in zitting.
Xavier Liénart entre en séance / treedt in zitting.
Delphine De Valkeneer entre en séance / treedt in zitting.
Marie-Jeanne Peti Mpangi entre en séance / treedt in zitting.
Jean Ullens de Schooten entre en séance / treedt in zitting.

29.06.2022/A/0064 **Les séjours résidentiels pour les élèves des écoles communales. (Mme BOONEN)**

Ce point est traité conjointement avec le point 65.

Mme BOONEN interpelle le Collège comme suit concernant les séjours résidentiels pour les élèves des écoles communales :
« Nous avons appris que les classes de neige initialement prévues et annoncées pour les élèves de 6e primaire des écoles communales n'auraient pas lieu l'an prochain. Avec les classes de mer et les classes vertes, les classes de neige faisaient partie des séjours de dépaysement qui rythmaient la scolarité des jeunes dans nos écoles. Les bienfaits de tels séjours résidentiels sont nombreux : apprentissage de l'autonomie, découverte de la vie en groupe, ouverture aux autres, ouverture sur le monde, ouverture sur un nouvel environnement. Il s'agit aussi d'une occasion unique et motivante pour en apprendre davantage sur l'histoire, la géographie, la biologie… en lien avec l'endroit du séjour. De nombreux élèves ont été privés de ces séjours résidentiels au cours des dernières années en raison de la crise sanitaire et des choix du Collège. Le contexte économique, social et écologique complique à présent l'organisation de tels séjours. Dès lors et comme notre groupe l'a déjà exprimé, nous ne sommes pas favorables à l'organisation de classes de neige. Vous connaissez par ailleurs notre position critique quant au fait de transporter chaque jour, aller et retour, les enfants en car pour aller au contact de la nature, alors que nos écoles se trouvent à proximité de la vallée de la Woluwe, de la forêt de Soignes… Il nous paraît néanmoins essentiel de maintenir au minimum une semaine de séjour résidentiel pour les élèves de 6e primaire ainsi que l'un ou l'autre séjour, peut-être plus court (en 4e primaire, par exemple) à la découverte d'une autre région de notre pays. Dans le cas des futures classes de 6e primaire, ce sont des élèves qui n'ont encore pu bénéficier

d’aucun séjour résidentiel depuis le début de leur scolarité, les classes de mer n'ayant plus lieu et les classes vertes n'étant pas résidentielles. Au vu de tous ces éléments, on ne peut que comprendre l'émoi qu' une telle nouvelle a provoqué ! Nous espérons que vous allez permettre aux enseignants d'accompagner au mieux la déception des élèves. Que des communications spécialement à leur attention seront prévues. Qu’un espace de parole sera disponible pour qu'au final, les enfants soient à nouveau enthousiastes et impatients de vivre un séjour résidentiel inoubliable. Nos questions au Collège :

- Comment expliquez-vous que des élèves n'aient qu'un seul séjour résidentiel sur toute leur scolarité primaire ?
- Vous engagez-vous à ce qu'il y ait au minimum 1 séjour résidentiel d'une semaine en 6e primaire ?
- Quels sont les montants repris aux articles budgétaires pour l’organisation des classes de neige ?
- Quel voyage proposez-vous pour les élèves qui seront en 6e primaire l'an prochain ?
- Quel est le budget annuel alloué à l’ensemble des classes de dépaysement ?
- Ce budget comprend-il une aide pour les familles en difficulté financière ?
- Confirmez-vous que notre commune a définitivement choisi de ne plus organiser de classes de neige et de consacrer le budget ainsi économisé à financer des séjours bien moins coûteux mais plus fréquents dans notre pays ?
- Quand et comment avez-vous informé de la suppression des classes de neige en 2023 les personnes concernées : directions, enseignants, élèves, parents et associations des parents ?
- A l'avenir, comment pouvez-vous associer plus étroitement les parties prenantes en amont à la recherche de solutions pour maintenir les voyages prévus ou réfléchir à des alternatives ? »

Mme PANS interpelle également le Collège au sujet de la fin des classes de neige à Woluwe-Saint-Lambert :
« De plus en plus de parents font part de leur profond mécontentement à l’idée que les classes de neige pourraient être supprimées définitivement à Woluwe-Saint-Lambert dès la prochaine année scolaire. Les interpellations à ce sujet s’accumulent et une pétition a même été lancée à ce sujet. Pour notre groupe, ces voyages restent une opportunité - parfois unique - pour les élèves, tant sur l’aspect sportif, éducatif, social que du développement personnel. Cela reste bien souvent des moments fondateurs et inoubliables pour nos jeunes, à l’image d’autres déplacements comme les « classes vertes » ou le « voyage rhéto ». De façon plus générale, cette décision risque aussi de détériorer l’image positive des écoles sur notre commune. Dès lors, pourriez-vous nous dire :

- Si vous confirmez la décision de suppression des classes de neige dans les écoles de Woluwe-Saint-Lambert, pouvez-vous nous en exposer les raisons et comment la décision a-t-elle été prise (concertation avec quels acteurs, etc.) ? Comment réagissez-vous aux mécontentements qui vous reviennent ?
- Quelle est la situation dans les autres communes bruxelloises ?
- Quelle communication va être faite vis-à-vis des parents mais aussi des élèves ?
- Qu'en est-il du ROI que les parents ont signé en début de scolarité de leurs enfants ? »

M. MAINGAIN répond qu'en début de crise sanitaire, le Collège a dû renoncer à l'organisation des classes de neige et qu'un avis a été adressé aux parents en temps et en heure annonçant, en toute transparence, que les classes de neige ne seraient pas organisées pour ce motif. Il ajoute qu'en 2021, les mesures ont été assouplies mais qu'il n'était toujours pas possible d'organiser des classes de neige et que, dès l'année passée, un budget a été donné à toutes les écoles communales pour qu'elles puissent organiser des activités de découverte en fin d'année. Il précise qu'il s'agissait d'un budget de 75 EUR par élève, auquel on pouvait éventuellement demander aux parents d'ajouter 75 EUR pour pouvoir organiser des activités avec nuitée. Il signale que, face aux mêmes inconnues, un budget identique est prévu pour 2022. Il fait remarquer que les écoles ont fait bon usage de ce budget et cite les activités organisées par chaque école :

- Robert Maistriau :
  - Aspen : piste de ski intérieur à Wilrijk,
  - Aventure Parc à Wavre,
  - Mini-golf à Woluwe-Saint-Lambert,
  - Koezio à Schaerbeek : espace récréatif intérieur ;
- Georges Désir, Vervloesem et La Charmille :
  - Pour les élèves de 6e primaire, séjour de 4 jours au Castel Notre-Dame à Remersdael, une nouvelle formule très appréciée des enfants ;
- Van Meyel :
  - Aventure Parc à Wavre ;
- Prince Baudouin :
  - 22/06 : bowling + laser game + boisson,
  - 23/06 : soirée et nuit à l'école + repas + petit déjeuner,
  - 24/06 : paintball,
  - 27/06 : Aventure Parc + glace,
  - 29/06 : kayak ;
- Princesse Paola :
  - 2 journées Cap Sciences,
  - Le Printemps des Sciences,
  - 1 journée à la mer avec visite du Sea Life, kwistax et glace,
  - 1 journée Jeux Fun Olympiques avec distribution de médailles et glace,
  - 1 journée Bel Expo,
  - 1 nuitée à l'école avec soirée dansante, souper et petit-déjeuner,
  - Grande photo Fun avec les deux classes de P6,
  - 1 journée à Aventure Parc à Wavre,
  - Création d'un T-shirt de fin d'année.

Il affirme qu'il est mensonger de prétendre que plus aucune activité n'est organisée pour les élèves de 6e primaire. L'activité expérimentale à Remersdael organisée cette année scolaire par certaines écoles a été une grande réussite. Il fait remarquer que tous les parents ne peuvent pas investir 600 EUR pour la participation d'un enfant aux classes de neige et que réduire la durée du séjour en classes de neige à 7 jours impliquerait qu'il n'y aurait plus que 4 sorties à ski, ce qui ne serait plus vraiment une

initiation au ski. Il attire également l'attention sur l'aspect environnemental : l'objectif est que toutes les écoles communales obtiennent le label Eco-School (comme c'est déjà le cas pour 6 écoles sur 9) et l'organisation des classes de neige entre dans le bilan environnemental. Il évoque enfin l'aspect budgétaire pour la commune, en constatant que toutes les communes sont en difficulté budgétaire. Il insiste néanmoins sur le fait qu'il n'a jamais été question de supprimer les séjours résidentiels avec programme pédagogique adapté. Il fait remarquer qu'en Belgique également, les aspects pédagogiques du séjour résidentiel sont bien présents. Il cite l'exemple du séjour à Remersdael où ont été organisées les visites de la mine de Blégny, d'une siroperie artisanale, d'une ferme pédagogique, une veillée jeu « lueur dans la pénombre » et deux activités organisées par le lieu d'hébergement, avec les mêmes bénéfices pédagogiques que pour les classes de neige. Il explique que c'est en fonction de l'ensemble de ces paramètres qu'en accord avec les directions d'école, il a été décidé par le Collège que les classes de neige n'étaient plus le type d'activités de dépaysement à organiser aujourd'hui. Il signale que l'information a été donnée lors des conseils de participation et a suscité la compréhension globale des parents, sauf dans une ou deux écoles. Il comprend l'attachement de certains parents aux classes de neige mais rappelle que le monde évolue aux points de vue économique, environnemental... Quant au fait que certains disent que d'autres communes en organisent, il fait remarquer qu'à Auderghem, par exemple, la liberté de choix est laissée aux écoles et qu'à l'exception de Watermael-Boitsfort pour partie avec intervention communale, dans toutes les autres communes, le financement est à charge des parents, pas un euro n'est déboursé par la commune alors qu'à Woluwe-Saint-Lambert, la commune assumait une intervention de +/- 30 %, soit un montant de 180.000 à 250.000 EUR par an. Il rappelle deux principes essentiels de la commune :

1. Toutes les écoles sont traitées de la même manière. Les activités obligatoires organisées ne peuvent pas être un critère de concurrence entre les écoles. Il y a des différences sociologiques entre les écoles mais toutes les écoles doivent avoir le même traitement ;
2. Egalité de traitement entre tous les enfants.

Il annonce que de toute façon, dans maximum 3 ou 4 ans, la Fédération Wallonie-Bruxelles limitera les frais scolaires pouvant être réclamés aux parents dans l'enseignement primaire, comme elle le fait déjà en maternelle et comme le fait la Communauté flamande depuis de nombreuses années, et les montants qui pourront être alloués pour les activités seront nettement diminués (sans doute moins de 100 EUR), ce qui rendra la suppresson des classes de neige inévitable. Il confirme néanmoins qu'il ne faut pas nécessairement des classes de neige pour atteindre l'objectif pédagogique. Il signale par ailleurs que la commune a la volonté d'annoncer une évolution inéluctable et prend ses responsabilités. Il ajoute que, malgré les contraintes budgétaires, l'investissement dans l'encadrement pédagogique persiste :

- la commune finance 10 emplois en maternelle et 20 emplois en primaire en soutien pédagogique pour tenter de répondre au mieux aux besoins ;
- des enseignants en surnombre sont prévus pour pallier les absences ;
- pour maintenir les filières d'immersion, un enseignant de qualité qui n'a pas le titre requis est financé à 100 % sur le budget communal.

Il considère qu'il s'agit là d'une priorité bien plus importante pour les familles et le pouvoir organisateur que la dépense somptuaire des classes de neige.

Mme BOONEN remercie pour la prise de position et les explications. Elle apprécie l'égalité de traitement pour toutes les écoles communales. Elle constate que cette

année, certaines écoles ont eu un séjour résidentiel et d'autres non mais présume que c'est spécifique à cette année.

M. MAINGAIN confirme que cette année, en raison des incertitudes liées à la crise sanitaire, le choix a été laissé aux écoles mais que dès l'année prochaine, il y aura égalité de traitement pour toutes les écoles, avec un séjour résidentiel d'une semaine.

Mme PANS revient au sujet principal des classes de neige et précise que la motion qu'elle a introduite vise à les maintenir car il y a déjà eu la suppression des classes de mer. Elle suggère de travailler avec des communes voisines pour diminuer le budget et, au point de vue environnemental, d'utilser un autre moyen de transport moins polluant que le car, tel que le train. Elle rappelle qu'en 2015, le bourgmestre avait dit que les classes de neige n'étaient pas menacées à Woluwe-Saint-Lambert car c'était la seule occasion pour de nombreux enfants de se rendre à la montagne. Elle fait remarquer que le sujet a été discuté en conseil de participation assez tard dans l'année scolaire.

Concernant l'idée de s'entendre avec d'autres communes, M. MAINGAIN rappelle que dans les autres communes, tout est à charge des parents. Il précise que le centre de la commune d'Uccle a un taux d'occupation de quasi 100 %. Il fait remarquer qu'en 2015, les conditions étaient différentes : on n'était pas confronté aux conséquences d'une crise sanitaire et économique. Il signale que des établissements très réputés, situés non loin de Woluwe-Saint-Lambert, n'organisent pas de classes de neige et ont des voyages de fin de secondaire fortement réduits. Quant au moment de la prise de décision, il explique que l'on a attendu le retour de l'expérience à Remersdael afin de bien évaluer les aspects pédagogiques. Il attire l'attention sur le fait que ce que les enfants attendent, c'est partager un moment ensemble en autonomie. Il ajoute qu'avec ces séjours en Belgique, on garde l'esprit, l'objectif pédagogique des séjours résidentiels et que les parents des enfants qui ont fait l'expérience ont remercié et sont très contents.

M. de MAERE d'AERTRYCKE exprime son opinion selon laquelle la commune avait la spécifité d'offrir quelque chose à quoi la plupart des enfants n'avaient pas accès. Il estimait que la vente du bâtiment à la mer devait permettre de maintenir au moins cette activité-là. Il garde un souvenir exceptionnel de ses classes de neige (pas à Woluwe-Saint-Lambert), notamment d'une approche de la nature. Il regrette que des excuses relatives à l'environnement conduisent à ne pas permettre certaines activités. Il est d'avis que ce sont des choix politiques et que la commune doit permettre de vivre des choses exceptionnelles. Il émet donc un regret personnel par rapport à cela mais ne mènera pas de combat d'arrière-garde.

M. MAINGAIN répond qu'il n'a jamais connu de séjour ni à la mer ni à la montagne durant ses études et en garde néanmoins un souvenir exceptionnel. Il considère que dire que l'on prive les enfants du bonheur d'être ensemble relève de la tromperie et de la malhonnêteté intellectuelle.

Residentiële verblijven voor leerlingen van de gemeentescholen. (Mw. BOONEN)

Dit punt wordt samen met punt 65 behandeld.

Mw. BOONEN interpelleert het College als volgt over residentiële verblijven voor leerlingen van de gemeentescholen:
"Wij hebben vernomen dat de aanvankelijk geplande en aangekondigde

sneeuwklassen voor de leerlingen van het 6e leerjaar van de gemeentescholen volgend jaar niet zullen plaatsvinden. Samen met de zeeklassen en de groene klassen maakten de sneeuwklassen deel uit van de verandering van omgeving die de schoolopleiding van de jongeren in onze scholen bepaalde. De voordelen van dergelijke residentiële verblijven zijn talrijk: zelfstandig leren zijn, het groepsleven ontdekken, zich openstellen voor anderen, zich openstellen voor de wereld, zich openstellen voor een nieuwe omgeving. Het is ook een unieke en motiverende gelegenheid om meer te weten te komen over de geschiedenis, de geografie, de biologie, enz. in verband met de plaats van het verblijf. Door de gezondheidscrisis en de keuzes die het College heeft gemaakt, zijn veel leerlingen de afgelopen jaren verstoken gebleven van deze residentiële verblijven. De economische, sociale en ecologische context maakt het nu moeilijk om dergelijke reizen te organiseren. Daarom zijn wij, zoals onze fractie reeds heeft verklaard, geen voorstander van de organisatie van sneeuwklassen. U weet ook dat wij kritisch staan tegenover het feit dat de kinderen elke dag met de bus van en naar school worden gebracht om in contact te komen met de natuur, terwijl onze scholen in de buurt liggen van de Woluwevallei, het Zoniënwoud... Toch vinden wij het essentieel dat de leerlingen van het 6e lager onderwijs minstens één week buiten de school verblijven en dat er een of ander, misschien korter verblijf (in het 4e leerjaar, bijvoorbeeld) wordt georganiseerd om een andere streek van ons land te ontdekken. In het geval van de toekomstige klassen van het 6e leerjaar gaat het om leerlingen die sinds het begin van hun schooltijd nog niet hebben kunnen profiteren van een residentieel verblijf, aangezien de zeeklassen niet meer plaatsvinden en de groene klassen niet residentieel zijn. Gezien al deze elementen kunnen wij de emotie die dit nieuws heeft veroorzaakt alleen maar begrijpen! Wij hopen dat u de leerkrachten in staat zult stellen de teleurstelling van de leerlingen zo goed mogelijk op te vangen. Dat er speciale mededelingen voor hen gepland zullen worden. Dat er ruimte voor discussie zal zijn, zodat de kinderen uiteindelijk enthousiast en ongeduldig zullen zijn om een onvergetelijk verblijf te hebben. Onze vragen aan het College:

- Hoe verklaart u dat sommige leerlingen tijdens hun hele lagere schooltijd slechts één verblijf hebben?
- Zult u zich verbinden tot een residentieel verblijf van minimum een week in het 6e leerjaar?
- Wat zijn de bedragen die in de begrotingsartikelen zijn opgenomen voor de organisatie van de sneeuwklassen?
- Welk verblijf biedt u aan voor de leerlingen die volgend jaar in het 6e leerjaar zitten?
- Wat is de jaarlijkse begroting voor alle buitenschoolse verblijven?
- Bevat deze begroting hulp voor gezinnen in financiële moeilijkheden?
- Kunt u bevestigen dat onze gemeente er definitief voor heeft gekozen geen sneeuwklassen meer te organiseren en het aldus bespaarde budget te besteden aan de financiering van veel minder dure maar frequentere reizen in ons land?
- Wanneer en hoe hebt u de betrokkenen: directie, leerkrachten, leerlingen, ouders en oudervereningen op de hoogte gebracht van de afschaffing van de sneeuwklassen in 2023?
- Hoe kunt u in de toekomst de belanghebbenden nauwer betrekken bij het zoeken naar oplossingen om de geplande reizen te behouden of alternatieven te bedenken?"

Mw. PANS interpelleert het College ook over het einde van de sneeuwklassen in Sint-

Lambrechts-Woluwe:
"Steeds meer ouders geven uiting aan hun diepe onvrede over het idee dat de sneeuwklassen in Sint-Lambrechts-Woluwe vanaf volgend schooljaar definitief kunnen worden afgeschaft. De vragen over dit onderwerp stapelen zich op en er is zelfs een petitie over dit onderwerp gestart. Voor onze fractie blijven deze reizen een - soms unieke - kans voor de leerlingen, zowel op sportief, educatief en sociaal gebied als op het gebied van de persoonlijke ontwikkeling. Het zijn vaak stichtende en onvergetelijke momenten voor onze jongeren, net als andere reizen zoals de "groene klassen" of de "reto-reis". Meer in het algemeen dreigt dit besluit ook het positieve imago van de scholen in onze gemeente te schaden. Kunt u ons alstublieft zeggen:

- Of u de beslissing om de sneeuwklassen in de scholen van Sint-Lambrechts-Woluwe af te schaffen bevestigt, kunt u dan uitleggen waarom en hoe deze beslissing is genomen (overleg met welke actoren, enz.)? Hoe reageert u op de ontevredenheid die u hebt ontvangen?
- Hoe de situatie is in de andere Brusselse gemeenten?
- Welke communicatie er naar ouders en leerlingen toe zal plaatsvinden?
- Hoe het zit met het HR dat de ouders ondertekenden aan het begin van de schooltijd van hun kinderen?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat het College aan het begin van de gezondheidscrisis heeft moeten afzien van het organiseren van sneeuwklassen en dat tijdig een bericht aan de ouders is gestuurd waarin in alle openheid werd aangekondigd dat om die reden geen sneeuwklassen zullen worden georganiseerd. Hij voegt eraan toe dat de maatregelen in 2021 waren versoepeld, maar dat het nog steeds niet mogelijk was sneeuwklassen te organiseren en dat reeds vorig jaar een budget was toegekend aan alle gemeentescholen, zodat zij aan het eind van het jaar ontdekkingsactiviteiten konden organiseren. 75 EUR per leerling, waarbij de ouders kon worden gevraagd om 75 EUR toe te voegen. Hij wijst erop dat, gezien dezelfde onbekenden, voor 2022 een identieke begroting is gepland. Hij wijst erop dat de scholen goed gebruik hebben gemaakt van dit budget en noemt de activiteiten die door elke school werden georganiseerd:

- Robert Maistriau:
  - Aspen: overdekte skipiste in Wilrijk,
  - Avonture Parc in Waver,
  - Minigolf in Sint-Lambrechts-Woluwe,
  - Koezio in Schaarbeek: overdekte recreatiezone;
- Georges Désir, Vervloesem en La Charmille:
  - Voor de leerlingen van het 6e leerjaar, een 4-daags verblijf in Castel Notre-Dame in Remersdael, een nieuwe formule die bij de kinderen erg in de smaak valt;
- Van Meyel:
  - Aventure Parc in Waver;
- Prince Baudouin:
  - 22/06: bowling + lasergame + borrel,
  - 23/06: avond en nacht in de school + maaltijd + ontbijt,
  - 24/06: paintball,
  - 27/06: Aventure Parc + ijs,

        - 29/06: kajakken;
    - Princesse Paola:
        - 2 dagen "Cap Sciences",
        - "Printemps des Sciences",
        - 1 dag aan zee met een bezoek aan Sea Life, kwistax en ijs,
        - 1 dag Fun Olympische Spelen met medaille-uitreiking en ijs,
        - 1 dag in Bel Expo,
        - 1 nacht in de school met dans, diner en ontbijt,
        - Grote foto FUN met twee klassen van het zesde leerjaar,
        - 1 dag in Aventure Parc in Waver,
        - Ontwerpen van een T-shirt voor het einde van het schooljaar.

Hij zegt dat het een leugen is te beweren dat er geen activiteiten meer worden georganiseerd voor leerlingen van het 6e leerjaar. De experimentele activiteit in Remersdael die dit schooljaar door enkele scholen georganiseerd werd, was een groot succes. Hij wijst erop dat niet alle ouders 600 EUR kunnen investeren voor de deelname van een kind aan de sneeuwklassen en dat een verkorting van de duur van de sneeuwklassen tot 7 dagen zou betekenen dat er slechts 4 ski-uitstapjes zouden zijn, wat niet echt een kennismaking met skiën zou zijn. Hij vestigt ook de aandacht op het milieuaspect: het is de bedoeling dat alle gemeentescholen het label Eco-School krijgen (wat reeds het geval is voor 6 van de 9 scholen) en de organisatie van de sneeuwklassen maakt deel uit van de milieubalans. Tenslotte noemt hij het budgettaire aspect voor de gemeente en stelt vast dat alle gemeenten in budgettaire moeilijkheden verkeren. Hij benadrukt echter dat er nooit sprake is geweest van de afschaffing van residentiële verblijven met een aangepast onderwijsprogramma. Hij wijst erop dat ook in België de pedagogische aspecten van de residentiële verblijven aanwezig zijn. Hij noemt het voorbeeld van het verblijf in Remersdael waar bezoeken aan de Blegny-mijn, aan een ambachtelijke stroopfabriek, aan een educatieve boerderij, een "glow in the dark"-spelavond en twee door de logiessite georganiseerde activiteiten werden georganiseerd, met dezelfde educatieve voordelen als voor de sneeuwklassen. Hij legt uit dat op basis van al deze parameters door het College, in overleg met de schooldirecties, besloten is dat de sneeuwklassen niet langer het soort buitenactiviteiten zijn dat vandaag de dag moet worden georganiseerd. Hij wijst erop dat de informatie was verstrekt tijdens de medezeggenschapsraden en op algemeen begrip van de ouders kon rekenen, behalve in een of twee scholen. Hij begrijpt de gehechtheid van sommige ouders aan de sneeuwklassen, maar herinnert eraan dat de wereld aan het veranderen is vanuit economisch en milieuoogpunt. Wat betreft het feit dat sommigen zeggen dat andere gemeenten ze organiseren, wijst hij erop dat in Oudergem bijvoorbeeld de keuzevrijheid aan de scholen wordt overgelaten en dat, behalve in Watermaal-Bosvoorde met een gedeeltelijke gemeentelijke tussenkomst, alles door de ouders wordt gefinancierd en geen enkele euro door de gemeente wordt uitgekeerd, terwijl in Sint-Lambrechts-Woluwe de gemeente een tussenkomst van +/- 30 % voor haar rekening nam, d.w.z. een bedrag van 180.000 tot 250.000 EUR per jaar. Hij herinnert aan twee essentiële principes van de gemeente:

1. Alle scholen worden op dezelfde manier behandeld. De verplichte activiteiten die georganiseerd worden, mogen geen criterium zijn voor concurrentie tussen scholen. Er zijn sociologische verschillen tussen scholen, maar alle scholen moeten op dezelfde manier worden behandeld;
2. Gelijke behandeling van alle kinderen.

Hij kondigt aan dat de Federatie Wallonië-Brussel in elk geval over maximum 3 of 4

jaar de schoolkosten die van de ouders kunnen worden geëist in het lager onderwijs zal beperken, zoals ze nu al doet in het kleuteronderwijs en zoals de Vlaamse Gemeenschap al vele jaren doet, en dat de bedragen die kunnen worden toegekend voor activiteiten aanzienlijk zullen worden verlaagd (waarschijnlijk minder dan 100 EUR), waardoor de afschaffing van de sneeuwklassen onvermijdelijk zal worden. Hij bevestigt echter dat sneeuwklassen niet noodzakelijk zijn om de pedagogische doelstelling te bereiken. Hij wijst er ook op dat de gemeente een onvermijdelijke verandering wil aankondigen en haar verantwoordelijkheid neemt. Hij voegt eraan toe dat, ondanks de budgettaire beperkingen, de investeringen in onderwijstoezicht blijven doorgaan:

- de gemeente financiert 10 functies in de kleuterschool en 20 functies in de lagere school voor pedagogische ondersteuning om zo goed mogelijk aan de behoeften te voldoen;
- extra leerkrachten zijn gepland om de afwezigheden in te halen;
- om de immersiestromen in stand te houden, wordt een kwaliteitsleraar die niet over de vereiste titel beschikt, voor 100 % uit de gemeentebegroting gefinancierd.

Hij is van mening dat dit voor de gezinnen en de inrichtende macht een veel belangrijkere prioriteit is dan de buitensporige uitgaven voor de sneeuwklassen.

Mw. BOONEN dankt voor het standpunt en de toelichting. Zij waardeert de gelijke behandeling van alle gemeentescholen. Zij merkt op dat dit jaar sommige scholen een residentieel verblijf hadden en andere niet, maar gaat ervan uit dat dit specifiek voor dit jaar was.

Dhr. MAINGAIN bevestigt dat de keuze dit jaar aan de scholen is overgelaten vanwege de onzekerheden in verband met de gezondheidscrisis, maar dat vanaf volgend jaar alle scholen gelijk zullen worden behandeld, met een residentieel verblijf van een week.

Mw. PANS komt terug op het hoofdthema van de sneeuwklassen en preciseert dat de door haar ingediende motie tot doel heeft deze klassen te handhaven, aangezien de zeeklassen reeds zijn afgeschaft. Zij stelt voor met de buurgemeenten samen te werken om het budget te beperken en, uit milieuoogpunt, een ander vervoermiddel te gebruiken dat minder vervuilend is dan de bus, zoals de trein. Zij herinnert eraan dat de burgemeester in 2015 had gezegd dat de sneeuwklassen in Sint-Lambrechts-Woluwe niet bedreigd waren omdat het voor veel kinderen de enige mogelijkheid was om naar de bergen te gaan. Zij wijst erop dat het onderwerp vrij laat in het schooljaar in de medezeggenschapsraad aan de orde is gekomen.

Wat betreft het idee om met andere gemeenten tot een overeenkomst te komen, herinnert dhr. MAINGAIN de vergadering eraan dat in de andere gemeenten alles door de ouders wordt betaald. Hij preciseert dat het centrum in de gemeente Ukkel een bezettingsgraad van bijna 100 % heeft. Hij wijst erop dat de omstandigheden in 2015 anders waren: we werden niet geconfronteerd met de gevolgen van een gezondheids- en economische crisis. Hij wijst erop dat zeer gerenommeerde scholen, niet ver van Sint-Lambrechts-Woluwe, geen sneeuwklassen organiseren en de eindejaars schoolreizen sterk hebben beperkt. Wat het tijdstip van het besluit betreft, legt hij uit dat er werd gewacht op de feedback van de ervaring in Remersdael om de pedagogische aspecten naar behoren te kunnen evalueren. Hij vestigt de aandacht op het feit dat wat de kinderen verwachten, is samen en autonoom een moment te delen. Hij voegt eraan toe dat bij deze verblijven in België de geest en de pedagogische

doelstelling van de residentiële verblijven bewaard zijn gebleven en dat de ouders van de kinderen die aan deze ervaring hadden deelgenomen, hun dank hebben uitgesproken en zeer tevreden zijn.

Dhr. de MAERE d'AERTRYCKE is van mening dat de gemeente de specificiteit heeft om iets aan te bieden waartoe de meeste kinderen geen toegang hadden. Hij dachte dat de verkoop van het gebouw aan de zee ten minste het behoud van deze activiteit mogelijk moest maken. Hij heeft uitzonderlijke herinneringen aan zijn sneeuwklassen (niet in Sint-Lambrechts-Woluwe), met name aan een benadering van de natuur. Hij betreurt het dat excuses in verband met het milieu ertoe leiden dat bepaalde activiteiten niet zijn toegestaan. Hij is van mening dat dit politieke keuzes zijn en dat de gemeente uitzonderlijke dingen moet laten gebeuren. Daarom betreurt hij dit persoonlijk, maar hij gaat hierover geen strijd voeren.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat hij tijdens zijn studie nooit aan zee of in de bergen is geweest, maar er niettemin uitzonderlijke herinneringen aan heeft. Hij is van mening dat de bewering dat kinderen de vreugde van het samenzijn wordt ontnomen, bedrog en intellectuele oneerlijkheid is.

29.06.2022/A/0065 **La fin des classes de neige à Woluwe-Saint-Lambert. (Mme PANS)**

Ce point a été traité conjointement avec le point 64.

Het einde van de sneeuwklassen in Sint-Lambrechts-Woluwe. (Mw. PANS)

Dit punt werd samen met punt 64 behandeld.

Motion (Section 4 - art. 7 - sous-section 2) - Motie (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 2)

29.06.2022/A/0066 **Motion relative au maintien des « classes de neige » à Woluwe-Saint-Lambert. (Mme PANS)**

Motion relative au maintien des « classes de neige » à Woluwe-Saint-Lambert déposée par le groupe MR+.

La présente motion est remplacée par la motion déposée par M. LORIAUX pour les conseillers de la liste du bourgmestre, reprise au point suivant du présent procès-verbal.

LE CONSEIL,

Vu la circulaire 6289 de la Fédération Wallonie-Bruxelles relative à l'organisation des séjours pédagogiques avec nuitée(s) en Belgique et à l'étranger ;

Vu les récentes déclarations tenues dans la presse concernant la suppression définitive

des « classes de neige » à Woluwe-Saint-Lambert à partir de l'année 2022-2023 ;

Vu la pétition déposée par l'Association de Parents École Princesse Paola intitulée *Pétition contre la suppression des Classes de Neige dans les écoles communales de WSL* et le nombre de signatures déjà récoltées ;

Vu les conseils aux voyageurs dans le cadre du COVID-19 disponibles sur le site du Ministère des Affaires étrangères ;

Vu les différents avis émis par les milieux associatif et de l'enseignement sur les bienfaits des « classes de neige » dans le développement de l'enfant ;

Considérant les aspects pédagogiques, sociaux, sportifs des « classes de neige » qui sont autant de bienfaits pour les élèves et participent à la fois à leur éducation, leur bien-être et à leur développement personnel ;

Considérant la possibilité pour certains ménages aux faibles revenus de faire appel au Centre public d'action sociale (CPAS) via le fond enfance défavorisée si le coût s'avère trop élevé pour les familles ;

Considérant que la commune a pris la décision, sous la précédente législature, de vendre le Centre Joli-Bois qui contribuait à étoffer l'offre des « classes de dépaysement » dans notre commune ;

Considérant que la très grande majorité des écoles sur les autres communes proches de Woluwe-Saint-Lambert maintiennent cette activité, au bénéfice de l'attractivité de leurs établissements scolaires ;

Considérant qu'il existe des alternatives plus écologiques sur le plan du transport à explorer, notamment les lignes de train à destination des Alpes françaises ;

DEMANDE au Collège des Bourgmestre et Échevins :

- De tout faire pour maintenir les « classes de neige » dans les écoles communales de Woluwe-Saint-Lambert dès la prochaine année scolaire ;
- De mettre en place une consultation avec les directions d'école et les associations de parents des établissements concernés afin de dégager des pistes de solution visant à réduire le coût des « classes de neige » ;
- D'étudier l'offre disponible en matière de destinations en Europe ;
- De consulter les autres communes bruxelloises sur le sujet pour s'inspirer des meilleures pratiques et/ou explorer la possibilité de collaborations dans ce domaine ;
- D'informer le conseil communal des conclusions, même préliminaires, du travail précité d'ici le mois de septembre.

Le point est rejeté.

Motie betreffende het behoud van de "sneeuwklassen" in Sint-Lambrechts-Woluwe. (Mw. PANS)

Motie betreffende het behoud van de "sneeuwklassen" in Sint-Lambrechts-Woluwe ingediend door de MR+-fractie.

De huidige motie wordt vergangen door de motie ingediend door dhr. LORIAUX voor de raadsleden van de lijst van de burgemeester, die in het volgende punt van het proces-verbaal opgenomen is.

DE RAAD,

Gelet op omzendbrief 6289 van de "Fédération Wallonie-Bruxelles" betreffende de organisatie van educatieve verblijven in België en in het buitenland;

Gelet op de recente verklaringen in de pers over de definitieve afschaffing van de "sneeuwklassen" in Sint-Lambrechts-Woluwe vanaf het jaar 2022-2023;

Gelet op het verzoekschrift van de oudervereniging van de school "Princesse Paola" getiteld *"Pétition contre la suppression des Classes de Neige dans les écoles communales de WSL"* en het aantal reeds verzamelde handtekeningen;

Gelet op de reisadviezen in het kader van COVID-19, die beschikbaar zijn op de website van het Ministerie van Buitenlandse Zaken;

Gelet op de verschillende meningen die door verenigingen en onderwijskringen zijn geuit over de voordelen van "sneeuwklassen" voor de ontwikkeling van het kind;

Rekening houdend met de pedagogische, sociale en sportieve aspecten van "sneeuwklassen", die de leerlingen ten goede komen en bijdragen tot hun opvoeding, welzijn en persoonlijke ontwikkeling;

Rekening houdend met de mogelijkheid voor bepaalde gezinnen met een laag inkomen om via het fonds voor kansarme kinderen een beroep te doen op het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW) indien de kosten voor de gezinnen te hoog blijken te zijn;

Overwegende dat de gemeente onder de vorige legislatuur het besluit heeft genomen het centrum Joli-Bois dat bijdroeg tot het aanbod van "extra-muros activiteiten" in onze gemeente, te verkopen;

Overwegende dat de overgrote meerderheid van de scholen in de andere gemeenten in de omgeving van Sint-Lambrechts-Woluwe deze activiteit handhaaft, wat de aantrekkelijkheid van hun scholen ten goede komt;

Overwegende dat er meer ecologische alternatieven op het gebied van vervoer zijn, met name de spoorlijnen naar de Franse Alpen;

VRAAGT het College van burgemeester en schepenen:

- Alles in het werk te stellen om de "sneeuwklassen" in de gemeentescholen van Sint-Lambrechts-Woluwe vanaf het volgende schooljaar te handhaven;
- Overleg op te zetten met de schooldirecties en de oudervereniging van de betrokken scholen om na te gaan welke oplossingen mogelijk zijn om de kosten

van de "sneeuwklassen" te verminderen;

- Het beschikbare aanbod van bestemmingen in Europa te bestuderen;
- De andere Brusselse gemeenten over dit onderwerp te raadplegen om inspiratie te putten uit beste praktijken en/of de mogelijkheid van samenwerking op dit gebied te onderzoeken;
- De Gemeenteraad uiterlijk in september in kennis te stellen van de conclusies, zelfs als deze voorlopig zijn, van bovengenoemde werkzaamheden.

Het punt wordt verworpen.

29.06.2022/A/0067 **Amendement des conseillers communaux du groupe LB proposé par M. LORIAUX visant à remplacer la motion proposée par Mme PANS du groupe MR+ intitulée « Motion relative au maintien des « classes de neige » à Woluwe-Saint-Lambert ».**

L'amendement ci-après, visant à remplacer la motion proposée par le groupe MR+, est mis au vote et approuvé par 25 voix pour, 1 voix contre (Mme PANS) et 3 abstentions (MM. DE SMUL, de MAERE d'AERTRYCKE et DEVILLE) :

Amendement des conseillers communaux de la Liste du bourgmestre à la proposition de motion relative au maintien des « classes de neige » à Woluwe-Saint-Lambert du groupe MR+, déposé par Michaël LORIAUX (LB).

Considérant que l'organisation par les communes bruxelloises de classes dites de neige est de plus en plus aléatoire, voire que plusieurs communes y ont déjà renoncé, notamment en raison de la crise économique et de la perte du pouvoir d'achat qui en résulte pour les parents des élèves concernés ;

Considérant qu'il en est ainsi pour les communes de Forest, Saint-Gilles, Koekelberg, Berchem-Sainte-Agathe, Saint-Josse-ten-Noode et qu'Auderghem l'envisage car déjà une de ses écoles communales a renoncé à ce projet en raison du coût trop élevé pour les parents ;

Considérant que dans des communes où cette organisation a été maintenue cette année, aucune intervention financière de la commune n'est prévue et que la totalité du coût est à charge des parents ; qu'il en est ainsi notamment pour les communes de Woluwe-Saint-Pierre, d'Etterbeek, d'Uccle, de Molenbeek et de Jette ;

Considérant que dans deux communes, Auderghem et Ixelles, l'organisation de ces classes est laissée à l'appréciation de la direction des écoles ;

Considérant que Woluwe-Saint-Lambert a toujours veillé au respect du principe de l'égalité entre enfants, et ce quelle que soit l'école fréquentée, de sorte que tous les enfants bénéficient du même avantage en ce qui concerne les classes dites de dépaysement, dont les classes de neige ;

Considérant qu'en application de ce principe, le pouvoir organisateur considère que la décision d'organiser des classes de dépaysement ne peut être laissée à l'appréciation de chaque direction d'école ou de chaque association de parents ;

Considérant que le pouvoir organisateur a toujours veillé à ce que tous les enfants fréquentant les écoles communales participent à des classes de dépaysement ;

Considérant que la charge financière que représente la participation des parents aux classes de neige est financièrement de plus en plus lourde, notamment en raison de la perte du pouvoir d'achat résultant de la crise économique ; que dans la plupart des communes précitées, le coût mis à charge des parents représente un montant pouvant aller d'un minimum de 500 jusqu'à 1.200 EUR, selon l'organisation mise en place par la commune ou les directions d'école ;

Considérant que Woluwe-Saint-Lambert estime que ce coût est devenu prohibitif pour de nombreux parents et qu'il convient de tenir compte de la réalité de leur pouvoir d'achat et des réelles priorités qu'ils souhaitent donner aux dépenses scolaires ;

Considérant que le Collège a dès lors proposé aux directions d'école, qui ont marqué leur intérêt et leur accord, d'organiser des classes de dépaysement en Wallonie pour remplacer les classes de neige, de manière à préserver l'aspect pédagogique essentiel de ce type de classe qui permet aux élèves de partager plusieurs jours d'activités en toute autonomie par rapport à leur famille et de développer ainsi leurs aptitudes à se gérer en groupe ;

Considérant que cette proposition a déjà été évoquée lors de plusieurs réunions de conseil de participation des écoles concernées et a été accueillie avec intérêt par les membres desdits conseils de participation ;

Considérant que les écoles communales se sont inscrites dans le projet de reconnaissance comme écoles du développement durable (Eco-schools) et qu'à ce titre, 6 écoles communales sont déjà labellisées, qu'ainsi Woluwe-Saint-Lambert est le pouvoir organisateur qui compte le plus grand nombre d'écoles communales bénéficiant de cette reconnaissance régionale ; qu'à terme, toutes les écoles communales devront satisfaire aux exigences imposées pour obtenir cette reconnaissance ;

Considérant qu'il convient de poursuivre cet objectif de réduire l'empreinte environnementale des activités des écoles communales et qu'il ne se justifie plus d'organiser des classes dites de neige qui imposent des déplacements en car sur une distance de plus de 2.000 km (aller-retour) ;

Considérant qu'il convient, conformément à la décision du Collège des bourgmestre et échevins, de privilégier les activités scolaires à des distances raisonnables et de favoriser la découverte des richesses culturelles, patrimoniales, environnementales de notre pays, trop souvent ignorées par le public scolaire ;

Considérant que dans quelques années (3 ou 4 ans), le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles limitera drastiquement le montant des dépenses relatives aux activités scolaires dont les coûts doivent être assumés par les parents ; qu'il en est déjà ainsi pour les classes maternelles et qu'il en sera de même, dans les années à venir, pour les classes primaires et qu'en aucune manière le montant actuellement demandé aux parents pour la participation au financement des classes de neige ne sera encore autorisé ;

Considérant que cette limitation du montant des frais des dépenses scolaires est déjà d'application, depuis de nombreuses années, dans l'enseignement néerlandophone, ce qui a eu pour effet la suppression des classes de neige pour les écoles communales

néerlandophones, sans grande contestation de la part des parents des enfants concernés ;

Considérant qu'il convient dès lors d'adapter le programme d'organisation des classes de dépaysement par le pouvoir communal afin de préserver l'objectif pédagogique d'un séjour en groupe des élèves des classes terminales des écoles primaires, en prenant en considération les contraintes financières pesant sur le pouvoir d'achat des parents, les objectifs environnementaux et les charges budgétaires de plus en plus lourdes auxquelles les communes doivent faire face ;

En conséquence, le Conseil communal demande au Collège des bourgmestre et échevins de :

- faire sienne la présente motion ;
- maintenir l'organisation d'une classe de dépaysement pour les élèves des 6es années primaires des écoles communales, en organisant un séjour reprenant au minimum 4 nuitées, en un lieu d'hébergement situé en Belgique, avec un projet pédagogique adapté ;
- limiter la participation financière des parents à l'organisation de ce séjour à un montant maximum de 100 EUR/enfant et par séjour, afin de tenir compte des contraintes que la crise économique fait peser sur le pouvoir d'achat des familles.

29 votants : 25 votes positifs, 1 vote négatif, 3 abstentions.
Non : Amélie Pans.
Abstentions : Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Quentin Deville.

Amendement van de gemeenteraadsleden van de LB-fractie, voorgesteld door dhr. LORIAUX, ter vervanging van de motie voorgesteld door mw. PANS van de MR+-fractie, met als titel "Motie betreffende het behoud van de "sneeuwklassen" in Sint-Lambrechts-Woluwe".

Het volgende amendement ter vervanging van de motie die is voorgesteld door de MR+-fractie, wordt in stemming gebracht en met 25 stemmen vóór, 1 stem tegen (mw. PANS) en 3 onthoudingen (de heren DE SMUL, de MAERE d'AERTRYCKE en DEVILLE) goedgekeurd:

Amendement van de gemeenteraadsleden van de lijst van de burgemeester op de motie over het behoud van de "sneeuwklassen" in Sint-Lambrechts-Woluwe van de MR+-fractie, ingediend door Michaël LORIAUX (LB).

Overwegende dat de organisatie van de zogenaamde sneeuwklassen door de Brusselse gemeenten steeds onzekerder wordt, en dat verscheidene gemeenten er reeds van hebben afgezien, met name wegens de economische crisis en het daaruit voortvloeiende verlies aan koopkracht voor de ouders van de betrokken leerlingen;

Overwegende dat dit het geval is voor de gemeenten Vorst, Sint-Gillis, Koekelberg, Sint-Agatha-Berchem en Sint-Joost-ten-Node en dat Oudergem dit overweegt omdat een van zijn gemeentescholen al van dit project heeft afgezien wegens de kosten die te hoog zijn voor de ouders;

Overwegende dat in de gemeenten waar deze organisatie dit jaar is gehandhaafd, geen enkele financiële tussenkomst van de gemeente is gepland en dat de kosten volledig door de ouders worden gedragen; dat dit met name het geval is in de gemeenten Sint-Pieters-Woluwe, Etterbeek, Ukkel, Molenbeek en Jette;

Overwegende dat in twee gemeenten, Oudergem en Elsene, de organisatie van deze klassen wordt overgelaten aan het oordeel van de schooldirectie;

Overwegende dat Sint-Lambrechts-Woluwe er altijd op heeft toegezien dat het beginsel van gelijkheid tussen kinderen wordt geëerbiedigd, ongeacht de school die zij bezoeken, zodat alle kinderen hetzelfde voordeel genieten met betrekking tot de zogenaamde extra-muros activiteiten, met inbegrip van de sneeuwklassen;

Overwegende dat de inrichtende macht van mening is dat, in toepassing van dit principe, de beslissing om openluchtklassen te organiseren niet kan worden overgelaten aan het oordeel van elke schooldirectie of elke oudervereniging;

Overwegende dat de inrichtende macht er altijd voor heeft gezorgd dat alle kinderen van de gemeentescholen aan extra-muros activiteiten deelnemen;

Overwegende dat de financiële lasten van de deelname van de ouders aan de sneeuwklassen steeds zwaarder worden, met name door het verlies aan koopkracht ten gevolge van de economische crisis; dat in de meeste van de bovengenoemde gemeenten de door de ouders gedragen kosten een bedrag vertegenwoordigen dat kan variëren van minimaal 500 EUR tot 1.200 EUR, afhankelijk van de organisatie die door de gemeente of de schoolleiding is opgezet;

Overwegende dat Sint-Lambrechts-Woluwe van mening is dat deze kosten voor veel ouders onbetaalbaar zijn geworden en dat rekening moet worden gehouden met de realiteit van hun koopkracht en de werkelijke prioriteiten die zij aan schooluitgaven wensen te geven;

Overwegende dat het College dan ook aan de schooldirecties, die blijk hebben gegeven van hun belangstelling en instemming, voorgesteld heeft om in Wallonië openluchtklassen te organiseren ter vervanging van de sneeuwklassen, zodat het essentiële educatieve aspect van dit soort klassen behouden blijft, die de leerlingen in staat stellen verscheidene dagen activiteiten te delen in volledige autonomie ten opzichte van hun familie en aldus hun vermogen om zich in een groep te redden te ontwikkelen;

Overwegende dat dit voorstel reeds in verscheidene vergaderingen van de medezeggenschapsraden van de betrokken scholen is besproken en door de leden van deze raden met belangstelling is begroet;

Overwegende dat de gemeentescholen hebben ingetekend op het project om erkend te worden als school voor duurzame ontwikkeling (Eco-schools) en dat in dit verband reeds 6 gemeentescholen dit label hebben gekregen, en dat Sint-Lambrechts-Woluwe de organiserende instantie is met het grootste aantal gemeentescholen dat van deze gewestelijke erkenning profiteert; dat op termijn alle gemeentescholen zullen moeten voldoen aan de eisen die worden gesteld om deze erkenning te verkrijgen;

Overwegende dat de doelstelling om de milieuvoetafdruk van de activiteiten van de gemeentescholen te verkleinen moet worden nagestreefd en dat het niet langer gerechtvaardigd is zogenaamde sneeuwklassen te organiseren waarvoor busreizen

over een afstand van meer dan 2.000 km (heen en terug) nodig zijn;

Overwegende dat het wenselijk is om, overeenkomstig de beslissing van het College van burgemeester en schepenen, voorrang te geven aan schoolactiviteiten op redelijke afstand en de ontdekking aan te moedigen van de culturele, erfgoed- en milieurijkdommen van ons land, die door het schoolpubliek te vaak worden veronachtzaamd;

Overwegende dat de regering van de Federatie Wallonië-Brussel binnen enkele jaren (3 of 4 jaar) de uitgaven voor schoolactiviteiten waarvan de kosten door de ouders moeten worden gedragen, drastisch zal beperken; dat dit nu reeds het geval is voor de kleuterklassen en dat het de komende jaren het geval zal zijn voor de lagere klassen, en dat het bedrag dat momenteel van de ouders wordt gevraagd voor de deelname aan de financiering van de sneeuwklassen, in geen geval zal worden toegestaan;

Overwegende dat deze beperking van het bedrag van de schoolkosten reeds vele jaren van kracht is in het Nederlandstalig onderwijs, hetgeen heeft geleid tot de afschaffing van de sneeuwklassen voor de Nederlandstalige gemeentescholen, zonder veel betwisting van de zijde van de ouders van de betrokken kinderen;

Overwegende dat het derhalve dienstig is het programma voor de organisatie van de extra-muros activiteiten door de plaatselijke overheid aan te passen teneinde de educatieve doelstelling van een groepsverblijf voor leerlingen in het laatste jaar van de lagere school te behouden, rekening houdend met de financiële beperkingen inzake de koopkracht van de ouders, de milieudoelstellingen en de steeds zwaardere begrotingslasten waarmee de gemeenten worden geconfronteerd;

Bijgevolg vraagt de Gemeenteraad aan het College van burgemeester en schepenen om:

- deze motie te steunen;
- de organisatie van een extra-muros activiteit voor de leerlingen van het 6e leerjaar van de gemeentescholen te behouden, door het organiseren van een verblijf van ten minste 4 nachten in een in België gelegen logiesplaats, met een aangepast pedagogisch project;
- de financiële bijdrage van de ouders aan de organisatie van dit verblijf te beperken tot een maximumbedrag van 100 EUR per kind en per reis, teneinde rekening te houden met de beperkingen die de economische crisis met zich meebrengt voor de koopkracht van de gezinnen.

29 stemmers : 25 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 3 onthoudingen.
Nee : Amélie Pans.
Onthoudingen : Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Quentin Deville.

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

29.06.2022/A/0068 **Situation au centre d'accueil des réfugiés ukrainiens situé avenue Ariane. (Mme PANS)**

Ce point est traité conjointement avec le point 69.

Mme PANS interpelle le Collège comme suit concernant la situation au centre d'accueil des réfugiés ukrainiens situé avenue Ariane :
« Le conflit en Ukraine a des conséquences multiples dont le déplacement de millions de familles qui fuient les atrocités de la guerre. La Belgique a fait preuve de solidarité puisqu'aujourd'hui, plus de 46.000 réfugiés ont reçu une attestation de protection temporaire. Notre commune, elle aussi, s'est inscrite dans cet élan de solidarité, particulièrement en marquant son accord pour que le site « Ariane 7 » (avenue Ariane) de la SRLB soit disponible comme « centre d'hébergement temporaire ». Trois mois plus tard, cette idée tout à fait louable se confronte à une réalité plus complexe. Le « temporaire » devient de plus en plus « permanent » pour un bon nombre de réfugiés. Ni l'encadrement, ni les infrastructures ne semblent d'ailleurs convenir à un accueil prolongé. Divers problèmes peuvent être relevés en matière de bien-être, d'hygiène, de santé ou encore de prise en charge des enfants. Pourtant, le centre ne serait pas au maximum de sa capacité. La question des conditions de vie des animaux de compagnie des réfugiés est très préoccupante, elle aussi. Enfin, quelques incidents dans le quartier - faits d'individus, une infime partie de l'ensemble des personnes logées actuellement au centre - commencent à susciter des inquiétudes auprès des riverains. Vous l'aurez compris, tous les ingrédients commencent à être réunis pour que la situation se dégrade fortement sur le site ainsi que dans le quartier. Nous vous avons relayé nos informations et certains citoyens ont fait de même. Nous avons aussi interpellé les autres niveaux de pouvoir compétents. Aujourd'hui, pouvez-vous nous indiquer :

- Quel est le suivi de la commune dans ce dossier ? Quels étaient les termes précis de l'accord donné par la commune pour l'ouverture de ce centre d'hébergement temporaire ? Quand des visites sur place ont-elles été menées par les autorités communales, à quelles fins et avec quels points d'attention / quels objectifs ? Que retirez-vous des échanges avec les responsables du centre / les réfugiés ?
- Que peut/compte faire la commune pour améliorer la situation dans le cadre de ses compétences ?
- Quelle attention la commune va-t-elle aussi apporter sur la question du bien-être animal ? »

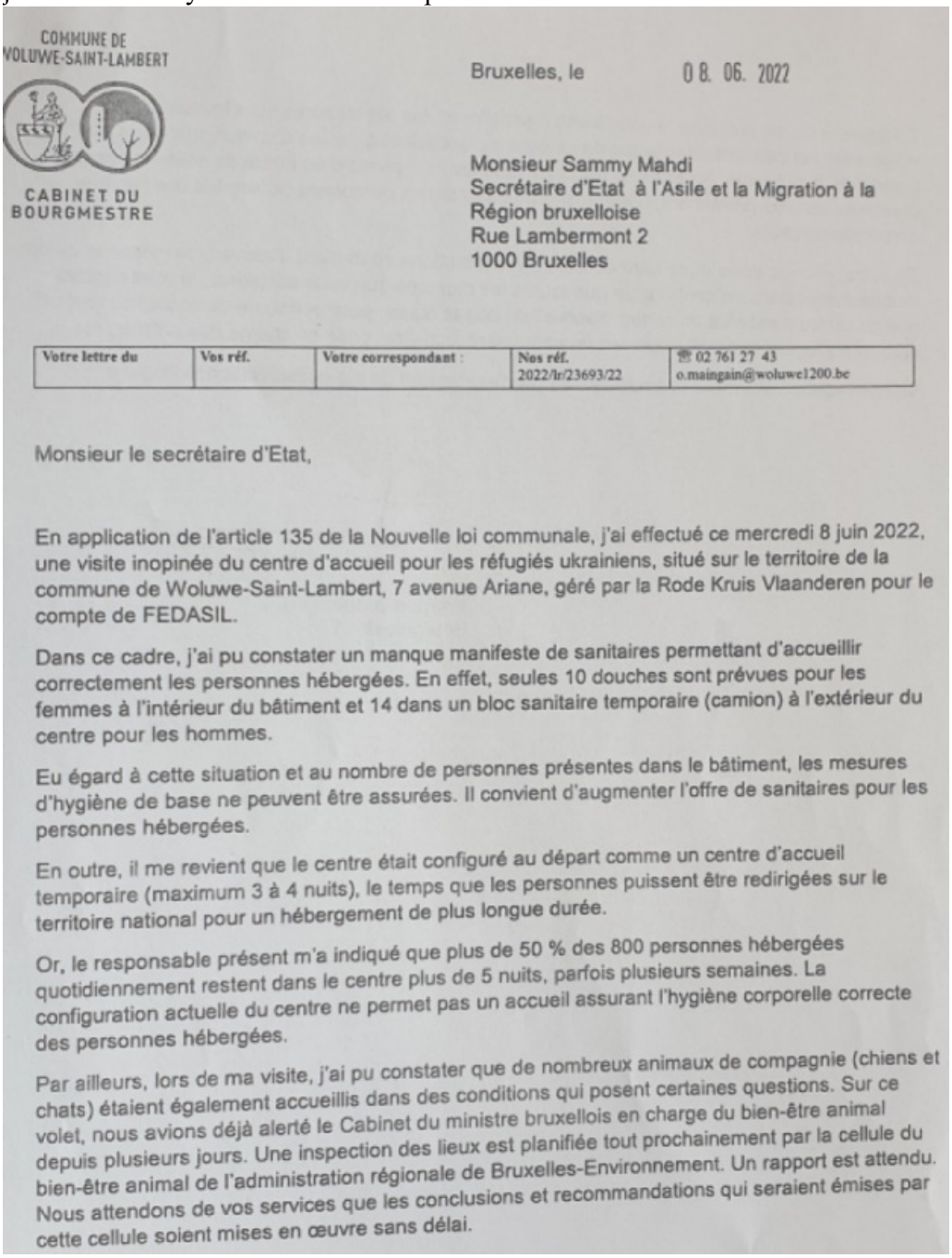
Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit concernant le déroulement de l'hébergement, de l'accueil et de l'aide sociale en faveur des réfugiés ukrainiens :
« La guerre menée par la Russie contre le peuple ukrainien martyr est entrée dans son 5e mois et après le vote unanime de notre Conseil en faveur d'un accueil de qualité le mois dernier, je souhaiterais entendre le Collège sur la situation des réfugiés accueillis dans notre commune. C'est d'autant plus important que les vacances se rapprochent et que certaines familles ne pourront plus assurer un accueil solidaire. Selon mes informations, il y aurait dans le centre d'hébergement géré par la « Rode Kruis » avenue Ariane entre 800 et 900 personnes dont certaines avec des animaux de

compagnie. Toutes ces personnes viennent avec très peu de moyens et souhaitent trouver un logement et du travail pour subvenir à leurs besoins. L'obtention d'une aide sociale du CPAS est donc urgente pour eux. Ils ont aussi droit à une aide spéciale déménagement qui comprend l'avance de la garantie locative et l'achat de quelques meubles. Cependant, le temps de traitement administratif de cette aide la rend très compliquée car le propriétaire ne peut pas attendre le délai du CPAS. Pour qu'ils reçoivent l'accueil que nous souhaitons leur donner, d'autres services comme l'accès aux soins de santé, la scolarisation, les loisirs et culture sont pour nous des attentions tout aussi importantes car elles sont complémentaires à l'hébergement, elles contribuent à une meilleure hospitalité de notre part et favorisent leur adaptation à un moment où ils souffrent d'une situation difficile, injuste et parfois dramatique. Je poserai au Collège les questions suivantes :

1. Les réfugiés hébergés avenue Ariane sont-ils de passage pour une courte durée dans notre commune ? Combien de jours en moyenne y restent-ils ?
2. La commune a-t-elle un regard sur les conditions d'hébergement sur son territoire (je pense ici au centre avenue Ariane) ?
3. Quelles sont les contraintes qui s'appliquent pour l'accueil des animaux de compagnie ? Considérez-vous que le bien-être animal est respecté au centre de l'avenue Ariane ?
4. Combien ont déjà été relogés à Woluwe-Saint-Lambert (a) dans un logement autonome, (b) chez des habitants de notre commune ?
5. Avec la période des vacances et la diminution de l'accueil, avez-vous un plan de logement d'urgence pour toutes ces personnes ?
6. Où en est l'octroi du RIS par le CPAS ? Combien l'ont reçu ? Quel est le temps moyen d'attente ?
7. Concernant l'aide au déménagement, combien de personnes qui se sont relogées à Woluwe-Saint-Lambert ont demandé cette aide ? Combien l'ont reçue et avec quel délai ?
8. Ont-ils immédiatement droit à l'aide médicale et à quelles conditions, y compris pour l'achat de médicaments ?
9. Concernant la scolarisation des enfants, les demandes sont-elles toutes satisfaites et combien d'enfants ne sont, malgré l'offre, pas encore scolarisés ? Où en est votre projet de classes en ukrainien ?
10. Sur le plan des loisirs et de la culture, combien de réfugiés ont déjà reçu des entrées à des spectacles ? Combien ont pu s'intégrer dans des clubs sportifs ? Dans quelle mesure existe-t-il une demande non satisfaite (sports, loisirs et culture) ? »

M. MAINGAIN remercie les conseillères pour leurs questions qui vont permettre une mise au point car sur les réseaux sociaux, on lit beaucoup de choses dont certaines sont vraies et d'autres totalement erronées. Tout d'abord, concernant le centre Ariane, il n'a jamais reçu des autorités fédérales l'information selon laquelle le centre allait être ouvert sur le territoire de la commune. Il l'a appris incidemment par la SLRB. Il n'a jamais reçu la moindre information, la moindre proposition de coordination... ni des autorités administratives de Fedasil, ni du secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration qui a décidé que tout le poids devait être porté par les communes et les hébergeurs. Il cite comme raison à cela les multiples pressions politiques, principalement du nord du pays, pour ne pas actionner le plan national de crise. Il salue le formidable mouvement spontané de la population pour accueillir les réfugiés. Il explique que le centre de Fedasil est un centre d'hébergement de première ligne pour un accueil de très courte durée. N'ayant reçu aucune information directe du fédéral, il a rencontré le directeur du centre pour comprendre dans quel contexte il doit travaillller. Il n'a aucun reproche à faire à la « Rode Kruis » quant à la gestion du

centre. Il met en cause la responsabilité du gouvernement fédéral qui ne donne pas les moyens au gestionnaire du centre de veiller au respect de la dignité humaine. Il relaye les propos du directeur qui lui a communiqué qu'il avait 3 missions à assurer : héberger, nourrir et soigner les réfugiés, et aucun budget pour le reste, c'est pourquoi on fait porter la charge sur les communes et les hébergeurs privés. Sur la base de témoignages, de rencontres avec des riverains et des personnes hébergées, il affirme que les rumeurs selon lesquelles ces personnes ne seraient pas nourries trois fois par jour sont fausses mais qu'il y a par contre bien un nombre de douches insuffisant en rapport avec le nombre de personnes hébergées. Il précise qu'il n'y a pas d'espace dans le bâtiment pour installer des douches et qu'il est affirmé que l'investissement ne serait pas justifié car les personnes ne sont censées y rester que 2 ou 3 jours. Il signale que des douches ont été installées en dehors du bâtiment, ce qui risque de poser problème en hiver. Il constate une croissance exponentielle du nombre de personnes hébergées. Lorsqu'il était à l'étranger, il a demandé à M. JAQUEMYNS, bourgmestre ff., de procéder à une visite des lieux. Il donne lecture de la lettre adressée par ce dernier le 8 juin à M. Sammy MAHDI et de sa réponse :



COMMUNE DE
WOLUWE-SAINT-LAMBERT

CABINET DU
BOURGMESTRE

Bruxelles, le 08. 06. 2022

Monsieur Sammy Mahdi
Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration à la
Région bruxelloise
Rue Lambermont 2
1000 Bruxelles

Votre lettre du	Vos réf.	Votre correspondant :	Nos réf.	☎ 02 761 27 43
			2022/lr/23693/22	o.maingain@woluwe1200.be

Monsieur le secrétaire d'Etat,

En application de l'article 135 de la Nouvelle loi communale, j'ai effectué ce mercredi 8 juin 2022, une visite inopinée du centre d'accueil pour les réfugiés ukrainiens, situé sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, 7 avenue Ariane, géré par la Rode Kruis Vlaanderen pour le compte de FEDASIL.

Dans ce cadre, j'ai pu constater un manque manifeste de sanitaires permettant d'accueillir correctement les personnes hébergées. En effet, seules 10 douches sont prévues pour les femmes à l'intérieur du bâtiment et 14 dans un bloc sanitaire temporaire (camion) à l'extérieur du centre pour les hommes.

Eu égard à cette situation et au nombre de personnes présentes dans le bâtiment, les mesures d'hygiène de base ne peuvent être assurées. Il convient d'augmenter l'offre de sanitaires pour les personnes hébergées.

En outre, il me revient que le centre était configuré au départ comme un centre d'accueil temporaire (maximum 3 à 4 nuits), le temps que les personnes puissent être redirigées sur le territoire national pour un hébergement de plus longue durée.

Or, le responsable présent m'a indiqué que plus de 50 % des 800 personnes hébergées quotidiennement restent dans le centre plus de 5 nuits, parfois plusieurs semaines. La configuration actuelle du centre ne permet pas un accueil assurant l'hygiène corporelle correcte des personnes hébergées.

Par ailleurs, lors de ma visite, j'ai pu constater que de nombreux animaux de compagnie (chiens et chats) étaient également accueillis dans des conditions qui posent certaines questions. Sur ce volet, nous avions déjà alerté le Cabinet du ministre bruxellois en charge du bien-être animal depuis plusieurs jours. Une inspection des lieux est planifiée tout prochainement par la cellule du bien-être animal de l'administration régionale de Bruxelles-Environnement. Un rapport est attendu. Nous attendons de vos services que les conclusions et recommandations qui seraient émises par cette cellule soient mises en œuvre sans délai.

Eu égard à ce qui précède, je vous invite à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour augmenter les capacités sanitaires de ce centre d'accueil et à me les communiquer dans les 72 heures de la présente. A défaut, je me réserve le droit de prendre un arrêté de police imposant diverses mesures permettant, notamment, de garantir aux personnes hébergées une hygiène corporelle correcte.

En outre, je vous invite à me faire connaître vos intentions en matière d'accueil, de moyenne ou de longue durée, dans ce centre ainsi que toutes les mesures que vous adopterez, si vous décidez que ce centre n'est plus un centre d'accueil de courte durée, pour permettre un accueil correct des personnes fuyant le conflit ukrainien (encadrement, activités, prise en charge des enfants, etc.).

Veuillez agréer, Monsieur le secrétaire d'Etat, l'expression de ma considération distinguée.

Philippe Jaquemyns,
Bourgmestre ff.

Il donne également lecture de la lettre de réponse du 9 juin - donc très rapide - du secrétaire d'Etat (en néerlandais) :

Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met de Nationale Loterij, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing

Brussel, 9 juni 2022

Adr. : Lambermontstraat 2,1000 Brussel

Monsieur Philippe Jaquemyns
Bourgmestre ff. de Woluwe-Saint-Lambert
2, Avenue Paul Hymans
1200 Bruxelles

uw bericht van	uw kenmerk	ons kenmerk	bijlage(n)
	2022/Ir/23693/22	KAB/SMI/	

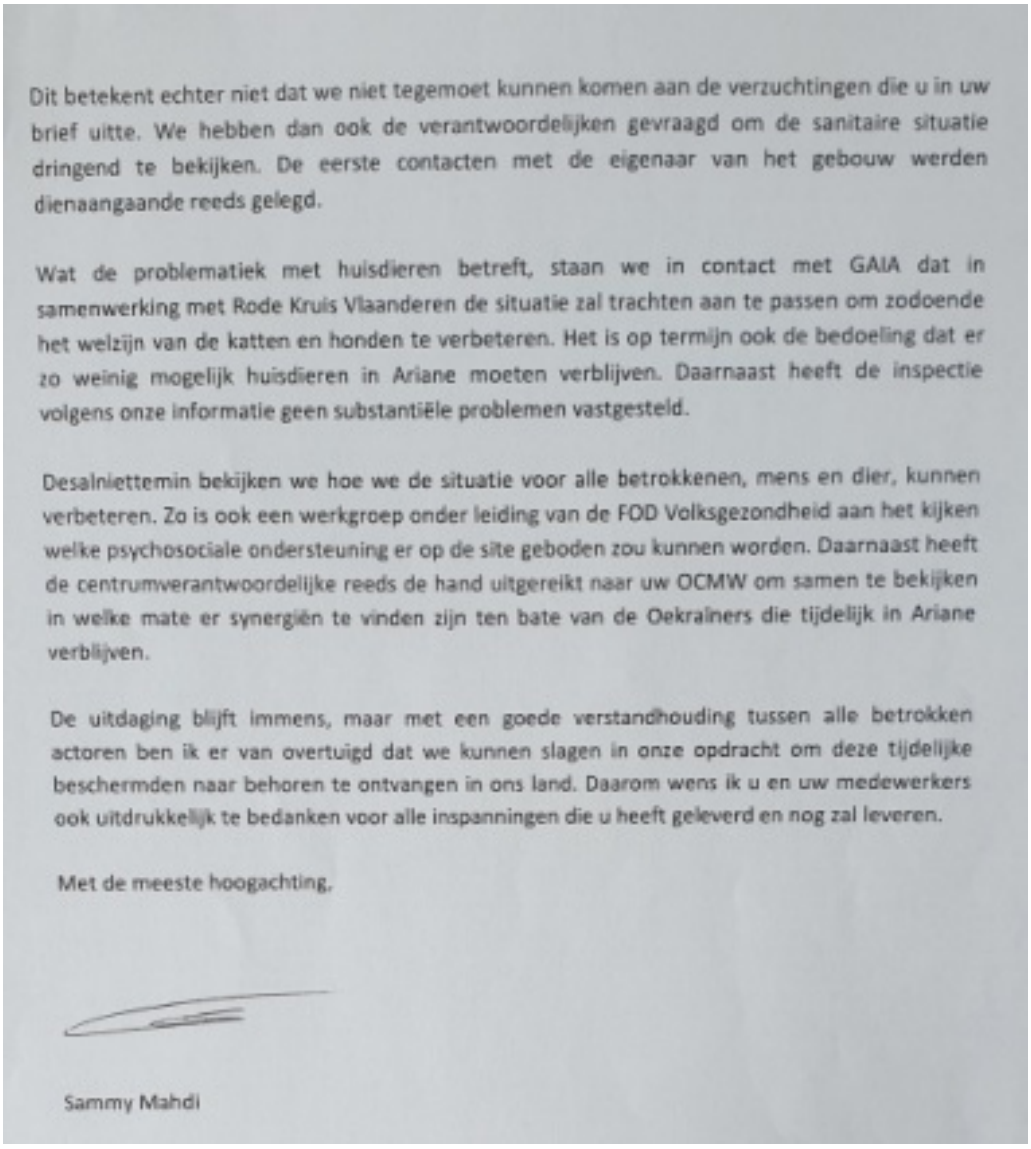
Betreft:

Geachte burgemeester,
Beste heer Jaquemyns,

Sinds het begin van het conflict in Oekraïne, vangt ons land reeds meer dan 45.000 tijdelijk ontheemde Oekraïners op. Deze instroom van oorlogsvluchtelingen is ongezien en noopte tot een ongeziene maatregelen. Zo werd er door de verschillende regeringen in ons land een proces uitgewerkt in drie fases om tegemoet te komen aan de opvangnood van talloze Oekraïners. Enkel door op elk niveau samen te werken, kunnen we een veilige haven bieden voor de vele Oekraïners die op onze steun rekenen.

De eerste fase betreft de noodopvang waarbij de voltallige federale regering zich heeft geëngageerd om een eerste opvangplaats te voorzien indien het niet mogelijk bleek om diezelfde dag een toewijzing via Fedasil aan de lokale besturen te kunnen bewerkstelligen. De bedoeling van het centrum in Ariane is dan ook maximaal enkele nachten in opvang te voorzien alvorens men kan doorstromen naar de gewestelijke crisishuisvesting.

Momenteel is het echter niet evident voor verschillende profielen en gezinsconfiguraties om een snelle doorstroming te garanderen. Daarom zijn we ook in continu overleg met de bevoegde administraties en politieke overheden om de druk op Ariane te verlichten en een vlottere doorstroom te bekomen. Hiervoor zijn echter voldoende crisishuisvestingsplaatsen en duurzame huisvesting nodig in de betrokken regio's. Het is dus niet de bedoeling dat mensen al te lang in Ariane moeten verblijven, ook niet in de toekomst.



Dit betekent echter niet dat we niet tegemoet kunnen komen aan de verzuchtingen die u in uw brief uitte. We hebben dan ook de verantwoordelijken gevraagd om de sanitaire situatie dringend te bekijken. De eerste contacten met de eigenaar van het gebouw werden dienaangaande reeds gelegd.

Wat de problematiek met huisdieren betreft, staan we in contact met GAIA dat in samenwerking met Rode Kruis Vlaanderen de situatie zal trachten aan te passen om zodoende het welzijn van de katten en honden te verbeteren. Het is op termijn ook de bedoeling dat er zo weinig mogelijk huisdieren in Ariane moeten verblijven. Daarnaast heeft de inspectie volgens onze informatie geen substantiële problemen vastgesteld.

Desalniettemin bekijken we hoe we de situatie voor alle betrokkenen, mens en dier, kunnen verbeteren. Zo is ook een werkgroep onder leiding van de FOD Volksgezondheid aan het kijken welke psychosociale ondersteuning er op de site geboden zou kunnen worden. Daarnaast heeft de centrumverantwoordelijke reeds de hand uitgereikt naar uw OCMW om samen te bekijken in welke mate er synergiën te vinden zijn ten bate van de Oekraïners die tijdelijk in Ariane verblijven.

De uitdaging blijft immens, maar met een goede verstandhouding tussen alle betrokken actoren ben ik er van overtuigd dat we kunnen slagen in onze opdracht om deze tijdelijke beschermden naar behoren te ontvangen in ons land. Daarom wens ik u en uw medewerkers ook uitdrukkelijk te bedanken voor alle inspanningen die u heeft geleverd en nog zal leveren.

Met de meeste hoogachting,

Sammy Mahdi

Il en ressort que le secrétaire d'Etat va travailler avec le ministère de la Santé publique et que les communes et CPAS ne seront pas associés. Il ajoute qu'à son retour, il a procédé à une nouvelle viste sur place et a appris que :

- les personnes lourdement handicapées hébergées au centre ne sont pas prises en charge pour leur hygiène corporelle car les douches ne sont pas adaptées ;
- il y a plus d'un tiers d'enfants parmi les personnes hébergées mais pas de salle de jeu. Il y a des moniteurs le week-end pour que les parents puissent souffler un peu mais pas de budget pour occuper ces enfants pendant les vacances d'été. Les réponses apportées par la commune à ce problème seront expliquées ;
- il est possible que la capacité du centre monte à 1.500 places pour des périodes de plus en plus longues.

N'acceptant plus que le fédéral fuie ses responsabilités et insatisfait des réponses fournies par le secrétaire d'Etat, il a écrit au Premier ministre le 23 juin. Il donne lecture de la lettre :

« Monsieur le Premier ministre,

Par la présente, je tiens à vous informer de la situation se rapportant au centre d'hébergement des réfugiés ukrainiens sis avenue Ariane n°7 à 1200 Bruxelles.

Ce centre est géré par la Croix-Rouge, par mission déléguée de Fédasil.

En ma qualité de bourgmestre, chargé de la police administrative, j'ai veillé à effectuer des visites sur place, dès l'ouverture du centre et plus récemment encore, afin de mieux identifier les conditions d'hébergement des réfugiés ukrainiens qui y sont accueillis.

Je tiens à souligner le professionnalisme de l'équipe de la Croix-Rouge qui gère ce centre mais je ne peux ignorer les difficultés qu'elle rencontre pour permettre aux personnes qui y sont hébergées, de l'être dans le respect de leur dignité humaine.

Les autorités communales avaient déjà adressé à Monsieur le ministre de l'immigration et de l'asile, Monsieur Sammy Mahdy, un courrier pour faire part de leurs vives préoccupations en ce qui concerne les conditions d'hébergement.

Je relate quelques faits préoccupants :

- Le nombre croissant de personnes hébergées pour des périodes de plus en plus longues alors que les conditions d'hébergement ne sont pas prévues pour permettre un hébergement de longue durée car c'est un centre de première ligne pour un accueil de 1 à 3 jours. La forte croissance de la population qui y demeure plusieurs jours, voire plusieurs semaines, ne permet pas un accueil adapté notamment parce que les équipements collectifs (salles de douches), ne sont pas en rapport avec le nombre de personnes hébergées.
- Les personnes y hébergés présentent un profil de plus en plus spécifique : personnes en situation de handicap, personnes âgées et affaiblies, personnes confrontées à des problèmes de santé tant physique que psychologique, familles nombreuses, etc. …. Les conditions d'hébergement décrites ci-avant ne permettent pas un accueil correct et digne des personnes présentant ce type de profil. Pour preuve, les personnes en situation de handicap ne peuvent prendre leurs soins d'hygiène sur place et le CPAS de Woluwe-Saint-Lambert doit organiser, en urgence, un transport des personnes du centre d'hébergement à la maison de repos du CPAS pour qu'elles puissent y bénéficier de conditions plus dignes pour leurs soins individuels.
- Une autre singularité du profil des personnes hébergées est le nombre élevé d'enfants (quelque 40 % de la population hébergée)p. De l'aveu de la direction du centre, les mesures d'accompagnement de ces enfants ne sont pas optimales car la Croix-Rouge n'a pas reçu des moyens spécifiques, notamment pour la période de l'été où ils seront davantage livrés à eux-mêmes, même si leurs familles s'en occupent au mieux. Une nouvelle fois, la commune s'organise pour offrir la possibilité de les accueillir dans les plaines de jeux l'été. Néanmoins, il n'est pas aisé d'organiser cet accueil car la barrière de la langue ne permet pas une intégration de ces enfants dans l'organisation traditionnelle de nos plaines de jeux. Alors que la direction du centre avait accepté notre offre de collaboration, aujourd'hui, elle estime qu'elle est à ce point submergée par ses missions premières qu'elle ne peut donner suite dans l'immédiat à notre proposition. Il en résulte une impréparation totale de la période des congés d'été pour permettre à ces enfants de connaître des conditions d'épanouissement satisfaisantes.
- Sans que ce soit du même ordre que les points soulevés ci-avant, mais

néanmoins préoccupant, les conditions de détention des animaux de compagnie posent également problème car les lieux ne se prêtent pas à ce type d'accueil et les animaux sont retenus dans des cages, à l'extérieur du bâtiment, dans des conditions qui ne sont, sans doute, pas compatibles avec le bien-être animal.

Il s'agit d'un aperçu succinct du nombre de problèmes qui se posent en ce lieu d'hébergement et sa direction nous annonce que sa capacité pourrait être portée, en quelques semaines, à 1.500 places sans que les conditions d'hébergement soient nettement améliorées.

En ma qualité de bourgmestre devant veiller à la sécurité publique, en ce compris la salubrité des lieux d'hébergement, je me dois de réagir et je ne peux envisager qu'une telle situation perdure.

Malgré les démarches entreprises auprès de différentes autorités, je dois constater un passéisme partagé par plusieurs autorités supérieures alors que tout indique que nous allons vers une dégradation de la situation, sans que les autorités fédérales en aient pris la pleine mesure ou, à tout le moins, aient décidé d'adapter les dispositifs en place.

Dès lors, je vous saurais gré d'instituer une cellule de coordination à laquelle toutes les autorités concernées seraient associées de manière à gérer au mieux cette situation car je ne voudrais pas qu'au cours de cet été, en raison de la période des congés et du ralentissement de l'activité politique et administrative, tout le poids de la gestion d'une situation de crise de plus en plus préoccupante incombe aux autorités communales.

Comme vous pouvez le constater, Woluwe-Saint-Lambert, comme d'autres communes, est une commune proactive pour accompagner au mieux l'accueil des réfugiés ukrainiens. Indépendamment des charges budgétaires qui en résultent pour les finances communales, ce qui n'est pas à négliger même si ce n'est pas encore la préoccupation principale, je ne pourrais comprendre que le gouvernement fédéral n'assume pas pleinement les missions qui lui incombent au titre de l'accueil des réfugiés.

Je me permets de réserver copie de la présente à Monsieur le ministre-président, et à Monsieur le ministre de la santé publique de la Région bruxelloise, pour information et suivi également à partager avec votre autorité.

En vous remerciant de l'attention que vous prêterez à cette situation, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération. »

En ce qui concerne la prise en charge des enfants, il précise qu'il est ressorti d'une réunion de travail que la commune va pouvoir accompagner jusqu'à 130 enfants hébergés dans ce centre : le CPAS va recruter, sous statut article 60, 4 personnes de nationalité ukrainienne qui seront accompagnées de 2 moniteurs spécialisés du service Jeunesse pour offrir un encadrement durant les 2 mois d'été à ces enfants. Il signale que la commune tient la comptabilité de toutes ces dépenses et enverra la facture le moment venu. Il ajoute que le courrier a été transmis au ministre-président ainsi qu'à M. MARON en lui demandant de charger l'inspecteur régional chargé de l'hygiène publique d'effectuer une visite des lieux et de lui faire rapport et se réservant le droit de prendre des mesures de police administrative. Il signale en outre qu'à la Conférence

des bourgmestres de ce 29 juin, tous les bourgmestres ont exprimé leur « ras-le-bol » et l'ont mandaté pour écrire une lettre au ministre-président en vue du Conseil régional de sécurité. Il donne lecture de cette lettre :

« Monsieur le Ministre-président,

En vue de la réunion du Cores de ce jour, j'ai été mandaté par la Conférence des bourgmestres, qui a tenu réunion ce jour, afin d'exprimer la position des membres de la Conférence quant au protocole visé sous objet.

La Conférence des bourgmestres exprime sa reconnaissance aux autorités régionales, ainsi qu'à Monsieur le coordinateur régional et à Madame la Haut-fonctionnaire, pour leur soutien aux communes dans le cadre de l'organisation de l'accueil et de l'hébergement des Ukrainiennes et Ukrainiens bénéficiant du statut de protection temporaire.

La Conférence a souligné le travail important réalisé en bonne entente entre la Région et les communes pour faire face à l'urgence de cette crise alors que les autorités fédérales et, singulièrement, le secrétariat d'Etat à l'asile et la migration sont en défaut d'assumer leurs responsabilités.

En conséquence, la Conférence considère que le projet de protocole aurait pour conséquence de renforcer la charge de travail déjà imposée aux communes qui, par ailleurs, assument leurs obligations de solidarité, souvent au-delà de ce que la loi leur impose.

La Conférence des bourgmestres considère que le projet de protocole alourdit la charge de travail des communes, notamment sur le plan administratif, et ne répond pas à l'exigence essentielle, à savoir de mettre en demeure le secrétariat d'Etat à l'asile et à la migration d'assumer les obligations que la loi lui impose, notamment en ce qui concerne l'organisation de l'hébergement des bénéficiaires de la protection temporaire.

En conséquence, la Conférence propose que le Conseil régional de sécurité, lors de sa séance de ce 29 juin, approuve comme position qu'il y a lieu d'inviter le secrétaire d'Etat à assumer toutes ses obligations et à instituer un groupe de travail où siégeraient, outre les autorités fédérales compétentes et les administrations, des représentants de la Région et des communes.

C'est après avoir évalué la manière dont le secrétariat d'Etat s'acquittera de ses obligations que la Conférence pourra envisager les modalités d'un partenariat entre toutes les autorités concernées, avec pour principal objectif une meilleure organisation opérationnelle et une moindre charge administrative pour les communes.

En vous remerciant vivement de l'attention que vous réserverez à la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre-président, l'expression de ma considération très distinguée. »

Quant aux personnes hébergées dans les familles, il précise qu'aujourd'hui, près de 600 personnes sont hébergées dans des familles à Woluwe-Saint-Lambert et que la commune assume pleinement ses obligations à cet égard, avec un n° de garde disponible quasiment 24h/24. Il relate que lorsqu'une famille s'est présentée un soir, on a cherché un hébergement en famille, sans succès ; on a alors demandé un accueil au centre de l'avenue Ariane qui a refusé car cette famille n'était pas passée par Fedasil

et cette famille a finalement été amenée à la villa Mousin qui est maintenant utilisée pour l'accueil de réfugiés ukrainiens en situation d'urgence. Il signale que les équipes communales sont épuisées et que l'on a restreint les heures d'accueil : les permanences sont maintenant orgnisées de 10h à 12h. Il ajoute qu'un projet bilingue français-ukrainien a été proposé à la ministre de l'Enseignement et est à l'étude mais risque de ne pas être reconnu car il n'y a pas de cadre légal. Il fait remarquer que beaucoup d'enfants préfèrent suivre les cours à distance, l'enseignement en ligne étant bien organisé par le gouvernement ukrainien. Il explique que les clubs sportifs ont accueilli des enfants ukrainiens, tout comme les plaines de jeux pendant les congés scolaires mais que sur le plan culturel, on est en fin de saison culturelle et rien n'a encore pu être fait. Il espère que l'on va enfin ouvrir la concertation avec les autorités qui sont confrontées à la gestion quotidienne des problèmes.

M. MATGEN signale qu'il a averti fin mai Bernard CLERFAYT que des animaux étaient hébergés à l'extérieur, dans des cages parfois trop petites. Il précise que celui-ci n'était pas au courant non plus mais a ordonné une visite sur place et a transmis un rapport le 14 juin, avec les mesures suivantes :

- un contrôle vétérinaire au minimum hebdomadaire,
- des promenades dans le quartier,
- des recommandations concernant les normes des cages.

Il communique la réponse de Sammy MAHDI du 28 juin expliquant que les conditions relatives au bien-être animal sont respectées, qu'il a décidé de ne plus accueillir les animaux sur le site et que les autorités communales n'ont qu'à assurer le suivi en la matière.

Mme BORDES CASTELLS demande comment se passe la procédure pour l'obtention de la carte A.

M. MAINGAIN répond que les réfugiés accueillis au centre de la Croix-Rouge ne sont pas établis sur le territoire de la commune conformément à la loi car ils ne sont censés y rester que quelques jours. Il signale que suite à une pénurie de savon au centre qui n'avait pas reçu les budgets de Fedasil, la CPAS a fourni le savon. Il explique que les personnes hébergées chez des habitants reçoivent une attestation provisoire qui leur permet d'aller au CPAS demander les aides et que l'obtention de la carte A suppose un contrôle par les services de police qui se fait en général dans les 48 heures. Il attire l'attention sur le fait qu'il faut venir d'Ukraine pour l'obtenir. Il fait remarquer que, dans la majorité des cas, la procédure est rapide, que tout tourne bien au niveau communal et qu'il n'y a pas de retard.

Mme BORDES CASTELLS demande si l'attestation provisoire est l'annexe 15.

Mme DESTRÉE-LAURENT répond que c'est bien cela.

Mme HENRY ajoute que le CPAS tente de répondre à la demande de douches pour les personnes handicapées et permet l'utilisation de sa buanderie. Elle signale qu'au CPAS aussi, on comptabilise tout ce qu'on dépense. Elle précise que sur les 600 personnes logées dans des familles ou dans un logement à Woluwe-Saint-Lambert :

- 249 aides sociales équivalentes au revenu d’intégration ont été octroyées (il est difficile de dire combien de personnes cela représente) et 41 demandes sont en cours d’instruction ;
- 15 familles ont bénéficié d’une aide au logement : 2 garanties locatives, 12

primes d'installation et 3 inscriptions en adresse de référence pour que ces personnes puissent s'inscrire aux mutuelles, demander les allocations familiales... ;

- les personnes souffrant de problèmes de santé reçoivent une carte médicale rouge donnant l'accès immédiat aux soins et sont également invitées à se mettre en ordre de mutuelle, ce qui va assez vite (+/- 15 jours).

M. MAINGAIN rappelle que fondamentalement, il faut que le fédéral communique vers quoi il veut aller, sachant que les autres réfugiés (Afghans...) sont à charge de Fedasil et non des communes.

Mme PANS reconnaît qu'après qu'elle ait alerté l'échevin du bien-être animal le 28 mai, la commune a permis d'accélérer les choses mais elle regrette que la commune voie principalement le problème du côté de Fedasil et du gouvernement fédéral, ce qui absout le gouvernement régional de ses responsabilités. Elle émet des doutes quant au fait que la commune n'ait pas été avertie de l'ouverture du centre de transit avenue Ariane car elle a pris ses renseignements et on lui a dit que la commune devait donner son accord pour l'ouverture du centre. Elle signale par ailleurs que des riverains s'étonnent de voir des personnes qui se promènent avec un collier rouge autour du cou. Elle est favorable au fait que la commune se fasse entendre et ne prenne pas à sa charge ce qui ne doit pas l'être mais soutient qu'il y a une responsabilité de tous les niveaux de pouvoir. Elle fait remarquer que le centre refuse des dons, ce qu'elle peut comprendre pour la nourriture mais pas pour le savon, les jeux pour les enfants...

M. MAINGAIN maintient que cela relève de la responsabilité du secrétaire d'Etat et de Fedasil et non de la Région ni des communes. Il confirme que le secrétaire d'Etat n'assume pas ses responsabilités, de l'avis unanime de tous les bourgmestres bruxellois. Il rappelle qu'il n'y a pas de plan de crise au niveau fédéral et que l'on a décidé de mettre fin au plan régional de crise. Il fait remarquer que Bruxelles assume bien plus que ce que les clés de répartition prévoyaient car les Ukrainiens veulent être à Bruxelles. Il affirme par ailleurs n'avoir reçu aucun écrit du ministre compétent l'invitant à marquer son accord pour l'ouverture du centre mais bien un rapport des pompiers en matière de sécurité. Il souhaite une coordination tous niveaux de pouvoir confondus. Il apprécie la gentillesse des citoyens qui proposent des dons de savon mais ne conçoit pas qu'un centre d'hébergement n'ait pas les moyens financiers d'avoir du savon !

M. VAN der AUWERA demande si quelque chose est prévu pour permettre aux familles hébergeuses de souffler un peu pendant l'été.

M. MAINGAIN répond que l'on a trouvé une quinzaine de places dans les kots de l'UCL mais que ce n'est que temporaire car certains étudiants vont revenir pour la 2e session d'examens. Il ajoute qu'il reste quelques places dans des familles mais pour des personnes seules ou des mamans avec un enfant. Il considère que les conditions de vie au centre sont acceptables pour quelques jours mais pas pour une longue durée.

Mme PANS demande quelle est la solution pour les animaux car à la gare du Midi, si les personnes ne sont qu'en transit, on leur recherche un hébergement pour une nuit (hôtel ou autre) mais si elles souhaitent rester, on les envoie au centre Ariane qui ne prend plus les animaux.

M. MATGEN répond qu'effectivement, ils ne prennent plus les animaux et que cela

interpelle le ministre du Bien-être animal qui souhaite que des mesures soient prises mais qu'il appartient au fédéral de le faire.

Mme HENRY ajoute que le centre Ariane va mettre des locaux à disposition pour les enfants pour l'été. Elle confirme qu'ils n'acceptent pas de dons individuels mais bien ceux venant d'associations qui apportent de grandes quantités à la fois. Elle précise qu'ils demandent de privilégier les grands jeux.

M. de MAERE d'AERTRYCKE demande s'il serait possible de communiquer l'information car il y a un élan de solidarité dans la commune : beaucoup de personnes sont prêtes à aider et à donner des choses mais ne savent pas où donner.

Situatie in het opvangcentrum voor Oekraïense vluchtelingen in de Arianelaan. (Mw. PANS)

Dit punt wordt samen met punt 69 behandeld.

Mw. PANS interpelleert het College als volgt betreffende de situatie in het opvangcentrum voor Oekraïense vluchtelingen aan de Arianelaan:
"Het conflict in Oekraïne heeft velerlei gevolgen, waaronder de ontheemding van miljoenen gezinnen die op de vlucht zijn voor de gruwelijkheden van de oorlog. België heeft zijn solidariteit getoond, want vandaag hebben meer dan 46.000 vluchtelingen een attest van tijdelijke bescherming gekregen. Ook onze gemeente heeft zich bij deze golf van solidariteit aangesloten, met name door ermee in te stemmen het terrein "Ariane 7" (Arianelaan) van het BGHM ter beschikking te stellen als "tijdelijk opvangcentrum". Drie maanden later wordt dit prijzenswaardige idee geconfronteerd met een complexere realiteit. Het "tijdelijke" wordt steeds meer "permanent" voor veel van de vluchtelingen. Noch het kader, noch de infrastructuren lijken geschikt voor een langdurige opvang. Er kunnen verschillende problemen worden vastgesteld op het gebied van welzijn, hygiëne, gezondheid en kinderopvang. Het centrum is echter niet op volle capaciteit. De kwestie van de leefomstandigheden van de huisdieren van de vluchtelingen is eveneens zeer zorgwekkend. Tenslotte beginnen enkele incidenten in de buurt - gepleegd door individuen, een zeer klein deel van het totale aantal mensen dat momenteel in het centrum is gehuisvest - de buurtbewoners zorgen te baren. Zoals u ziet, zijn alle ingrediënten aanwezig om de situatie op het terrein en in de buurt aanzienlijk te verslechteren. Wij hebben onze informatie aan u doorgegeven en sommige burgers hebben hetzelfde gedaan. Wij hebben ook een beroep gedaan op de andere bevoegde machtsniveaus. Kunt u ons aangeven:

- Wat de follow-up is van de gemeente in deze zaak? Wat waren de precieze voorwaarden van de overeenkomst die de gemeente heeft gesloten voor de opening van dit tijdelijke opvangcentrum? Wanneer werden door de gemeentelijke autoriteiten bezoeken ter plaatse afgelegd, met welk doel en met welke aandachtspunten/doelstellingen? Wat leert u uit de gesprekken met de verantwoordelijken van het centrum / de vluchtelingen?
- Wat de gemeente kan/wil doen in het kader van haar bevoegdheden om de situatie te verbeteren?
- Welke aandacht de gemeente zal besteden aan de kwestie van het welzijn van dieren?"

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College als volgt over de stand van zaken

met betrekking tot de huisvesting, de opvang en de sociale steun voor Oekraïense vluchtelingen:
"De oorlog die Rusland voert tegen het gemartelde Oekraïense volk is zijn vijfde maand ingegaan en nadat onze Raad vorige maand unaniem voor een kwalitatief goede opvang heeft gestemd, zou ik graag van het College vernemen hoe het staat met de opvang van vluchtelingen in onze gemeente. Dit is des te belangrijker nu de zomervakantie nadert en sommige gezinnen niet langer in staat zullen zijn een ondersteunend onthaal te bieden. Volgens mijn informatie zijn er tussen 800 en 900 mensen in het opvangcentrum van het "Rode Kruis" aan de Arianelaan, waarvan sommigen huisdieren hebben. Al deze mensen komen met heel weinig geld en willen onderdak en werk vinden om zichzelf te onderhouden. Het verkrijgen van sociale bijstand van het OCMW is voor hen dan ook dringend. Zij hebben ook recht op een bijzondere verhuissteun die de betaling van een voorschot op de huurwaarborg en de aankoop van een aantal meubelen omvat. De administratieve verwerkingstijd voor deze steun maakt het echter zeer ingewikkeld omdat de verhuurder niet kan wachten op de termijn van het OCMW. Om hen het onthaal te geven dat wij hun willen bieden, zijn andere diensten zoals toegang tot gezondheidszorg, onderwijs, vrijetijdsbesteding en cultuur voor ons even belangrijk, omdat zij een aanvulling vormen op de huisvesting, bijdragen tot een betere gastvrijheid van onze kant en hun aanpassing bevorderen in een tijd waarin zij te lijden hebben onder een moeilijke, onrechtvaardige en soms dramatische situatie. Ik wil het College de volgende vragen stellen:

1. Worden de vluchtelingen ondergebracht aan de Arianelaan voor korte duur gehuisvest in onze gemeente? Hoeveel dagen blijven ze gemiddeld?
2. Heeft de gemeente enige controle over de huisvestingsomstandigheden op haar grondgebied (ik denk hierbij aan het centrum Arianelaan)?
3. Welke beperkingen gelden voor de opvang van huisdieren? Vindt u dat het dierenwelzijn wordt gerespecteerd in het centrum Arianelaan?
4. Hoeveel mensen werden reeds herplaatst in Sint-Lambrechts-Woluwe (a) in onafhankelijke woningen, (b) bij inwoners van onze gemeente?
5. Heeft u, met de vakantieperiode en de daling van het aantal mensen dat wordt opgevangen, een noodhuisvestingsplan voor al deze mensen?
6. Wat is de status van de toekenning van het leefloon door het OCMW? Hoeveel hebben het ontvangen? Wat is de gemiddelde wachttijd?
7. Wat de verhuissteun betreft, hoeveel mensen die zijn verhuisd naar Sint-Lambrechts-Woluwe hebben om deze steun gevraagd? Hoeveel hebben het ontvangen en hoe lang heeft het geduurd?
8. Hebben zij onmiddellijk recht op medische hulp en onder welke voorwaarden, ook voor de aankoop van geneesmiddelen?
9. Wat de scholing van kinderen betreft, zijn alle verzoeken ingewilligd en hoeveel kinderen gaan er ondanks het aanbod nog steeds niet naar school? Wat is de status van uw project voor klassen in de Oekraïense taal?
10. Op het gebied van vrije tijd en cultuur, hoeveel vluchtelingen hebben al kaartjes voor voorstellingen gekregen? Hoeveel hebben zich bij sportclubs kunnen aansluiten? In hoeverre is er sprake van een onvervulde vraag (sport, vrije tijd en cultuur)?"

Dhr. MAINGAIN dankt de raadsleden voor hun vragen, die hem in staat stellen de zaken recht te zetten, want op sociale netwerken leest men een heleboel dingen, waarvan sommige waar zijn en andere totaal onjuist. In de eerste plaats had hij, wat het Ariane-centrum betreft, nooit van de federale autoriteiten vernomen dat dit centrum op het grondgebied van de gemeente zou worden geopend. Hij vernam het toevallig van de BGHM. Hij heeft nooit enige informatie ontvangen, geen enkel

voorstel tot coördinatie... noch van de administratieve autoriteiten van Fedasil, noch van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, die besloot dat alle lasten door de gemeenten en de logiesverstrekkers moesten worden gedragen. Als reden noemt hij de veelvuldige politieke druk, vooral vanuit het noorden van het land, om het nationale crisisplan niet te activeren. Hij is verheugd over de enorme spontane beweging van de bevolking om vluchtelingen op te vangen. Hij legt uit dat het Fedasilcentrum een eerstelijnsverblijfscentrum is voor een zeer korte periode. Omdat hij geen directe informatie van de federale regering had ontvangen, ontmoette hij de directeur van het centrum om de context te begrijpen waarin hij moet werken. Hij heeft het Rode Kruis niets te verwijten wat de leiding van het centrum betreft. Hij stelt de verantwoordelijkheid van de federale regering aan de orde, die aan de beheerder van het centrum te weinig middelen geeft om ervoor te zorgen dat de menselijke waardigheid wordt gerespecteerd. Hij herhaalt de woorden van de directeur, die hem zei dat hij 3 opdrachten had: huisvesting, voedsel en verzorging van de vluchtelingen, en geen budget voor de rest, zodat de last op de gemeenten en particuliere aanbieders van huisvesting wordt gelegd. Op basis van getuigenissen, ontmoetingen met buurtbewoners en ondergebrachte personen bevestigt hij dat de geruchten dat deze mensen niet driemaal per dag te eten zouden krijgen, onjuist zijn, maar dat er onvoldoende douches zijn in verhouding tot het aantal ondergebrachte personen. Hij zegt dat er in het gebouw geen ruimte is om douches te installeren en dat wordt beweerd dat de investering niet gerechtvaardigd zou zijn aangezien de mensen er slechts 2 of 3 dagen zouden verblijven. Hij wijst erop dat buiten het gebouw douches zijn geïnstalleerd, wat in de winter een probleem kan vormen. Hij constateert een exponentiële groei van het aantal mensen dat wordt gehuisvest. Toen hij in het buitenland was, vroeg hij dhr. JAQUEMYNS, burgemeester wd., om het pand te bezoeken. Hij leest de brief voor die deze op 8 juni aan dhr. Sammy MAHDI heeft gestuurd en de antwoordbrief:

COMMUNE DE
WOLUWE-SAINT-LAMBERT

CABINET DU
BOURGMESTRE

Bruxelles, le 08. 06. 2022

Monsieur Sammy Mahdi
Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration à la
Région bruxelloise
Rue Lambermont 2
1000 Bruxelles

Votre lettre du	Vos réf.	Votre correspondant :	Nos réf.	☎ 02 761 27 43
			2022/lr/23693/22	o.maingain@woluwe1200.be

Monsieur le secrétaire d'Etat,

En application de l'article 135 de la Nouvelle loi communale, j'ai effectué ce mercredi 8 juin 2022, une visite inopinée du centre d'accueil pour les réfugiés ukrainiens, situé sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, 7 avenue Ariane, géré par la Rode Kruis Vlaanderen pour le compte de FEDASIL.

Dans ce cadre, j'ai pu constater un manque manifeste de sanitaires permettant d'accueillir correctement les personnes hébergées. En effet, seules 10 douches sont prévues pour les femmes à l'intérieur du bâtiment et 14 dans un bloc sanitaire temporaire (camion) à l'extérieur du centre pour les hommes.

Eu égard à cette situation et au nombre de personnes présentes dans le bâtiment, les mesures d'hygiène de base ne peuvent être assurées. Il convient d'augmenter l'offre de sanitaires pour les personnes hébergées.

En outre, il me revient que le centre était configuré au départ comme un centre d'accueil temporaire (maximum 3 à 4 nuits), le temps que les personnes puissent être redirigées sur le territoire national pour un hébergement de plus longue durée.

Or, le responsable présent m'a indiqué que plus de 50 % des 800 personnes hébergées quotidiennement restent dans le centre plus de 5 nuits, parfois plusieurs semaines. La configuration actuelle du centre ne permet pas un accueil assurant l'hygiène corporelle correcte des personnes hébergées.

Par ailleurs, lors de ma visite, j'ai pu constater que de nombreux animaux de compagnie (chiens et chats) étaient également accueillis dans des conditions qui posent certaines questions. Sur ce volet, nous avions déjà alerté le Cabinet du ministre bruxellois en charge du bien-être animal depuis plusieurs jours. Une inspection des lieux est planifiée tout prochainement par la cellule du bien-être animal de l'administration régionale de Bruxelles-Environnement. Un rapport est attendu. Nous attendons de vos services que les conclusions et recommandations qui seraient émises par cette cellule soient mises en œuvre sans délai.

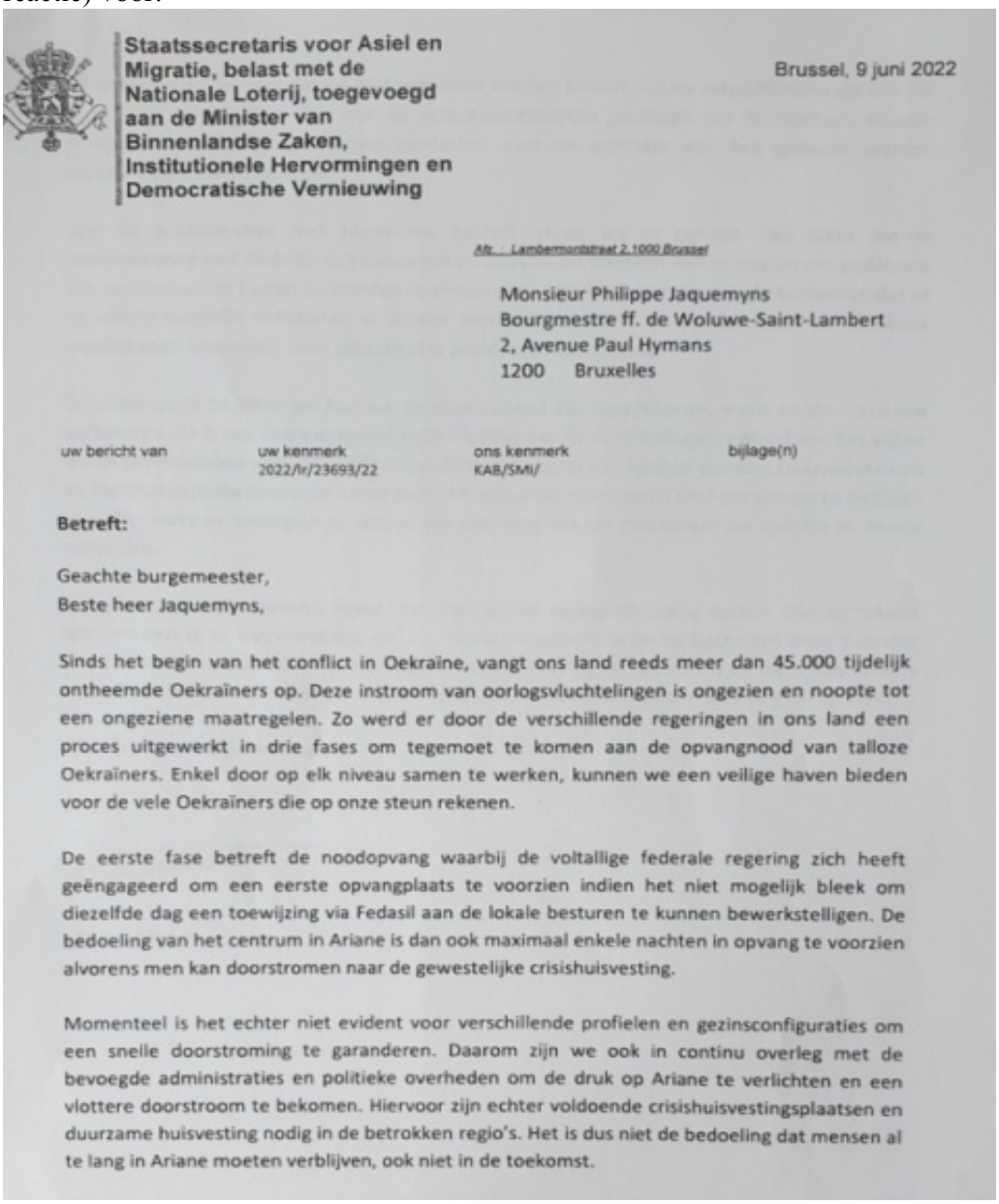
Eu égard à ce qui précède, je vous invite à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour augmenter les capacités sanitaires de ce centre d'accueil et à me les communiquer dans les 72 heures de la présente. A défaut, je me réserve le droit de prendre un arrêté de police imposant diverses mesures permettant, notamment, de garantir aux personnes hébergées une hygiène corporelle correcte.

En outre, je vous invite à me faire connaître vos intentions en matière d'accueil, de moyenne ou de longue durée, dans ce centre ainsi que toutes les mesures que vous adopterez, si vous décidez que ce centre n'est plus un centre d'accueil de courte durée, pour permettre un accueil correct des personnes fuyant le conflit ukrainien (encadrement, activités, prise en charge des enfants, etc.).

Veuillez agréer, Monsieur le secrétaire d'Etat, l'expression de ma considération distinguée.

Philippe Jaquemyns,
Bourgmestre ff.

Hij leest ook de antwoordbrief van de staatssecretaris van 9 juni (dus een zeer snelle reactie) voor:



Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met de Nationale Loterij, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing

Brussel, 9 juni 2022

Adr. : Lambermontstraat 2,1000 Brussel

Monsieur Philippe Jaquemyns
Bourgmestre ff. de Woluwe-Saint-Lambert
2, Avenue Paul Hymans
1200 Bruxelles

uw bericht van	uw kenmerk	ons kenmerk	bijlage(n)
	2022/Ir/23693/22	KAB/SMI/	

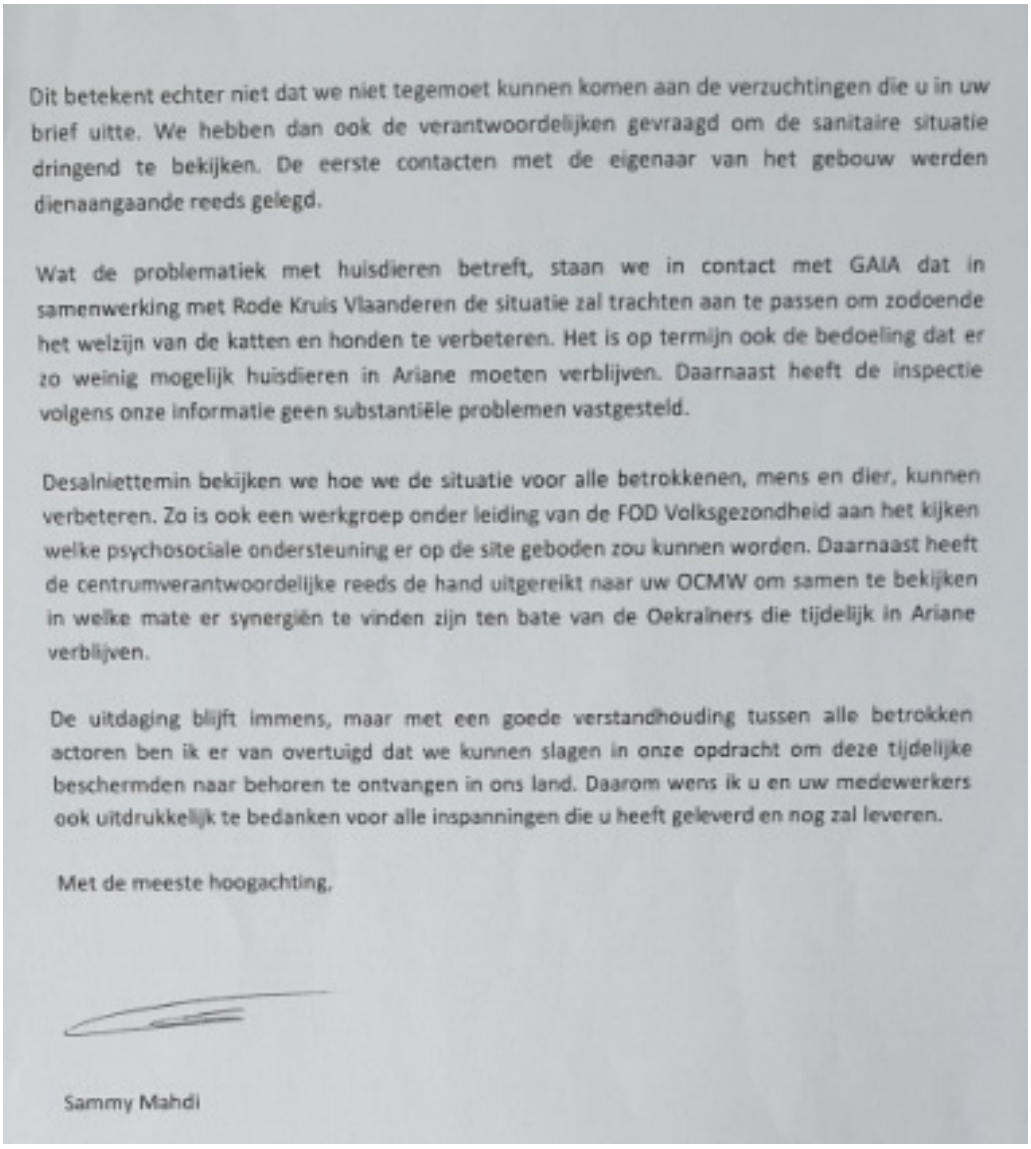
Betreft:

Geachte burgemeester,
Beste heer Jaquemyns,

Sinds het begin van het conflict in Oekraïne, vangt ons land reeds meer dan 45.000 tijdelijk ontheemde Oekraïners op. Deze instroom van oorlogsvluchtelingen is ongezien en noopte tot een ongeziene maatregelen. Zo werd er door de verschillende regeringen in ons land een proces uitgewerkt in drie fases om tegemoet te komen aan de opvangnood van talloze Oekraïners. Enkel door op elk niveau samen te werken, kunnen we een veilige haven bieden voor de vele Oekraïners die op onze steun rekenen.

De eerste fase betreft de noodopvang waarbij de voltallige federale regering zich heeft geëngageerd om een eerste opvangplaats te voorzien indien het niet mogelijk bleek om diezelfde dag een toewijzing via Fedasil aan de lokale besturen te kunnen bewerkstelligen. De bedoeling van het centrum in Ariane is dan ook maximaal enkele nachten in opvang te voorzien alvorens men kan doorstromen naar de gewestelijke crisishuisvesting.

Momenteel is het echter niet evident voor verschillende profielen en gezinsconfiguraties om een snelle doorstroming te garanderen. Daarom zijn we ook in continu overleg met de bevoegde administraties en politieke overheden om de druk op Ariane te verlichten en een vlottere doorstroom te bekomen. Hiervoor zijn echter voldoende crisishuisvestingsplaatsen en duurzame huisvesting nodig in de betrokken regio's. Het is dus niet de bedoeling dat mensen al te lang in Ariane moeten verblijven, ook niet in de toekomst.



Dit betekent echter niet dat we niet tegemoet kunnen komen aan de verzuchtingen die u in uw brief uitte. We hebben dan ook de verantwoordelijken gevraagd om de sanitaire situatie dringend te bekijken. De eerste contacten met de eigenaar van het gebouw werden dienaangaande reeds gelegd.

Wat de problematiek met huisdieren betreft, staan we in contact met GAIA dat in samenwerking met Rode Kruis Vlaanderen de situatie zal trachten aan te passen om zodoende het welzijn van de katten en honden te verbeteren. Het is op termijn ook de bedoeling dat er zo weinig mogelijk huisdieren in Ariane moeten verblijven. Daarnaast heeft de inspectie volgens onze informatie geen substantiële problemen vastgesteld.

Desalniettemin bekijken we hoe we de situatie voor alle betrokkenen, mens en dier, kunnen verbeteren. Zo is ook een werkgroep onder leiding van de FOD Volksgezondheid aan het kijken welke psychosociale ondersteuning er op de site geboden zou kunnen worden. Daarnaast heeft de centrumverantwoordelijke reeds de hand uitgereikt naar uw OCMW om samen te bekijken in welke mate er synergiën te vinden zijn ten bate van de Oekraïners die tijdelijk in Ariane verblijven.

De uitdaging blijft immens, maar met een goede verstandhouding tussen alle betrokken actoren ben ik er van overtuigd dat we kunnen slagen in onze opdracht om deze tijdelijke beschermden naar behoren te ontvangen in ons land. Daarom wens ik u en uw medewerkers ook uitdrukkelijk te bedanken voor alle inspanningen die u heeft geleverd en nog zal leveren.

Met de meeste hoogachting,

Sammy Mahdi

Daaruit blijkt dat de staatssecretaris zal samenwerken met het ministerie van Volksgezondheid en dat de gemeenten en OCMW's er niet bij betrokken zullen worden. Hij voegt eraan toe dat hij na zijn terugkeer het centrum opnieuw heeft bezocht en heeft vernomen

- dat de zwaar gehandicapte personen die in het centrum zijn ondergebracht, geen verzorging krijgen op het gebied van persoonlijke hygiëne omdat de douches niet zijn aangepast;
- er zijn meer dan een derde kinderen onder de gehuisveste mensen, maar geen speelruimte. In het weekend is er toezicht, zodat de ouders er even tussenuit kunnen, maar er is geen budget om deze kinderen tijdens de zomervakantie bezig te houden. Het antwoord van de gemeente op dit probleem zal worden toegelicht;
- Het is mogelijk dat de capaciteit van het centrum zal toenemen tot 1.500 plaatsen voor steeds langere perioden.

Omdat hij niet langer accepteert dat de federale regering zich aan haar verantwoordelijkheden onttrekt en ontevreden was over de antwoorden van de staatssecretaris, schreef hij op 23 juni een brief aan de Eerste minister. Hij leest de brief voor:

"Monsieur le Premier ministre,

Par la présente, je tiens à vous informer de la situation se rapportant au centre d'hébergement des réfugiés ukrainiens sis avenue Ariane n°7 à 1200 Bruxelles.

Ce centre est géré par la Croix-Rouge, par mission déléguée de Fédasil.

En ma qualité de bourgmestre, chargé de la police administrative, j'ai veillé à effectuer des visites sur place, dès l'ouverture du centre et plus récemment encore, afin de mieux identifier les conditions d'hébergement des réfugiés ukrainiens qui y sont accueillis.

Je tiens à souligner le professionnalisme de l'équipe de la Croix-Rouge qui gère ce centre mais je ne peux ignorer les difficultés qu'elle rencontre pour permettre aux personnes qui y sont hébergées, de l'être dans le respect de leur dignité humaine.

Les autorités communales avaient déjà adressé à Monsieur le ministre de l'immigration et de l'asile, Monsieur Sammy Mahdy, un courrier pour faire part de leurs vives préoccupations en ce qui concerne les conditions d'hébergement.

Je relate quelques faits préoccupants :

- Le nombre croissant de personnes hébergées pour des périodes de plus en plus longues alors que les conditions d'hébergement ne sont pas prévues pour permettre un hébergement de longue durée car c'est un centre de première ligne pour un accueil de 1 à 3 jours. La forte croissance de la population qui y demeure plusieurs jours, voire plusieurs semaines, ne permet pas un accueil adapté notamment parce que les équipements collectifs (salles de douches), ne sont pas en rapport avec le nombre de personnes hébergées.
- Les personnes y hébergés présentent un profil de plus en plus spécifique : personnes en situation de handicap, personnes âgées et affaiblies, personnes confrontées à des problèmes de santé tant physique que psychologique, familles nombreuses, etc. …. Les conditions d'hébergement décrites ci-avant ne permettent pas un accueil correct et digne des personnes présentant ce type de profil. Pour preuve, les personnes en situation de handicap ne peuvent prendre leurs soins d'hygiène sur place et le CPAS de Woluwe-Saint-Lambert doit organiser, en urgence, un transport des personnes du centre d'hébergement à la maison de repos du CPAS pour qu'elles puissent y bénéficier de conditions plus dignes pour leurs soins individuels.
- Une autre singularité du profil des personnes hébergées est le nombre élevé d'enfants (quelque 40 % de la population hébergée)p. De l'aveu de la direction du centre, les mesures d'accompagnement de ces enfants ne sont pas optimales car la Croix-Rouge n'a pas reçu des moyens spécifiques, notamment pour la période de l'été où ils seront davantage livrés à eux-mêmes, même si leurs familles s'en occupent au mieux. Une nouvelle fois, la commune s'organise pour offrir la possibilité de les accueillir dans les plaines de jeux l'été. Néanmoins, il n'est pas aisé d'organiser cet accueil car la barrière de la langue ne permet pas une intégration de ces enfants dans l'organisation traditionnelle de nos plaines de jeux. Alors que la direction du centre avait accepté notre offre de collaboration, aujourd'hui, elle estime qu'elle est à ce point submergée par ses missions premières qu'elle ne peut donner suite dans l'immédiat à notre proposition. Il en résulte une impréparation totale de

la période des congés d'été pour permettre à ces enfants de connaître des conditions d'épanouissement satisfaisantes.

- Sans que ce soit du même ordre que les points soulevés ci-avant, mais néanmoins préoccupant, les conditions de détention des animaux de compagnie posent également problème car les lieux ne se prêtent pas à ce type d'accueil et les animaux sont retenus dans des cages, à l'extérieur du bâtiment, dans des conditions qui ne sont, sans doute, pas compatibles avec le bien-être animal.

Il s'agit d'un aperçu succinct du nombre de problèmes qui se posent en ce lieu d'hébergement et sa direction nous annonce que sa capacité pourrait être portée, en quelques semaines, à 1.500 places sans que les conditions d'hébergement soient nettement améliorées.

En ma qualité de bourgmestre devant veiller à la sécurité publique, en ce compris la salubrité des lieux d'hébergement, je me dois de réagir et je ne peux envisager qu'une telle situation perdure.

Malgré les démarches entreprises auprès de différentes autorités, je dois constater un passéisme partagé par plusieurs autorités supérieures alors que tout indique que nous allons vers une dégradation de la situation, sans que les autorités fédérales en aient pris la pleine mesure ou, à tout le moins, aient décidé d'adapter les dispositifs en place.

Dès lors, je vous saurais gré d'instituer une cellule de coordination à laquelle toutes les autorités concernées seraient associées de manière à gérer au mieux cette situation car je ne voudrais pas qu'au cours de cet été, en raison de la période des congés et du ralentissement de l'activité politique et administrative, tout le poids de la gestion d'une situation de crise de plus en plus préoccupante incombe aux autorités communales.

Comme vous pouvez le constater, Woluwe-Saint-Lambert, comme d'autres communes, est une commune proactive pour accompagner au mieux l'accueil des réfugiés ukrainiens. Indépendamment des charges budgétaires qui en résultent pour les finances communales, ce qui n'est pas à négliger même si ce n'est pas encore la préoccupation principale, je ne pourrais comprendre que le gouvernement fédéral n'assume pas pleinement les missions qui lui incombent au titre de l'accueil des réfugiés.

Je me permets de réserver copie de la présente à Monsieur le ministre-président, et à Monsieur le ministre de la santé publique de la Région bruxelloise, pour information et suivi également à partager avec votre autorité.

En vous remerciant de l'attention que vous prêterez à cette situation, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération."

Wat de opvang van de kinderen betreft, deelt hij mee dat uit een werkvergadering is gebleken dat de gemeente tot 130 in dit centrum ondergebrachte kinderen zou kunnen opvangen: het OCMW zal op grond van artikel 60 4 personen van Oekraïense nationaliteit aanwerven, die zullen worden vergezeld door 2 gespecialiseerde monitoren van de dienst Jeugd om gedurende de 2 maanden van de zomer toezicht op deze kinderen te houden. Hij wijst erop dat de gemeente een boekhouding van al deze uitgaven bijhoudt en te zijner tijd de rekening zal sturen. Hij voegt eraan toe dat de

brief is toegezonden aan de minister-president en aan dhr. MARON, waarbij hem werd verzocht de gewestelijke inspecteur belast met de openbare hygiëne opdracht te geven een bezoek te brengen aan de lokalen en hem verslag uit te brengen en waarbij hij zich het recht voorbehield administratieve politiemaatregelen te nemen. Hij wijst er ook op dat alle burgemeesters op de Conferentie van burgemeesters van 29 juni hun ergernis hebben geuit en hem de opdracht hebben gegeven een brief te schrijven aan de minister-president met het oog op de Gewestelijke Veiligheidsraad. Hij leest deze brief voor:

"Monsieur le Ministre-président,

En vue de la réunion du Cores de ce jour, j'ai été mandaté par la Conférence des bourgmestres, qui a tenu réunion ce jour, afin d'exprimer la position des membres de la Conférence quant au protocole visé sous objet.

La Conférence des bourgmestres exprime sa reconnaissance aux autorités régionales, ainsi qu'à Monsieur le coordinateur régional et à Madame la Haut-fonctionnaire, pour leur soutien aux communes dans le cadre de l'organisation de l'accueil et de l'hébergement des Ukrainiennes et Ukrainiens bénéficiant du statut de protection temporaire.

La Conférence a souligné le travail important réalisé en bonne entente entre la Région et les communes pour faire face à l'urgence de cette crise alors que les autorités fédérales et, singulièrement, le secrétariat d'Etat à l'asile et la migration sont en défaut d'assumer leurs responsabilités.

En conséquence, la Conférence considère que le projet de protocole aurait pour conséquence de renforcer la charge de travail déjà imposée aux communes qui, par ailleurs, assument leurs obligations de solidarité, souvent au-delà de ce que la loi leur impose.

La Conférence des bourgmestres considère que le projet de protocole alourdit la charge de travail des communes, notamment sur le plan administratif, et ne répond pas à l'exigence essentielle, à savoir de mettre en demeure le secrétariat d'Etat à l'asile et à la migration d'assumer les obligations que la loi lui impose, notamment en ce qui concerne l'organisation de l'hébergement des bénéficiaires de la protection temporaire.

En conséquence, la Conférence propose que le Conseil régional de sécurité, lors de sa séance de ce 29 juin, approuve comme position qu'il y a lieu d'inviter le secrétaire d'Etat à assumer toutes ses obligations et à instituer un groupe de travail où siégeraient, outre les autorités fédérales compétentes et les administrations, des représentants de la Région et des communes.

C'est après avoir évalué la manière dont le secrétariat d'Etat s'acquittera de ses obligations que la Conférence pourra envisager les modalités d'un partenariat entre toutes les autorités concernées, avec pour principal objectif une meilleure organisation opérationnelle et une moindre charge administrative pour les communes.

En vous remerciant vivement de l'attention que vous réserverez à la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre-président, l'expression de ma considération très distinguée."

Wat de opvang in gezinnen betreft, preciseert hij dat vandaag bijna 600 personen in

Sint-Lambrechts-Woluwe in gezinnen zijn ondergebracht en dat de gemeente haar verplichtingen ter zake ten volle nakomt, met een wachtdienst die bijna 24 uur op 24 beschikbaar is. Hij vertelt dat toen zich op een avond een gezin meldde, er werd gezocht naar onderdak in een gezin, zonder succes; vervolgens werd een verzoek ingediend bij het centrum aan de Arianelaan, dat weigerde omdat dit gezin niet via Fedasil was gegaan, en dit gezin werd uiteindelijk ondergebracht in de "Villa Mousin", die nu wordt gebruikt voor de opvang van Oekraïense vluchtelingen in een noodsituatie. Hij wijst erop dat de gemeentelijke teams uitgeput zijn en dat de onthaaluren beperkt waren: de permanentie wordt nu van 10 tot 12 uur georganiseerd. Hij voegt eraan toe dat een Frans-Oekraïens tweetalig project aan de minister van Onderwijs is voorgesteld en werd bestudeerd, maar dat het gevaar bestaat dat het niet zal worden erkend omdat er geen wettelijk kader is. Hij wijst erop dat veel kinderen er de voorkeur aan geven cursussen op afstand te volgen, aangezien online-onderwijs goed geregeld is door de Oekraïense regering. Hij legt uit dat sportclubs Oekraïense kinderen hebben verwelkomd, evenals speelplaatsen tijdens de schoolvakanties, maar dat op het culturele front het einde van het culturele seizoen is aangebroken en dat er nog niets is gedaan. Hij hoopt dat er eindelijk overleg zal worden gepleegd met de autoriteiten die dagelijks met de problemen te maken hebben.

Dhr. MATGEN verklaart dat hij Bernard CLERFAYT eind mei heeft gewaarschuwd dat de dieren buiten werden gehuisvest, in kooien die soms te klein waren. Hij zegt dat ook hij hiervan niet op de hoogte was, maar gaf opdracht tot een bezoek aan het pand en stuurde op 14 juni een verslag met de volgende maatregelen

- een veterinaire controle, minstens één keer per week,
- wandelingen in de buurt,
- aanbevelingen betreffende de normen voor de kooien.

Hij deelt het antwoord van Sammy MAHDI van 28 juni mee, waarin hij verklaart dat de voorwaarden met betrekking tot het dierenwelzijn worden nageleefd, dat hij heeft besloten geen dieren meer op het terrein toe te laten en dat het gemeentebestuur alleen de zaak hoeft op te volgen.

Mw. BORDES CASTELLS vraagt hoe de procedure voor het verkrijgen van de A-kaart verloopt.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de vluchtelingen die in het centrum van het Rode Kruis zijn opgevangen, volgens de wet niet op het grondgebied van de gemeente zijn gevestigd omdat zij daar slechts enkele dagen zouden verblijven. Hij wijst erop dat na een tekort aan zeep in het centrum, dat de Fedasil-begrotingen niet had ontvangen, het OCMW de zeep heeft geleverd. Hij legt uit dat mensen die bij bewoners verblijven een voorlopig attest krijgen waarmee zij naar het OCMW kunnen gaan om hulp aan te vragen en dat voor het verkrijgen van de A-kaart een controle door de politie vereist is, die over het algemeen binnen 48 uur wordt uitgevoerd. Hij vestigt de aandacht op het feit dat men uit Oekraïne moet komen om het te verkrijgen. Hij wijst erop dat de procedure in de meeste gevallen snel verloopt, dat alles op gemeentelijk niveau vlot verloopt en dat er geen vertragingen zijn.

Mw. BORDES CASTELLS vraagt of het voorlopig attest bijlage 15 is.

Mw. DESTRÉE-LAURENT antwoordt dat dit het geval is.

Mw. HENRY voegt eraan toe dat het OCMW probeert tegemoet te komen aan de vraag naar douches voor gehandicapten en het gebruik van zijn wasruimte toestaat. Zij

wijst erop dat ook in het OCMW alles wat wordt uitgegeven, wordt geboekt. Zij preciseert dat van de 600 personen die in Sint-Lambrechts-Woluwe in gezinnen of in woningen zijn ondergebracht:

- 249 sociale steunbedragen ter hoogte van het leefloon zijn toegekend (het is moeilijk te zeggen hoeveel mensen dit betreft) en 41 aanvragen zijn in behandeling;
- 15 gezinnen hebben huisvestingssteun ontvangen: 2 huurwaarborgen, 12 installatiepremies en 3 inschrijvingen op het referentieadres zodat deze mensen zich kunnen inschrijven bij een ziekenfonds, kinderbijslag kunnen aanvragen, enz.;
- mensen met gezondheidsproblemen krijgen een rode medische kaart die onmiddellijk toegang geeft tot zorg en worden ook uitgenodigd om zich in te schrijven bij een ziekenfonds, wat vrij snel gaat (+/- 15 dagen).

Dhr. MAINGAIN herinnert eraan dat de federale regering eigenlijk moet meedelen wat zij wil doen, rekening houdend met het feit dat de andere vluchtelingen (Afghanen, enz.) onder de verantwoordelijkheid van Fedasil vallen en niet onder die van de gemeenten.

Mw. PANS erkent dat de gemeente, nadat zij op 28 mei de schepen voor dierenwelzijn had gewaarschuwd, de zaken heeft kunnen bespoedigen, maar zij betreurt het dat de gemeente het probleem vooral de kant van Fedasil en de federale regering ziet, waardoor de gewestregering van haar verantwoordelijkheden wordt ontslagen. Zij uit haar twijfels over het feit dat de gemeente niet in kennis is gesteld van de opening van het transitcentrum aan de Arianelaan, aangezien zij navraag heeft gedaan en te horen heeft gekregen dat de gemeente haar toestemming moest geven voor de opening van het centrum. Zij zegt ook dat de buurtbewoners verbaasd waren dat zij mensen zagen rondlopen met rode halsbanden om hun nek. Zij is er voorstander van dat de gemeente zich uitspreekt en niet de verantwoordelijkheid op zich neemt voor wat niet moet worden gedaan, maar blijft erbij dat alle bestuursniveaus een verantwoordelijkheid hebben. Zij wijst erop dat het centrum giften weigert, wat zij kan begrijpen voor voedsel, maar niet voor zeep, spelletjes voor de kinderen, enz.

Dhr. MAINGAIN houdt vol dat dit de verantwoordelijkheid is van de staatssecretaris en Fedasil en niet van het Gewest of de gemeenten. Hij bevestigt dat de staatssecretaris naar de unanieme mening van alle Brusselse burgemeesters zijn verantwoordelijkheden niet op zich neemt. Hij herinnert eraan dat er op federaal niveau geen crisisplan is en dat besloten is een einde te maken aan het regionale crisisplan. Hij wijst erop dat Brussel veel meer op zich neemt dan in de verdeelsleutels was voorzien, omdat de Oekraïners in Brussel willen zijn. Hij verklaart ook dat hij geen schriftelijk verzoek van de bevoegde minister heeft ontvangen om in te stemmen met de opening van het centrum, maar wel een rapport van de brandweer over de veiligheid. Hij zou graag zien dat op alle bestuursniveaus coördinatie plaatsvindt. Hij waardeert de vriendelijkheid van burgers die zeep aanbieden, maar begrijpt niet dat een opvangcentrum niet de financiële middelen heeft om zeep te verstrekken!

Dhr. VAN der AUWERA vraagt of er iets gepland is om de gastgezinnen in staat te stellen tijdens de zomer een pauze in te lassen.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat er een vijftiental plaatsen zijn gevonden in de kotten van de UCL maar dat dit slechts tijdelijk is aangezien sommige studenten voor de

tweede zit zullen terugkeren. Hij voegt eraan toe dat er nog enkele plaatsen zijn in gezinnen, maar voor alleenstaanden of moeders met een kind. Hij is van mening dat de levensomstandigheden in het centrum aanvaardbaar zijn voor een paar dagen, maar niet voor een lange periode.

Mw. PANS vraagt wat de oplossing is voor de dieren, want op het Zuidstation wordt, als mensen alleen op doorreis zijn, voor één nacht onderdak gezocht (hotel of anderszins), maar als zij willen blijven, worden zij naar het Arianecentrum gestuurd, dat geen dieren meer opneemt.

Dhr. MATGEN antwoordt dat zij inderdaad geen dieren meer nemen en dat de minister van Dierenwelzijn hierover bezorgd is en graag zou zien dat er maatregelen worden genomen, maar dat het aan de federale regering is om dit te doen.

Mw. HENRY voegt hieraan toe dat het Arianecentrum gedurende de zomer lokalen ter beschikking van de kinderen zal stellen. Zij bevestigt dat zij geen individuele schenkingen aanvaarden, maar schenkingen van verenigingen die grote hoeveelheden tegelijk brengen. Zij preciseert dat zij vragen dat de voorkeur wordt gegeven aan grote spelen.

Dhr. de MAERE d'AERTRYCKE vraagt of het mogelijk is de informatie door te geven, want er is een golf van solidariteit in de gemeente: veel mensen zijn bereid te helpen en dingen te geven, maar weten niet waar ze moeten geven.

29.06.2022/A/0069 **Comment se déroule l'hébergement, l'accueil et l'aide sociale en faveur des réfugiés Ukrainiens ? (Mme BORDES CASTELLS)**

Ce point a été traité conjointement avec le point 68.

Hoe staat het met de huisvesting, de opvang en de sociale steun voor Oekraïense vluchtelingen? (Mw. BORDES CASTELLS)

Dit punt werd samen met punt 68 behandeld.

29.06.2022/A/0070 **Motion visant à renforcer l'accueil, l'encadrement et l'hébergement conforme au droit à la dignité humaine des réfugiés ukrainiens sur le territoire de la commune. (M. LORIAUX, Mmes BEGYN, HANQUET et M. de MAERE d'AERTRYCKE)**

MOTION

visant à renforcer l'accueil, l'encadrement et l'hébergement conforme au droit à la dignité humaine des réfugiés ukrainiens sur le territoire de la commune

déposée par Monsieur Michaël Loriaux (LB), Mesdames Sonia Begyn (LB) et Margaux Hanquet (WolHu) et Monsieur Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke (LB)

Le conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert, réuni en séance publique,

A. vu la Convention internationale du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, dite Convention de Genève ;
B. vu le Protocole relatif au statut des réfugiés conclu à New York le 31 janvier 1967 ;
C. vu la résolution 2198 (XXI) du 16 décembre 1966 de l'Assemblée générale des Nations Unies ;
D. considérant la guerre d'agression entamée par la Russie le 24 février 2022 en Ukraine, impliquant de multiples violations du droit international ;
E. considérant que l'agression russe en Ukraine provoque des souffrances et des pertes humaines et entraine un afflux de réfugiés vers les pays voisins ;
F. considérant l'activation de la Directive 2001/55/CE du Conseil du 20 juillet 2001 relative à des normes minimales permettant de garantir une protection immédiate à tous les réfugiés ukrainiens ;
G. considérant que plus de 6,6 millions d'Ukrainiens ont fui leur pays depuis le début de l'invasion par l'armée russe le 24 février 2022, et que le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a estimé, en mai dernier, que plus de 2 millions seraient rentrés chez eux ;
H. considérant que, selon les dernières estimations disponibles, plus de 46.000 réfugiés ukrainiens seraient arrivés en Belgique, dont 30 % en Région bruxelloise ;
I. considérant la mise à disposition par la Société du Logement de la Région Bruxelloise (SLRB) du site « Ariane 7 », situé à Woluwe-Saint-Lambert pour soutenir et venir en aide aux réfugiés ukrainiens ;
J. considérant que le centre d'accueil Ariane, géré par la Croix-Rouge flamande, est configuré en centre d'accueil transitoire permettant un accueil temporaire des réfugiés ukrainiens avant qu'ils soient redirigé par Fedasil vers un logement adapté ;
K. considérant toutefois qu'actuellement 825 réfugiés sont hébergés au centre Ariane et que près de 450 attendent une place dans un lieu d'hébergement adapté depuis un mois ;
L. considérant l'appel du coordinateur d'accueil des réfugiés ukrainiens, Monsieur Pierre Verbeeren, aux différents gouvernements visant à trouver rapidement des solutions spécifiques pour les réfugiés ukrainiens les plus vulnérables nécessitant des soins adaptés ;
M. considérant le subside proposé par le Ministre bruxellois des Pouvoirs Locaux, Bernard Clerfayt, d'un montant de 10 millions d'euros à destination des communes bruxelloises pour les soutenir dans la création d'hébergement pour les réfugiés ;

a) Demande au gouvernement fédéral de :

1. mettre tout en œuvre afin de respecter la directive européenne de protection temporaire, en prévoyant notamment suffisamment d'infrastructures et de personnel pour le premier accueil des réfugiés et en soutenant activement et budgétairement les entités fédérées et communales pour leur prise en charge ;
2. assurer et renforcer les moyens budgétaires alloués à Fedasil dans le cadre du processus d'accueil et d'hébergement des réfugiés ukrainiens ;
3. procéder à un audit exhaustif des centres d'accueil et d'hébergement des réfugiés ukrainiens afin de s'assurer que les soins et conditions de salubrité, ainsi que d'autres besoins élémentaires, sont bel et bien rencontrés ;
4. activer la phase fédérale de gestion de crise afin d'assurer notamment une parfaite coordination des initiatives prises par les différents acteurs concernés sur le territoire belge.

b) Invite le gouvernement de la Région bruxelloise à :

1. maintenir la phase régionale de gestion de crise pour faire face au défi de l'accueil des réfugiés ukrainiens aussi longtemps que la situation en Ukraine l'exige ;
2. assurer un nombre suffisant de places pour les réfugiés dans les centres d'hébergement qui relèvent de sa compétence, sans préjudice de l'accueil des bénéficiaires actuels de ces centres ;
3. contribuer, en collaboration avec le gouvernement fédéral, à l'accueil, l'accompagnement et l'hébergement d'urgence de tout réfugié en provenance d'Ukraine qui entre dans le champ d'application de la directive européenne de protection temporaire ;

c) En saluant les nombreuses initiatives prises par le Collège pour accompagner au mieux les réfugiés ukrainiens conformément au respect dû à la dignité humaine l'invite :

1. de faire sienne la présente motion ;
2. de réaffirmer sa solidarité pleine et entière et à réitérer son total soutien au peuple ukrainien ;
3. de continuer à garantir aux Ukrainiens qui ont fui leur pays en guerre suite à l'invasion militaire russe l'accès à un accueil de qualité sur le territoire de notre Commune, selon une juste et équitable répartition entre les différentes communes bruxelloises ;
4. de continuer à encourager les habitants de la commune qui développent différentes initiatives afin de venir en aide au peuple ukrainien ;
5. d'informer et de transmettre la présente motion au président du Conseil européen, la Présidente de la Commission européenne, au Premier ministre, à la Vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères, au gouvernement bruxellois et à l'ambassade de la République d'Ukraine en Belgique.

Motie ter versterking van de opvang, ondersteuning en huisvesting van Oekraïense vluchtelingen in de gemeente, overeenkomstig het recht op menselijke waardigheid. (Dhr. LORIAUX, mevrouwen BEGYN, HANQUET en dhr. de MAERE d'AERTRYCKE)

MOTIE

ter versterking van de opvang, de ondersteuning en de huisvesting van Oekraïense vluchtelingen op het grondgebied van de gemeente overeenkomstig het recht op menselijke waardigheid

ingediend door de heer Michaël Loriaux (LB), mevrouw Sonia Begyn (LB), mevrouw Margaux Hanquet (WolHu) en de heer Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke (LB)

De Gemeenteraad van Sint-Lambrechts-Woluwe, in openbare zitting bijeen,

A. Gelet op het Internationaal Verdrag van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, bekend als het Verdrag van Genève;
B. Gelet op het Protocol betreffende de status van vluchtelingen, gesloten in New York op 31 januari 1967;
C. Gelet op de resolutie 2198 (XXI) van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties van 16 december 1966;
D. Gelet op de aanvalsoorlog die Rusland op 24 februari 2022 in Oekraïne is begonnen en die gepaard gaat met veelvuldige schendingen van het internationaal recht;
E. Overwegende dat de Russische agressie in Oekraïne leed en verlies aan mensenlevens veroorzaakt en leidt tot een toevloed van vluchtelingen naar de buurlanden;
F. Gelet op de activering van Richtlijn 2001/55/EG van de Raad van 20 juli 2001 betreffende minimumnormen voor het verlenen van onmiddellijke bescherming aan alle Oekraïense vluchtelingen;
G. Overwegende dat meer dan 6,6 miljoen Oekraïners hun land zijn ontvlucht sinds het begin van de invasie door het Russische leger op 24 februari 2022, en dat de Hoge Commissaris voor de vluchtelingen van de VN (UNHCR) afgelopen mei schatte dat meer dan 2 miljoen mensen naar huis waren teruggekeerd;
H. Overwegende dat volgens de laatste beschikbare ramingen meer dan 46.000 Oekraïense vluchtelingen in België zijn aangekomen, waarvan 30 % in het Brussels Gewest;
I. Overwegende dat de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM) de "Ariane 7"-site in Sint-Lambrechts-Woluwe ter beschikking heeft gesteld om de Oekraïense vluchtelingen te steunen en bij te staan;
J. Overwegende dat het opvangcentrum Ariane, dat door het Vlaamse Rode Kruis wordt beheerd, is opgezet als een tijdelijk opvangcentrum waar Oekraïense vluchtelingen tijdelijk kunnen worden opgevangen voordat zij door Fedasil naar passende huisvesting worden doorgestuurd;
K. Overwegende evenwel dat momenteel 825 vluchtelingen in het Ariane-centrum zijn ondergebracht en dat bijna 450 reeds een maand op een plaats in een geschikt onderkomen wachten;
L. Gezien de oproep van de Oekraïense coördinator voor de opvang van vluchtelingen, de heer Pierre Verbeeren, aan de verschillende regeringen om snel specifieke oplossingen te vinden voor de meest kwetsbare Oekraïense vluchtelingen die aangepaste zorg nodig hebben;

M. Gezien de door de Brusselse minister voor Plaatselijke Besturen, Bernard Clerfayt, voorgestelde subsidie van 10 miljoen euro voor de Brusselse gemeenten om hen te steunen bij het creëren van huisvesting voor vluchtelingen;

a) Verzoekt de federale regering om:

1. alles in het werk te stellen om te voldoen aan de Europese richtlijn inzake tijdelijke bescherming, met name door voldoende infrastructuur en personeel ter beschikking te stellen voor de eerste opvang van vluchtelingen en door de deelstaten en de gemeenten actief te steunen bij hun budgettaire behoeften;
2. de begrotingsmiddelen die aan Fedasil zijn toegewezen in het kader van het proces van opvang en huisvesting van Oekraïense vluchtelingen te waarborgen en te versterken;
3. een grondige controle te verrichten van de opvang- en accommodatiecentra voor Oekraïense vluchtelingen, teneinde te garanderen dat daadwerkelijk wordt voorzien in de verzorging en de sanitaire omstandigheden, alsmede in andere basisbehoeften;
4. de federale crisisbeheersingsfase in werking te stellen om met name te zorgen voor een perfecte coördinatie van de initiatieven die door de verschillende betrokken actoren op het Belgische grondgebied worden genomen.

b) Verzoekt de Brusselse regering om:

1. de gewestelijke crisisbeheersingsfase te handhaven om de uitdaging van de opvang van Oekraïense vluchtelingen aan te kunnen zolang de situatie in Oekraïne zulks vereist;
2. te zorgen voor een voldoende aantal plaatsen voor vluchtelingen in de opvangcentra die onder haar bevoegdheid vallen, onverminderd de opvang van de huidige begunstigden van deze centra;
3. in samenwerking met de federale regering bij te dragen tot de opvang, ondersteuning en noodopvang van vluchtelingen uit Oekraïne die onder het toepassingsgebied van de Europese richtlijn inzake tijdelijke bescherming vallen;

c) Juicht de vele initiatieven toe die het College heeft genomen om de Oekraïense vluchtelingen zo goed mogelijk te steunen, met inachtneming van de menselijke waardigheid, en verzoekt het College:

1. om deze motie te steunen;
2. opnieuw zijn volledige solidariteit met en steun aan het Oekraïense volk te betuigen.
3. de Oekraïners die hun land in oorlog zijn ontvlucht na de Russische militaire invasie, toegang te blijven garanderen tot een kwaliteitsvolle opvang op het grondgebied van onze gemeente, volgens een eerlijke en billijke verdeling tussen de verschillende Brusselse gemeenten;
4. de inwoners van de gemeente die verschillende initiatieven ontwikkelen om het Oekraïense volk te helpen, te blijven aanmoedigen;
5. de voorzitter van de Europese Raad, de voorzitster van de Europese Commissie, de Eerste minister, de Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken, de Brusselse regering en de ambassade van de Republiek Oekraïne in België van deze motie in kennis te stellen en deze te doen toekomen.

29.06.2022/A/0071 **Amendement proposé par le groupe Ecolo concernant le point intitulé « Motion visant à renforcer l'accueil, l'encadrement et l'hébergement conforme au droit à la dignité humaine des réfugiés ukrainiens sur le territoire de la commune ».**

Amendement du groupe Ecolo
Invite le collège à veiller à l'organisation d'activités ludiques, sportives et linguistiques pendant les congés d'été pour les enfants ukrainiens logés à Woluwe-Saint-Lambert. Cela prendrait place quotidiennement dans certains bâtiments scolaires de la commune disponibles en été et viserait à prolonger et maintenir les acquis déjà enregistrés depuis leur arrivée il y a quelques mois. Les parents de ces enfants pourraient y être associés et bénéficier eux aussi de formations linguistiques spécifiques.

Suite aux débats et aux explications fournies par M. BOTT, Mme BOONEN signale que le groupe Ecolo retire son amendement.

29.06.2022/A/0072 **Amendements proposés par M. MATGEN concernant le point intitulé « Motion visant à renforcer l'accueil, l'encadrement et l'hébergement conforme au droit à la dignité humaine des réfugiés ukrainiens sur le territoire de la commune ».**

Les 2 amendements proposés sont soumis au vote et adoptés à l'unanimité. Ils seront intégrés dans la motion y relative.

1er amendement :
Ajouter à la fin de la phrase du point 2 du paragraphe a) « Demande au gouvernement fédéral de », les mots suivants : « et de leurs animaux de compagnie ».

2e amendement :
Ajouter au paragraphe a) « Demande au gouvernement fédéral de », un point 5 rédigé comme suit :
« De veiller au respect des recommandations formulées par les services du ministre bruxellois ayant le bien-être animal dans ses compétences concernant l'accueil des animaux de compagnie des réfugiés ukrainiens ».

29 votants : 29 votes positifs.

Amendementen voorgesteld door dhr. MATGEN betreffende het punt met als titel "Motie ter versterking van de opvang, ondersteuning en huisvesting van Oekraïense vluchtelingen in de gemeente, overeenkomstig het recht op menselijke waardigheid".

De 2 voorgestelde amendementen worden in stemming gebracht en met eenparigheid van stemmen aangenomen. Zij zullen in de desbetreffende motie worden opgenomen.

Amendement 1:
Na de woorden "de Oekraïense vluchtelingen" in punt 2 van paragraaf a) "Verzoekt de federale regering", de volgende woorden toevoegen: "en hun huisdieren".

Amendement 2:
Aan punt a) "Verzoekt de federale regering" een punt 5 toevoegen, dat als volgt luidt:
"op de naleving van de aanbevelingen van de Brusselse minister belast met Dierenwelzijn toe te zien betreffende de opvang van huisdieren van Oekraïense vluchtelingen".

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

29.06.2022/A/0073 **Amendements proposés par le groupe MR+ concernant le point intitulé « Motion visant à renforcer l'accueil, l'encadrement et l'hébergement conforme au droit à la dignité humaine des réfugiés ukrainiens sur le territoire de la commune ».**

Après un débat, il est convenu unanimement de retirer les amendements 4, 5, 7, 8 et 11.
En ce qui concerne les amendements 1, 2, 3, 6, 9, 10 et 12, ceux-ci sont approuvés moyennant quelques adaptations (amendements 2, 3 et 10) et sont intégrés dans la motion y relative qui est soumise au vote :

1er amendement : Amendement **approuvé**
NOUVEAU
Vu la motion visant à condamner fermement l'invasion militaire menée par la Fédération de Russie à l'encontre de l'Ukraine et à affirmer le plein et entier soutien de la commune de Woluwe-Saint-Lambert au peuple ukrainien, votée à l'unanimité au conseil communal du 25 avril 2022 ;
À intégrer entre les points C. et D.

***

2e amendement : Amendement **approuvé** moyennant l'adaptation de « 47.000 » en « 48.000 »
MODIFICATION
H. considérant que, selon les dernières estimations disponibles, plus de 46.000 réfugiés ukrainiens seraient arrivés en Belgique, dont 30 % en Région bruxelloise ;
DEVIENT
H. considérant que, selon les dernières estimations disponibles, plus de 4**8**.000 réfugiés ukrainiens seraient arrivés en Belgique dont 17 % sont enregistrés au Registre national en Région bruxelloise ; qu'environ un quart des 4**8**.000 réfugiés ont besoin d'un logement ;

***

3e amendement : Amendement **approuvé** moyennant l'ajout de « mais que ce nombre est insuffisant »
NOUVEAU
Considérant que Fedasil a créé 1.800 places d'hébergement d'urgence actives pour faire face à la situation **mais que ce nombre est insuffisant** ;
À intégrer entre les points H. et I.

***

4e amendement : Amendement **retiré**
NOUVEAU
Considérant qu'une plateforme fédérale nommée Housing Tool a été créée pour faire l'inventaire des logements disponibles sur le territoire pour les réfugiés ukrainiens mais force est de constater que les places viennent à manquer, parfois dû à une absence d'actualisation des données mais aussi parce qu'il n'est pas toujours facile de trouver

un lieu correspondant aux besoins spécifiques de certains réfugiés ;
À intégrer entre les points H. et I.

***

5e amendement : Amendement **retiré**
NOUVEAU
Considérant que les entités fédérées se sont engagées à créer du logement permanent pour les réfugiés, dont 40% en Région wallonne et à Bruxelles et que la Région bruxelloise a fait part de ses objectifs de 3.500 places d'hébergement collectif, en complément de la mise en place d'un système d'accueil semi-autonome ;
À intégrer après le point M.

***

6e amendement : Amendement **approuvé**
MODIFICATION
2. Assurer et renforcer les moyens budgétaires alloués à Fedasil dans le cadre du processus d'accueil et d'hébergement des réfugiés ukrainiens ;
DEVIENT
2. Assurer et renforcer les moyens humains et budgétaires alloués à Fedasil dans le cadre du processus d'accueil et d'hébergement des réfugiés ukrainiens ;

***

7e amendement : Amendement **retiré**
MODIFICATION
2. Assurer un nombre suffisant de places pour les réfugiés dans les centres d'hébergement qui relèvent de sa compétence, sans préjudice de l'accueil des bénéficiaires actuels de ces centres ;
DEVIENT
2. De travailler urgemment à des solutions qui visent à assurer un nombre suffisant de logements pour les réfugiés, de rattraper tout retard sur ses propres objectifs et ce, afin d'éviter autant que possible la transformation de places d'hébergement temporaire en accueil permanent ;

***

8e amendement : Amendement **retiré**
NOUVEAU
Demande à l'ensemble des pouvoirs publics de :
1. considérer le bien-être animal comme point d'attention majeur et de mettre en place des mesures urgentes pour permettre l'accueil, dans les meilleures conditions possibles, des animaux de compagnie des réfugiés ukrainiens ; à la fois dans l'ensemble des centres d'accueil et d'hébergement temporaire ainsi que dans les logements disponibles en Région bruxelloise;
À intégrer après le point M.

***

9e amendement : Amendement **approuvé**
NOUVEAU
De reconnaitre et saluer l'extrême générosité affichée par une grande partie des habitants de la commune ainsi que le dévouement de nombreux bénévoles présents à Woluwe-Saint-Lambert ;
À intégrer entre les points 2 et 3 des demandes au Collège.

***

10e amendement : Amendement **approuvé** moyennant la suppression de « , comme initialement prévu par l'accord passé en mars 2022 avec les parties concernées »
NOUVEAU
De réaffirmer la vocation du site « Ariane 7 » comme « site d'hébergement temporaire »~~, comme initialement prévu par l'accord passé en mars 2022 avec les parties concernées~~ ;

À intégrer entre les points 4 et 5 des demandes au Collège.

***

11e amendement : Amendement **retiré**
NOUVEAU
De corriger rapidement les manquements en termes de transparence et de communication vis-à-vis des riverains du quartier ;
À intégrer entre les points 4 et 5 des demandes au Collège.

***

12e amendement : Amendement **approuvé**
MODIFICATION
5. d'informer et de transmettre la présente motion au président du Conseil européen, la Présidente de la Commission européenne, au Premier ministre, à la Vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères, au gouvernement bruxellois et à l'ambassade de la République d'Ukraine en Belgique.
DEVIENT
5. d'informer et de transmettre la présente motion au président du Conseil européen, à la Présidente de la Commission européenne, au Premier ministre, à la Vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères, à la Ministre de l'Intérieur, à la Secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, au Ministre bruxellois chargé des Pouvoirs Locaux et du Bien-être animal, à la Secrétaire d'État bruxelloise chargée du Logement, à l'ambassade de la République d'Ukraine en Belgique.

Amendementen voorgesteld door de MR+-fractie betreffende het punt met als titel "Motie ter versterking van de opvang, ondersteuning en huisvesting van Oekraïense vluchtelingen in de gemeente, overeenkomstig het recht op menselijke waardigheid".

Amendement 1: goedgekeurd.
Amendement 2: goedgekeurd mits volgende aanpassing: "48.000" i.p.v. "47.000".
Amendement 3: goedgekeurd mits de toevoeging van "maar dat dit aantal onvoldoende is".
Amendement 4: ingetrokken.
Amendement 5: ingetrokken.
Amendement 6: goedgekeurd.
Amendement 7: ingetrokken.
Amendement 8: ingetrokken.
Amendement 9: goedgekeurd.
Amendement 10: goedgekeurd mits de schrapping van het einde van de zin ("zoals oorspronkelijk gepland...").
Amendement 11: ingetrokken.
Amendement 12: goedgekeurd.

Michèle Nahum entre en séance / treedt in zitting.

29.06.2022/A/0074 **Motion amendée visant à renforcer l'accueil, l'encadrement et l'hébergement conforme au droit à la dignité humaine des réfugiés ukrainiens sur le territoire de la commune.**

MOTION amendée visant à renforcer l'accueil, l'encadrement et l'hébergement conforme au droit à la dignité humaine des réfugiés ukrainiens sur le territoire de la commune
déposée par M. LORIAUX (LB), Mmes BEGYN (LB) et HANQUET (WolHu) et M. de MAERE d'AERTRYCKE (LB)

LE CONSEIL,

A. Vu la Convention internationale du 28/07/1951 relative au statut des réfugiés, dite Convention de Genève ;
B. Vu le Protocole relatif au statut des réfugiés conclu à New York le 31/01/1967 ;
C. Vu la résolution 2198 (XXI) du 16/12/1966 de l'Assemblée générale des Nations Unies ;
D. Vu la motion visant à condamner fermement l'invasion militaire menée par la Fédération de Russie à l'encontre de l'Ukraine et à affirmer le plein et entier soutien de la commune de Woluwe-Saint-Lambert au peuple ukrainien, votée à l'unanimité au Conseil communal du 25/04/2022 ;
E. Considérant la guerre d'agression entamée par la Russie le 24/02/2022 en Ukraine, impliquant de multiples violations du droit international ;
F. Considérant que l'agression russe en Ukraine provoque des souffrances et des pertes humaines et entraîne un afflux de réfugiés vers les pays voisins ;
G. Considérant l'activation de la Directive 2001/55/CE du Conseil du 20/07/2001 relative à des normes minimales permettant de garantir une protection immédiate à tous les réfugiés ukrainiens ;
H. Considérant que plus de 6,6 millions d'Ukrainiens ont fui leur pays depuis le début de l'invasion par l'armée russe le 24/02/2022, et que le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a estimé, en mai dernier, que plus de 2 millions seraient rentrés chez eux ;
I. Considérant que, selon les dernières estimations disponibles, plus de 48.000 réfugiés ukrainiens seraient arrivés en Belgique, dont 17 % sont enregistrés au Registre national en Région bruxelloise ; qu'environ un quart des 48.000 réfugiés ont besoin d'un logement ;
J. Considérant que Fedasil a créé 1.800 places d'hébergement d'urgence actives pour faire face à la situation mais que ce nombre est insuffisant ;
K. Considérant la mise à disposition par la Société du Logement de la Région Bruxelloise (SLRB) du site « Ariane 7 », situé à Woluwe-Saint-Lambert pour soutenir et venir en aide aux réfugiés ukrainiens ;
L. Considérant que le centre d'accueil Ariane, géré par la Croix-Rouge flamande, est configuré en centre d'accueil transitoire permettant un accueil temporaire des réfugiés ukrainiens avant qu'ils soient redirigés par Fedasil vers un logement adapté ;
M. Considérant toutefois qu'actuellement 825 réfugiés sont hébergés au centre Ariane et que près de 450 attendent une place dans un lieu d'hébergement adapté depuis un mois ;
O. Considérant l'appel du coordinateur d'accueil des réfugiés ukrainiens, M. Pierre VERBEEREN, aux différents gouvernements visant à trouver rapidement des solutions spécifiques pour les réfugiés ukrainiens les plus vulnérables nécessitant des soins adaptés ;
P. Considérant le subside proposé par le Ministre bruxellois des Pouvoirs Locaux, Bernard CLERFAYT, d'un montant de 10 millions d'euros à destination des communes bruxelloises pour les soutenir dans la création d'hébergement pour les

réfugiés ;

a) Demande au gouvernement fédéral de :

1. mettre tout en œuvre afin de respecter la directive européenne de protection temporaire, en prévoyant notamment suffisamment d'infrastructures et de personnel pour le premier accueil des réfugiés et en soutenant activement et budgétairement les entités fédérées et communales pour leur prise en charge ;
2. assurer et renforcer les moyens humains et budgétaires alloués à Fedasil dans le cadre du processus d'accueil et d'hébergement des réfugiés ukrainiens et de leurs animaux de compagnie ;
3. procéder à un audit exhaustif des centres d'accueil et d'hébergement des réfugiés ukrainiens afin de s'assurer que les soins et conditions de salubrité, ainsi que d'autres besoins élémentaires, sont bel et bien rencontrés ;
4. activer la phase fédérale de gestion de crise afin d'assurer notamment une parfaite coordination des initiatives prises par les différents acteurs concernés sur le territoire belge ;
5. veiller au respect des recommandations formulées par les services du ministre bruxellois ayant le bien-être animal dans ses compétences concernant l'accueil des animaux de compagnie des réfugiés ukrainiens ;

b) Invite le gouvernement de la Région bruxelloise à :

1. maintenir la phase régionale de gestion de crise pour faire face au défi de l'accueil des réfugiés ukrainiens aussi longtemps que la situation en Ukraine l'exige ;
2. assurer un nombre suffisant de places pour les réfugiés dans les centres d'hébergement qui relèvent de sa compétence, sans préjudice de l'accueil des bénéficiaires actuels de ces centres ;
3. contribuer, en collaboration avec le gouvernement fédéral, à l'accueil, l'accompagnement et l'hébergement d'urgence de tout réfugié en provenance d'Ukraine qui entre dans le champ d'application de la directive européenne de protection temporaire ;

d) En saluant les nombreuses initiatives prises par le Collège pour accompagner au mieux les réfugiés ukrainiens conformément au respect dû à la dignité humaine, l'invite :

1. à faire sienne la présente motion;
2. à réaffirmer sa solidarité pleine et entière et à réitérer son total soutien au peuple ukrainien ;
3. à reconnaitre et saluer l'extrême générosité affichée par une grande partie des habitants de la commune ainsi que le dévouement de nombreux bénévoles présents à Woluwe-Saint-Lambert ;
4. à continuer à garantir aux Ukrainiens qui ont fui leur pays en guerre suite à l'invasion militaire russe l'accès à un accueil de qualité sur le territoire de notre commune, selon une juste et équitable répartition entre les différentes communes bruxelloises ;
5. à continuer à encourager les habitants de la commune qui développent différentes initiatives afin de venir en aide au peuple ukrainien ;
6. à réaffirmer la vocation du site « Ariane 7 » comme « site d'hébergement temporaire » ;
7. à informer et à transmettre la présente motion au président du Conseil

européen, à la présidente de la Commission européenne, au Premier ministre, à la Vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères, à la ministre de l'Intérieur, à la secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, au ministre-président de la Région bruxelloise, au ministre bruxellois chargés des Pouvoirs locaux et du Bien-être animal, à la secrétaire d'Etat bruxelloise chargée du Logement et à l'ambassade de la République d'Ukraine en Belgique.

30 votants : 30 votes positifs.

Geamandeerde motie ter versterking van de opvang, ondersteuning en huisvesting van Oekraïense vluchtelingen in de gemeente, overeenkomstig het recht op menselijke waardigheid.

MOTIE ter versterking van de opvang, de ondersteuning en de huisvesting van Oekraïense vluchtelingen op het grondgebied van de gemeente overeenkomstig het recht op menselijke waardigheid,
ingediend door dhr. LORIAUX (LB), mw. BEGYN (LB), mw. HANQUET (WolHu) en dhr. de MAERE d'AERTRYCKE (LB)

DE RAAD,

A. Gelet op het Internationaal Verdrag van 28/07/1951 betreffende de status van vluchtelingen, bekend als het Verdrag van Genève;
B. Gelet op het Protocol betreffende de status van vluchtelingen, gesloten in New York op 31/01/1967;
C. Gelet op de resolutie 2198 (XXI) van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties van 16/12/1966;
D. Gelet op de motie om de militaire invasie van de Russische Federatie in Oekraïne krachtig te veroordelen en de volledige steun van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe aan het Oekraïense volk te bevestigen, die eenparig werd aangenomen door de Gemeenteraad op 25/04/2022;
E.Gelet op de aanvalsoorlog die Rusland op 24/02/2022 in Oekraïne is begonnen en die gepaard gaat met veelvuldige schendingen van het internationaal recht;
F. Overwegende dat de Russische agressie in Oekraïne leed en verlies aan mensenlevens veroorzaakt en leidt tot een toevloed van vluchtelingen naar de buurlanden;
G. Gelet op de activering van Richtlijn 2001/55/EG van de Raad van 20/07/2001 betreffende minimumnormen voor het verlenen van onmiddellijke bescherming aan alle Oekraïense vluchtelingen;
H. Overwegende dat meer dan 6,6 miljoen Oekraïners hun land zijn ontvlucht sinds het begin van de invasie door het Russische leger op 24/02/2022, en dat de Hoge Commissaris voor de vluchtelingen van de VN (UNHCR) afgelopen mei schatte dat meer dan 2 miljoen mensen naar huis waren teruggekeerd;
I. Overwegende dat volgens de laatste beschikbare ramingen meer dan 48.000 Oekraïense vluchtelingen in België zijn aangekomen, waarvan 17 % in het Rijksregister ingeschreven is in het Brussels Gewest; dat ongeveer een kwart van de 48.000 vluchtelingen een woning nodig hebben;
J. Overwegende dat Fedasil 1.800 actieve plaatsen voor noodopvang heeft opgericht om de situatie aan te pakken maar dat dit aantal onvoldoende is;
K. Overwegende dat de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM) de "Ariane 7"-site in Sint-Lambrechts-Woluwe ter beschikking heeft gesteld om de Oekraïense vluchtelingen te steunen en bij te staan;
L. Overwegende dat het opvangcentrum Ariane, dat door het Vlaamse Rode Kruis

wordt beheerd, is opgezet als een tijdelijk opvangcentrum waar Oekraïense vluchtelingen tijdelijk kunnen worden opgevangen voordat zij door Fedasil naar passende huisvesting worden doorgestuurd;
M. Overwegende evenwel dat momenteel 825 vluchtelingen in het Ariane-centrum zijn ondergebracht en dat bijna 450 reeds een maand op een plaats in een geschikt onderkomen wachten;
O. Gezien de oproep van de Oekraïense coördinator voor de opvang van vluchtelingen, dhr. Pierre VERBEEREN, aan de verschillende regeringen om snel specifieke oplossingen te vinden voor de meest kwetsbare Oekraïense vluchtelingen die aangepaste zorg nodig hebben;
P. Gezien de door de Brusselse minister voor Plaatselijke Besturen, Bernard CLERFAYT, voorgestelde subsidie van 10 miljoen euro voor de Brusselse gemeenten om hen te steunen bij het creëren van huisvesting voor vluchtelingen;

a) Verzoekt de federale regering om:

1. alles in het werk te stellen om te voldoen aan de Europese richtlijn inzake tijdelijke bescherming, met name door voldoende infrastructuur en personeel ter beschikking te stellen voor de eerste opvang van vluchtelingen en door de deelstaten en de gemeenten actief te steunen bij hun budgettaire behoeften;
2. de menselijke en budgettaire middelen die aan Fedasil zijn toegewezen in het kader van het proces van opvang en huisvesting van de Oekraïense vluchtelingen en hun huisdieren te waarborgen en te versterken;
3. een grondige controle te verrichten van de opvang- en accommodatiecentra voor Oekraïense vluchtelingen, teneinde te garanderen dat daadwerkelijk wordt voorzien in de verzorging en de sanitaire omstandigheden, alsmede in andere basisbehoeften;
4. de federale crisisbeheersingsfase in werking te stellen om met name te zorgen voor een perfecte coördinatie van de initiatieven die door de verschillende betrokken actoren op het Belgische grondgebied worden genomen;
5. op de naleving van de aanbevelingen van de Brusselse minister belast met Dierenwelzijn toe te zien betreffende de opvang van huisdieren van Oekraïense vluchtelingen;

b) Verzoekt de Brusselse regering om:

1. de gewestelijke crisisbeheersingsfase te handhaven om de uitdaging van de opvang van Oekraïense vluchtelingen aan te kunnen zolang de situatie in Oekraïne zulks vereist;
2. te zorgen voor een voldoende aantal plaatsen voor vluchtelingen in de opvangcentra die onder haar bevoegdheid vallen, onverminderd de opvang van de huidige begunstigden van deze centra;
3. in samenwerking met de federale regering bij te dragen tot de opvang, ondersteuning en noodopvang van vluchtelingen uit Oekraïne die onder het toepassingsgebied van de Europese richtlijn inzake tijdelijke bescherming vallen;

c) Juicht de vele initiatieven toe die het College heeft genomen om de Oekraïense vluchtelingen zo goed mogelijk te steunen, met inachtneming van de menselijke waardigheid, en verzoekt het College:

1. om deze motie te steunen;
2. opnieuw zijn volledige solidariteit met en steun aan het Oekraïense volk te

betuigen;

3. de extreme vrijgevigheid van een groot deel van de inwoners van de gemeente en de inzet van vele vrijwilligers die aanwezig zijn in Sint-Lambrechts-Woluwe, te erkennen en toe te juichen;
4. de Oekraïners die hun land in oorlog zijn ontvlucht na de Russische militaire invasie, toegang te blijven garanderen tot een kwaliteitsvolle opvang op het grondgebied van onze gemeente, volgens een eerlijke en billijke verdeling tussen de verschillende Brusselse gemeenten;
5. de inwoners van de gemeente die verschillende initiatieven ontwikkelen om het Oekraïense volk te helpen, te blijven aanmoedigen;
6. de intentie om de "Ariane 7"-site als een "tijdelijk opvangcentrum" te gebruiken, te bevestigen;
7. de voorzitter van de Europese Raad, de voorzitster van de Europese Commissie, de Eerste minister, de Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken, de minister van Binnenlandse Zaken, de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, de minister-president van het Brussels Gewest, de Brusselse minister belast met de Plaatselijke Besturen en Dierenwelzijn, de Brusselse staatssecretaris belast met Huisvesting en de ambassade van de Republiek Oekraïne in België van deze motie in kennis te stellen en deze te doen toekomen.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Le Secrétaire communal, De Gemeentesecretaris,	Le Président, De Voorzitter,
Patrick Lambert	Ariane Calmeyn